

RÉVISION DU PLU DE VERS PONT DU GARD

ANNEXES

- 1.** Certificat d'affichage établi par le maire de Vers Pont du Gard couvrant la période du 18 mai au 20 mai 2024.
- 2.** Extraits des parutions dans la presse locale.
- 3.** Copie d'écran d'accueil du site de la commune concernant la révision du PLU
- 4.** Procès verbal synthétique des observations du public et des PPA adressé au maire par le commissaire enquêteur et réponses du maître d'ouvrage.
- 5.** Copie du registre papier et des documents annexés avec le tableau répertoriant les signataires de la pétition contre l'OAP sud du village et bordereau récapitulatif.
- 6.** Extraction du registre dématérialisé avec documents annexés
- 7.** glossaire

1-Certificat affichage



Commune de Vers-Pont-du-Gard

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Concernant le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme
sur la commune de Vers Pont du Gard,
du 18 avril 2024 au 20 mai 2024.

Je soussigne Monsieur Olivier SAUZET,
Maire de Vers-Pont-du-Gard,

Atteste,

Que l'avis d'enquête publique portant information du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme sur la commune de Vers-Pont-du-Gard, **a été affiché du 04/04/2024 au 20/05/2024 inclus.**

Fait à Vers-Pont-du-Gard le 20 MAI 2024

Le Maire,
Olivier SAUZET



Le commissaire aux pouvoirs publics a
certifié que l'affichage
mis en place le 4/04/2024
était en place au dernier
jour de l'enquête le 20/05/2024


E. TARDIQU

2-PARUTIONS PRESSE LOCALE



SELARL INFERENCE NOTAIRES
26 avenue Berthollet
74000 ANNECY

CHANGEMENT DE RÉGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Marion GIRARD-CABOUAT, notaire à ANNECY (74000), le 25 mars 2024, Monsieur Maurice Léon Francis COUTIN et Madame Anne-Marie Antoinette Eugénie HUMBERT, demeurant ensemble à NÎMES (30900), Les Bastides Sud 620 Chemin des Hauts de Nîmes, mariés sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de COPPONEX (74350), le 2 septembre 1972, ont adopté le régime de la communauté universelle, en y adjoignant une clause de préciput en faveur du survivant des époux.

Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte de commissaire de justice à Maître Marion GIRARD-CABOUAT, notaire à ANNECY (74000), 26, avenue Berthollet.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au juge aux affaires familiales du tribunal judiciaire compétent.

SCI DU 72

Société civile immobilière
au capital de 1 000 euros
Siège social : 3, rue Alphonse Daudet
30133 LES ANGLÉS
751 742 214 RCS NÎMES

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Par décisions unanimes en date du 11 mars 2024, les associés ont décidé de transférer le siège social du 3, rue Alphonse Daudet à LES ANGLÉS (30133) au 72, route de Montfavet à AVIGNON (84000) avec effet au 1^{er} janvier 2024 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts ainsi qu'il suit :

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé au 72, route de Montfavet à AVIGNON (84000).

La société, immatriculée au RCS de NÎMES sous le numéro 751 742 214 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du RCS d'AVIGNON.
Cette modification sera faite aux Greffes des Tribunaux de Commerce de NÎMES et d'AVIGNON.

Pour avis, le Gérant

SCI RUF INVEST

Société civile immobilière
au capital de 100 euros
Siège social : 3, rue Alphonse Daudet
30133 LES ANGLÉS
824 501 365 RCS NÎMES

TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL

Par décisions unanimes en date du 11 mars 2024, les associés ont décidé de transférer le siège social du 3, rue Alphonse Daudet à LES ANGLÉS (30133) au 72, route de Montfavet à AVIGNON (84000) avec effet au 1^{er} janvier 2024 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts ainsi qu'il suit :

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé au 72, route de Montfavet à AVIGNON (84000).

La société, immatriculée au RCS de NÎMES sous le numéro 824 501 365 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du RCS d'AVIGNON.
Cette modification sera faite aux Greffes des Tribunaux de Commerce de NÎMES et d'AVIGNON.

Pour avis, le Gérant



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le public est informé qu'il sera procédé à une enquête publique concernant le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme sur la Commune de VERS-PONT-DU-GARD, du 18 avril 2024 au 20 mai 2024, soit pendant 33 jours consécutifs.

L'ouverture de l'enquête a été prescrite par l'arrêté municipal n° 01-24-047 en date du 28 mars 2024.

La personne responsable du plan local d'urbanisme est la commune de Vers-Pont-du-Gard, représentée par son maire Monsieur Olivier SAUZET.

Monsieur Etienne TARDIOU, inscrit sur la liste départementale annuelle d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur, a été choisi comme commissaire-enquêteur.

Le dossier de révision du PLU objet de la présente enquête sous format papier et sous format dématérialisé sur un poste informatique, ainsi qu'un registre à feuillets non mobiles côté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public, qui pourra en prendre connaissance pendant toute la durée de l'enquête du 18 avril 2024 à 14h30 au 20 mai 2024 à 17h30, en mairie de Vers-Pont-du-Gard, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, soit du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h30 à 17h30, et le mercredi de 8h00 à 12h00.

Le public pourra déposer ses observations et faire ses propositions sur le registre d'enquête dans le lieu du dépôt du dossier à l'adresse suivante : Mairie de Vers-Pont-du-Gard, 5 rue Grand du Bourg, 30210 VERS-PONT-DU-GARD.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées soit par correspondance au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : Mairie de Vers-Pont-du-Gard, 5 rue Grand du Bourg, 30210 VERS-PONT-DU-GARD, soit par courrier électronique au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : revision-plu-verspontdugard@democratie-active.fr

Les dossiers et un registre dématérialisé de l'enquête publique seront également mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à l'adresse suivante : <https://www.democratie-active.fr/revision-plu-verspontdugard/>

Le public pourra y déposer ses observations et propositions. Le commissaire enquêteur les visera et les annexera aux registres d'enquête.

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public à la Maison de la Pierre de Vers-Pont-du-Gard aux dates et heures suivantes :

- Le jeudi 18 avril de 14h30 à 17h30
- Le samedi 11 mai de 09h00 à 12h00
- Le lundi 20 mai de 14h30 à 17h30

Le projet de révision du plan local d'urbanisme a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Cette évaluation environnementale et le résumé non technique figurent dans le rapport de présentation du dossier soumis à enquête publique. En vertu de l'article L104-6 du code de l'urbanisme, le projet de plan local d'urbanisme a été transmis pour avis à la mission régionale d'autorité environnementale. La mission régionale d'autorité environnementale a émis un avis le 9 janvier 2024 qui figure dans le dossier d'enquête publique ainsi que le mémoire en réponse à cet avis.

À l'expiration du délai de l'enquête publique, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire-enquêteur. Ce dernier examinera les observations consignées ou annexées au registre. Il établira ensuite son rapport sur le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables et transmettra l'ensemble de ces pièces en mairie dans le délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête. Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

Suite à l'enquête publique, le conseil municipal pourra approuver le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès de la Mairie de Vers-Pont-du-Gard (contact@vers-pont-dugard.fr)

Le Maire,
Olivier SAUZET

TONIAZZO ELODIE

SELARLU au capital de 500 €
Siège social : 11 bis rue de l'Aspic
30000 NÎMES
RCS NÎMES 852 952 076

L'assemblée générale extraordinaire du 16/03/2024 a décidé le transfert du siège social à compter du 18/03/2024 et de modifier l'article 4 des statuts comme suit :

- Ancienne mention : le siège social de la société est fixé au 11 bis rue de l'Aspic, 30000 NÎMES.
- Nouvelle mention : le siège social de la société est fixé au 11 bis rue Roussy, 30000 NÎMES.

L'inscription modificative sera portée au RCS NÎMES tenue par le greffe du tribunal.

La Gérance

ÉOLIENNES DE SAINT BARBANT

SAS au capital de 5.000,00 €
Siège : 27 quai de la Fontaine 30900 NÎMES
RCS NÎMES 818 401 630

NON RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Avis est donné du non-renouvellement du mandat de commissaire aux comptes de la Société par actions simplifiée :
Aux termes du procès-verbal du 16 juin 2023, les associés ont décidé de ne pas renouveler les mandats de commissaire aux comptes titulaires et suppléants de la société MAZARS SA ayant pris fin au 30 septembre 2022, et de ne pas les remplacer, conformément aux dispositions de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019, ne rendant plus ces nominations obligatoires.
Mention sera faite au RCS de NÎMES.

Pour avis, la Présidence

CREDO LAVENE

SAS au capital de 1.000,00 €
Siège : 27 quai de la Fontaine 30900 NÎMES
RCS NÎMES 844 623 983

NON RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Avis est donné du non-renouvellement du mandat de commissaire aux comptes de la Société par actions simplifiée :
Aux termes du procès-verbal du 19 mars 2024, l'associé unique a décidé de ne pas renouveler les mandats de commissaire aux comptes titulaires MAZARS SA et suppléants Cyril GALLARD nommés par erreur, et de ne pas les remplacer, conformément aux dispositions de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019, ne rendant plus ces nominations obligatoires.
Mention sera faite au RCS de NÎMES.

Pour avis, la Présidence

AUGMENTATION DE CAPITAL, CRÉATION D'ENTREPRISE, TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL...



ACCÉLÉREZ VOS FORMALITÉS ET SIMPLIFIEZ-VOUS LA VIE.

Envoi de l'attestation d'insertion dans la journée par email (ou par fax)

Réactivité à vos demandes de renseignements ou de devis

Mise en forme vous offrant systématiquement le tarif le plus bas

Envoi gratuit, par courrier, d'un exemplaire du journal à sa parution.

SERVICE ANNONCES LÉGALES
Marie-Laure Boyer
06 75 08 84 20

LA GAZETTE DE MONTPELLIER
13 place de la Comédie - CS 39530
34960 Montpellier cedex 2
annonceslegales@gazettedemontpellier.fr

LA GAZETTE DE NÎMES
11 rue Régale - 30000 Nîmes
annonceslegales@gazettedenimes.fr



Notaires
Arène PINHAS-BATAILLE
ent GRANIER
 GRANDE-MOTTE (Hérault)
 Pierre Racine, BP 50

JEAN MOULIN
 ville Immobilière
 de 2 285,00 euros
HRISTOL-LEZ-ALES (30380)
 ulin de l'Olm
 ES 430 822 643

général en date du 21 mars 2024, il
 on de ses fonctions de co-gérant de
 RTAL, demeurant 1 Chemin Joseph
 OL-LEZ-ALES. Monsieur Eric PORTAL
 , demeurant 1 Chemin Joseph Portal,
 ALES restent co-gérants.
 de NIMES.

Pour avis, le Notaire

TUTION DE SOCIÉTÉ

eing privé du 16 avril 2024, il a été
 les caractéristiques suivantes :

OS TASTY'S

de la Liberté 30220 AIGUES MORTES
 exploitation d'un commerce de snack,
 poissons non alcoolisés
 immatriculation au RCS

ophiane demeurant 14 rue Abraham
 ES, né le 04 juillet 1994 à Nîmes, de
 IRA Jonathan demeurant Bat C LGT
 al 157 rue Théodore Aubanel 30600
 à Nîmes, de nationalité française
et droit de vote : Tout associé peut
 ur justification de son identité et de
 actions
 ousmise à l'agrément des autres

NIMES.

Pour avis, le Président

TUTION DE SOCIÉTÉ

date du 29/02/2024, il a été constitué
 actéristiques suivantes :

co
 plan des aires 30360 VEZENOBRES
 l, création de logiciel et suivi normatif

demeurant 178 impasse du plan des

UNET Clément demeurant 3 impasse
 Mme SERVIERE Elsa demeurant
 0190 LA CALMETTE, M. DUCLOS
 de l'Aigoual, 30320 BOUILLARGUES
et droit de vote : Tout actionnaire est
 chaque action donne un droit à une voix
 ions librement cessibles entre les

NIMES.

Pour avis, le Président

SOLEIL DE GAUJAC
 SAS au capital de 5.000,00 €
 Siège : 27 quai de la Fontaine 30900 NIMES
 RCS NIMES 811 872 449

NON RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Avis est donné du non-renouvellement du mandat de commissaire
 aux comptes de la Société par actions simplifiée :
 Aux termes du procès-verbal du 24 février 2022, l'associé unique
 a décidé de ne pas renouveler les mandats de commissaire
 aux comptes titulaires MAZARS SA et suppléants Emmanuel
 CHARNAVEL ayant pris fin au 30 septembre 2021, et de ne pas les
 remplacer, conformément aux dispositions de la loi n° 2019-486 du
 22 mai 2019, ne rendant plus ces nominations obligatoires.
 Mention sera faite au RCS de NIMES.

Pour avis, la Présidence

EOLIENNES DES TROIS PLAINES
 SAS au capital de 5.000,00 €
 Siège : 27 quai de la Fontaine 30900 NIMES
 RCS NIMES 514 364 090

NON RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Avis est donné du non-renouvellement du mandat de commissaire
 aux comptes de la Société par actions simplifiée :
 Aux termes du procès-verbal du 24 février 2022, l'associé unique
 a décidé de ne pas renouveler les mandats de commissaire
 aux comptes titulaires MAZARS SA et suppléants Emmanuel
 CHARNAVEL ayant pris fin au 30 septembre 2021, et de ne pas les
 remplacer, conformément aux dispositions de la loi n° 2019-486 du
 22 mai 2019, ne rendant plus ces nominations obligatoires.
 Mention sera faite au RCS de NIMES.

Pour avis, la Présidence

EOLIENNES DE GUEHENNO
 SAS au capital de 5.000,00 €
 Siège : 27 quai de la Fontaine 30900 NIMES
 RCS NIMES 814 786 331

NON RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Avis est donné du non-renouvellement du mandat de commissaire
 aux comptes de la Société par actions simplifiée :
 Aux termes du procès-verbal du 12 mars 2024, l'associé unique
 a décidé de ne pas renouveler les mandats de commissaire
 aux comptes titulaires MAZARS SA et suppléants Emmanuel
 CHARNAVEL ayant pris fin au 30 septembre 2022, et de ne pas les
 remplacer, conformément aux dispositions de la loi n° 2019-486 du
 22 mai 2019, ne rendant plus ces nominations obligatoires.
 Mention sera faite au RCS de NIMES.

Pour avis, la Présidence

EOLIENNES DE BULEON
 SAS au capital de 5.000,00 €
 Siège : 27 quai de la Fontaine 30900 NIMES
 RCS NIMES 814 786 257

NON RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Avis est donné du non-renouvellement du mandat de commissaire
 aux comptes de la Société par actions simplifiée :
 Aux termes du procès-verbal du 12 mars 2024, l'associé unique
 a décidé de ne pas renouveler les mandats de commissaire
 aux comptes titulaires MAZARS SA et suppléants Emmanuel
 CHARNAVEL ayant pris fin au 30 septembre 2022, et de ne pas les
 remplacer, conformément aux dispositions de la loi n° 2019-486 du
 22 mai 2019, ne rendant plus ces nominations obligatoires.
 Mention sera faite au RCS de NIMES.

Pour avis, la Présidence



Vers-Pont-du-Gard

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le public est informé qu'il sera procédé à une enquête publique
 concernant le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme
 sur la Commune de VERS-PONT-DU-GARD, du 18 avril 2024 au
 20 mai 2024, soit pendant 33 jours consécutifs.

RAPPEL

L'ouverture de l'enquête a été prescrite par l'arrêté municipal
 n° 01-24-047 en date du 28 mars 2024.

La personne responsable du plan local d'urbanisme est la commune
 de Vers-Pont-du-Gard, représentée par son maire Monsieur Olivier
 SAUZET.

Monsieur Etienne TARDIOU, inscrit sur la liste départementale
 annuelle d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur, a été
 choisi comme commissaire-enquêteur.

Le dossier de révision du PLU objet de la présente enquête sous
 format papier et sous format dématérialisé sur un poste informatique,
 ainsi qu'un registre à feuillets non mobiles côté et paraphé par le
 commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public, qui
 pourra en prendre connaissance pendant toute la durée de l'enquête
 du 18 avril 2024 à 14h30 au 20 mai 2024 à 17h30, en mairie de
 Vers-Pont-du-Gard, aux jours et heures habituels d'ouverture au
 public, soit du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h30 à
 17h30, et le mercredi de 8h00 à 12h00.

Le public pourra déposer ses observations et faire ses propositions
 sur le registre d'enquête dans le lieu du dépôt du dossier à l'adresse
 suivante : Mairie de Vers-Pont-du-Gard, 5 rue Grand du Bourg,
 30210 VERS-PONT-DU-GARD.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également
 être adressées soit par correspondance au commissaire enquêteur
 à l'adresse suivante : Mairie de Vers-Pont-du-Gard, 5 rue Grand du
 Bourg, 30210 VERS-PONT-DU-GARD, soit par courrier électronique
 au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :
 revision-plu-verspontdugard@democratie-active.fr

Les dossiers et un registre dématérialisé de l'enquête publique
 seront également mis à la disposition du public pendant toute la
 durée de l'enquête à l'adresse suivante :
<https://www.democratie-active.fr/revision-plu-verspontdugard/>

Le public pourra y déposer ses observations et propositions. Le
 commissaire enquêteur les visera et les annexera aux registres
 d'enquête.

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public
 à la Maison de la Pierre de Vers-Pont-du-Gard aux dates et
 heures suivantes :

- Le jeudi 18 avril de 14h30 à 17h30
- Le samedi 11 mai de 09h00 à 12h00
- Le lundi 20 mai de 14h30 à 17h30

Le projet de révision du plan local d'urbanisme a fait l'objet d'une
 évaluation environnementale. Cette évaluation environnementale
 et le résumé non technique figurent dans le rapport de présentation
 du dossier soumis à enquête publique. En vertu de l'article L104-6
 du code de l'urbanisme, le projet de plan local d'urbanisme a été
 transmis pour avis à la mission régionale d'autorité environnementale.
 La mission régionale d'autorité environnementale a émis un avis le
 9 janvier 2024 qui figure dans le dossier d'enquête publique ainsi que
 le mémoire en réponse à cet avis.

À l'expiration du délai de l'enquête publique, le registre d'enquête sera
 clos et signé par le commissaire-enquêteur. Ce dernier examinera
 les observations consignées ou annexées au registre. Il établira
 ensuite son rapport sur le déroulement de l'enquête et rédigera
 des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou
 défavorables et transmettra l'ensemble de ces pièces en mairie dans
 le délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront
 tenus à disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels
 d'ouverture pendant un an à compter de la date de la clôture de
 l'enquête.

Suite à l'enquête publique, le conseil municipal pourra approuver le
 plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte
 des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et
 du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès
 de la Mairie de Vers-Pont-du-Gard (contact@vers-pontdugard.fr)

Le Maire,
 Olivier SAUZET



RIVE EVASION
Société à Responsabilité Limitée en liquidation
Au capital de 1 000 euros
Siège social : 330 Chemin du Ponteil
Appartement LE LEVANT
30190 BOURDIC
Siège de liquidation : 330 Chemin du Ponteil
Appartement LE LEVANT
30190 BOURDIC
911 715 753 RCS NIMES

Aux termes d'une décision en date du 1er Janvier 2024, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel. Monsieur Walid CONTE, demeurant 330 Chemin du Ponteil - Apt LE LEVANT, 30190 BOURDIC, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé 330 Chemin du Ponteil, Apt Le Levant - 30190 BOURDIC. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au GTC de NIMES, en annexe au RCS. (L24112532)

SALACIA
SASU en liquidation
au capital de 1 000 €
Siège social : Route d'Aigues Vives Le Mas des Vignes H 102
30420 Calvisson
833 206 378 RCS de Nimes

Le 06/08/2021, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, BOCHE Joël, dmt Route d'Aigues Vives Le Mas des Vignes H 102 30420 Calvisson pour sa gestion et l'a déchargé de son mandat, et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter de ce même jour. Les comptes de clôture seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Nimes. Radiation au RCS de Nimes (L24124855)

LA GUINGUETTE DES FRANGINES
SARL à associé unique
au capital de 20.000 €
Siège : Chemin de la Petite Valongue
30470 AIMARGUES
949 100 960 RCS NIMES

Par décision de l'associé unique du 15/09/2023, il a été décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur Mme JOURDAIN Christelle, 7 allée des Effes 94260 FRESNES, et fixé le siège de liquidation au siège social où seront également notifiés actes et documents. Mention au RCS de NIMES (L24123977)

Ventes de fonds

Suivant ordonnance avec effet immédiat en date du 29/02/2024 il a été mis fin à la location-gérance entre M. **Frédéric VEBERT**, 35, impasse des Mésanges, QUISAC (30260) et la SARL **Groupe Médical 34**, RCS MONTPELLIER 915 027 106 sise à GIGNAC (34150), Résidence Le Pioch Courbi bât B n°19, concernant une **licence d'exploitation de taxi** à QUISAC emplacement N° 6 du 08/08/2022 au 08/08/2025. Pour avis. (L24127016)

Tribunal de commerce de Nîmes

Autre jugement, dépôt, ordonnance du 26/03/2024

Jugement du Tribunal de Commerce de Nîmes en date du 26/03/2024 modifiant le plan de continuation 2014RJ0615 **SAS C.D.LE**, régime RJ de la LSE 795 route de Bagnols Zone Industrielle de l'Ardoise 30290 LAUDUN-L'ARDOISE Commissaire à l'exécution du plan: SELARL ETUDE BALINCOURT en la personne de Me TORELLI Frédéric 29 rue des Lombards 30000 NIMES (L24132092)

Jugement de clôture du 27/03/2024

Jugement du Tribunal de Commerce de Nîmes en date du 27/03/2024 prononçant la clôture pour insuffisance d'actif De **SAS MELS** Activité: Holding et notamment la prise de participation directe ou indirecte dans toutes les sociétés civiles ou commerciales ainsi que la prise de tous intérêts. Anciennement: 7 A allée des Arbousiers 30650 ROCHEFORT-DU-GARD 839 726 254 RCS Nîmes (L24132109)

Jugement du Tribunal de Commerce de Nîmes en date du 27/03/2024 prononçant la clôture pour insuffisance d'actif De **SAS VIAS** Activité Fabrication artisanale associée à la vente de plats pour consommation immédiate en magasins sédentaires ou sur évenitaires et marchés.Restauration de type rapide. Anciennement: 6 rue De l'Auberte 30133 LES ANGLÉS 879 862 936 RCS Nîmes (L24132117)

Jugement du Tribunal de Commerce de Nîmes en date du 27/03/2024 prononçant la clôture pour insuffisance d'actif De **SARL PASCAL AUTOMOBILES** Activité : l'achat, la revente de véhicules neufs et d'occasion, réparation et carrosserie auto. Anciennement : route d'Avignon 30200 BAGNOLS-SUR-CEZE 513 995 738 RCS Nîmes (L24132121)

Jugement du Tribunal de Commerce de Nîmes en date du 27/03/2024 prononçant la clôture pour insuffisance d'actif De **SARL PAT'DESTOCK** Activité : Commerce de détail de biens d'occasion ou neufs Anciennement: quartier Les Amaves 30190 SAINT-GENIES-DE-MALGOIRES 907 686 695 RCS Nîmes (L24132124)


Jugement du Tribunal de Commerce de Nîmes en date du 27/03/2024 prononçant la clôture pour insuffisance d'actif De **SAS LE SAINT PAULET 3** Activité : Restaurant, vente à emporter, glacier Anciennement: 10 Promenade Saint-Paul 30130 SAINT-PAULET-DE-CAISSON 900 600 321 RCS Nîmes (L24132143)

Jugement d'ouverture du 27/03/2024

Jugement du Tribunal de Commerce de Nîmes en date du 27/03/2024 prononçant l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de : **SAS HOME FASHION BY L'XPERT** Société par actions simplifiée au capital de 1000 EUROS 175 allée de la Pinede 30130 PONT-SAINT-ESPRIT Conseil en décoration intérieur pour particuliers et professionnels, la formation dans le domaine de la décoration technique d'intérieurs, Achat et vente de tringles, rails, stores, et rideaux avec services y afférents, sous-traitance d'installation de moquettes, papiers-peints, achat et vente de produits de décoration d'intérieur, tant en France qu'a l'étranger. 831 206 768 liquidateur judiciaire: SELARL ETUDE BALINCOURT représentée par Me TORELLI Frédéric et Me CHOQUET Charles 29 rue des Lombards BP 51050 30014 NIMES Cedex 1 Juge-commissaire: Monsieur LAMOUROUX Bernard Juge-commissaire suppléant : Madame CALMELS Cécile Date de cessation des paiements : 01/10/2022 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce (L24132099)

Jugement du Tribunal de Commerce de Nîmes en date du 27/03/2024 prononçant la clôture pour insuffisance d'actif De **SARL BRUCATO** Activité Boulangerie, pâtisserie, chocolaterie, glacier, confiserie, sandwicherie, saladerie, traiteur, pizzas, salon de thé, vente de boissons non alcoolisées. Anciennement: 1 rue de la République 30200 BAGNOLS-SUR-CEZE 815 088 364 RCS Nîmes (L24132112)

Jugement du Tribunal de Commerce de Nîmes en date du 27/03/2024 prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de : **SAS ANNEXE** Société par actions simplifiée au capital de 500 EUROS 27 rue PIERRE SEMARD 30400 VILLENEUVE-LES-AVIGNON Café, restaurant, snack, Bar, vente sur place et à emporter, évènements soirées. 912 548 187 mandataire judiciaire : JULIEN Pierre 3 boulevard Amiral Courbet BP 10001 30006 NIMES Cedex 4 Juge-commissaire : Madame MEIGNEN Patricia Juge-commissaire suppléant : Madame CALMELS Cécile Etablissement dans le ressort : 7 place Saint-Marc 30400 VILLENEUVE-LES-AVIGNON Date de cessation des paiements: 27/10/2022 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce (L24132091)


ANNONCES & FORMALITÉS

Vous êtes un professionnel du droit ?

Besoin de vous concentrer sur votre cœur de métier ?
Gagnez en productivité en confiant vos formalités juridiques et annonces légales à nos équipes ou à nos outils digitaux.


Découvrez nos services :

- Annonces légales
- Formalités juridiques

legal2digital.fr

URBANISME

Gard



AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Le public est informé qu'il sera procédé à une enquête publique concernant le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme sur la Commune de VERS-PONT-DU-GARD, du 18 avril 2024 au 20 mai 2024, soit pendant 33 jours consécutifs.

L'ouverture de l'enquête a été prescrite par l'arrêté municipal n° 01-24-047 en date du 28 mars 2024.

La personne responsable du plan local d'urbanisme est la commune de Vers-Pont-du-Gard, représentée par son maire Monsieur Olivier SAUZET.

Monsieur Etienne TARDIOU, inscrit sur la liste départementale annuelle d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur, a été choisi comme commissaire-enquêteur.

Le dossier de révision du PLU objet de la présente enquête sous format papier et sous format dématérialisé sur un poste informatique, ainsi qu'un registre à feuillets non mobiles côté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public, qui pourra en prendre connaissance pendant toute la durée de l'enquête **du 18 avril 2024 à 14h30 au 20 mai 2024 à 17h30**, en mairie de Vers-Pont-du-Gard, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, soit du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h30 à 17h30, et le mercredi de 8h00 à 12h00.

Le public pourra déposer ses observations et faire ses propositions sur le registre d'enquête dans le lieu du dépôt du dossier à l'adresse suivante :

MAIRIE DE VERS-PONT-DU-GARD
5 rue Grand du Bourg
30210 VERS-PONT-DU-GARD

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées soit : par correspondance au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :
Mairie de Vers-Pont-du-Gard
5 rue Grand du Bourg
30210 VERS-PONT-DU-GARD

soit par courrier électronique au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :
revision-plu-verspontdugard@democratie-active.fr

Les dossiers et un registre dématérialisé de l'enquête publique seront également mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à l'adresse suivante :
<https://www.democratie-active.fr/revision-plu-verspontdugard/>

Le public pourra y déposer ses observations et propositions. Le commissaire enquêteur les visera et les annexera aux registres d'enquête.

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public à la Maison de la Pierre de Vers-Pont-Du-Gard aux dates et heures suivantes :

- **Le jeudi 18 avril de 14h30 à 17h30**
- **Le samedi 11 mai de 09h00 à 12h00**
- **Le lundi 20 mai de 14h30 à 17h30**

Le projet de révision du plan local d'urbanisme a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Cette évaluation environnementale et le résumé non technique figurent dans le rapport de présentation du dossier soumis à enquête publique. En vertu de l'article L104-6 du code de l'urbanisme, le projet de plan local d'urbanisme a été transmis pour avis à la mission régionale d'autorité environnementale. La mission régionale d'autorité environnementale a émis un avis le 9 janvier 2024 qui figure dans le dossier d'enquête publique ainsi que le mémoire en réponse à cet avis.


A l'expiration du délai de l'enquête publique, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire-enquêteur. Ce dernier examinera les observations consignées ou annexées au registre. Il établira ensuite son rapport sur le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables et transmettra l'ensemble de ces pièces en mairie dans le délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

Suite à l'enquête publique, le conseil municipal pourra approuver le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès de la Mairie de Vers-Pont-du-Gard (contact@vers-pontdugard.fr)

Le Maire, Olivier SAUZET



INFORMATION MUNICIPALE

Le Maire de la commune de CASTILLON-DU-GARD

Informe qu'une procédure de reprise des concessions à l'état visuel d'abandon est engagée dans le cimetière communal de Castillon-du-Gard.

La liste des concessions faisant l'objet de cette procédure peut être consultable, tous les jours, sur les panneaux d'affichage en mairie et à l'entrée du cimetière ainsi que sur le site internet de la commune et/ou sur le site www.cimetieres-de-france.fr


Conformément à la réglementation, il sera procédé, dans le cimetière, à la constatation de l'état dans lequel se trouve chaque concession concernée et à l'établissement du 1er procès-verbal de constat.

La visite sur les lieux aura lieu :

Le jeudi 25 avril 2024 à 14h30 au cimetière de CASTILLON-DU-GARD

Les ayants droit, successeurs des concessionnaires souhaitant conserver, en lieu et place, la concession les concernant ou, si tel est le cas, les personnes chargées de l'entretien de la concession, sont invités à la remettre en bon état de propreté et/ou de solidité dès que possible ou à assister à la visite sur les lieux aux date et heure fixées ci-dessus.


La municipalité
(EP32335)




Publiez instantanément vos annonces légales

Bénéficiez d'une **publication instantanée** dans toute la France, grâce à nos plateformes en ligne, **disponibles 24/7** et adaptées à tous types d'annonces, des plus simples aux plus complexes. Besoin d'assistance ? **Nos équipes de juristes seniors vous accompagnent également** de A à Z dans vos publications légales.

Libérez-vous de vos formalités :
choisissez la proximité, la fiabilité et la rapidité avec legal2digital.



legal2digital.fr


ANNONCES & FORMALITÉS


Vous êtes un professionnel du chiffre ?

Experts-comptables **améliorez votre productivité**. Externalisez vos formalités juridiques et vos annonces légales en nous en déléguant la gestion.

Découvrez nos services :

- Annonces légales
- Formalités juridiques

legal2digital.fr



URBANISME

Gard



AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Le public est informé qu'il sera procédé à une enquête publique concernant le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme sur la Commune de VERS-PONT-DU-GARD, du 18 avril 2024 au 20 mai 2024, soit pendant 33 jours consécutifs.

L'ouverture de l'enquête a été prescrite par l'arrêté municipal n° 01-24-047 en date du 28 mars 2024.

La personne responsable du plan local d'urbanisme est la commune de Vers-Pont-du-Gard, représentée par son maire Monsieur Olivier SAUZET.

Monsieur Etienne TARDIOU, inscrit sur la liste départementale annuelle d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur, a été choisi comme commissaire-enquêteur.

Le dossier de révision du PLU objet de la présente enquête sous format papier et sous format dématérialisé sur un poste informatique, ainsi qu'un registre à feuillets non mobiles côté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public, qui pourra en prendre connaissance pendant toute la durée de l'enquête du 18 avril 2024 à 14h30 au 20 mai 2024 à 17h30, en mairie de Vers-Pont-du-Gard, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, soit du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h30 à 17h30, et le mercredi de 8h00 à 12h00.

Le public pourra déposer ses observations et faire ses propositions sur le registre d'enquête dans le lieu du dépôt du dossier à l'adresse suivante :

MAIRIE DE VERS-PONT-DU-GARD

5 rue Grand du Bourg

30210 VERS-PONT-DU-GARD.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées soit par correspondance au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :

MAIRIE DE VERS-PONT-DU-GARD

5 rue Grand du Bourg 30210 VERS-PONT-DU-GARD

soit par courrier électronique au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :

revision-plu-verspontdugard@democratie-active.fr

Les dossiers et un registre dématérialisé de l'enquête publique seront également mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à l'adresse suivante :

<https://www.democratie-active.fr/revision-plu-verspontdugard/>

Le public pourra y déposer ses observations et propositions. Le commissaire enquêteur les visera et les annexera aux registres d'enquête.

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public à la Maison de la Pierre de Vers-Pont-Du-Gard aux dates et heures suivantes :

- Le jeudi 18 avril de 14h30 à 17h30

- Le samedi 11 mai de 09h00 à 12h00

- Le lundi 20 mai de 14h30 à 17h30

Le projet de révision du plan local d'urbanisme a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Cette évaluation environnementale et le résumé non technique figurent dans le rapport de présentation du dossier soumis à enquête publique. En vertu de l'article L104-6 du code de l'urbanisme, le projet de plan local d'urbanisme a été transmis pour avis à la mission régionale d'autorité environnementale. La mission régionale d'autorité environnementale a émis un avis le 9 janvier 2024 qui figure dans le dossier d'enquête publique ainsi que le mémoire en réponse à cet avis.

A l'expiration du délai de l'enquête publique, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire-enquêteur. Ce dernier examinera les observations consignées ou annexées au registre. Il établira ensuite son rapport sur le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables et transmettra l'ensemble de ces pièces en mairie dans le délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.



Suite à l'enquête publique, le conseil municipal pourra approuver le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès de la Mairie de Vers-Pont-du-Gard (contact@vers-pontdugard.fr)

2-PARUTIONS PRESSE LOCALE

3-Site commune

Extrait du site www.vers-pont-du-gard.fr



Le dossier de révision du PLU objet de la présente enquête sous format papier et sous format dématérialisé sur un poste informatique, ainsi qu'un registre à feuillets non mobiles côté et paraphé par le commissaire enquêteur ouvert par le maire le 18 avril 2024 à 14h30 au 20 mai 2024, seront tenus à la disposition du public, qui pourra en prendre connaissance pendant toute la durée de l'enquête, en mairie de Vers-Pont-du-Gard, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, soit du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h30 à 17h30, et le mercredi de 8h00 à 12h00.

Le public pourra déposer ses observations et faire ses propositions sur le registre d'enquête dans le lieu du dépôt du dossier à l'adresse suivante : Mairie de Vers-Pont-du-Gard, 5 rue Grand du Bourg, 30210 VERS-PONT-DU-GARD.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées soit par correspondance au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : Mairie de Vers-Pont-du-Gard, 5 rue Grand du Bourg, 30210 VERS-PONT-DU-GARD, soit par courrier électronique au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : revision-plu-verspontdugard@democratie-active.fr

Les dossiers dématérialisés de l'enquête publique seront aussi disponibles sur le site internet à l'adresse suivante : <https://www.democratie-active.fr/revision-plu-verspontdugard/>

Un registre dématérialisé de l'enquête publique sera également mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête publique à l'adresse suivante : <https://www.democratie-active.fr/revision-plu-verspontdugard/>

Le public pourra y déposer ses observations et propositions. Le commissaire enquêteur les visera et les annexera aux registres d'enquête.

Les observations du public seront consultables et communicables aux frais de toute personne en faisant la demande, ainsi que sur le site internet : <https://www.democratie-active.fr/revision-plu-verspontdugard/>

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de l'enquête, toute personne pourra, à sa demande et à ses frais, obtenir, dans des délais raisonnables, copie de tout ou partie du dossier d'enquête publique.

La demande devra être adressée à la mairie de Vers-Pont-du-Gard : 5 rue Grand du Bourg, 30210 VERS-PONT-DU-GARD ou par courrier électronique : contact@vers-pontdugard.fr

4-Procès verbal des observations du public et des PPA

VERS PONT DU GARD RÉVISION DU PLU

PROCÈS VERBAL SYNTHÉTIQUE DES OBSERVATIONS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES

DDTM

observation **L'augmentation de la population, à l'horizon 2035 est évaluée à 143 nouveaux habitants soit une population totale de 2 062 habitants. Ce chiffre a été estimé à partir d'une population évaluée par la commune à 1 919 habitants en 2023, alors que les données les plus récentes de l'INSEE sont pour l'année 2020. Il conviendrait de justifier ce chiffre utilisé comme base de calcul de départ pour calculer l'accroissement de population à l'horizon du PLU.**

Les données utilisées correspondaient aux dernières données disponibles de l'INSEE lors de la réalisation du diagnostic du PLU en 2022. C'est donc sur cette base qu'une projection 2023 et des scénarios d'évolution ont été bâtis. Si ces éléments devaient être actualisés avec les données plus récentes de l'INSEE désormais accessibles, de nouveaux scénarios devraient être rebâtis au vu d'une population qui aurait baissé selon ces données, alors même qu'elles correspondent aux années impactées par la pandémie de Covid-19 dont il convient de se demander si elles sont totalement représentatives de dynamique de long terme.

Réponse MO **Le recensement de 2019 correspondait à l'année de fin de restriction des ADS sur la commune due à la non-conformité de la STEP. Les prochains recensements devraient faire apparaître la forte dynamique permise par le PLU de 2018 et la rénovation du réseau d'assainissement à partir de 2019 supprimant la restriction en terme d'ADS et permettant le raccordement des constructions au réseau d'assainissement**

Le temps nécessaire au bon déroulement d'élaboration d'un PLU conduit à retenir des éléments chiffrés qui sont parfois en décalage avec ceux disponible au moment où le projet est arrêté et au moment de l'enquête.

Avis commissaire
enquêteur

observation **la commune a revu à la baisse la consommation d'espace en abandonnant le projet d'ouvrir à l'urbanisation un secteur soumis à un aléa très fort incendie de forêt
Le projet de PLU reste cependant consommateur d'espace et ne respecte ni les préconisations nationales de modération de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers ni les objectifs du SCoT. (une proposition d'ajustements de zonage est jointe en annexe)**

Réponse MO **La commune conteste cette interprétation.
En effet, elle n'a pas mobilisé le portail national de l'artificialisation des sols, pour mesurer plus précisément, à partir des données foncières et des permis de construire, les surfaces en extension de l'enveloppe urbaine : sa base de calcul est donc fondée sur 7,57 ha consommés en extension sur la période 2012-2021, alors qu'une mobilisation du portail national aurait fondé les calculs sur une consommation foncière totale de 17,3 ha sur cette même période. Les objectifs qui en résultent sont donc incomparables. Du seul point de vue du cadre réglementaire, les surfaces en extension représentent moins de la moitié de la consommation indiquée dans le portail de l'artificialisation.**

Les surfaces en extension mesurées à 6,27 ha (et même à 7,48 ha en considérant les emplacements réservés) ne peuvent par ailleurs pas être considérées comme une possibilité de consommation foncière et d'artificialisation nettes, compte tenu des importantes surfaces urbaines ne pouvant pas être mobilisées pour l'urbanisation du fait des axes de ruissellement

et de l'impact de la servitude de monument historique liées à la traversée de l'aqueduc romain (5,08 ha impactés au total). Le bilan maximal de consommation foncière net se situe donc à 7,48 ha – 5,08 ha = 2,4 ha.

Et cela sans tenir compte :

- De l'impact également des marges de recul vis-à-vis des routes départementales qui ont également un impact sur la constructibilité réelle des parcelles ;
- De la parcelle 1788 sur le site de la Lib, des carrières Proroch et Authentique dont une partie a aujourd'hui à vocation d'activité économique et fait partie de l'enveloppe urbaine, et dont le retour au statut de carrière permet de l'envisager comme gagnant un statut non artificialisé (au vu de la nomenclature des surfaces annexée à l'article R101-1 du code de l'urbanisme) sur une superficie d'au moins 7900 m² ; Certaines de ces parcelles ont également le statut de surfaces abandonnées
- En outre, la commune a porté à partir de 2021 la remise en état du site de l'ancienne carrière de « la Romaine » (ancienne zone 2AU2) qui était à l'état d'abandon, avec notamment la construction du groupe scolaire ouvert en 2023 et les aménagements hydrauliques sur la parcelle.

Enfin comme le précise la circulaire du 31 janvier 2024 relative à la mise en œuvre de la réforme « vers le zéro artificialisation nette des sols », l'ensemble des surfaces urbanisables d'un PLU ne sont jamais mobilisées pendant sa durée de vie et une marge de manœuvre de 20 % sur le dimensionnement des surfaces en consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers peut être tolérée. Les capacités d'accueil en logements des surfaces urbanisables, dont les services de l'Etat relèvent qu'elles excèdent l'estimation du besoin, restent en-deçà de cette marge de manœuvre (Cf. ci-dessous) : capacités d'accueil de 120 logements pour un besoin estimé à 107.

La référence en terme de consommation d'espace est déterminante pour évaluer le potentiel de zones urbanisables (consommation foncière). L'article L153-16-1 du code de l'urbanisme précise que lorsque le représentant de l'État est consulté dans les conditions prévues à l'article L. 153-16, son avis comprend une **prise de position formelle en ce qui concerne la sincérité** de l'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers réalisée au titre du diagnostic du rapport de présentation.

Avis commissaire enquêteur D'autre part la commune de Vers Pont du Gard n'a pas mobilisé le portail national de l'artificialisation des sols qui selon ce qu'elle avance lui aurait été plus favorable .

La circulaire mentionnée du 31 janvier 2024 précise que dans le cadre du dialogue entre les collectivités territoriales et les services déconcentrés de l'État, mais également au titre du contrôle de légalité, il convient de veiller à l'application appropriée, nécessaire et proportionnée de la réforme. En particulier, le rapport de compatibilité entre les documents de planification et d'urbanisme doit conduire à porter une appréciation globale sur le respect du document supérieur, incluant une marge d'appréciation dans l'atteinte de l'ensemble des objectifs fixés, dont celui portant sur la réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.

observation **Le potentiel de consommation foncière du projet de PLU réévalué à 8 ha par la DDTM permettrait une production de logements supérieure à l'objectif initial, en considérant une densité globale de 17 logements à l'hectare telle que préconisée par le SCoT, il pourrait être réalisé la construction de 140 logements.**

Réponse MO Voir réponse ci-dessus : la commune conteste le potentiel de consommation foncière de 8 ha. Elle conteste aussi un potentiel de construction de 140 logements : en tenant compte des taux de mobilisation foncière fixés par le SCoT (60 % des dents creuses, 5% des divisions parcellaires et de logements vacants et 80 % des enclaves), les capacités sont évaluées à 19 logements en densification, 42 logements dans les enclaves et 59 logements dans les zones en extension soit un total de 120 logements.

Avis commissaire enquêteur	Cet aspect du projet et cette question est effectivement lié à l'appréciation de la consommation foncière
observation	Les OAP « Densité » ne présentent aucun schéma de principe ou objectif d'organisation d'ensemble Afin de pouvoir a minima respecter les densités demandées dans ces OAP, il conviendrait de conditionner dans le règlement l'aménagement de ces zones à la réalisation d'une opération d'ensemble.
Réponse MO	Il est proposé que les dispositions réglementaires soient complétées pour conditionner à des opérations d'ensemble les sites concernés par des OAP « densité ». Ainsi, des projets d'aménagement devront être déposés en amont des permis de construire, permettant à la commune de disposer d'une vision finale de l'opération d'aménagement en amont.
Avis commissaire enquêteur	Cette proposition reste à traduire au niveau du règlement
observation	le projet du PLU ne respecte ni les objectifs de SCoT et ni les objectifs du PADD, en termes de mixité de production de logements et de formes urbaines.
Réponse MO	Les objectifs de production de logements associés à chaque zone d'OAP vont générer des typologies différentes de logements. L'engagement d'une OPAH et la vente de plusieurs bâtiments communaux, conditionnée à un objectif de production de logements locatifs dans les réhabilitations produites, concourent à l'objectif global de diversification. Un pourcentage de production de locatifs sera en outre inscrit dans l'OAP « Maison de la Pierre » et porté sur les terrains communaux.
Avis commissaire enquêteur	Dont acte
observation	Il convient d'ajouter la carte de l'aléa ruissellement (étude EXZECO) au projet de zonage du PLU Des zones prévues d'être ouvertes à l'urbanisation sont soumises à l'aléa ruissellement la commune doit élaborer une étude spécifique afin de qualifier plus précisément l'aléa et proposer des mesures pour la prise en compte de ce risque.
Réponse MO	La dernière étude menée par la mairie concernant l'aléa ruissellement sera annexée à titre informatif au règlement de PLU, de manière à ce que les pétitionnaires identifient les études complémentaires qu'ils peuvent eux-mêmes faire valoir pour préciser le risque. Le règlement, dans ses dispositions générales, précisera que ce risque est à prendre en compte selon les derniers éléments d'étude produits (étude de la commune ou, le cas échéant, éléments de précision apportés par le pétitionnaire). Cette étude ne sera pas intégrée au zonage, car elle n'a pas fait encore l'objet des validations nécessaires.
Avis commissaire enquêteur	La solution la meilleure eu été de traduire dans le règlement les conclusions de l'étude relative à l'aléa ruissellement, la présenter à titre d'information est une solution de compromis
observation	L'implantation d'un parc photovoltaïque (PPV) au sol vient en contradiction avec l'objectif de préservation du corridor écologique fixé dans le PADD. Le rapport de présentation ne justifie pas non plus les raisons pour lesquelles, notamment d'un point de vue de la protection de l'environnement, ce zonage a été retenu, alors qu'il peut être attendu des atteintes aux espèces protégées notamment dans le corridor écologique.
Réponse MO	La zone Npv au Nord de la commune a peu d'impacts écologique et paysager dans la mesure où elle reconquiert des terrains de carrière. Celle située au Sud n'est pas visible depuis la RD et est localisée sur l'ancienne station d'épuration (lagunage).

Des mesures d'insertion paysagère complémentaires pourront être proposées, sachant que les projets seront quoi qu'il en soit soumis à étude d'impact pour préciser ces points.

La zone Npv sera réajustée en fonction des derniers éléments communiqués par le porteur de projet.

Le fait de créer une zone Npv permet en outre de contrôler les possibilités de développement de projets photovoltaïques sur le territoire communal.

Avis commissaire enquêteur Du point de vue réglementaire, l'étude d'impact et l'enquête publique sont rendues obligatoires pour les installations photovoltaïques au sol d'**une puissance crête supérieure à 250 kW** par le décret du 19 novembre 2009 ce qui devrait correspondre aux projets en zone Npv.

observation **L'évaluation des incidences Natura 2000, dans l'évaluation environnementale conclut à l'absence d'incidences du PLU sur les 2 sites (ZPS et ZSC) des Gorges du Gardon .Elle est insuffisante car elle ne vérifie pas l'absence d'incidence du PLU sur les populations animales vivant au sein de ces sites.**

La réalisation d'inventaires aux droits des secteurs susceptibles d'être affectés par la mise en œuvre du plan ne sera pas réalisée dans le cadre de cette procédure. Toutefois, des inventaires pourront être réalisés ultérieurement en phase projet.

Le volet biodiversité du rapport de présentation sera complété et actualisé, et une attention spécifique sera portée sur la présence potentielle d'habitats aux droits des secteurs susceptibles d'évoluer dans le cadre de l'actualisation du PLU. Les OAP sectorielles et l'évaluation environnementale de celles-ci pourront également être complétées au besoin.

Réponse MO L'inventaire des zones humides pourra également être actualisé à partir des dernières données disponibles. En revanche, aucun inventaire supplémentaire ne sera réalisé dans le cadre de cette procédure.

Le règlement écrit et les OAP pourront être complétés en cohérence avec de la séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC) du volet biodiversité de l'évaluation environnementale, qui pourra elle-même être étoffée afin d'améliorer l'intégration de la protection des espèces protégées ou menacées.

Avis commissaire enquêteur La procédure déclaration de projet devrait conduire à la réalisation d'une étude d'impact et évaluer l'incidence sur les populations animales vivant au sein de ces sites.

observation **Il conviendrait de modifier le règlement écrit de la zone naturelle protégée et notamment le (3) qui concerne ces autorisations d'installations et y retirer a minima la possibilité d'implanter des installations photovoltaïques d'une superficie inférieure à 1 ha.**

Le règlement écrit de la zone Np pourra être modifié afin d'être plus strict concernant les possibilités de constructions et de retirer l'autorisation des installations photovoltaïques d'une superficie inférieure à 1 ha. En effet, cette zone située à l'Est de la commune sur le plan de zonage ne concerne que le bois des Garrigues, qui est actuellement dépourvu de construction. L'autorisation des extensions des bâtiments agricoles et extensions des bâtiments principaux à usage d'habitation n'est donc pas pertinente. De même l'autorisation des installations photovoltaïques en zone Np est également peu pertinente, dans la mesure où une zone Npv a été spécifiquement créée pour cet usage

Avis commissaire enquêteur Dont acte

observation **La DDTM a fait figurer en annexe des observations complémentaires celles principales mentionnées dans le corps de l'avis, notamment :**

- Des précisions sur la partie règlement.
- Des propositions d'ajustement de zonage.

- des modifications portant sur les emplacements réservés pour le stationnement la zone cimetière, un projet commercial et la gestion des eaux pluviales.
- La prise en compte des enjeux environnementaux.
- La prise en compte des enjeux patrimoniaux et paysagers.
- La prise en compte des risques naturels.
- La prise en compte des mobilités douces et du stationnement.
- Les périmètres de protection relatifs à l'alimentation en eau potable.
- La prise en compte du bruit
- Les plantes allergènes

La DDTM note également quelques erreurs matérielles.

Dans le règlement, un rappel des servitudes et contraintes relatif à chaque zone sera ajouté dans le règlement écrit, en début de section de chacune de ces zones.

Concernant les ajustements de zonage liés à la prise en compte de l'aléa ruissellement, la commune considère que ces études, encore non validées mais permettant de partager un état actuel de la connaissance, ne doivent pas à ce stade générer une inconstructibilité systématique, sachant que des zones de francs bords sont déjà déterminées le long des cours d'eau et fossés. La position de la commune est donc que la dernière étude menée par la mairie en la matière soit annexée au règlement à titre informatif. Le règlement, dans ses dispositions générales, précisera que ce risque est à prendre en compte selon les derniers éléments d'étude produits (étude de la commune ou, le cas échéant, éléments de précision apportés par le pétitionnaire).

S'agissant des emplacements réservés B et C, l'objectif de ces espaces de stationnement sera précisé dans le rapport de présentation. Le volet paysager de ces ER sera affiné et retravaillé. (marges de recul permettent de travailler à l'insertion paysagère, enjeu également de protection du cimetière Sarrazin).

Les emplacements réservés G et H seront supprimés.

La justification des emplacements réservés I, J et K sera retravaillée pour expliquer au mieux leur pertinence d'un point de vue hydraulique.

Réponse MO

Concernant les enjeux environnementaux :

- les dispositions de l'article L151-23 du code de l'urbanisme ne seront pas mobilisées, les dispositions de protection paysagère en proximité du Pont du Gard étant déjà nombreuses,
- le coefficient de pleine terre des zones Ub pourra être réajusté et plus ambitieux,
- le règlement écrit prendra en compte la loi n°2023-54 du 2 février 2023 relative aux clôtures et à la limitation du phénomène d'enrillagement des espaces naturels.

S'agissant des enjeux patrimoniaux et paysagers :

- la commune considère qu'il n'y a aucun impact visuel du parc photovoltaïque depuis Castillon-du-Gard et du haut du Pont du Gard,
- le guide architectural et paysager réalisé par le CAUE 30 pourra être annexé au règlement écrit,
- les règles relatives au volet paysager des zones « Ub », « Ue » et « Us » pourront être complétées,
- une mention spécifique pourra être ajoutée au règlement écrit de la zone Npg afin d'interdire tout projet portant atteinte à l'intégration paysagère et architecturale du Pont du Gard, ainsi que tout projet venant impacter les perspectives visuelles lointaines, notamment sur les Gorges du Gardon,
- un paragraphe sera rajouté en préambule des zones Apg et Npg, précisant l'enjeu patrimonial que représentent le Pont du Gard et les Gorges du Gardon.

Sur les risques naturels :

- l'étude de défendabilité est en cours dans le cadre de l'instruction d'un permis

- d'aménager sur les parcelles 1267 et 3568 citées par l'Etat. Seuls les résultats de l'étude permettront de statuer sur un reclassement éventuel de ces parcelles,
- les paragraphes en lien avec l'aléa feu de forêt des pages 106, 107 et 108 du rapport de présentation seront modifiés. Les modifications proposées seront prises en compte,-
- par ailleurs, les cartes des Obligations Légales de Débroussaillage (OLD) pourront être annexés au règlement écrit,
- Les dispositions générales, et notamment la partie traitant des risques naturels du PLU, fera mention des documents mentionnés par l'Etat relatifs à l'aléa feu de forêt..

Les objectifs de développement des mobilités douces sont pris en compte essentiellement dans les OAP aménagement. Voie verte et chemins de randonnée seront mentionnés au document graphique à titre informatif, sans règle associée. La définition des règles des stationnement dans les différentes zones sera éventuellement réétudiée.

Pour l'eau potable, le Périmètre de Protection Eloigné (PPE) du captage du champ des Codes de Remoulins sera annexé au PLU. En outre, les Déclarations d'Utilité Publique (DUP) n°1570 et 1789 seront ajoutées dans la carte relative aux Servitudes d'Utilité Publique (SUP) et dans la liste des SUP. Le périmètre de protection éloigné du captage de Remoulins sera rajouté sur le plan de zonage du PLU. De plus, le règlement écrit sera complété de prescriptions d'aménagement associées à ce périmètre. L'article 8 du règlement des zones A et N pourra être complété. Les modalités d'adductions d'eau privés pour les secteurs dont le raccordement au réseau d'eau potable n'est pas possible seront précisées.

S'agissant des nuisances sonores, les annexes pourront être complétées et faire mention du décret du 31 août 2006 et de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2008.

Une liste de plantes à interdire pourra être annexée au règlement écrit du PLU.

Pour les erreurs matérielles soulevées, les suites à donner suivantes sont envisagées. Les données de la population du rapport de présentation seront éventuellement actualisées à partir des dernières données disponibles. La partie traitant de la nouvelle STEU du rapport de présentation (page 55) sera complétée. Le numéro d'article de la page 66 du rapport de présentation sera modifié. Le bilan des surfaces sera remis à jour une fois les choix de constructibilité stabilisés. Un bilan sera produit distinguant les surfaces en enclave et les surfaces en extension de l'enveloppe urbaine, selon la définition du SCoT. L'OAP « Maison de la Pierre » couvre une partie de surface en enclave et une autre en extension. La terminologie concernant les OAP densité sera actualisée pour préciser qu'elles concernent des secteurs en enclave. La zone Apg sera complétée et fera mention du site classé des Gorges du Gardon. La description de l'état initial du périmètre de l'OAP Sud Village sera modifiée.

De nombreuses propositions sont faites pour corriger les erreurs matérielles ; aussi en ce qui concerne les enjeux environnementaux et les enjeux paysagers, Ces dispositions correspondent pour partie à la demande de la DDTM Des emplacements paysagers sont modifiés, deux supprimés, des compléments au règlement et annexes doivent être réalisés pour ce qui est des nuisances sonores et les plantes allergènes. Les mobilités douces ne sont évoquées que dans les OAP

Avis commissaire enquêteur

Concernant les risques des améliorations sont prévues sur le sujet des feux de forêt, mais le risque ruissellement résultant de l'étude EXZECO reste la référence du PLU, l'étude réalisée récemment sur l'aléa ne figurera qu'à titre informatif.

Toutes ces propositions restent à être traduites dans le règlement et l'adaptation du zonage.

Conseil Départemental

Le rapport de présentation pourrait être complété par une présentation du contexte institutionnel et notamment des Schémas et orientations du Conseil Départemental du Gard :

- observation
- **le Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) ;**
 - **le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et Randonnée ;**
 - **le Plan Départemental d'Espaces Sites et Itinéraires du Gard (2016);**
 - **le Label « Gard Pleine Nature » adoptée en 2008 ;**
 - **la Charte des Espaces Naturels Sensibles adoptée le 27 juin 2008 ;**
 - **le Schéma Départemental de cohérence des activités de pleine nature adopté le 17 décembre 2019 ;**
 - **le Schéma Départemental Eau et Climat 3.0 adopté le 19 novembre 2020 ;**
 - **le Schéma Départemental du Tourisme, des Loisirs et de l'Attractivité 2023-2028 adopté le 16 décembre 2022.**
 - **Le Schéma Départemental de la Mobilité adopté le 21 avril 2023**

Réponse MO

Les différents plans et programmes mentionnés couvrant le territoire communal seront rappelés dans la partie du rapport de présentation consacrée au contexte institutionnel de la commune.

Avis commissaire
enquêteur

Dont acte

observation

Les marges de retrait des RD devront intégrer les modifications induites par le nouveau règlement de voirie.

Réponse MO

Ce point sera vérifié car les marges de retrait ont bien été reportées au plan de zonage. La représentation graphique de la marge de retrait au niveau du giratoire de croisement RD 981 X RD227 sera également vérifiée, celle-ci devant s'apprécier par rapport à l'axe de la voie extérieure de l'anneau.

Avis commissaire
enquêteur

Dont acte

observation

Rappeler explicitement dans le règlement et pour l'ensemble des zones, que toute création d'accès ou la transformation d'usage (habitation ou hangar agricole en commerce par exemple) reste soumise à autorisation du gestionnaire du domaine public sur lequel il se raccorde

Réponse MO

Cette disposition pourra être précisée dans les dispositions générales du règlement.

Avis commissaire
enquêteur

Dont acte

observation

Le Conseil Départemental du Gard et l'EPCC du Pont du Gard souhaitent le classement du Vieux Moulin en secteur Upg autorisant les logements, les hébergements, les bureaux, l'artisanat et le commerce de détail, les autres hébergements touristiques et les entrepôts.

Réponse MO

L'élargissement des sous-destinations possibles a été pris en compte dans le règlement en les conditionnant à la réhabilitation de bâtiments existants. Le règlement pourra en outre préciser que les sous-destinations autorisées en cas de réhabilitation, le sont également dans le cadre de reconstruction après sinistre.

Si d'autres projets doivent être développés incluant notamment la possibilité de constructions neuves, la municipalité souhaite qu'ils soient intégrés au PLU par déclarations de projet ulté-

rieures sur le fondement de décisions débattues dans les instances de l'EPCC. L'objectif est ainsi d'éviter que le règlement du PLU soit inadapté aux nombreuses contraintes réglementaires spécifiques à ce site (UNESCO, site classé, Natura 2000, ...).

Avis commissaire enquêteur La proposition ainsi présentée doit permettre la réhabilitation du Vieux Moulin et autoriser la construction neuve dans le cadre d'une déclaration de projet, ce qui correspond à satisfaire la demande d'une façon différente

observation **Le Conseil Départemental du Gard et l'EPCC du Pont du Gard souhaitent le classement en Upg indicé, de l'ensemble des parcelles portant la Villa Callet (donc suppression de la partie UB au profit de Upg), le Mas Gasc et les Carrières Romaines.**

Réponse MO **Le site ne sera pas classé en Upg, pour les raisons évoquées ci-dessus**

Avis commissaire enquêteur Dont acte

L'EPCC du Pont du Gard

observation **Il souhaite pour la zone Upg (bâtiment du musée) : Ajouter dans les activités autorisées pour les constructions existantes "artisanat et commerce de détail" et classer les parcelles du mas Gasq/auberge blanche en Upg indicé**

Le règlement de la zone Upg ajoutera la sous-destination « artisanat et commerce de détail » à la liste des activités autorisées.

Réponse MO **Les parcelles du Mas Gasq/Auberge Blanche seront en revanche maintenues en Npg : les évolutions nécessitant une constructibilité supplémentaire seront intégrées par déclarations de projets. Le choix de la municipalité est en effet d'intégrer les besoins par déclaration de projet plutôt que d'anticiper sur des projets encore non aboutis. Cela permettra d'éviter d'imposer un règlement de zonage trop contraignant lorsque le projet sera abouti avec des risques de contentieux.**

Avis commissaire enquêteur Le choix est fait pour satisfaire la demande de procéder par déclaration de projet

observation **Il souhaite pour la zone Npg maintenir la version du PLU reçue le 28 novembre 2023 et avoir l'assurance que le règlement s'applique bien aux travaux de réhabilitation du Vieux Moulin. Dans le cas contraire, le classer en secteur Upg comme initialement demandé.**

Réponse MO **Les destinations autorisées sous conditions de l'indice 9 (autorisées à la seule condition qu'elles concernent la réhabilitation d'un bâtiment existant, incluant son extension et ses annexes) seront maintenues.**

Avis commissaire enquêteur Dont acte

La CDPENAF

observation **l'OAP « Maison de la Pierre » La commission recommande de bien préciser la surface consacrée aux logements et celle destinée aux aménagements publics. Et**

pour l'OAP sud du village de se rapprocher du CAUE du Gard pour travailler ce projet sur l'aspect qualitatif, paysager et architectural

Dans l'OAP « Maison de la Pierre », des indications sur les répartitions de surfaces seront données dans la partie relative au contexte. Un pourcentage de locatif pourra par ailleurs y être défini.

Réponse MO

Dans l'OAP « Sud village », des prescriptions seront rajoutées en lien avec le volet paysager et architectural. L'aspect sécuritaire du futur projet sera également réévalué, et l'OAP pourra potentiellement être modifiée en conséquence. Le dernier PA présenté sur ce secteur a été refusé pour insuffisante prise en compte de la sécurité, de la qualité paysagère et de la gestion des eaux pluviales, alors qu'il a été instruit dans le cadre du PLU en vigueur bien moins contraignant que ce qui est défini par le projet de PLU. Les dispositions de l'OAP permettront donc de maîtriser les impacts d'une future opération sur ce site.

Avis commissaire
enquêteur

Cette proposition est à intégrer dans le règlement de les OAP Maison de La Pierre et sud du village

Chambre d'Agriculture

observation

Souhaite que la zone N autorise les bâtiments des nouvelles exploitations agricoles (comme les serres et tunnels démontables par exemple) et permette ainsi d'accueillir des activités pastorales.

Demande de permettre le changement de destination vers de l'agritourisme pour les bâtiments agricoles préalablement identifiés.

Réponse MO

Le règlement écrit sera retravaillé pour autoriser en zone N les constructions démontables en lien avec l'activité agricole, telles que les serres et tunnels, permettant d'accueillir les activités pastorales.

Les changements de destination vers l'agri-tourisme pourront être autorisés pour certains bâtiments, si des projets existent. Ces bâtiments seront identifiés au plan de zonage mais n'ont pas fait l'objet de repérage à ce stade.

Avis commissaire
enquêteur

Dont acte

RTE

observation

Parvenue sur le site du registre dématérialisé (voir détails sur ce site)

Il convient de noter, au sein de la liste des servitudes, l'appellation complète et le niveau de tension des servitudes I4, ainsi que le nom et les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur le territoire de la commune

Intégrer dans le règlement de dispositions concernant les ouvrages du réseau public de transport d'électricité (zone N et Npg notamment)

Réponse MO

La liste des servitudes d'utilité publique dans les annexes sera mise à jour pour tenir compte de ces informations. Le règlement pourra être adapté en fonction des observations émises par RTE.

Avis commissaire
enquêteur

Dont acte

VERS PONT DU GARD RÉVISION DU PLU

PROCÈS VERBAL SYNTHÉTIQUE DES OBSERVATIONS

36 visites ont eu lieu lors des permanences du commissaire enquêteur dont la plupart correspondent à des demandes de modification de zonage pour rendre urbanisables des parcelles identifiées. Les observations portées sur le registre « papier » sont souvent complétées par des documents joints en annexe .

Deux messages sont parvenus à l'adresse mail dédiée dans les délais, ceux ci ont été transférés dans le registre des observations (réponse RTE à la consultation des PPA non répertoriée dans le tableau ci-dessous)


Le registre dématérialisé comporte 54 observations dont certaines sont des doublons, le thème principal correspond à une demande de modification de zonage. Plusieurs observations d'auteurs anonymes ou identifiés portent sur l'OAP quartier sud et expriment un avis favorable à l'urbanisation de cette zone. Deux observations (Mr Poulon et Mr Taullele) concernent un changement d'affectation.

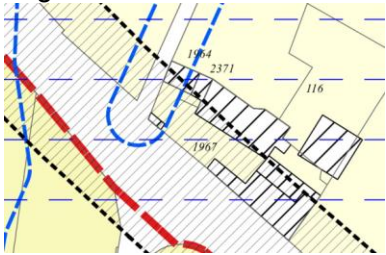

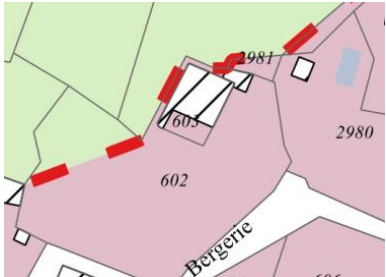
Le classement a été fait selon les thèmes suivant :


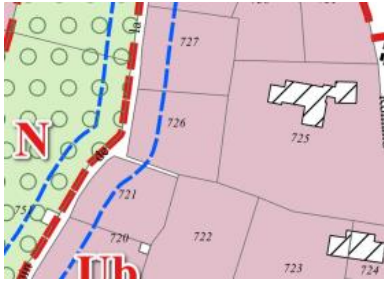
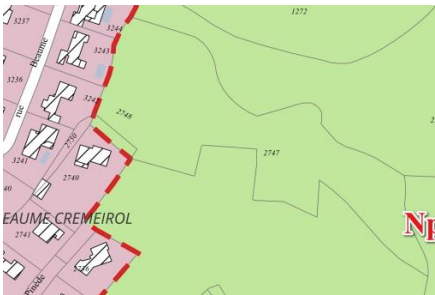
- demande de classement en zone urbanisable ou changement de destination
- OAP Sud Village
- PLU général
- OAP maison de la Pierre


Le tableau ci-dessous reprend de façon synthétique l'ensemble des observations, pour toute précision complémentaire on pourra se reporter au détail du registre dématérialisé dont une exportation est jointe en annexe, ainsi qu'à une copie du registre papier et les annexes à ces deux registres.


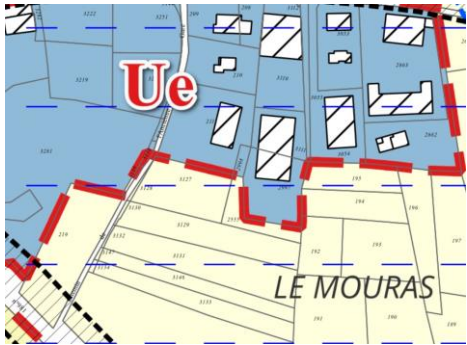

Nota **P** registre papier **D** registre dématérialisé

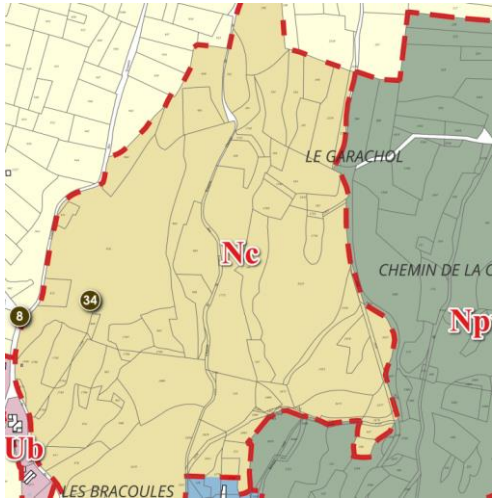

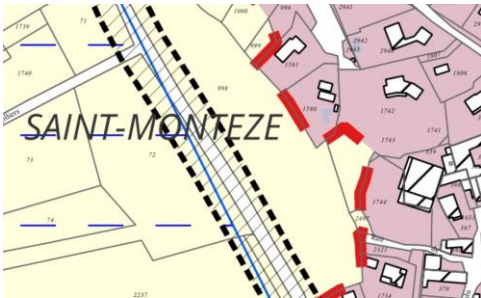
Nom	P D	Observations du public	Réponse du maître d'ouvrage	Commentaires du commissaire enquêteur
Mesdames Giumelli et Barnasson	P	Personnes venues à la première permanence dont les demandes ont été précisées lors d'une autre visite (voir ci-dessous)		
Madame Coulon-Leveille	P	Souhaite vérifier la constructibilité des parcelles 2557 et 2559 (classement zone UB) 	Les parcelles citées, en « dent creuse » dans l'enveloppe urbaine, sont constructibles.	Dont acte

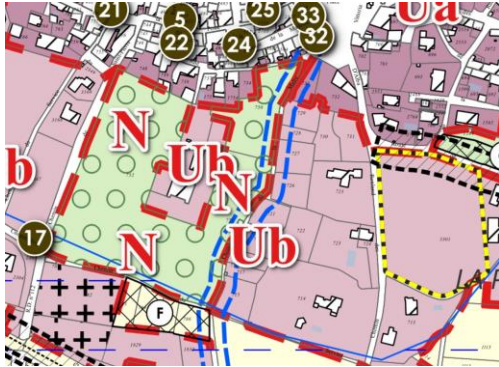
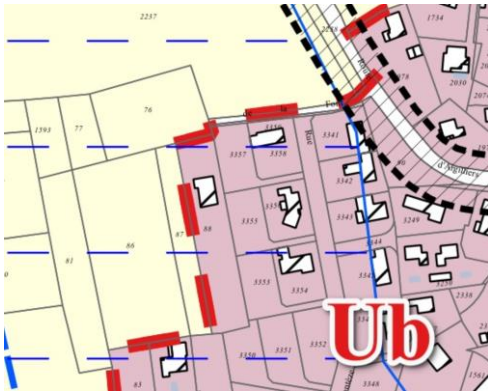
Monsieur Poulon	<p>P Voudrait pouvoir procéder à la rénovation des bâtiments dont il est propriétaire à La Bégude Poulon lieu dit l'Arignée n°B 967</p> 	<p>Au titre de l'article L151-11 du code de l'urbanisme, les bâtiments susceptibles de faire l'objet d'un changement de destination pourront être désignés dans le PLU, dans la mesure où ils ne compromettent pas l'activité agricole.</p>	<p>Cette façon de faire répond à la question posée par monsieur Foulon</p>
Madame Brunel	<p>P Souhaite le classement en zone UB de la parcelle n°A 1020</p> 	<p>Les préconisations des services de l'état demandant à la commune de limiter l'extension urbaine, les exigences de sobriété foncière conduisent à privilégier l'urbanisation des terrains situés au sein de l'enveloppe urbaine déjà constituée et dans les espaces situés entre deux espaces déjà urbanisés. En outre, ce secteur est identifié par l'Etat comme soumis à un aléa fort de feu de forêt. Compte tenu de ces exigences, la poursuite d'urbanisations linéaires le long des voies vers l'extérieur du bourg dans un site exposé au risque feu de forêt fait donc porter un risque contentieux important.</p>	<p>Cette situation correspond à un choix de la commune dans le respect des lois et règlements existants</p>
Monsieur Tondu	<p>P La parcelle n°602 est pour partie en zone N et pour partie en UB. Il souhaite que la limite de la zone UB suive les limites cadastrales</p> 	<p>L'intégration de l'ensemble de la parcelle en zone urbaine est légitime.</p>	<p>Dont acte</p>


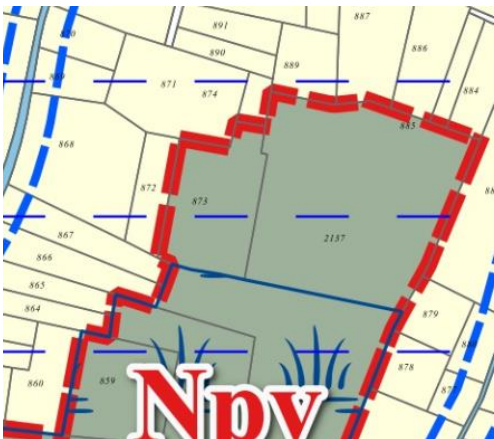
<p>Mesdames Guillot et Braconnier</p>	<p>P Souhaitent que les parcelles 1227 et 1228 actuellement en zone NP soient classées en zone UB</p> 	<p>Les préconisations des services de l'état demandant à la commune de limiter l'extension urbaine, les exigences de sobriété foncière conduisent à privilégier l'urbanisation des terrains situés au sein de l'enveloppe urbaine déjà constituée et dans les espaces situés entre deux espaces déjà urbanisés. En outre, ce secteur est identifié par l'Etat comme soumis à des aléas très fort et fort de feu de forêt. Compte tenu de ces exigences, la poursuite d'urbanisations sur une superficie aussi importante (6900 m²) vers l'extérieur du bourg dans un site exposé au risque feu de forêt fait donc porter un risque contentieux important</p>	<p>Cette situation correspond à un choix de la commune dans le respect des lois et règlements existants.</p>
<p>Monsieur Gibert</p>	<p>P Veut vérifier que sa parcelle situé chemin de la Maire n° 726 est bien constructible</p> 	<p>La parcelle citée est en zone constructible.</p>	<p>Dont acte</p>
<p>Madame et monsieur CHARDON</p>	<p>D</p>  <p>Demande que la parcelle B2747 soit passée en zone urbanisable</p>	<p>Les préconisations des services de l'état demandant à la commune de limiter l'extension urbaine, les exigences de sobriété foncière conduisent à privilégier l'urbanisation des terrains situés au sein de l'enveloppe urbaine déjà constituée et dans les espaces situés entre deux</p>	<p>Cette situation correspond à un choix de la commune dans le respect des lois et règlements existants, compte tenu également de la vulnérabilité aux feux de forêts.</p>

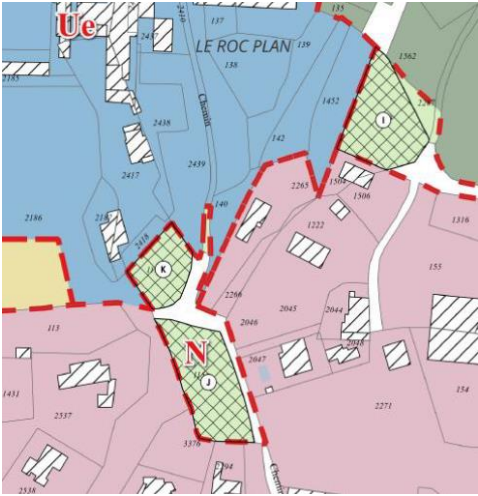
		<p>espaces déjà urbanisés. En outre, ce secteur est identifié par l'Etat comme soumis à un aléa fort de feu de forêt. Compte tenu de ces exigences, la poursuite d'urbanisations sur une superficie aussi importante (7500 m²) vers l'extérieur du bourg dans un site exposé au risque feu de forêt fait donc porter un risque contentieux important</p>	
<p>Maître Cyril ROUAULT Pour Francis Guillot, Danielle Guillot et Nicole Braconnier</p>	<p>D Souhaite l'extension de l'urbanisation de façon limitée et en continuité de l'enveloppe urbaine (incluant les parcelles B 1227 et 1228 pour permettre la création de logement et la maîtrise du ruissellement en proposant des scénari d'OAP</p> <p>e</p> <p>t</p> <p>P</p> 	<p>Les préconisations des services de l'état demandant à la commune de limiter l'extension urbaine, les exigences de sobriété foncière conduisent à privilégier l'urbanisation des terrains situés au sein de l'enveloppe urbaine déjà constituée et dans les espaces situés entre deux espaces déjà urbanisés. En outre, ce secteur est identifié par l'Etat comme soumis à des aléas très fort et fort de feu de forêt. Compte tenu de ces exigences, la poursuite d'urbanisations sur une superficie aussi importante (6900 m²) vers l'extérieur du bourg dans un site exposé au risque feu de forêt fait donc porter un risque contentieux important</p>	<p>Cette situation correspond à un choix de la commune dans le respect des lois et règlements existants, les préconisations des services de l'Etat résultent de ces documents</p>

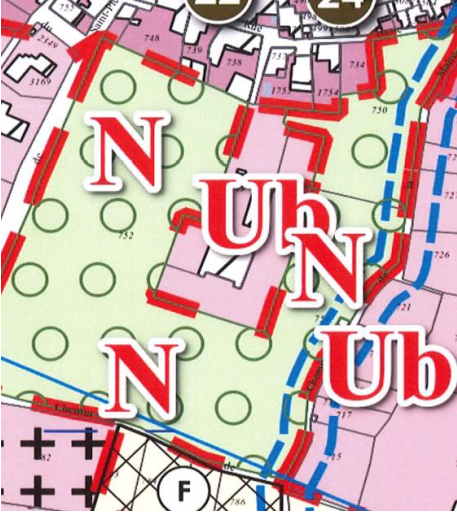

<p>Monsieur Taulelle avec Mr Rouault</p>	<p>P Demande de modifier le règlement de la zone agricole en autorisant sous conditions le changement de destination des constructions existantes et en supprimant la phrase entre parenthèse (à condition que ces dernières soient situées en zone A)</p> 	<p>Au titre de l'article L151-11 du code de l'urbanisme, les bâtiments susceptibles de faire l'objet d'un changement de destination pourront être désignés dans le PLU, dans la mesure où ils ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère. Les destinations devront être précisées.</p>	<p>Cette façon de faire répond à la question posée par monsieur Taulelle</p>
<p>Monsieur Chapuis Sébastien</p>	<p>P Demande pour développer son activité que les parcelles B3127 et B 2555 soient classées en Ue nota : il semble que le document joint en annexe comporte une erreur sur le numéro des parcelles</p> 	<p>Les parties identifiées en bleu ci-dessous classées en zone A au projet de PLU arrêté pourraient être classées en zone Ue, car elles couvrent des terrains déjà artificialisés (surfaces de dépôts) : elles ne conduiraient donc pas à consommer des espaces agricoles et permettraient d'optimiser l'utilisation d'espaces déjà artificialisés.</p> 	<p>Cette éventualité de classement en zone UE d'une partie de la zone A reste un choix à confirmer, ainsi que les modalités de décompte des surfaces artificialisées qui en résulte</p>

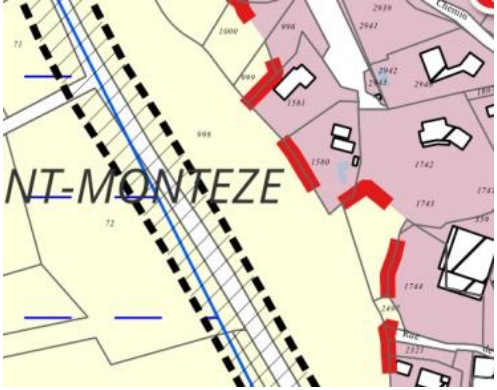
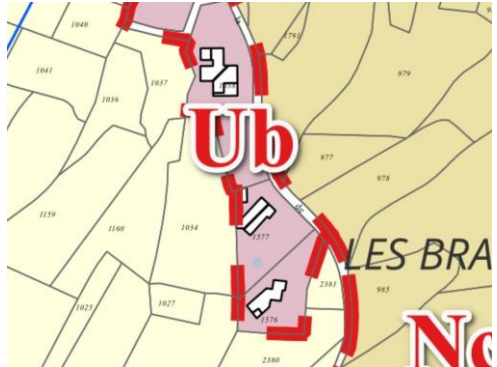
<p>Madame Moreau Micheline</p>	<p>P Demande que les parcelles situées à Roque Haute mises en Nc soient reclassées en Np au regard du site de la pierre du sacrifice et que le site de Valagrand soit ajouté au petit patrimoine et entretenu</p> 	<p>Le site de la Pierre du Sacrifice n'est pas localisé au bon endroit dans le projet de PLU arrêté (site n°34). Il est situé plus au Nord sur la parcelle 970 et sera repositionné au bon endroit. (Le site de Valagrand pourra également être ajouté à la liste du petit patrimoine).</p> <p>Il est en outre proposé un reclassement de cette partie de la zone Ac (carrière) en zone Np : c'est-à-dire en zone naturelle protégée stricte qui vise à conserver le caractère historique des lieux sur lequel se situe la pierre du sacrifice (selon limites ci-dessous)</p> 	<p>La demande de madame Moreau est totalement prise en compte tant en ce qui concerne le site de la pierre du sacrifice que la modification du zonage</p>
<p>Madame COVASSIN Patricia</p>	<p>P Demande que la parcelle B72 devienne constructible</p> 	<p>Les préconisations des services de l'état demandant à la commune de limiter l'extension urbaine, les exigences de sobriété foncière conduisent à privilégier l'urbanisation des terrains situés au sein de l'enveloppe urbaine déjà constituée et dans les espaces situés entre deux espaces déjà urbanisés. En outre, ce secteur est couvert par le PPRi. Compte tenu de ces exigences, la poursuite</p>	<p>Cette situation correspond à un choix de la commune dans le respect des lois et règlements existants, les préconisations des services de l'Etat résultent de ces documents</p>

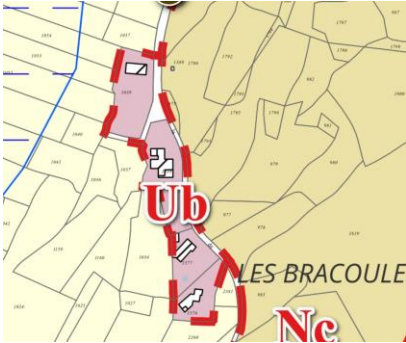

		d'urbanisations sur une superficie aussi importante (8600 m²) à l'extérieur du bourg conduirait à développer de l'habitat isolé des parties déjà urbanisées, et ferait donc porter un risque contentieux important.	
SCI BEST avec Philippe AUDOUIN	<p>P A souhaité vérifier que les dispositions des propriétés de la SCI Best au regard du zonage du PLU étaient inchangées</p> 	<p>La partie de ce secteur classé en espace boisé classé était de fait inconstructible, elle a été reclassée en zone N pour plus de clarté.</p>	<p>Cela correspond à mettre en cohérence l'existence d'un espace boisé classé avec le zonage du PLU.</p>
Monsieur POULON	<p>P Souhaite que la parcelle B76 soit classée en zone Ub (extension)</p> 	<p>Les préconisations des services de l'état demandant à la commune de limiter l'extension urbaine, les exigences de sobriété foncière conduisent à privilégier l'urbanisation des terrains situés au sein de l'enveloppe urbaine déjà constituée et dans les espaces situés entre deux espaces déjà urbanisés. En outre, ce secteur est couvert par le PPRI. Compte tenu de ces exigences, la poursuite d'urbanisations vers l'extérieur du bourg ferait donc porter un risque contentieux important</p>	<p>Cette situation correspond à un choix de la commune dans le respect des lois et règlements existants, les préconisations des services de l'Etat résultent de ces documents</p>

Monsieur JONQUET	<p>P Souhaite que le zonage relatif aux contraintes d'écoulement des eaux soit modifié pour tenir compte des aménagements réalisés</p> 	<p>Malgré que cette parcelle est localisé en zone Ub, Ce n'est pas du ressort de PLU, la détermination de ces zones relève du PPRI.</p>	Dont acte
DURAND Ludovic	<p>D Afin de ne pas fractionner le domaine privé communal et limiter les îlotages des parcelles communale, il propose de rattacher les parcelles N° B872, N° B871, et B874 à la nouvelle zone NPV de Nord Lagune, créant ainsi une meilleure cohérence parcellaire</p> 	<p>Cette évolution serait effectivement cohérente au vu de la propriété communale.</p>	La réponse envisage cette possibilité d'étendre la zone Np sans conclure définitivement
Monsieur Aurélien Busardo	<p>P Précise que sa société JP énergie environnement dispose d'une étude d'impact susceptible d'être utilisée dans le cadre d'une déclaration de projet sur le site d'une ancienne carrière située en zone Npv</p>	<p>Des éléments de cette étude d'impact pourront être mobilisés pour la justification du projet.</p>	Dont acte

<p>Monsieur: Robert Reboul</p>	<p>D Propose de réaliser des lots au nord de l'opération Maison de la Pierre (à gauche) pour optimiser le nombre de logements et augmenter le nombre de parcelles pour densifier et avoir des lots plus abordables pour nos jeunes.</p>	<p>Le périmètre de l'OAP Maison de la Pierre ne sera pas modifié, mais ses orientations seront retravaillées pour tenir compte d'une meilleure possibilité d'organisation du développement de ce site et limiter les créations de voiries nouvelles.</p>	<p>La réponse correspond à une amélioration des orientations de l'OAP sans remise en cause du projet</p>
<p>Me Antoine Woimant pour LIB INDUSTRIES</p>	<p>D La société LIB INDUSTRIES demande que soit intégré dans le PLU, pour ce qui concerne les zones Uea, la possibilité de permettre la création de nouvelles constructions remplissant la fonction de logements ayant vocation à accueillir des salariés du site de LIB INDUSTRIES mais également d'autres acteurs économiques locaux. avec une proposition de modification du zonage des parcelles n°2187 et n°2417 de la zone Uea afin qu'elles soient intégrées en zone Ub</p> <p>Par ailleurs la parcelle n°2186 également en zone Uea. est vierge de toute construction, l'intégration de cette parcelle en zone Ub permettrait à LIB INDUSTRIES de créer des logements pour loger les salariés de l'usine</p> 	<p>Le règlement de la zone Uea pourra être retravaillé pour permettre la réhabilitation des locaux existants à usage d'habitation.</p>	<p>La réponse ne conduit pas à une modification du zonage mais à une rédaction adaptée du règlement pour permettre transformation de locaux existants en logements</p>

<p>Philippe Audoin pour la SCI BEST</p>	<p>Souhaite le maintien de la parcelle n°734 dans la zone UA du futur PLU</p> <p>Conteste le classement du reste de la propriété hors partie bâtie qui était intégralement en zone UB dans l'ancien PLU, en zone N dans le nouveau projet de PLU.</p> <p>Conteste également que l'extrémité sud de la parcelle soit grevée par des traits invoquant un risque d'inondation et souhaite que l'étude hydraulique en cours d'achèvement soit connue et diffusée</p> 	<p>La parcelle 734 est bien maintenue en zone Ua dans le projet de PLU.</p> <p>La partie de ce secteur classé en espace boisé classé était de fait inconstructible, elle a été reclassée en zone N pour plus de clarté.</p> <p>La limite en partie Sud est issue de l'application du PPRI.</p> <p>Enfin, la dernière étude de ruissellement sera annexée à titre informatif au PLU.</p>	<p>Dont acte</p>
<p>Monsieur Christian CIAMPI Madame Sylviane CIAMPI Monsieur Cédric CIAMPI Madame Madeleine FESQUET</p>	<p>Demande que les parcelles 2157 1077 1076 1078 1080 propriété BRUNEL et plus particulièrement la parcelle de 2157 soient classées en zone inconstructible compte tenu de l'impossibilité de desservir ces parcelles par les réseaux et de l'existence d'un contentieux en cours</p> 	<p>Les parcelles 1078 et 1079 seront retirées de la zone U. Les autres parcelles demeureront dans les classements proposés, le temps que l'issue du contentieux en cours soit connue.</p>	<p>Dont acte</p>

Alain Mateo	<p>souhaite que la parcelle 999 soit constructible (projet pour un enfant en situation de handicap)</p> 	<p>Les exigences de sobriété foncière conduisent à privilégier l'urbanisation des terrains situés au sein de l'enveloppe urbaine déjà constituée et dans les espaces situés entre deux espaces déjà urbanisés. Compte tenu de ces exigences, la poursuite d'urbanisations vers l'extérieur du bourg ferait donc porter un risque contentieux important</p>	<p>Cette situation correspond à un choix de la commune dans le respect des lois et règlements existants, les préconisations des services de l'Etat résultent de ces documents</p>
Famille Roux	<p>Souhaite que la parcelle 1034 passe en zone Ub</p> 	<p>Les préconisations des services de l'état demandant à la commune de limiter l'extension urbaine, les exigences de sobriété foncière conduisent à privilégier l'urbanisation des terrains situés au sein de l'enveloppe urbaine déjà constituée et dans les espaces situés entre deux espaces déjà urbanisés. En outre, ce secteur est identifié par l'Etat comme soumis à un aléa fort de feu de forêt. Compte tenu de ces exigences, la poursuite d'urbanisations sur une superficie de presque 3000 m² à l'extérieur du bourg dans un site exposé au risque feu de forêt fait donc porter un risque contentieux important</p>	<p>Cette situation correspond à un choix de la commune dans le respect des lois et règlements existants, les préconisations des services de l'Etat résultent de ces documents</p>

Albert Gagliano	<p>Sa propriété était en Ua elle passe en Ub, est ce cohérent par rapport au mode d'assainissement, existe -t-il un projet</p> 	<p>A moyen terme, les travaux d'extension du réseau collectif d'eaux usées sont prévus dans ce secteur.</p>	<p>Dont acte</p>
Gérard Rebuffat	<p>Demande de maintenir l'ensemble des parcelles B 914 913 917 918 919 et 1114 en Ub</p> 	<p>Ces parcelles sont inscrites en zone A dans le PLU en vigueur du fait qu'elles sont impactées par le PPRI. Seule la partie de la parcelle 914 déjà bâtie et en continuité de la zone urbaine a été intégrée à la zone Ub dans le projet de PLU.</p>	<p>La réponse est cohérente par rapport au règlement du PPRI</p>

Observations relatives à l'OAP SUD VILLAGE

Marie Laure Largier	<p>P Défavorable à l'OAP sud village, compte tenu de l'impact paysager négatif en entrée de ville, de la dangerosité des accès envisagés sur la voie communale et aussi par rapport aux risques de ruissellement non maîtrisé sur la zone (dossier annexé au registre et pétition)</p>	<p>L'OAP permet de contrôler dès le permis d'aménager le respect des objectifs définis par cette pièce du PLU. Ainsi, le dernier PA présenté sur ce secteur a été refusé pour insuffisante prise en compte de la sécurité, de la qualité paysagère et de la gestion des eaux pluviales, alors qu'il a été</p>	<p>De nombreuses personnes ont fait connaître leur opposition à ce projet. Néanmoins le choix de maintenir cette zone constructible est possible au regard des contraintes légales et réglementaires. La partie</p>
---------------------	---	---	---

			<p>instruit dans le cadre du PLU en vigueur bien moins contraignant que ce qui est défini par le projet de PLU. Les dispositions de l'OAP permettront donc de maîtriser les impacts d'une future opération sur ce site Grâce a une densification modéré ,et l'interdiction de logement avec étage etc.</p> <p>En outre ce site en bordure du centre villageois ne constitue pas une nouvelle zone ouverte à l'urbanisation puisqu'elle est inscrite en zone urbaine depuis plusieurs décennies.</p>	aménagement de cette opération encadre les impacts en termes de densité, de prospect, aménagements paysagers et sécurité
C Fenninger	P	Défavorable à l'OAP sud village compte tenu d'un aménagement paysager non maitrisé et l'absence d'obligation en ce qui concerne la végétalisation	Cf. éléments de réponse ci-dessus. L'OAP pourra être complétée concernant les dispositions relatives à la végétalisation.	Avis identique à celui correspondant à la demande de madame Largier
Peu lisible André Roselyne	P	Favorable à l'OAP sud village mais avec espacement des maisons	Cf ci-dessus.	Même avis que ci dessus
	D	Ont donné un avis favorable : Dix personnes anonymes et Franck Didier, Anaïs Perrier, Mélanie Massip Gregory Rousson, jean Pierre Guyot Manduel, Pierre Vilar, Mireille Fontanille, Alain Fontanille, Noémie Nortes, Azur Gueffier (?) Anaïs Didier, christelle Didier, Stevens Bernière., Damien Ducros, Enzo-Kevin Anecchiarico, Herman Luyten, Laurany Simon, Christelle Godin		Les avis doné sont simples eten général non argumentés

Observations relatives au PLU en général

Madame Sauvan-Roman Magali et madame Sauvan Sylvie	<p>P Demande de laisser la possibilité d'acheter ou construire pour les jeunes couples</p>	<p>Le zonage du PLU a été dimensionné pour permettre de répondre à un scénario d'évolution démographique nécessitant 107 logements : le zonage tel qu'il est présenté dans le projet de PLU devrait permettre l'accueil de 120 logements au total. Par ailleurs, c'est la volonté de la commune pour les terrains communaux maison de la Pierre et ancien atelier de la Romaine, ainsi que l'OAP entrée du village.</p> <p>Il est en outre proposé que sur certaines OAP, un pourcentage de logements locatifs soit défini.</p>	Dont acte
François Bouvarat (peu lisible)	La révision du PLU est contraire au ScOT et à la loi climat et résilience	<p>Le syndicat de SCoT a remis un avis favorable sans réserve sur le projet de PLU.</p> <p>Concernant les extensions d'espaces artificialisés, celles-ci ont été définies en tenant compte des capacités de densification au sein des enveloppes urbaines estimées à 61 logements. Les surfaces en extension représentent (hors emplacements réservés) 6,27 ha ; toutefois, ces capacités sont nécessaires pour compenser l'inconstructibilité de fait de 5,08 ha de terrains en zones U du fait des périmètres impactés par les axes de ruissellement (pour 1,64 ha) et par la servitude de monument historique liée à la traversée de l'aqueduc romain (pour 3,44 ha).</p>	Cette question doit être rapprochée de la réponse faite aux observations de la DDTM Personne Publique Associée.

		En outre, la commune s'est engagée dans une démarche volontariste en matière de maîtrise de sa consommation d'espaces : le portail national de l'artificialisation enregistre en effet une consommation d'espaces de 17,3 ha pendant la période 2012-2021, les objectifs sont donc bien inférieurs.	
	D Ont donné un avis favorable : une personne anonyme et Simone Milesi, Nicolas Guyot, Marie Diaz, Pauline Huret, Antoine Bonnetete, Simon Bruna, Emmy Geuene, Bernard Chambon		Dont acte

Observations relatives à l'OAP Maison de la Pierre

Anonyme	D Considère qu'un maillage de voirie serait plus judicieux qu'une route au nord et qu'il serait souhaitable de positionner le bassin de rétention au point bas au sud	Les orientations de l'OAP seront retravaillées pour tenir compte d'une meilleure possibilité d'organisation du développement de ce site et limiter les créations de voiries nouvelles comme suggéré.	L'existence de l'OAP n'est pas contestée, il conviendra de préciser les modifications apportées aux orientations.
---------	--	--	---

5-copie registre papier

Bordereau des documents annexés au registre papier

- Avocat Mr Guillot
- Avocat Mr Taullele
- Mr Chapuis
- Mr Jonquet
- Mr et Mme Jude
- Mr Poulon-1
- Mr Poulon-2
- Mme Brunel
- Mme Giumelli
- Mme Largier-mémoire
- Mme Moreau
- Mr Chardon-plans
- Mr Ciampi-mémoire
- Mr Mateo
- Dossier de JP environnement (Mr Busardo) comportant le processus d'un projet photovoltaïque et une esquisse d'étude d'impact en zone Npv

Le mémoire de Madame Largier est accompagné d'un dossier qui comporte plusieurs pièces dont la numérotation n'est pas continue

- Pétition contre le projet avec une attestation de Claude Larnac , une argumentation développée par Didier Reisen et une planche photos
- Un article de presse
- Une délibération de Vers Pont du Gard du 14 avril 2022 proposant l'ouverture à l'urbanisation de la zone sud
- Un arrêté prescrivant la modification n°1
- Une planche photo relative à l'aspect paysager
- Un mémoire devant le Tribunal Administratif contre l'ouverture à l'urbanisation de la zone sud
- Un échange avec le domaine de Valsenière
- Un extrait du ScOT Uzège Pont du Gard
- Ensemble de documents (lettres, procédure, mémoire pétition) informant les PPA d'une opposition au projet d'urbanisation
- Dossier Orientations d'Aménagement et de Programmation (document du dossier d'enquête)
- Dossier Projet d'Aménagement et de Développement Durable (document du dossier d'enquête)
- Charte paysagère du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territorial de l'Uzège-Pont du Gard

OBSERVATIONS DU PUBLIC

Première permanence - Le 18 avril 2024 à 14h30

Jack ZUMELLI

Mme. Lise BARNASSON

souhaiteront modifier le classement
d'une zone actuellement en zone agricole
(zone précédemment constructible)
nous formalisons notre demande
lors de la prochaine permanence
du 11 mai.

Liliane COULON - LEVEILLÉ

Vérification des zones 2557 et 2559

qui sont en zone UB- (prévues) actuellement constructibles
Vérifier qu'elles le restent bien.

Mme Benoit

Je souhàite une modification de la zone de
la Bergerie Benoit, qui est en zone agricole actuellement,
pour une zone commerciale.

Ce qui rentre dans la logique des Bergeries
(ancien relais de poste) donc une zone de commerces.
des services.

Bienvenue au registre de point en annexe
du plan de 9 décembre 2023 et en HC de 1983

BRUNEL Marie-Laurence

Je réitère ma demande du 5 septembre 2018
relative à la parcelle A1020 dont je souhaite
un reclassement en zone UB.

Je mets en annexe au registre la lettre adressée
au maire du 5/09/2018.

Eric TENDU - 7 rue de la Bergerie - 30210 vers. PDE.

Problème de zonage de la parcelle 602 qui
aujourd'hui est en UB. Le tracé du nouveau
PLU ne suit pas les limites cadastrales de la
parcelle et donc une partie se retrouve en N.
Je demande une rectification afin que la totalité
de la zone 602 soit classée en UB comme
aujourd'hui.

Madame Guillot Danielle Rte de Castillon (1228)

Madame Nicole Braconnier 12 Rue du Clos du Gail

Madame Sosyane Broye 8 rue du Clos du Gail (1224)

Concernant les parcelles 1228 et 1224 proximité

Chemin des Carbonnières nous souhaitons que le zonage
soit modifié pour ces parcelles qui sont en zone NP
pour être mises en zone UB constructible, au regard
de leur proximité avec la limite de la zone UB

Christophe GIBERT 3, chemin Saint Pierre

J'ai reçu de la Mairie de Vers Pont du Gard un avis d'enquête Publique
concernant le PLU, le 11 avril 2024.

Ma parcelle n°726 située chemin de la Mairie étant concernée, je souhaiterais
confirmer sa constructibilité comme auparavant.

Mes LRAR du 26/12/2022 et du 20/02/2023 en témoignent.

M. Christophe JACQUELÉ je suis passé le 18 Avril 2021
je fais part de mes doléances au sujet de la
parcelle B 136 Je préciserais mes observations à la
prochaine permanence.

Le commissaire enquêteur a vu le cahier du dossier.



M. Christophe JACQUÉ je suis passé le 18 Avril 2024
je fais part de mes doléances au sujet de la
parcelle B 131 Je préciserai mes observations à la
prochaine permanence.

Le commissaire enquêteur a vu le contenu du dossier.

23/04/2024

M. SAUVAN ROMAN 37 Rte De Castillon 30210 VERS PONT DU GARD
il y a bien trop de jeunes couples qui Désirent s'installer à VERS PONT DU GARD
ces jeunes ne trouvent pas de possibilités pour s'installer, il est dommage
pour eux ! Merci de leur laisser une possibilité d'acheter ou de construire
à VERS PONT DU GARD

Roman

29/04/2024.

E. DUCROC - Avis favorable pour la parcelle
3301 - Route de Misserand. Il y a beaucoup de
jeunes couples qui vivent dans notre village mais
ne trouvent pas de terrain. L'avenir est à la
jeunesse avec des enfants pour le commerce et
la vie de notre commune, les retraits très
bien mais pas l'avenir.

Ducroc

6/5/24

Je suis versoise, habitant Vers et native depuis
62 ans

Nes enfants ont été obligé de louer et d'acheter
ailleurs.

Je suis favorable à ce projet.

M. Sauvan
Sybore

6/5/2024.

Ma réflexion concerne la parcelle route de Misserand
où doivent être construit 11 villas. Je rejoins la décision
de transformer ce terrain en constructible. Mais contre

les 11 villas - j'accepterai des constructions espacées
entre elles - avec un minimum de végétation et arbres

André Boelle

6/05/2024

En L'OTOT j'émet un avis défavorable
au projet de lotissement de la Route de
Misserand à l'entrée du village.

Sans rien la nécessité de procurer des
logements aux jeunes couples désirant s'y
loger. Il s'agit aussi de préserver la
qualité architecturale et patrimoniale du
village. Hors au regard du lotissement
qui a été construit sur l'autre entrée du village
(par la coopérative) où à ce jour rien n'a
été planté pour végétaliser et protéger ce
lotissement des regards, on peut douter
qu'un Nouveau Lotissement route de Misserand
soit mieux traité du point de vue de
l'intégration paysagère qui devrait être
particulièrement soignée selon la préfecture.
Si le lotissement se faisant, il devrait
être limité en nombre de constructions
et assorti d'un cahier des charges sur la
végétalisation du pourtour et des parties
communes.

C. Fenninger

Dans une permanence le 11 mai 2024 à 9h,

Patrick JUDE

objet de la demande : en annexe lettre initiale de demande ainsi que la reforme de la mairie
Demande de réviser le classement de la parcelle section C n° 1378 afin de la classer NON INONDABLE (en regard du PPRi)

Le 14/05/2024

Dans les interêts de Monsieur et Madame TAVELLE une contribution a été versée dans le cadre de l'enquête publique et remise ce même jour à Monsieur le commissaire enquêteur

Monsieur TAVELLE Cyril ROUAULT
Rou

Le 14/05/2024

Dans les interêts de J. Fournier par Monsieur Thomas BROYE et BRACONNIER a été versée ce jour une contribution écrite et des explications orales

Cyril Rouault

Rou

Le 11.05.2024.

objet de la demande: Mr Chiquis Schostin.
il me serait nécessaire d'agrandir et de développer mon activité de procoira ~~habitant~~ le faire sur la parcelle B.2994. B.2885. Courir en Annexe du 11. MAI 2024.

Le 11/05/2024

Marie Laure Largier

Demande la suppression de l'OAP Sud parcelle 3301 de rendre la terre en agricole. Une note de synthèse sera remis ultérieurement.
Une pétition sera annexée.

Le 11/05/2024

Micheline Moreau Vers Port du Gard

Demande que les parcelles situées à Roque Haute mise en NC soient reclassés en zone Np par rapport au site archéologique de la pierre du sacrifice - parcelle 970 et alentours

Demande également que le site de Valagrand fouillé dans les années 90 soient rajouté au petit patrimoine et entretenu.

Le remaniement du Pdu est contrainte au SCOT, et à la loi - l'Etat et régionale. Des observations seront faites sur voie de matérialiser

Francis Bonavent

que ce projet vois le jours car il serait positifs pour la commune. Donc bien sûr que je laisse un avis positif et espère que le projet sera valide. Merci d'avoir pris le temps de me lire cordialement Mme GODIN Christelle. le 17/05/24.

3^{ème} semaine du commissaire enquêteur le 20/05/2024

M^r CHARTON René M^{me} CHARDON Marie Josée

Je vous prie de bien vouloir examiner notre demande pour conserver la partie d'environ 3000 m² constructible de notre parcelle parcelle en indivision sous le n° B2747 BAUME CRETEIL tel que dans le PLU actuel ce qui nous permettrait réciproquement de nous installer sur cette environnement.

Merci de votre diligence

Cordialement le 20/05/2024 à Vers Pont du Gard

Chardon

Charton

M^r MATTEO Alain

Mon observation concerne la parcelle 999 qui devient non constructible sur le nouveau PLU.

Cette parcelle est rattachée à mes autres parcelles 1580 et 1581 et est donc accessible et desservie et rattachable aux installations existantes eau, Elec. et assainissement.

En annexe un courrier transmis au Service de l'urbanisme de la mairie.

Je souhaite que cette parcelle reste constructible afin d'y aménager un studio pour mon enfant en situation de handicap.

M^r Cianpi Sylviane, Cianpi Fabienne, Cianpi Maguette
M^r Cianpi S.C, Cianpi Cedric, Cianpi Christian
Cianpi Madeleine.

Notre observation sur les parcelles 1078 et 1079 qui sont en Zone Ub alors qu'une procédure est en cours depuis 2016 avec les conseils Bureau.

il nous semble impossible de voir utiliser cette parcelle (2157) ce qui est difficilement réalisable par un chemin privé qui entraine à plus de 200 m de la voie publique et de plus la dangerosité d'accès et la signalisation qui risque d'être considérablement augmentée par le nombre d'habitants ce qui n'est pas à oublier.

Cianpi

M^r GAGLIANO Albert. 889 chemin des Carrières
observation : Dans le nouveau PLU ma habitation se trouve en Zone Ub ; Est-ce Normal ?

En effet dans le PLU actuel, elle se trouve en zone Uba car pas de tout à l'égout.

Est ce une erreur de votre part ou un projet d'asso de création d'un réseau d'assainissement est prévu ?

Gagliano

Famille Raux, Nous souhaiterions que la parcelle 1034 passe en zone UB.

Famille Raux

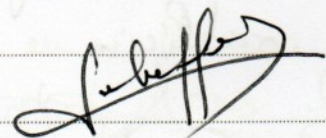
REBUFFAT Gérard
Chemin des Rouland

Jusqu'en 2018 les Parcelles où est construite
mon habitation Rouland B914-913-917-918-919-1114
étaient classées en Uca

Mais aujourd'hui seule la Moitié de la
Parcelle 914 est classée en Ub (Parcelle coupée en 914-915)

Je vous demanderais donc de Bien Vouloir
renvoyer pour l'ensemble (B914-913-917-918-919-1114)
en classement Ub

Cordialement G. REBUFFAT



Cyril ROUAULT
Avocat (EI)

8, AVENUE FEUCHERES 30000 NÎMES
Tel : 06/11/13/01/15
Courriel : rouault.avocat@gmail.com

Monsieur le Commissaire
enquêteur

Hôtel de Ville,

5, rue Grand du Bourg 2

30 210 Vers-Pont-du-Gard

Le 29/04/2024 à Nîmes ;

OBJET : ENQUETE PUBLIQUE PLU (18 avril /20 mai 2024)

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Par la présente, j'interviens dans les intérêts Monsieur Francis GUILLOT et Madame Danielle GUILLOT, demeurant 289 Route de CASTILLON et Madame Nicole BRACONNIER, demeurant 12 Rue du Clos du GAL et Madame Josiane BROYE, demeurant 8 Rue du clos du GAL, 30210 VERS PONT DU GARD.

Ils sont propriétaires respectivement des parcelles cadastrées section B n°1228 et n°1227.


La contenance de la parcelle B n°1227 est de 2900 m².

La contenance de la parcelle B n°1228 est de 3870 m².

Ces deux parcelles sont situées en continuité de la zone urbanisée à l'Est du village.

Elles bénéficient de l'ensemble des réseaux publics, dans une logique d'aménagement commun.

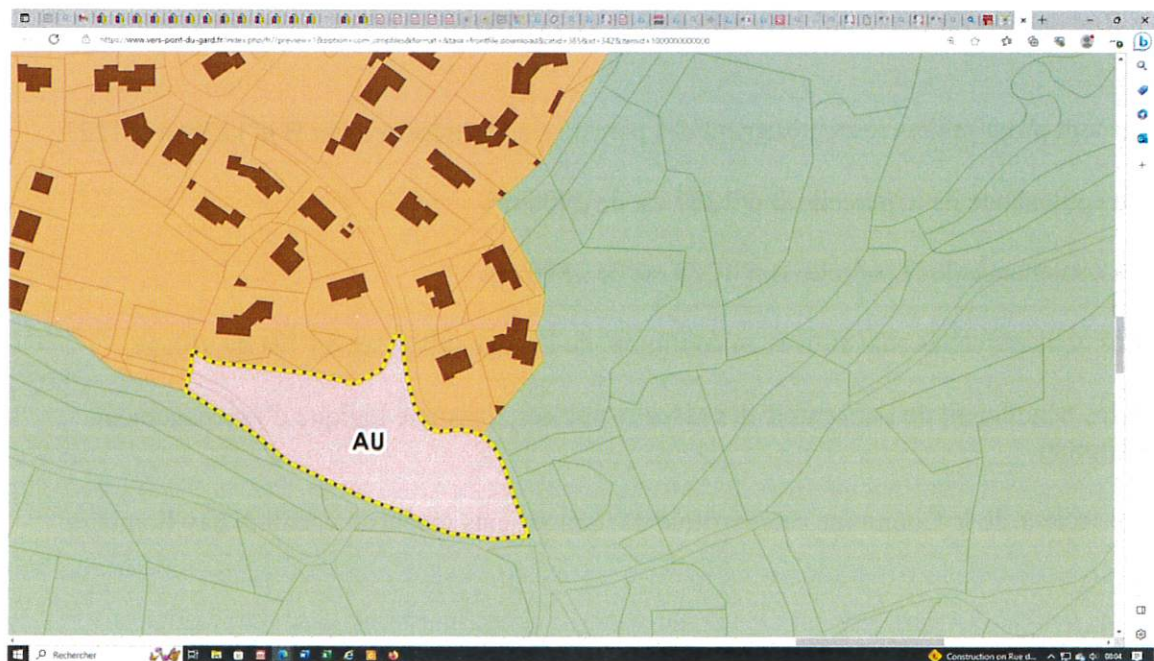
Ce secteur de la Commune est constitué de lotissements récents à vocation pavillonnaire.

*Annexe au registre
d'enquête
le 11/05/2024*




(Source GEOPORTAIL site IGN)

Classement projeté dans le futur plan local d'urbanisme (PLU arrêté)



(Extrait règlement graphique PLU)

Une future zone AU est projetée, en face, de l'autre côté de la voie communale.

Il ressort, du diagnostic que la Commune identifie, dans l'enveloppe urbaine, 5,2 hectares de secteurs urbanisés devant recevoir de nouvelles constructions.

Ces secteurs sont constitués pour 2,9 hectares de 20 dents creuses et pour 2,3 hectares de cinq enclaves.

Selon le tableau joint dans le rapport de présentation cela représente 53 167 m².

A ces eux secteurs sont repris 38 parcelles offrant des potentialités de divisibilité.

L'identification de ces surfaces relève du parti d'aménagement et du document d'orientation et d'objectif (DOO) du schéma de cohérence territoriale (SCoT) qui fixe comme objectif la densification et le renouvellement de la ville sur elle-même.

La finalité est de réduire la consommation de secteurs agricoles ou naturels, à tout le moins non-construits.

Si une telle logique se comprend en zone urbaine dense et en particulier dans les centres urbains, elle demeure plus difficile à mettre en oeuvre en dehors de ces derniers.

En effet, la morphologie urbaine de la Commune et plus particulièrement les extensions urbaines démontrent que les nouveaux arrivants ont choisi de s'établir sur la Commune de VERS-PONT-DU-GARD pour rechercher des espaces plus grands.

La volonté des nouveaux occupants ne réside pas dans un projet de construire sur un espace réduit.

Dès lors, le calcul réalisé sur les possibilités de divisions de parcelle bâties pour réaliser les nouveaux logements, en compatibilité avec les objectifs du SCoT, sera faussé.

Dans ces conditions la Commune ne pourra pas remplir les objectifs de création de logements.

A cette première contrainte, il faut ajouter que l'objectif de densification à l'intérieur de l'enveloppe urbaine aura pour effet d'augmenter l'artificialisation des sols et par voie de conséquence, les phénomènes de ruissellement en cas d'épisodes pluviométrique intenses, phénomènes récurrents dans le Gard.

La prise en compte de ces phénomènes implique généralement la création de bassins de rétention, le plus commode et efficient, étant que ceux-ci relèvent d'une autorité publique et donc en dehors de l'enveloppe des projets Si possible dans des dents creuses ou des enclaves...

En effet, l'obligation dans le cadre de nouvelles constructions de créer des dispositifs hydrauliques relevant de la seule initiative privée, conduit au bout de quelques années, la conformité délivrée, à la disparition de ceux-ci au profit d'une piscine, d'un abri etc...

Ce constat est d'autant plus pertinent que la parcelle supportant le projet sera réduite...pour objectif de densification.

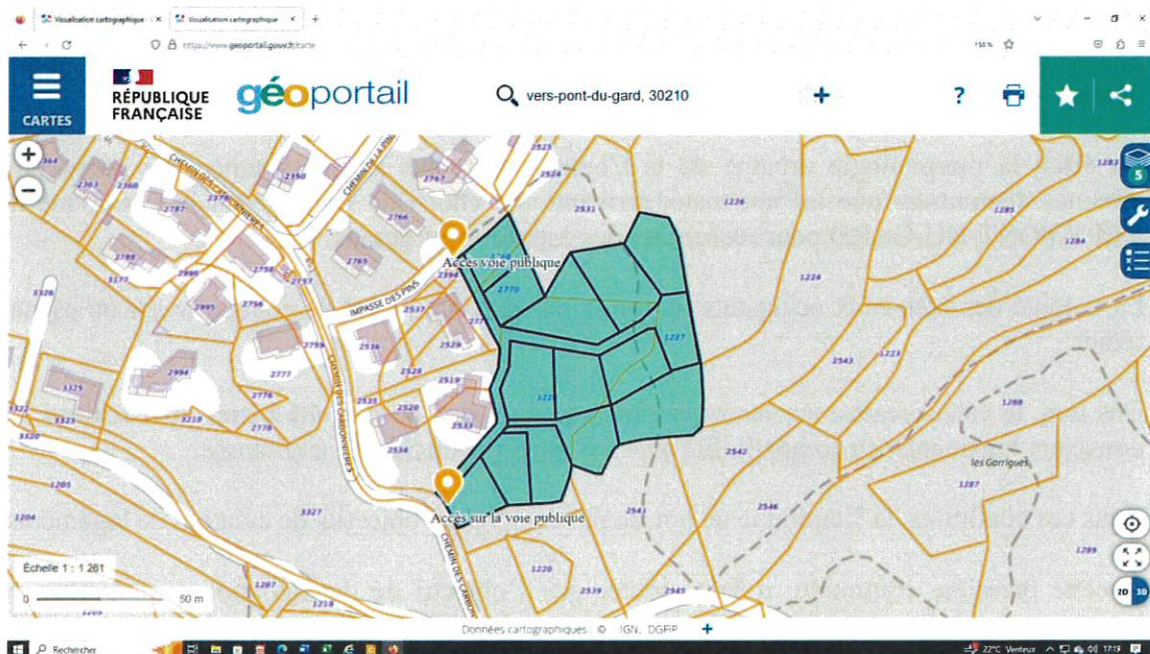
CONCLUSIONS

Pour permettre d'atteindre les objectifs du DOO du SCoT, pour la création de logements, l'extension de l'urbanisation de façon limitée et en continuité de l'enveloppe urbaine demeure la seule solution.

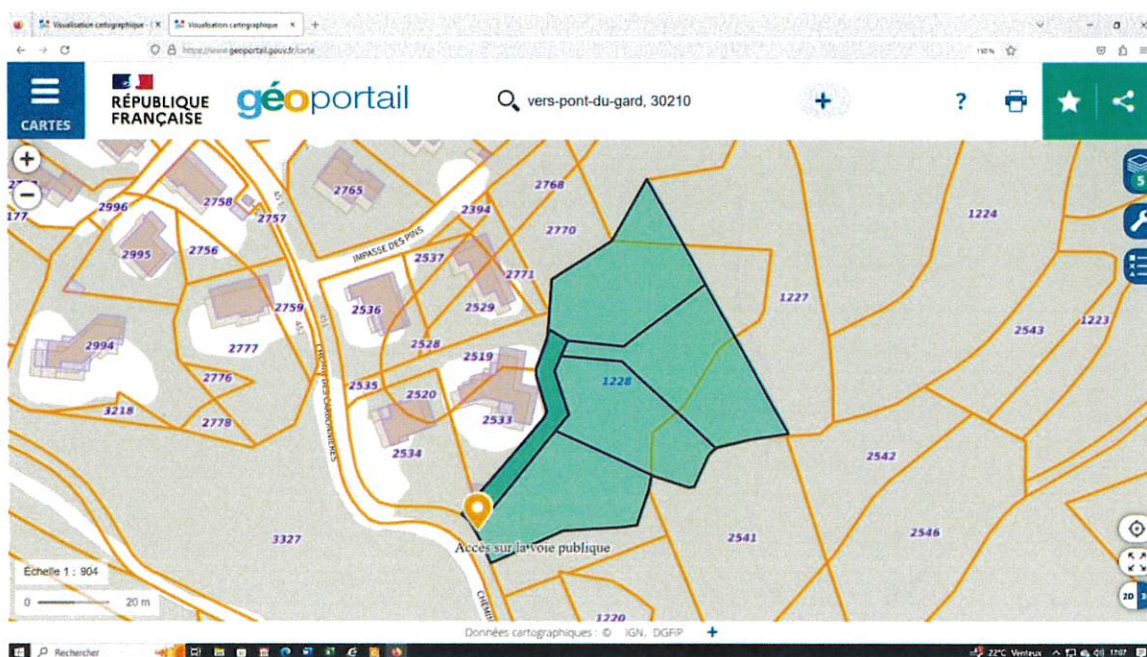
La demande des consorts GUILLOT, BRACONNIER et BROYE, s'inscrit dans cette logique.

Ci-dessous deux *scenari* possibles :

Hypothèse N°1



Hypothèse N°2



Cette contribution est versée dans le cadre de la concertation.

Je vous prie de croire, Monsieur le Commissaire enquêteur, en l'assurance de ma haute considération.

Cyril ROUAULT

Cyril ROUAULT
Avocat (EI)

8, AVENUE FEUCHERES 30000 NÎMES

Tel : 06/11/13/01/15

Courriel : rouault.avocat@gmail.com

Monsieur le Commissaire
enquêteur

Hôtel de Ville,

5, rue Grand du Bourg

30 210 Vers-Pont-du-Gard

Le 29/04/2024 à Nîmes ;

OBJET : ENQUETE PUBLIQUE PLU (18 avril /20 mai 2024)

Monsieur le Commissaire enquêteur,

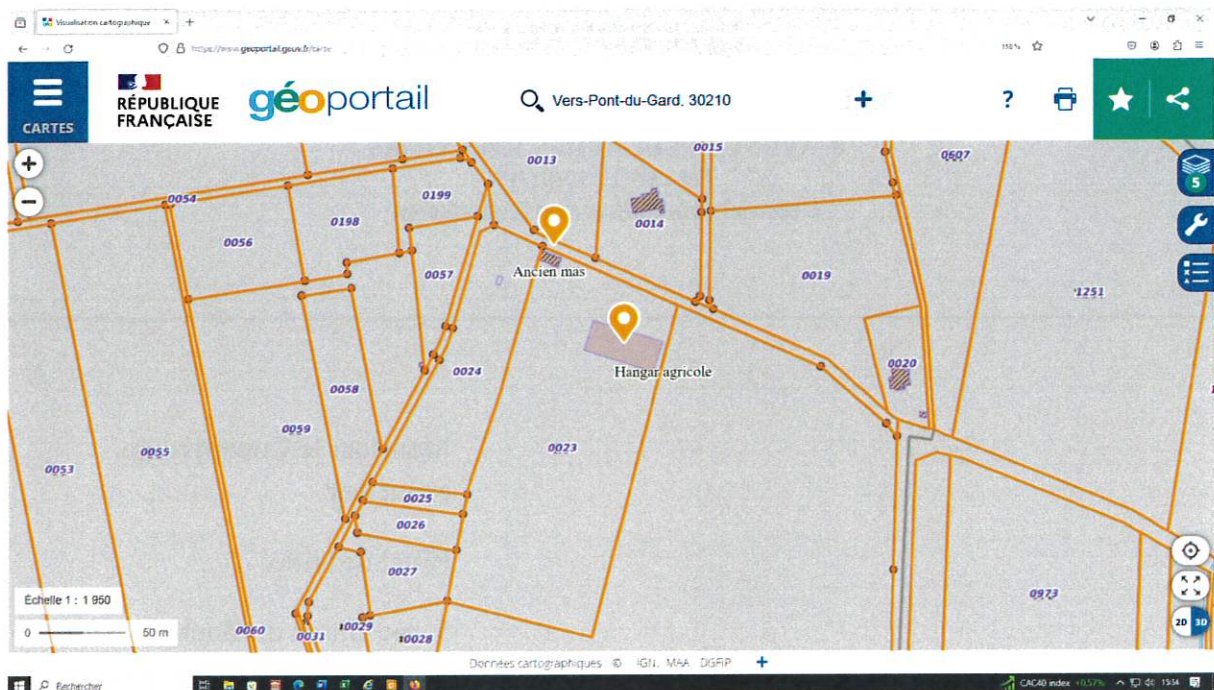
Par la présente, j'interviens dans les intérêts Monsieur et Madame Jérôme TAULELLE
demeurant 153 Chemin de LA MARQUISE, 30210 VERS PONT DU GARD.

Ils sont propriétaires respectivement des parcelles cadastrées section ZA n°22, 23 et 24, sur la
Commune de VERS PONT DU GARD.

Ces deux parcelles sont en zone agricole, Monsieur Jérôme TAULELLE est agriculteur,
notamment en productions maraichères : fraises, asperges etc...

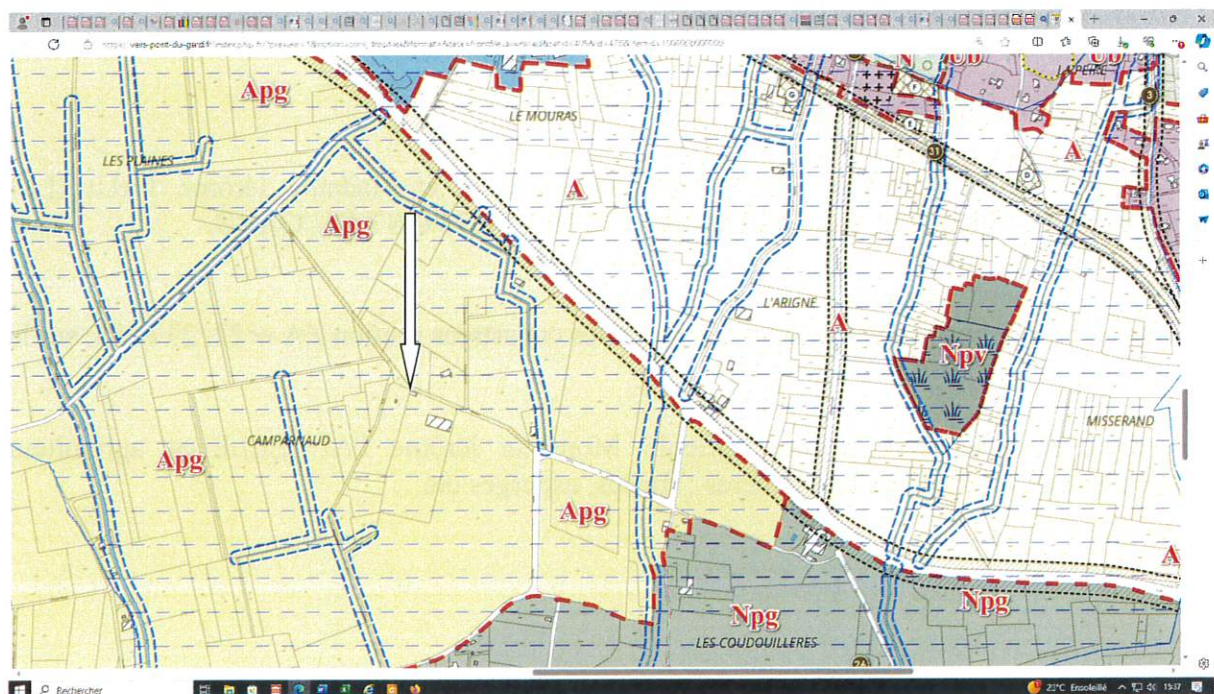
Annexe au registre
le Commissaire enquêteur.





(Source GEOPORTAIL site IGN)

Classement projeté dans le futur plan local d'urbanisme (PLU arrêté)



(Extrait règlement graphique PLU)

La flèche indique l'ancien mas agricole.

Les parcelles sont classées en zone Apg.

Ci-après le mas agricole avant sa restauration et son extension selon permis de construire délivré sous le N°PC03034613R0013 :



Demande de modifications réglementaires

L'article A est ainsi rédigé : « (1) *Les nouvelles constructions à usages d'habitation liées à l'activité agricole sont autorisées sous conditions suivantes :*

- *dans la limite d'une emprise au sol maximale totale de 150 m² (extensions comprises) ;*
- *que la réalisation d'annexes soit sur la même unité foncière que les constructions à usage d'habitations existantes (à condition que ces dernières soient situées en zone A). Le nombre d'annexes est limitée à deux maximums par unité foncière. La surface totale cumulée d'annexes est limitée à 35 m² d'emprise au sol ;*
- *que la zone d'implantation des annexes soit limitée à un rayon de 20 mètres autour du bâtiment,*
- *dans le cas de bâtiments nouveaux qui viennent s'ajouter à des bâtiments d'exploitations existants (maisons des agriculteurs), ils devront être à proximité des bâtiments d'exploitations existants. ».*

Il est demandé que la parenthèse soit ôtée : « **(à condition que ces dernières soient situées en zone A).** ».

En effet, cette condition revient à annihiler la logique même de la zone agricole.

Si une construction à usage d'habitation est existante en zone Apg, sur quel fondement juridique peut-on interdire les annexes.....avec la condition de la présence sur la même unité foncière.

En outre, il est demandé de faire application des dispositions de l'article R151-23 du Code de l'urbanisme s'agissant du changement de destination des constructions existantes.

Pour rappel :

L'article R 151-23 dispose : « *Peuvent être autorisées, en zone A :*

1° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime ;

2° Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changements de destination et aménagements prévus par les articles L. 151-11, L. 151-12 et L. 151-13, dans les conditions fixées par ceux-ci. ».

En conséquence, **d'autoriser dans l'ensemble de la zone A :**

Les changements de destination des constructions existantes dès lors que le changement de destination ne compromet l'activité agricole et que celui-ci respecte les dispositions de L151-11 du Code de l'urbanisme.

Dans ce cas : « *2° Désigner, en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. ».*

Pour ce faire, le mas agricole sera identifié par une étoile ou un point afin de prévoir le changement de destination.

CONCLUSIONS

La demande consiste en un repérage de l'ancien mas agricole au titre des dispositions de l'article L151-11 précité.

De modifier le règlement de la zone agricole en autorisant sous conditions le changement de destination des construction existantes.

De modifier le règlement de la zone agricole en supprimant la phrase entre parenthèses.

« (à condition que ces dernières soient situées en zone A). ».

Cette contribution est versée dans le cadre de l'enquête publique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Commissaire enquêteur, en l'assurance de ma haute considération.

Cyril ROUAULT



Bordereau des documents annexés au registre papier

- Avocat Mr Guillot
- Avocat Mr Taullele
- Mr Chapuis
- Mr Jonquet
- Mr et Mme Jude
- Mr Poulon-1
- Mr Poulon-2
- Mme Brunel
- Mme Giumelli
- Mme Largier-mémoire
- Mme Moreau
- Mr Chardon-plans
- Mr Ciampi-mémoire
- Mr Mateo
- Dossier de JP environnement (Mr Busardo) comportant le processus d'un projet photovoltaïque et une esquisse d'étude d'impact en zone Npv

Le mémoire de Madame Largier est accompagné d'un dossier qui comporte plusieurs pièces dont la numérotation n'est pas continue

- Pétition contre le projet avec une attestation de Claude Larnac , une argumentation développée par Didier Reisen et une planche photos
- Un article de presse
- Une délibération de Vers Pont du Gard du 14 avril 2022 proposant l'ouverture à l'urbanisation de la zone sud
- Un arrêté prescrivant la modification n°1
- Une planche photo relative à l'aspect paysager
- Un mémoire devant le Tribunal Administratif contre l'ouverture à l'urbanisation de la zone sud
- Un échange avec le domaine de Valsenière
- Un extrait du ScOT Uzège Pont du Gard
- Ensemble de documents (lettres, procédure, mémoire pétition) informant les PPA d'une opposition au projet d'urbanisation
- Dossier Orientations d'Aménagement et de Programmation (document du dossier d'enquête)
- Dossier Projet d'Aménagement et de Développement Durable (document du dossier d'enquête)
- Charte paysagère du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territorial de l'Uzège-Pont du Gard

Monsieur Sébastien CHAPUIS
65 Chemin de l'ancienne gare
30210 VERS-PONT DU GARD

Vers-Pont du Gard, le 11 mai 2024

Monsieur le Commissaire Enquêteur
Chargé de l'Enquête de la révision du
Plan Local d'Urbanisme

Objet : Révision du Plan Local d'Urbanisme

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je suis propriétaire de deux parcelles cadastrées section B 0211 et section B 3127 au lieu-dit Le Mouras dont je vous annexe le plan et photo ci-joints.

La parcelle B 0211 est localisée en zone Uea et comprise dans le périmètre de la zone artisanale du Mouras sur laquelle j'ai construit mon bâtiment pour exercer mon activité professionnelle.

La parcelle B 3127 qui jouxte à l'Est la parcelle B 0211 se trouve actuellement et dans le futur périmètre en zone A (Agriculture)

En consultant le nouveau PLU, j'ai pu constater un agrandissement important de la zone Uea sur la partie agricole. Cette augmentation favorisant l'activité économique est liée à la nouvelle doctrine du Schéma Routier Départemental qui a réduit les marges de recul de la RD de 35 m à 25 m et donc non constructible.

Il semblerait toutefois, que des zones agricoles soient passées en zone Uea alors qu'elles sont toujours impactées pour certaines par la zone de recul.

Aujourd'hui, il me serait nécessaire d'agrandir et développer mon activité. C'est pourquoi, je sollicite dans le cadre de la révision du P.L.U que cette parcelle puisse être rattachée à la zone Uea et incluse dans le périmètre de la zone artisanale du Mouras.

Je précise que la parcelle dont je sollicite ce reclassement n'est pas utilisée par une activité agricole et qu'elle est desservie directement par le Chemin de l'ancienne gare, je sollicite donc que cette parcelle bénéficie du même avantage que celle de la parcelle cadastrée B 2997. B 2888..

En espérant avoir une réponse favorable à ma requête, je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire, l'expression de mes respectueuses salutations.

Sébastien CHAPUIS





Légende au verso

Bonjour,

Je souhaiterais que la situation de mon terrain (**parcelle B 134**) soit réexaminé lors de la révision du PLU.

En effet celui-ci est en zone inondable.

Un cour d'eau surplombé mon terrain et venait se déverser dans un fossé qui longe celui-ci (malgrès de nombreuses fortes précipitation celui-ci na jamais était inondé).

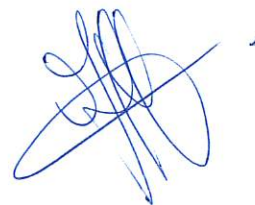
Le cour d'eau étant dévié sur sa partie haute sont écoulement se fait en aval du terrain du coup il n y a plus aucun écoulement qui se fait dans le fossé.

De plus tout les terrains à proximité du mien ne sont plus classé en zone inondable.

C'est pourquoi je demande à ce que mon terrain ne soit plus classé en zone inondable.

Cordialement

Mr. Christophe JONQUET



annexé au registre
1 mètre et 2 planches photos
le 11/05/2024



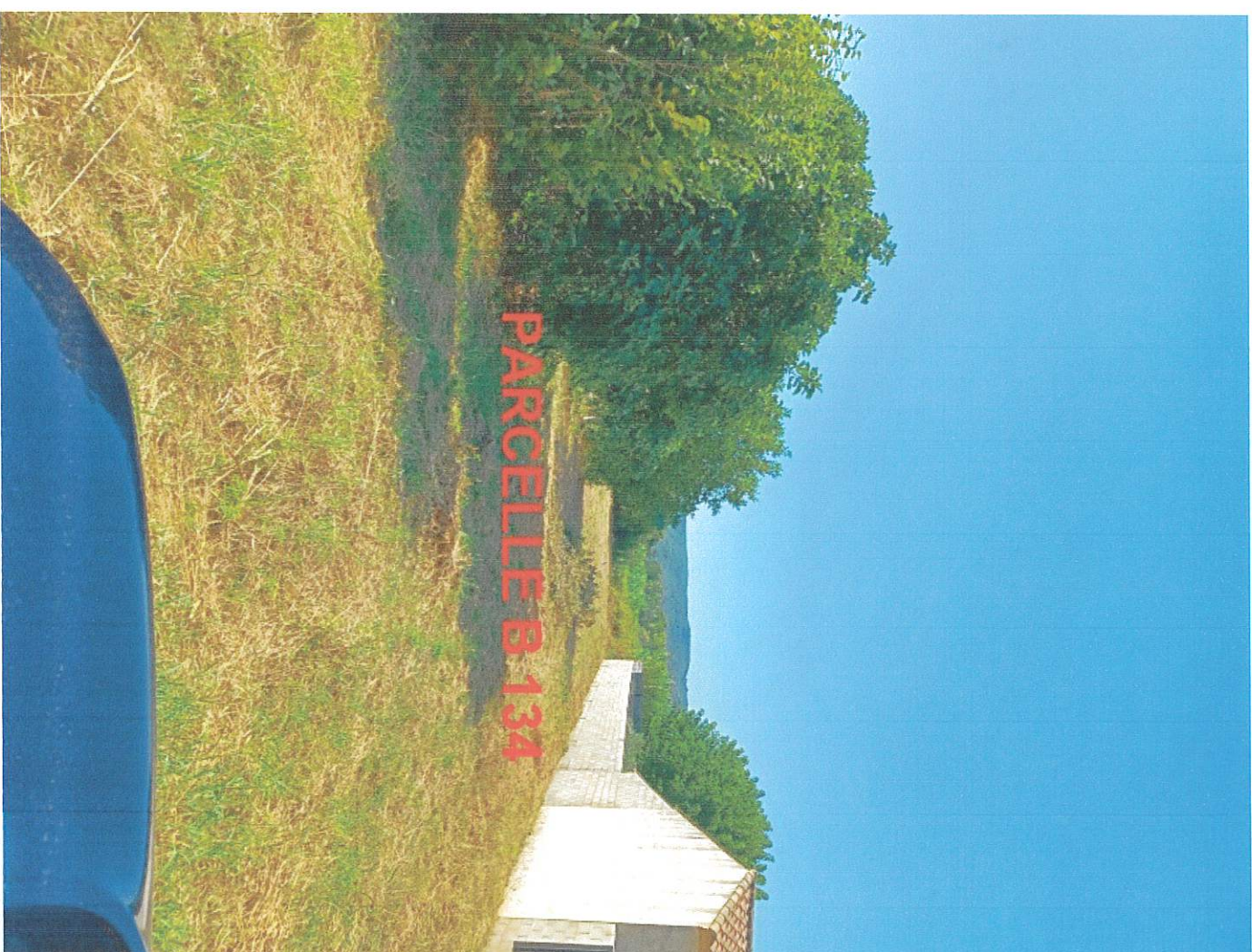
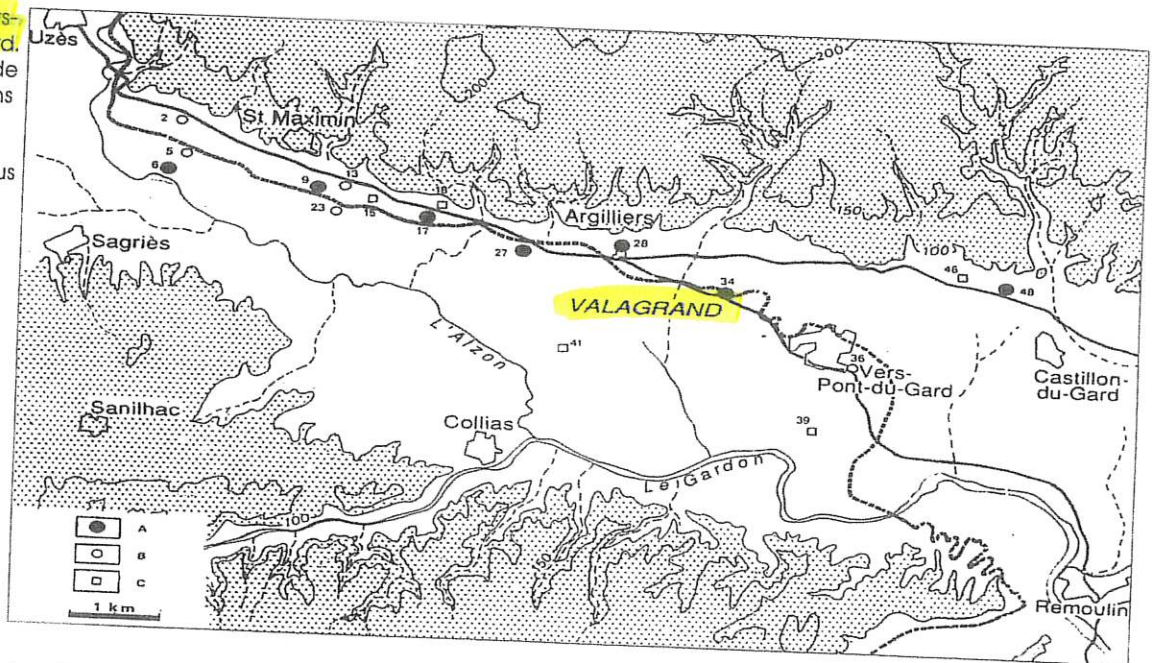




Fig. 906 - Vers-Pont-du-Gard. Répartition de l'habitat dans l'Antiquité tardive :
 A. sites les plus importants, occupés dès le Haut Empire et durant toute la période ;
 B. petits sites abandonnés à la fin du II^e siècle ;
 C. petits sites abandonnés vers la fin de la période
 C.-L. Fiches, J. M. Pène, 1993, fig. 3)



d'occupation du site abandonné avant le milieu du VI^e siècle : J. Charmasson, 1962a ; 1962b ; - *Gallia*, 1962, p. 637-638 ; 1964, p. 506-507 ; 1966, p. 481-482 ; 1969, p. 413 ; - B. Blumenkranz, 1969 ; - J. Charmasson, 1970b ; 1984c ; 1985c ; - *Gallia Informations*, 1987-1988, p. 242 ; - J. Charmasson, Cl. Raymond, Lombren (Vénéjan, Gard), dans *Les agglomérations gallo-romaines en Languedoc-Roussillon*, Laties, A.R.A.L.O., à paraître.

À 100 m au nord de l'oppidum, au bord du chemin menant au village actuel de Vénéjan, une nécropole a été repérée. « Des pierres dressées à intervalles réguliers semblent correspondre à des stèles rustiques marquant l'emplacement des sépultures » : J. Charmasson, Cl. Raymond, Lombren (Vénéjan, Gard), dans *Les agglomérations gallo-romaines en Languedoc-Roussillon*, Laties, A.R.A.L.O., à paraître.

Des fragments du Cadastre B d'Orange rattachent cette zone à la rive gauche du Rhône : A. Piganiol, 1908, p. 203-205, planche III, fragments n° 171-173.

d'une superficie d'au moins 1600 m², occupé sans interruption du I^{er} au IV^e siècle apr. J.-C. Plusieurs pièces sont délimitées par des murs de pierre sèche ou maçonnés. Au sud-est, le site est bordé par une zone de dépotoir, au sud, par une zone de culture. La modestie des agencements internes (sols en terre battue, absence de décor) exclut que nous ayons affaire à un établissement de type *villa* et suggère plutôt un établissement rural : K. Roger, dans *Bilan Scientifique* 1991, p. 52 ; - *Gallia Informations*, 1992, p. 122 ; - Fr. Favory et alii, 1994, p. 182-183, fig. 32.

345 - Vernarède (La)

Aucune découverte archéologique n'est signalée dans la bibliographie pour la période considérée.

346 - Vers-Pont-du-Gard

I - La rive gauche du Gardon

La commune est située essentiellement sur la rive gauche du Gardon avec les Bois de Saint-Privat sur

PLU VERS-PONT-DU-GARD

Enquête Publique M/05/2024

Demande d'inscription du Site de Valagrand
 "villa romaine", en petit patrimoine pour
 protection et entretien.

3 pages

Annexe au registre d'enquête
 le 11/05/2024



Fig. 908 - Vers-Pont-du-Gard. Valagrand.
a) Vue générale des
vestiges vus du sud
(J.-M. Pène, S.R.A.)

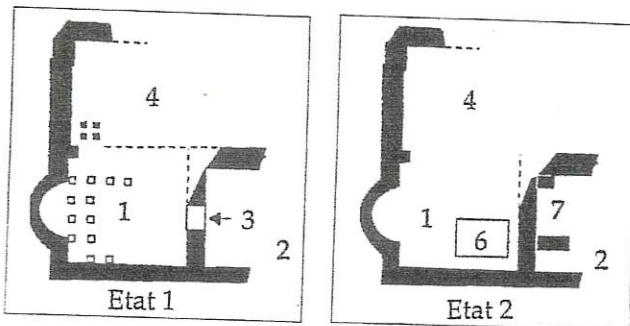
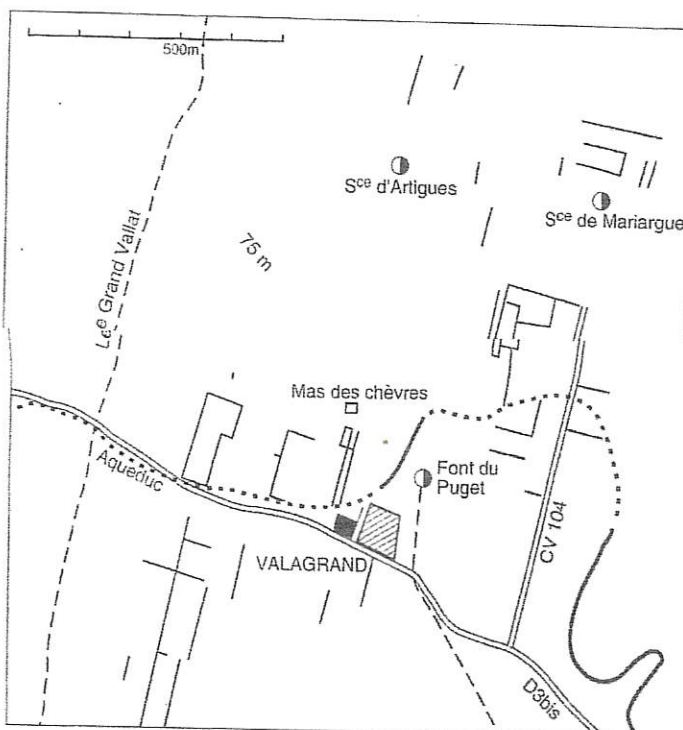


Fig. 909 - Vers-Pont-du-Gard. Valagrand. Vestiges de la partie thermale mis au jour en 1985 (A. Bouet, plan des états 1 et 2, d'après le plan général J.-L. Fiches, J.-M. Pène, 1993, fig. 3)

la rive droite) et occupe à la fois le piémont et les garrigues orientales d'Uzès.

De part et d'autre de l'aqueduc de Nîmes (sur la rive gauche de la vallée de l'Alzon jusqu'au Gardon), 48 sites (romains) ont été reconnus, surtout par M. Gazenbeek en 1987, dans une zone qui semble vouée à la polyculture à dominante vinicole.

« Des traces, orientées NL 12°30' sont à rapprocher de traces d'arpentage. [Ces traces] interviennent dans le calibrage du Grand Vallat et dans les limites



communales ; à l'ouest de Vers, un axe important est constitué par le chemin qui relie les deux voies antiques depuis *Mariargues* » : G. Fabre, J.-L. Fiches, J.-L. Paillet (dir.), 1991, p. 90-91, fig. 59 ; - J. Benoit, J.-L. Fiches, M. Gazenbeek, 1994, p. 153-155, fig. 3.

Les deux axes routiers (la voie qui, venant d'Arles, suit le piémont des garrigues d'Uzès et la voie qui arrive de Beaucaire par Remoulins et RD 3bis) se rejoignent sur la commune voisine (Argilliers) en direction d'Uzès : J. Benoit, J.-L. Fiches, M. Gazenbeek, 1994, p. 154, fig. 3.

L'occupation dans l'Antiquité connaît les mêmes rythmes que ceux que nous avons signalés sur les communes voisines (Saint-Maximin, Argilliers) : occupation du piémont des garrigues d'Uzès dès le premier âge du Fer, dispersion de l'habitat au Ier siècle av. J.-C. et au début de notre ère, mais concentration des terres et agriculture extensive dès le Ier siècle apr. J.-C. (densité : 2,5 sites au km² et maintien de l'occupation humaine : 7 exploitations plus grandes (que dans le reste de la région) ont mieux résisté à la crise de l'Antiquité tardive (fig. 906) : J.-L. Fiches, J.-M. Pène, 1993 ; - J. Benoit, J.-L. Fiches, M. Gazenbeek, 1994, p. 157-159. Les sites suivants (n° 33 à 39), à proximité des voies et/ou de l'aqueduc, ont été étudiés par M. Gazenbeek :

Fig. 911 - Vers-Pont-du-Gard. Valagrand. Jumelle de pressoir (J.-M. Pène, S.R.A.)

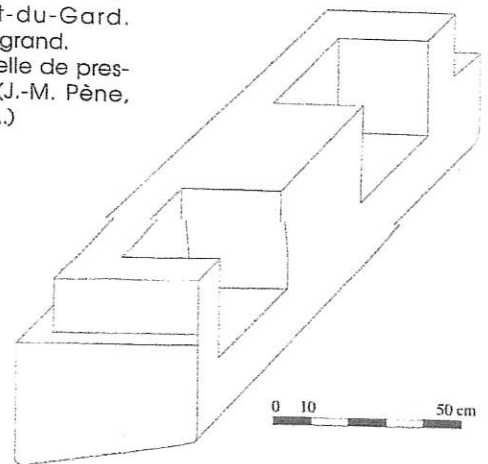


Fig. 907 - Vers-Pont-du-Gard. Valagrand. Le site dans son environnement : vestiges conservés (en noir) et extension de l'habitat (en hachures) (J.-L. Fiches, J.-M. Pène, 1993, fig. 3)

1* (008) Au lieu-dit *Valagrand*, sur un glaciis colluvial anthropisé drainé par le ruisseau du *Grand Vallat*, près de l'aqueduc et de la voie (RD 3bis) (fig. 907), a été étudié un site (fig. 908 a, b et c, p. 728) occupé au Chalcolithique, au premier âge du Fer, puis de l'époque républicaine au VI^e siècle. Le site a été prospecté en 1909 par F. Mazauric qui signale des « traces de mosaïque, constructions et canaux en terre cuite » : F. Mazauric, 1906-1913. Du premier âge du Fer datent un tesson de céramique grise monochrome et une amphore massaliète trouvée au *Puget* (parcelle 38) par M. Gazenbeek ; du I^{er} siècle av. J.-C., des tessons d'amphores Dressel 1 ramassés à *La Bourache* (parcelle 1144) et au *Puget* par M. Gazenbeek en 1987. De l'époque flavienne (pour A. Bouet) doit dater une *villa* dont J.-L. Fiches et J.-M. Pène ont fouillé en 1985, sur le côté d'une cour fermée, une partie des thermes (bâties en petit appareil) (fig. 909) : une *cella soliaris* 1 (14,35 m²) avec une *schola labri* (1,30 m²) à l'ouest est chauffée par un *præfurnium* 3. A côté de la salle chaude se trouvait un *tepidarium* 4. A une époque non précisée, les thermes sont abandonnés (les hypocaustes 1 et 4 démontés) et deux cuves ou bassins 6 et 7 (fig. 910), sans doute d'usage vinicole, sont aménagés ; une jumelle de pressoir à levier a été retrouvée dans les déblais (fig. 911) : interprétation d'A. Bouet, 1996, p. 438-439, fig. 307. Le mobilier récupéré va du Haut Empire au VI^e siècle : J.-L. Fiches, J.-M. Pène, *Valagrand, Rapport de fouille de sauvetage* 1985, Archives scientifiques du S.R.A., 6 p. ; - M. Gazenbeek, 1987, p. 56-58 ; - *Gallia*, 1988, p. 242 ; - J.-L. Fiches, J.-M. Pène, dans Chr. Pellecuer (dir), 1993, fiche *Valagrand*.

2* (004) A *Marcilhargues* ou *Maraiargues*, un site, situé près de la voie antique (allant d'Uzès à Avignon et à Beaucaire), et déjà connu, a été prospecté en 1987 par M. Gazenbeek. Il s'agit d'une petite *villa* qui a livré un mobilier abondant : Gr. Charvet, 1873, p. 212 ; - A. Blanchet, M. Louis, 1941, p. 162, n° 182 ; - M. Gazenbeek, 1987, p. 55 ; - J. Benoit, J.-L. Fiches, M. Gazenbeek, 1994, p. 154, n° 33.

3* (014) Au lieu-dit *La Peiro*, au pied d'une falaise creusée de grottes utilisées au Néolithique, en 1957, M. Malbos a reconnu un site antique qui a livré des vestiges de murs, des tuiles, des cols d'amphores et de la céramique caractéristique du III^e siècle apr.



Fig. 908 - Vers-Pont-du-Gard. Valagrand. b) Vue générale des vestiges vus du nord ; c) Vue des différents niveaux de sol (J.-M. Pène, S.R.A.)

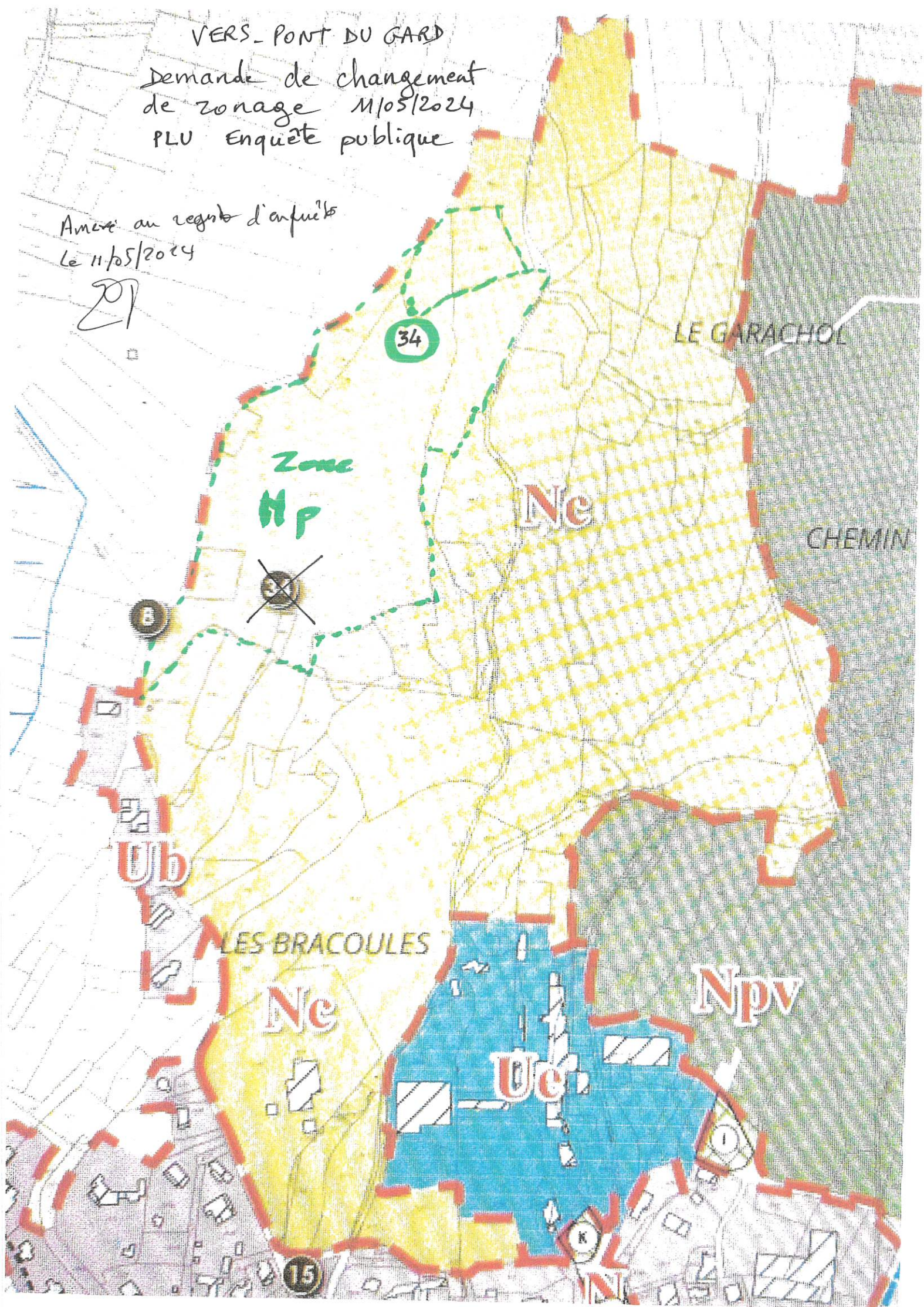


Fig. 910 - Vers-Pont-du-Gard. Valagrand. Bassin (J.-M. Pène, S.R.A.)

VERS - PONT DU GARD
demande de changement
de zonage M/05/2024
PLU Enquête publique

Amener au registre d'archives
Le 11/05/2014

21



Patrick et Carinne JUDE
165 Chemin du Garrège
30210 Vers-Pont-du-Gard
pjude3@orange.fr
06 10 78 56 45



Monsieur Olivier SAUZET
Maire
De et à
30210 Vers-Pont-du-Gard

Vers, le 17/10/2022

Monsieur le Maire,

Ayant appris que le PLU était en cours de révision, nous soumettons à l'examen de la procédure en cours, la demande suivante concernant notre propriété sise 165 Chemin du Garrège.

Notre propriété regroupe 5 parcelles sur la section C : 1378, 712, 713, 714 et 715.

Notre demande de révision concerne la seule parcelle n°1378, celle où est construite notre habitation.

Celle-ci est en effet considérée par erreur en zone d'inondation résiduelle.

Or, lors des événements dramatiques de 2002, pour ne citer que ceux-là, cette parcelle n'a absolument pas été inondée que ce soit par le Gardon ou par les ruissellements provenant des terrains amont.

Nous sollicitons donc, à l'examen de la révision à venir, le reclassement de cette parcelle section C n°1378 en zone non inondable.

Vous remerciant par avance de la transmission pour examen de cette demande, nous vous prions de croire, Monsieur le Maire, en l'expression de nos sentiments respectueux.



**MAIRIE de VERS-PONT
DU GARD**

Vers-Pont du Gard, le 17 JAN. 2023

Madame, Monsieur,

N.Réf : OS/AB/Service Urbanisme

Objet : Révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

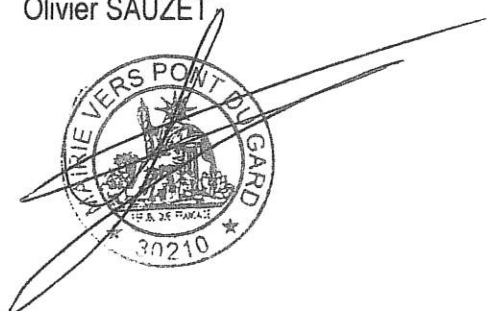
Madame, Monsieur,

Par la présente, j'accuse réception de votre courrier de demande relatif à la révision du PLU. Toutes les demandes reçues seront étudiées dans le cadre de l'étude.

En fonction de l'avancée de l'étude vous obtiendrez la réponse à vos questions soit lors d'une réunion publique à venir ou en consultant le dossier qui sera mis à l'enquête publique ultérieurement. A l'occasion de l'enquête publique vous aurez à nouveau la possibilité de faire part de vos remarques sur le registre d'enquête prévu à cet effet et auprès du Commissaire enquêteur qui sera désigné le moment venu.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma parfaite considération.

Le Maire,
Olivier SAUZET



Vers Pont du Gard le 9 décembre 2023

Mr marc Poulon

Domaine de la Bégude Poulon

349 chemin de la Bégude

30210 Vers Pont du Gard

Mairie de Vers Pont du Gard

A l'attention de Mr le Maire

Rue Grand du Bourg

30210 Vers Pont du Gard

Monsieur le Maire

Suite à notre entretien, je sollicite auprès de vos services de l'urbanisme une demande d'aménagement commercial sur le domaine de **la Bégude Poulon** référencé :

Commune Vers Pont du Gard Lieu-dit : l'arignée n° B 967

Petit historique, vous n'êtes pas sans savoir le rôle des **Bégudes** au cours des siècles passés. Ces lieux de rencontres, d'échanges servaient au temps des diligences sur les axes routiers à restaurer les voyageurs, à abreuver les chevaux, à changer leurs montures. En parallèle l'exploitation agricole donnait un revenu supplémentaire.

La Bégude date en partie du 12eme siècle et la structure actuelle date de la fin du 16eme début 17eme siècle, pour ma part ma famille a pris possession des lieux en 1495.

En 1978 je me suis installé comme jeune agriculteur, à cette époque **la Bégude** n'était qu'une exploitation agricole, je voulais un revenu supplémentaire, car les revenus agricoles étaient aléatoires. J'ai donc en 1981 ouvert un restaurant saisonnier sur le domaine pour faire revivre aussi les anciennes traditions et ceci bien entendu en accord avec **la chambre de commerce et la Mairie de Vers pont du Gard**.

Mon projet et les travaux à effectuer étaient, l'aménagement d'une cuisine et d'une salle de restaurant ; dans des locaux existants aucune modification des structures, les ouvertures et les surfaces n'ont pas été modifiées. Tout ceci en accord avec la Mairie.

Ce que je regrette aujourd'hui après une demande de modification pour agrandir la salle, pour organiser des séminaires et des mariages, la Mairie me dit qu'il n'y a aucun document attestant mon activité de restaurateur sur place, car je n'ai pas de cuisine ni de salle restaurant inscrites dans les documents d'urbanismes.

Je paye depuis 42 ans mes impôts (TVA, CFE) plus charges sociale pour une activité qui n'existera pas.

Je regrette cette bétise de la Mairie et de moi-même (nul n'est censé ignorer la loi). Mais j'ai fait confiance, et cela me coûte cher.



Il faut absolument rattraper cette erreur. Ce lieu particulier qui ne fait pas partie des monuments historiques, reste quand même dans **le patrimoine communal et régional**. Il doit être préservé.

Aujourd'hui, vivre que de l'agriculture reste très compliqué, il faut diversifier par des revenus divers afin de pouvoir entretenir ce patrimoine pour nous et pour les générations futures. L'avenir de **l'agriculture bio** qui nous concerne est en grande difficulté, surtout le vin.

Si je ne peux pas continuer l'activité de restaurant avec accueil de public, nous ne pourrions pas envisager une quelconque rénovation de **la Bégude**. De plus, une augmentation constante de la circulation sur la D981 ne valorise pas le lieu, si ce n'est la continuation d'un projet commercial.

Je sollicite donc une rencontre avec les services d'urbanismes de la commune de Vers Pont du Gard et les services de l'état, afin de régulariser l'existant dans un premier temps, ensuite pouvoir monter le projet d'emménagement dans un second temps, et ceci dans le respect de l'architecture actuelle, que j'ai conservé dans le premier aménagement.

Restant à votre disposition et dans l'attente d'une réponse de votre part recevez, Monsieur le Maire, mes sentiments respectueux.

Marc Poulon

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'MP' or a stylized version of the name Marc Poulon.A small, stylized handwritten mark or signature in the bottom right corner of the page.

*Extrait Kbis***EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS**
à jour au 7 juin 2017**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE**

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	324 793 314 R.C.S. Nîmes
<i>Date d'immatriculation</i>	20/06/1983
<i>Nom, prénoms</i>	POULON Marc
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 22/04/ 1955 à Nîmes (30)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	Domaine DE LA BEGUDE 30210 Vers-Pont-du-Gard

IDENTIFICATION DU CONJOINT OU DE LA PERSONNE LIÉE PAR UN PACTE CIVIL DE SOLIDARITÉ QUI COLLABORE À L'ACTIVITÉ COMMERCIALE

<i>Nom, prénoms</i>	DELANNOY Albane
<i>Nom d'usage</i>	POULON
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 21/01/1958 à Paris 14ème (75)
<i>Nationalité</i>	Française

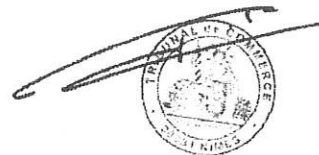
RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ACTIVITÉ ET À L'ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL

<i>Adresse de l'établissement</i>	Domaine DE LA BEGUDE 30210 Vers-Pont-du-Gard
<i>Enseigne</i>	LA BEGUDE
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	RESTAURANT SAISONNIER DU 20.6 AU 31.8 DE CHAQUE ANNÉE
<i>Date de commencement d'activité</i>	20/06/1983
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- Mention n° F17/009372 du 07/06/2017	Ajout du conjoint collaborateur : Madame DELANNOY Albane à compter du 15/05/2017
---------------------------------------	--

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

Mr Marc Poulon

Domaine de la Bégude

30210 Vers Pont du Gard

Tél : 06.75.46.20.45

Service de la DDTM

Révision du PLU

Vers le 3 mai 2024

Madame, Monsieur,

Je sollicite auprès de vos services de la DDTM une demande de modification concernant une parcelle

Dans le quartier de Saint Montéze route d'Argilliers à la sortie ouest de la commune de Vers ;
la parcelle : B76 d'une surface de 21a10ca.

Cette parcelle en zone agricole boisée et accolée à une zone construite aujourd'hui.


Le chemin d'accès de la parcelle B76 donne également l'entrée à une habitation construite dans les années 1980.

C'est pour cette raison que je vous demande une faveur pour passer cette parcelle en zone constructive.

Je vous joins le plan cadastral afin que vous constatiez le bien fondé de ma demande.

Dans l'attente de la conclusion, recevez Madame, Monsieur, mes sentiments respectueux

Marc poulon



le 11/05/2024

Amexi au légiste

A cette et deux autres parcelles



Service de la Documentation Nationale du Cadastre
82, rue du Maréchal Lyautey - 75103 Saint-Germain-en-Laye Cedex
SIRET 1608000140011



BRUNEL Marie-Laurence

2 Chemin des Bracoules

30210 Vers Pont du Gard

Vers Pont du Gard, le 05/09/2018

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

En Mars 2017, J'ai adressé à Monsieur le Maire de Vers Pont du Gard un courrier dans lequel, je demandais que ma parcelle A 1020, d'une surface de 2010 m² le long de la route d'Argilliers, puisse être classée en zone à bâtir (**annexe 1**).

Monsieur le Maire n'a pas répondu à ma demande et m'a indiqué que :

- La parcelle serait reclassée en zone A
- La parcelle serait concernée sur « une petite partie au sud » par la zone inondable d'aléas résiduels.

Par la présente, je vous renouvelle ma demande que la parcelle A 1020 puisse être classée en zone à bâtir Uba ou zone à urbaniser AU.

En effet :

1- Le classement de ma parcelle en zone à bâtir est dans la logique de la géographie/topographie et de l'urbanisation du site.

En effet, ma parcelle est en continuité de la zone bâtie, propriété de M.Callet (parcelles n°1018 et 1019 - **annexe 2**) et en surplomb des terres cultivées (**annexe 3**).

De plus ma parcelle a une surface de 2010 m² et est en bordure de la route.

2-Sauf erreur de ma part, la zone inondable d'aléas résiduels n'empêche pas le classement en zone urbaine (**annexe 3**).

De plus seule une petite surface de la parcelle est concernée (**annexe 4**), car cette parcelle est en surplomb.

Je précise par ailleurs que, selon le POS ma parcelle n'était pas dans une zone d'espace boisé classé (**annexe 5**). De même la figure n°19 page 91, « espaces boisés classés au PLU » du rapport de présentation Tome 2 (**annexe 6**), ne mentionne pas que ma parcelle serait dans une zone boisée et classée.

Espérant une réponse favorable à ma demande, je vous prie de croire Monsieur le Commissaire Enquêteur, en l'assurance de mes salutations distinguées.

ML BRUNEL



Vers Port du Goud, le 02 mai 2024

M. GIUMELLI
235 route de Castillon
30210 - VERS P^r du GARD

M. TAABIOU
Commissaire enquêteur

Monsieur,

Nous nous sommes rencontrés le 18 Avril et nous avons convenu que j'argumente ma demande concernant la parcelle 3030, parcelle dont je suis propriétaire par héritage.

Cette parcelle était en zone constructible et sans raisons apparentes, est devenue zone inondable. Ce terrain n'a jamais été inondé, il pourrait éventuellement être soumis à des ruissellements et pas du tout en totalité. Serait-il possible de le fractionner de façon à ce qu'une petite construction soit réalisable sur la partie plate bordant la route chemin des Roulards? Et pour la parcelle 931 qui borde la départementale, peut-on envisager qu'elle devienne, constructible, étant située entre 2 constructions.

Je vous prie de croire en l'expression de ma considération respectueuse.

M. Giumelli

le 11/05/2024

Annexé au Logistique

le commissaire enquêteur

ET

**MEMOIRE A MONSIEUR L'ENQUETEUR PUBLIC DESIGNÉ DANS
LE CADRE DE LA REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE
LA COMMUNE DE VERS-PONT DU GARD**

Vers-Pont du Gard le 20 mai 2024

Monsieur l'Enquêteur public,

Dans le cadre de la révision du PLU de la commune de VERS-PONT DU GARD votée par délibération du Conseil Municipal au mois de décembre 2021 (le dernier datant de 2018) et en prolongement de notre rencontre du 11 mai dernier je vous prie de trouver en annexe mes observations concernant essentiellement les trois OAP envisagées (Orientation d'Aménagement et de Programmation)

OAP MAISON DE LA PIERRE

OAP MAS DES ABEILLES (abandonnée à ce jour)

OAP SUD DU VILLAGE

Et plus particulièrement l'OAP SUD DU VILLAGE anciennement dénommée ZONE 1AU2 correspondant à la parcelle numéro 3301 et au vignoble exploité par le domaine de VALSENIERE littéralement accolée à l'entrée du village historique et offrant une vue dégagée sur les collines des Gorges du GARDON qui fait à l'évidence partie de l'identité de ce village

(Voir en ce sens le rapport de présentation du PLU de 2018) PIECE 4

Dans le cadre de cette OAP c'est donc la construction de 10 à 11 maisons en alignement qui est proposée à l'entrée du village historique qui se trouverait ainsi enfermé par un rempart de constructions en rupture totale avec le bâti existant, lotissement visible de la place centrale du village.

Je vous précise que je suis propriétaire d'une résidence secondaire Propriété familiale depuis plus de 60 ans située au 82 chemin des RONLAND, séparée de cette vigne par le chemin des RONLAND ladite vigne surplombant ma propriété ainsi que deux autres propriétés en contrebas.

Je tiens toutefois à préciser que mes observations et critiques concernant cette OAP relèvent **de l'intérêt général de ce village et de ses habitants** ainsi qu'il le sera démontré ci après.

Preuve s'il en est la pétition que j'ai lancé contre ce projet qui a recueilli déjà à ce jour 376 signatures dont vous trouverez en annexe le listing (support papier et site en ligne) PIECE 1 Bis

Certains signataires ont préféré rester anonymes, car la plupart Versois, afin d'éviter toute polémique ou pression à leur encontre. Ils ne sont pas contre diffuser leur identité au Préfet.

Cette contestation a d'ailleurs récemment été relayée par la presse article Midi Libre **PIECE 2**

Document annexé au registre
15 pages le 10/05/2024
E. TARDIEU

I- REMARQUES PRELIMINAIRES

Il est important de rappeler que le village de Vers-Pont du Gard est une commune très spécifique dont dépend le Pont du Gard qui rappelons le, est un morceau de l'aqueduc qui traverse la commune de Vers-Pont du Gard d'Ouest en Est avec des vestiges visibles tout le long de son parcours.

Ce village rural est reconnu pour posséder un patrimoine naturel remarquable dont deux sites Natura 2000, les Gorges du gardon outre deux zones d'intérêt écologique faunistique et floristique, sept immeubles protégés au titre des monuments historiques et d'exceptionnels vestiges antiques de l'époque gallo-romaine qui comptent parmi les plus remarquables du monde romain.

En ce sens voir rapport de présentation PLU PIECE 4 précitée

La commune de Vers-Pont du Gard fait partie du SCOT de l'Uzège-Pont du Gard, Schéma de Cohérence qui a été engagé en 2004 sur la base de six points identitaires dont notamment :

- Des villages ruraux dotés d'une architecture homogène
- Une activité fondée essentiellement sur l'agro-viticulture et le tourisme-
- Un patrimoine monumental de renommée mondiale dont le Pont du Gard

L'élaboration du projet du territoire a permis de définir trois priorités dont notamment :

1. Valoriser et maintenir l'identité d'un territoire à dominante rurale
2. Orienter l'urbanisation pour ne plus la subir s'engageant à ne plus céder à la pression foncière locale ou extérieure en la canalisant pour la mettre au service du territoire plutôt que celui des intérêts particuliers en ce sens (page 27 du rapport de présentation du PLU.).

La commune de Vers-Pont du Gard semble pourtant, depuis quelques années, s'orienter vers une politique d'habitat très intense et peu qualitative alors qu'émergent notamment aux différentes entrées du village des lotissements aux qualités architecturales médiocres et en tout état de cause en totale rupture avec l'architecture du village et ce en contrariété avec l'homogénéité architecturale relevée par le SCOT de l' Uzège.

Il est incontestable que ces lotissements sont aussi en rupture totale avec la CHARTE PAYSAGERE DU PONT DU GARD. Il suffit notamment pour s'en convaincre de visualiser les lotissements en cours de construction près de la cave coopérative ou des tennis de ce village en complète rupture architecturale (notamment l'architecture de maisons-immeubles à toitures entièrement plates et ouvertures aux dimensions peu conformes à l'existant, enduits blancs alors que la particularité de ce village est la pierre de Vers ocre jaune ...) PIECE 12 photos.

Cette politique de l'habitat ressort d'ailleurs de la lecture de la délibération du 14 juin 2022 également contestée qui récapitule la liste des lotissements achevés ou en cours de construction.

Elle a d'ailleurs été minimisée par la commune qui a manifestement présenté des chiffres tronqués qui viennent d'être corrigés par la Préfecture.

Rappelons que selon les conclusions de la Préfecture le projet de revision du PLU présenté par la commune propose une consommation de près de 10 hectares, alors que la consommation devrait être de 3,8 -1,3 soit 2,5 hectares, cette surconsommation validée par le Préfet confirme ce qui est dénoncé depuis plusieurs mois.

La commune doit donc présenter un projet considérablement réduit s'agissant de sa consommation foncière. Il lui est proposé un liste de terres dont précisément la parcelle n°3301 concernée tantôt qualifiée de zone à urbaniser puis de dent creuse force est de constater la pression engagée pour rendre constructible cette terre.

Il est important de souligner que la commune de VERS-PONT DU GARD s'est engagée dans la construction d'une école objectivement ambitieuse pour un village de cette taille et sur laquelle elle concentre sa communication depuis plusieurs mois.

Cette volonté d'accueillir à tout prix de nouveaux habitants est en lien avec cette école dont le Maire ne s'est pas caché au travers de ses multiples communications avec la Presse au sujet de cet établissement.

Or l'identité et la qualité de ce village n'ont pas à être sacrifiées par un choix dont il appartient à la municipalité d'assumer les conséquences.

II - RAPPEL CHRONOLOGIQUE

Il est important pour comprendre les arguments aujourd'hui développés de revenir sur l'historique d'un combat que je mène depuis près de deux ans.

Courant 2022 j'ai été avisée d'une délibération votée par la municipalité le 14 avril 2022 **numéro 22 020414_01** : *« approuvant l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 1AU2 dite du village justifiée au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et de la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones ce au visa des articles L 153 37 et L 153 38 du code de l'urbanisme autorisant son Maire Monsieur Olivier SAUZET à effectuer toutes les démarches et à signer tous les documents afférents à cette délibération »*. **PIECE 3**

Ainsi que rappelé ci-dessus la Zone 1AU2 est une vigne de 8500 m2 exploitée depuis des temps immémoriaux en surplomb du paysage et littéralement accolée à l'entrée du village ; visible de la place principale et offrant une vue sur les collines des GORGES DU GARDON, vue qui fait à l'évidence partie de l'identité et du patrimoine de ce village.

Elle est notamment à moins de 100 mètres du Lavoir classé de Misserand et longée par un chemin de grande randonnée GR 63.

Preuve de son importance le rapport de présentation du PLU de 2018 faisait expressément référence à cette vigne. (Piec 4 précitée) :

Page 76 il est relevé *« entrée sud et principale porte d'entrée du village...le village se découvre progressivement... »*

Il est important de relever que ce rapport de présentation stigmatisait déjà *les nuisances liées à une urbanisation intensive (page 76)*

Mais encore page 68 : *« La parcelle de vigne au sein de l'entrée du village participe à la qualité de l'entrée du village »*.

Aussi :

- *« Lotissement sur le talus à l'entré sud du village en situation très sensible. »*
- *« Maison récente en situation très sensible à l'approche du cœur du village »*.
- Outre rappel que la parcelle de vigne concernée par la délibération contestée *« participe à la qualité de l'entrée du village »*.

Le rapport de 2018 soulignait en outre le front urbain créé par un nouveau lotissement de 17 lots près de la cave coopérative.

Or, s'agissant de ce secteur cave non seulement il n'a pas été tiré conséquence de cet avertissement mais de nouvelles constructions sont venues s'y rajouter.

J'insiste sur le fait que la parcelle n°3301 (vigne dont il est question) a toujours été exploitée en continu et qu'elle l'est encore aujourd'hui contrairement à ce qui est mensongèrement soutenu. Il suffit pour s'en convaincre de visualiser cette vigne photographies récentes **PIECE 12 et Article de presse **PIECE 5****

Ce lien avec les collines des Gorges du Gardon n'est pas anodin alors que le PONT DU GARD vestige des plus célèbre et des plus visité de France est situé sur la Commune de VERS-PONT DU GARD ce qui me paraît imposer une particulière vigilance concernant la qualité de ses habitations.

Or il s'est rapidement avéré que derrière cette délibération se cachait un projet de lotissement :

Plus précisément un projet de nature purement privé confié à un lotisseur mais soutenu par la Mairie, consistant en la création de 10 ou 11 maisons en alignement sur 8500 mètres carrés dans le cadre d'un projet d'ensemble qui enfermerait de façon définitive le village dans un rempart de constructions peu qualitatives et en rupture totale avec le bâti existant.

Il est en effet constant que ce lotissement « de type alignement » est le moins qualitatif qu'il soit dans une zone où les autres habitations sont implantées sur des parcelles de 2000 mètres carrés ; 10 à 11 maisons sur 8500 mètres carrés ne peuvent assurément s'inscrire dans un projet qualitatif.

Mes recours préalables sont demeurés vains la Municipalité ayant manifestement une écoute plus attentive des désirs de ces propriétaires paysans très implantés sur la commune qui ont déjà été autorisés à construire quatre maisons (dont 2 accolées) à cette entrée de village, suite à un détachement de cette parcelle avant le PLU de 2018.

Ces constructions sont en rupture totale avec le bâti du village car ni la couleur des enduits, ni les clôtures, ni la végétalisation ne sont en conformité étant dans le périmètre de protection du lavoir. D'ailleurs, lors de l'élaboration du PLU 2018, page 76 du Rapport de présentation ces constructions étaient signalées comme « en situation très sensible ».

Par ailleurs la question des limites morales se pose car ces mêmes propriétaires ne reçoivent curieusement pas depuis plusieurs années aucune injonction pour la réfection des murs, de soutènement de cette terre, qui s'effondrent.

- Celui qui longe toute la voie du chemin des RONLAND, pourtant **empruntée quotidiennement par les BUS départementaux, a régulièrement des éboulements qui tombent sur la chaussée et un grand pan de mur au Sud de la terre et proche de la borne d'incendie a un dévers qui ne semble inquiéter personne.**
 - Celui qui borde au Sud le chemin communal, mal entretenu par la mairie, est dans un tel délabrement que lors de grosses pluies **des coulées de boues glaiseuses** traversent ce chemin et viennent obturer le fossé qui longe les propriétés en contrebas **avec pour conséquence une inondation du voisinage.**
- PIECE 12 photos**

J'ai formé un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes contre cette délibération et l'arrêté qui s'en est suivi.

Vous trouverez en annexe les mémoires qui avaient été déposés dont nombres d'arguments restent d'actualité. PIECE 6

La commune de Vers-Pont du Gard n'a jamais répondu expressément à ces mémoires.

Des rencontres ont eu lieu avec la Mairie et le promoteur qui ont confirmé le caractère non négociable du nombre de maisons ainsi que le caractère extrêmement flou du projet proposé.

Parallèlement je fais l'objet de pressions récurrentes de la part des propriétaires (blacklistage des réseaux sociaux propres au village, courriers, etc.) preuve s'il en est des forts enjeux économiques attachés à ce projet soutenu par la Mairie.

La municipalité a toutefois abrogé la délibération et l'Arrêté contesté rendant sans objet mes recours indiquant que ce projet serait désormais poursuivi dans le cadre de la révision générale du PLU.

Ce projet de lotissement est donc aujourd'hui repris dans le cadre d'une OAP d'AMENAGEMENT Secteur Sud du village.

Afin de mieux comprendre l'esprit de ce projet et l'objectif de l'OAP maintenant il est important de reprendre la chronologie et le contenu de cette délibération même si elle a depuis été abrogée.

Il y était en effet soutenu :

« Que la commune de Vers-Pont du Gard dispose d'un plan local d'urbanisme approuvé le 5 décembre 2018 qui n'a fait l'objet d'aucune modification à ce jour ».

« Que le Conseil municipal souhaite ouvrir à l'urbanisation la zone 1AU2 du village pour permettre d'ouvrir à la construction et à l'habitation une Zone de 0,83ha ».

« Que les évolutions envisagées entreraient bien dans le champ d'application de l'article L 153 36 qui prévoient que sous réserve des cas où une révision s'impose et en application de l'article L 153- 31 le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale où la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation où le programme d'orientations et d'actions. »

« Que cette zone après le lavoir est considérée comme une zone d'entrée de ville et de transition avec le village, que son traitement qualitatif architectural et paysager serait une priorité pour la municipalité ».

« Que cette modification n'aurait pas pour conséquence de changer les orientations du plan d'aménagement et de développement durable (PADD) de réduire un espace boisé classé une zone agricole ou naturelle ou une protection édictée en raison d'un risque de nuisances de la qualité ou des sites des paysages milieux naturels ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances ».

« Que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de révision ».

« Qu'il a été étudié la possibilité de l'intégrer dans la révision actuelle du PLU mais que les délais de réalisation de cette procédure ont été jugés trop longs alors que le secteur fait l'objet d'une réflexion d'aménagement depuis une année ».

« Que le code de l'urbanisme permet de réaliser des procédures simplifiées pendant une procédure de révision pour des questions opérationnelles notamment ».

« Que cette modification ayant pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construire résultant dans la zone de l'ensemble des règles du plan elle entre dans le cadre de la modification de droit commun ».

1 - Par ailleurs s'agissant de la justification au visa des dispositions de l'article L 153 38 du code de l'urbanisme de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 1AU2 la délibération rappelle :

La nécessité d'une délibération motivée lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone afin de justifier de l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

2 - La motivation s'agissant des capacités d'urbanisation encore inexploitées

« Que la commune de Vers-Pont du Gard dans sa révision du PLU de 2018 a prévu des zones à urbaniser à court et moyen terme ouvertes à l'urbanisation ».

« La zone 2AU2 BEAUME DE CREIMEROL : Cette zone a fait l'objet d'un lotissement entièrement urbanisé ».

« La zone 2AU1 des ECOLES : Cette zone est une zone d'équipements publics pour la création de la nouvelle école et d'implantation des ateliers municipaux ».

« La zone 1AU1 secteur MONTEZE a fait l'objet d'un lotissement qui est entièrement urbanisé quelques parcelles hors lotissement pourraient toutefois être construites de manière marginale ».

« Que la zone 1AU2 du secteur dit du village serait quant à elle un secteur fermé à l'urbanisation nécessitant un procédé de modification pour être ouvert à l'urbanisation ».

« Que les zones à urbaniser destinées à l'habitat et ouvertes à l'urbanisation sont en effet toutes urbanisées ».

« Qu'il resterait certes des disponibilités foncières mais dans la zone urbaine sur laquelle la commune n'a pas de prise et qui s'urbanise au gré des projets des particuliers ».

« Que la densification s'opérerait en rythme soutenu depuis l'approbation du PLU ».

« Que toutefois les secteurs d'opération d'ensemble étant tous construits ou en cours de construction il est probable que le rythme de construction redevienne atone alors même que les besoins d'attractivité du village demandent à l'inverse du foncier constructible. ».

« Que depuis 2013 la population diminue du fait du vieillissement de la population et du faible renouvellement des populations en raison de la rétention foncière notamment ».

« Que pour autant le nombre croissant de permis de construire lorsque le foncier a été libéré par le PLU montrerait l'attractivité de la commune ».

Qu'il serait donc nécessaire de poursuivre l'accompagnement de cette politique de l'habitat par mise à disposition de zones de projets permettant de maîtriser les programmes et de les adapter à la demande et à la volonté municipale d'accueillir des primo-accédants et des ménages avec enfants ».

Qu'ainsi en attendant que la révision du PLU en cours de réalisation puisse statuer sur la politique à long terme d'urbanisation en accord avec le SCOTT il serait nécessaire d'ouvrir à l'urbanisation la zone 1AU2 dernière zone à destination d'habitat pour donner de l'élan à la construction nouvelle ».

3 - La motivation s'agissant de la faisabilité opérationnelle

« Cette zone serait située au sein de l'espace urbain les réseaux passant aux abords de la zone »

« Un opérateur privé travaillerait sur l'urbanisation du secteur en concertation avec la Mairie et les services de la communauté des communes ».

« Que l'ouverture à l'urbanisation de la zone 1AU2 nécessiterait une procédure de modification du PLU qui permettra de réaliser une orientation d'aménagement et de programmation afin d'encadrer le développement et imposer une certaine qualité urbaine et paysagère ».

« Que l'orientation d'aménagement et de programmation de la modification du PLU permettrait de gérer des enjeux forts de l'urbanisation de ce secteur ».

« La programmation pour obtenir des logements individuels en lien avec les besoins de la commune »

« La qualité de l'aménagement car le secteur est situé aux abords du village et peut être considéré comme une porte d'entrée du centre ancien mais aussi parce que la création d'un carrefour sur cette avenue est d'enjeu pour la sécurité routière des piétons ».

Il est constant que la commune tentait au travers de cette délibération de faire passer en force un projet avant tout privé pourtant lourd de conséquences pour notre village rappelant que les PLU de 2018 protégeait la zone 1AU2 et donc cette vigne, son aménagement imposant une révision du PLU.

Il est également constant que cette délibération comportait déjà de très nombreuses incohérences :

1 - Ainsi la volonté de le légitimer par un aménagement de l'entrée du village l'une et l'autre démarche étant bien évidemment totalement distinctes et même contradictoires.

2 - La référence à l'aménagement d'un rond point projet totalement irréaliste tenant la configuration des lieux mais néanmoins reconnaissance de la dangerosité de la circulation à cet endroit, circulation pourtant accrue si ce projet devait aboutir du fait des allers et venus des habitants de ce lotissement y ajoutant les 4 maisons déjà en place (la délibération fait d'ailleurs expressément référence à la dangerosité des lieux).

3 - L'argument quelque peu simpliste que ces lotissements seraient forcément occupés par de jeunes couples alors que le lotisseur vendra bien sûr à qui le souhaitera.

4 - Un vieillissement de la population non démontré alors que le rapport de présentation de 2018 parlait d'une croissance régulière de la population. **PIECE 6 Mémoire Tribunal Administratif page 7 qui renvoyait à la page 42 et 43 du Rapport de Présentation du PLU 2018.**

5- Il ne sera pas revenu sur les notions approximatives juridiques et d'ailleurs relevées par le rapport de la préfecture (confusion entre notion de dent creuse et d'enclave outre l'analyse faussée donnée aux habitants dans le cadre des réunions publiques sur la densification urbaine).

Il suffit de faire un rapide tour dans ce village pour y constater l'implosion de lotissements et constructions sans aucune ligne de conduite architecturale (lotissement actuellement en cours de construction à la Cave coopérative ou près des tennis) et inversement le peu d'entretien de bâtisses anciennes au centre du village pour lesquelles manifestement aucun projet n'est mené.

Cet abandon du centre du village est bien évidemment accru depuis le départ des commerces de la rue centrale et bientôt le départ annoncé de la Mairie dont les locaux vont être mis en vente.

III – L'OAP SECTEUR SUD DU VILLAGE

A - CE QUE DIT LE PROJET D'OAP

Il s'agit :

« D'encadrer le développement de secteurs destiné à développer le parc de logements de la commune ».

« De créer des coutures avec le tissu urbain environnants et assurer une cohérence bâtie avec l'existant ».

« Travailler les interfaces entre le projet et les franges existantes composées principalement de formes d'habitat pavillonnaire et d'espaces naturels et agricoles ».

« De profiter de la proximité avec la centralité de la commune pour faciliter l'accès aux commerces équipements et services notamment par des modes doux ».

S'agissant de l'analyse environnementale et paysagère

« Il est rappelé que le secteur est longé sur sa partie Sud par un cordon boisé corridor écologique au cœur de l'enveloppe urbaine reliant les espaces boisés situés au nord et à l'est du secteur ».

« Que ce corridor est à préserver en tant que composante de la trame verte et bleue communale il joue également un rôle de régulation du climat en tant qu'espace de fraîcheur cette caractéristique peut être valorisée dans l'aménagement du site avec des zones d'ombrage au nord »

« Le secteur se situe en dehors des zones Natura 2000 et d'inventaires écologiques ».

« Ce site est localisé en entrée de ville et sur le tracé du sentier de grande randonnée GR 63 via la route de MISSERAND ».

« Cette caractéristique en fait un espace à enjeu majeur de qualité paysagère pour le village ».

« Ce site présente une pente descendante au Nord, et du Nord au Sud. Il est surélevé par rapport au chemin des Ronland ce qui nécessite une vigilance quand au recul à la hauteur des futures constructions bordant l'ouest du site ».

« Ce secteur se situe à proximité du site inscrit du lavoir de Misserand et ses abords sans toutefois être concerné »

« Il se situe dans une zone de présomption de prescriptions archéologiques »

Orientation des aménagements futurs.

PROGAMMATION URBAINE ET MIXITE FONCTIONNELLE ET SOCIALE.

- Prévoir la construction d'environ 10 logements sur une densité globale de 12 logements par hectare.
- Prévoir la réalisation d'habitat individuel.
- L'aménagement de la zone devra se faire sous la forme d'une opération d'aménagement d'ensemble en une seule tranche.

INSERTION URBAINE ARCHITECTURALE ET PAYSAGERE

- Limiter la hauteur des constructions à R plus combles de plain-pied.
- Prévoir une implantation des constructions le long de la voie de desserte située au centre du secteur
- Prévoir un recul des constructions par rapport au chemin des RONLAND et à la route de MISSERAND afin d'assurer l'intégration paysagère des nouvelles constructions y aménager les espaces végétalisés.
- Aménager l'espace piéton le long de la route de MISSERAND pour sécuriser les déplacements piétonniers du GR63 notamment.
- Réaliser un bassin de rétention commun au Sud de la zone.

MOBILITE DEPLACEMENT

- Le schéma de circulation de la zone offrira une voie d'orientation Nord-Sud qui permettra de desservir les futures constructions la voie sera à double sens et une aire de retournement sera mise en place au Sud.
- Un accès d'orientation Est-Ouest sera prévu au Nord-Est du secteur afin de permettre une entrée et sortie pour les habitations se trouvant à l'Est du secteur permettant aussi une aire de stationnement visiteur.
- Un chemin piéton sera aménagé au Nord du secteur depuis la route de MISSERAND.

– Le stationnement répondant aux besoins des logements sera géré à la parcelle.

C'est bien évidemment le même projet qui est présenté sous le couvert de cette OAP aux contours extrêmement flous même si certains termes ont volontairement été gommés (ainsi constructions destinées à des primo-accédants), on parle désormais de résidentiel et disparition du rond point et du caractère dangereux de la route).

Il s'agit toujours :

D'un projet de lotissement de nature purement privé de 10 à 11 maisons en alignement que la mairie tente de justifier par un aménagement de l'entrée du village les deux projets étant totalement indépendants voire incompatibles.

Il est à souligner que le caractère très flou et imprécis du projet est repris par les administrations consultées notamment les prescriptions en matières architecturales mais surtout aucun élément n'est apporté quant au traitement des eaux de ruissellement.

Il sera rappelé que l'OAP définit des orientations et qu'il n'y a en l'espèce aucune valeur réglementaire attachée à ces prescriptions d'où le danger pour notre village d'un projet confié à un lotisseur privé dont l'objectif premier est celui de la rentabilité.

Ce projet me paraît éminemment contestable et j'entends au travers des présentes réitérer l'argumentation développée dans le mémoire déposée devant le Tribunal Administratif et que j'ai complétées au travers d'un courrier envoyé aux différentes administrations consultées dans le cadre de la révision du PLU de 2018. PIECE 8 bis

Nul doute en effet que la création d'un lotissement de grande envergure dans le cadre d'une opération d'ensemble à l'entrée du village historique de surcroît en hauteur enfermerait le village dans un rempart de constructions et le priverait de façon définitive d'un de ses atouts majeurs en l'espèce une vue plongeante sur les Gorges du Gardon.

Il est constant que cette OAP d'aménagement se heurte à plusieurs difficultés qui ont d'ailleurs été portées à la connaissance des administrations consultées dans le cadre du PLU et dont certaines ont d'ailleurs été retenues puisque rappelons le la Préfecture émet un avis défavorable tenant la surconsommation de terres sollicitant la réduction dans de notables proportions du nombre de constructions projetées.

Que l'étude environnementale a manifestement été bâclée

Ces difficultés seront reprises une à une

B - LES DIFFERENTES PROBLEMATIQUES DE L'OAP - SECTEUR SUD DU VILLAGE

a) Contrariété totale de ce projet avec le contenu du PADD (Plan d'aménagement durable) le SCOT de l'Uzège et le DOO de l'UZEGE-PONT DU GARD

Le PADD prévoit en effet « la préservation des espaces agricoles et naturels identitaires de la commune, tout en maintenant les activités présentes au sein de ces espaces » et « l'affirmation de l'identité agricole de la commune ».

Il est constant que l'OAP est extrêmement floue dans son libellé ce qui laisse juridiquement toute liberté à l'opérateur privé et aucune véritable possibilité de contrôle pour la mairie qui ne semble pas réaliser les risques et les conséquences que pourraient avoir pour notre village la création d'un lotissement à cet emplacement.

Ce projet sert avant tout des intérêts privés et non l'intérêt général de la commune ce que confirment d'ailleurs les chiffres liés à la surconsommation d'espace.

Il est quand même à noter le questionnement que soulève le souhait de la municipalité de modifier un PLU pour des intérêts privés.

En effet la volonté d'ouvrir à tout prix à l'urbanisation un secteur aussi sensible et majeur pour le village est totalement incompréhensible.

Ce projet est manifestement en totale contrariété avec le SCOT de l'UZEGE ainsi que rappelé ci-dessus et le DOO de l'UZEGE-PONT DU GARD, document à valeur prescriptive du SCOT qui prévoit notamment

1 - PRESERVATION DES RESSOURCES DU SOL

« Le foncier agricole qui a une valeur nourricière est un des biens communs de l'UZEGE - PONT DU GARD de surcroît dans une perspective agro écologique alimentaire il est nécessaire de préserver les espaces agricoles et forestiers supports d'activités spécifiques dont les conditions de viabilité de développement doivent être assurés » Page 10

Sont définies comme terres à forte valeur paysagère celles concernées par les enjeux paysagers qu'une attractivité agricole permet de créer maintenir ou renforcer par une gestion efficiente et durable. Page 10

Or au visa de l'Article L 121 4 du DOO

« Les documents d'urbanisme doivent protéger les terres agricoles à forte valeur ajoutée et à forte valeur paysagère de toute urbanisation, l'implantation des constructions strictement liées et nécessaire à l'activité agricole peuvent être envisagées dès lors que ces dernières sont proportionnées à l'activité agricoles, garantissant une bonne intégration paysagère et ne génère pas de mitage » Page 10 du DOO

de Article L 121 5 pages 11 du DOO

« Les extensions urbaines sont proscrites sur des terrains à forte valeur agricole sauf dans le cas où l'enveloppe urbaine est entièrement entourée de ces dites terres et que le document justifie que l'impact de cette zone ne peut être ni évité ni réduit. »

Il appartient bien sûr à la commune pour justifier le passage de cette zone en zone constructible de démontrer que l'impact de cette zone ne peut être évité.

Cela est d'autant plus vrai que la surconsommation d'espace a été expressément pointée par le rapport de la Préfecture et que la commune n'a donné aucune explication crédible sur l'absence de réserve foncière.

2 - CHAPITRE PRESERVATION DES PAYSAGES

« Il est rappelé que les espaces naturels et agricoles ainsi que les villages de l'UZEGE-PONT DU GARD par leur implantation singulière et leur silhouette remarquable constituent une des grandes richesses du territoire. »

*« **Que ces dernières années le mitage de l'espace par l'habitat individuel a entraîné des modifications spatiales qui ont bouleversé la lecture et la composition des paysages. Aussi l'ambition du SCOTT est-elle de préserver ces paysages** ».* Page 17

Articles L 141 1 *« Les documents d'urbanisme doivent préserver la typologie de chaque ville et village tel que définis dans le cadre de la CHARTE PAYSAGERE DU SCOTT DE L UZEGE-PONT DU GARD ».*

Article L 141 2I *« Les documents d'urbanisme doivent maintenir lisibles les silhouettes villageoises en conciliant espace non construit et espaces construits pour ce faire ils doivent créer des coupures d'urbanisation et protéger les vides dans les centres anciens qui ont une valeur paysagère »*

3- LES ENTREES ET TRAVERSEES DE VILLAGE

Article 142 2 DOO *« Les documents d'urbanisme identifieront les axes de découverte stratégique ainsi que les points de vue à mettre en valeur les dégagements paysagers à restaurer ou maintenir et les relations visuelles entre plaines et plateaux à mettre en scène à proximité immédiate de ces axes ».*

Chapitre découverte du paysage page 19

Article 143 1 DOO *« les documents d'urbanisme localisent les points de vue remarquable ainsi que les vues panoramiques afin de les préserver ».*

Article 143 4 DOO *« Les documents d'urbanisme identifient les éléments de patrimoine bâti emblématique, de patrimoine vernaculaire, de patrimoine contemporain du XXe siècle et de patrimoine industriel, afin de les protéger et de les mettre en valeur **en veillant à préserver les sites qui les entourent** ».*

Pour promouvoir la production de formules urbaines plus responsables et plus durables sur le territoire de l'Uzège-Pont du Gard les documents d'urbanisme s'appuieront sur trois principes et notamment :

Les principes de la charte paysagère seront appliqués pour veiller à la préservation de la qualité urbaine.

S'agissant de la Charte Paysagère à laquelle renvoie le DOO celle-ci rappelle notamment que les paysages agricoles sont une composante fondamentale du cadre de vie.

Page 67 *« la nécessaire prise en compte des vues panoramiques et remarquables dans les villages ».*

Outre toutes les questions relatives à la forme du bâti. Il est constant que cette OAP ne respecte pas ces prescriptions.

b). Atteinte au paysage et à l'environnement

Dans la continuité du chapitre précédent l'atteinte au paysage et à l'environnement qui résulterait de ce projet.

Cette vigne est en effet un élément très important de cette entrée historique. Située en hauteur **elle offre une vue sur les collines des Gorges du Gardon**, dans le secteur du Pont du Gard, ainsi que sur la plaine agricole. **Voir PIECE 1bis –b-Témoignage d'un ancien Versois.**

C'est un **véritable tableau visuel qui fait partie du patrimoine et de l'identité du village**. Un tel projet d'urbanisation en une seule opération de 10/11 maisons en rez de chaussée + combles enfermerait le village de façon définitive dans un rempart de constructions **contribuant à une rupture brutale avec le bâti existant** constitué de grandes parcelles végétalisées.

Du peu que je connaisse du projet, vu chez le promoteur, **les murs de pierres sèches constituant les limites de propriétés par rapport aux voies de circulation dans ce secteur semblent être remplacés pour cette parcelle par des gros blocs de pierres massifs le long du chemin des Ronland**. Aucune information n'est donnée sur le traitement du mur de soutènement au droit du chemin de terre communal en limite Sud de la vigne.

Les murs d'origine ont été laissés sans entretien par le propriétaire pendant des décennies se dégradant, tombant sur la route et ouvrant au Sud des brèches d'écoulement des eaux boueuses bouchant les caniveaux. **Assez curieusement également, la Mairie n'a fait aucune diligence pour obliger le propriétaire à remettre en état ses murs de soutènement de plus de 2 m de haut dont les pans menacent toujours de tomber sur la route.**

Il est à signaler que **des chênes remarquables** situés au sud de la parcelle et proche d'un grand pin sont propices à la faune. **Beaucoup d'oiseaux y ont été observés** en cours d'années et surtout au printemps **des couples migrateurs (pigeons ramiers, huppes faciès et multiples oiseaux et rapaces...)** mais aussi des lézards verts des insectes tels que le grand capricorne des chênes.

Cette barrière végétale serait en danger en cas d'incendie sur un habitat dense. Actuellement la parcelle fait office de coupe-feu entre le centre ancien et les grandes parcelles bâties.

Il est à rappeler que la légèreté de l'étude environnementale a été soulignée rejoignant sur cette question mes observations.

Le seul intérêt général pourrait être la sécurisation de cette route qui supposerait d'ailleurs qu'une partie de cette vigne soit prise pour en assurer l'élargissement.

c). La sécurité routière :

De ce que je sais de ce futur lotissement, celui-ci sera desservi par une voie centrale avec aire de retournement au Sud distribuant ainsi 11 constructions accolées. La sortie, au Nord, serait directe sur la **RD 227 (route de Misserand), située entre deux virages** (40 m d'un côté et 60 m de l'autre), route étroite très fréquentée et dangereuse.

Le Maire dans sa délibération du 14 avril 2022 avait lui-même souligné le caractère sensible de la circulation sur cette portion de route en préconisant un rond-point abandonné à ce jour car d'ailleurs totalement irréalisable.

Or ce projet, va encore accroître le flux de la circulation avec une mise en danger des automobilistes et des piétons qui l'utilisent car longée par le GR 63 ce qui est contradictoire **et incohérent** alors

qu'aucune autre sortie n'est raisonnablement envisageable lorsqu'on pratique régulièrement ce secteur.

En effet, en plus des 11 maisons viendraient s'ajouter les véhicules des 4 maisons construites par le même propriétaire il y a une dizaine d'année suite à un détachement de la parcelle d'origine favorisé par la Mairie et dont le caractère « *sensible à l'approche du coeur du village* » avait été signalé, de part l'aspect visuel. (Présentation du PLU 2018 page 76)

A ce jour, assez curieusement, aucune amélioration visible n'a été imposée, qu'il s'agisse de **végétalisation totalement absente** ou d'**aménagement des clôtures** preuve s'il en est de la particulière mansuétude dont bénéficient les propriétaires de cette vigne.

Les conclusions versées aux débats par le département concernant la faisabilité du projet s'agissant de la sécurité routière sont donc extrêmement contestables.

Il suffit de se rendre sur les lieux pour le constater.

La configuration des lieux reste donc la même alors que devra y être intégrée les allers et venues des habitants de 11 maisons nouvelles avec en moyenne deux véhicules par maison plus la circulation des quatre maisons déjà existantes ce sur ce terrain de 8500 mètres carrés.

d) Dangerosité du projet au regard de la nature des sols.

Il est en effet incontestable que le sous-sol est totalement **argileux** et qu'ont été enregistrés dans les propriétés au nord et au sud de cette vigne notamment en période de sécheresse des phénomènes de retrait d'argile à l'origine d'importants désordres.

Les études réalisées présentent cette terre en fort risque retrait argileux (voir en ce sens projet PLU).

Ainsi le propriétaire de la maison située à 15 mètres au Nord en bordure de la route de Misserand **est actuellement en cours d'indemnisation pour de très lourds dommages consécutifs à un épisode de sécheresse alors qu'il s'agit d'un mas ancien en pierre de taille et donc d'un bâti de grande qualité (Mas des grenades).**

De nombreux rapports d'expertise ont été établis mettant directement en cause l'argile, **ce que la municipalité ne peut d'ailleurs ignorer alors qu'avait été pris un arrêté de péril imminent pour d'importantes fissures sur un mur de clôture en pierre bordant la route de Misserand.**

Ces rapports seront adressés si besoin (le propriétaire n'étant sur le village que pour les Vacances).

La propriété située **au Sud de la vigne à 3 mètres de sa limite**, présente également des fissurations visibles et évolutives liées au même phénomène sur un bâtiment pourtant ancien et bien construit.

La réalisation d'un projet de grande envergure sur un terrain à fort aléa de retrait et gonflement argileux, de surcroît en hauteur, ne peut qu'être source de difficultés ce d'autant qu'il s'agit d'un projet qui sera vraisemblablement mené avec des budgets serrés puisque censé toucher une clientèle de primo-accédants et qui aura forcément des incidences sur la qualité technique du bâti et des infrastructures. Se reporter aux exigences techniques de construction dans les terrains argileux concernant les fondations sur des terrains en pente.

e) Aggravation des ruissellements

A cela s'ajoutera par l'artificialisation des sols, et malgré la création d'un bassin de rétention, dont son évacuation au pluvial n'est pas spécifiée, une aggravation du ruissellement des eaux de pluie mettant en danger les propriétés bâties en contrebas. En référence les pluies de septembre 2002 dans ce secteur où route et chemin n'étaient que torrents.

Certains terrains en contrebas ont d'ailleurs été placés en zone inondable. (Propriété REBUFFAT pourtant déjà construite).

C est donc de façon également très discutable qu'a été écarté pour cette parcelle l'aléa ruissellement étant rappelé que ce terrain est en hauteur et en fort aléa retrait argileux.

Des terrains fortement argileux et de surcroît en hauteur aggravent forcément le risque ruissellement pour les terrains en contrebas ce qui est d'ailleurs expressément relevé dans le rapport de présentation.

Conclusions

Ces importantes difficultés me conduisent à combattre cette OAP.

Je suis en effet convaincue que ce projet est contraire à l'intérêt général de notre village et ne sert que des d'intérêts privés même si encadré par la municipalité ce que confirme d'ailleurs les chiffres liés à la surconsommation d'espace et la projection démographique. Rappel avis réservé du Préfet.

Il est constant que l'OAP est extrêmement floue dans son libellé ce qui laisse juridiquement toute liberté et toute latitude pour un opérateur privé et aucune véritable possibilité de contrôle pour la mairie qui ne semble pas réaliser les risques et les conséquences que pourraient avoir pour notre village la création de ce lotissement supprimant une terre et une vue qui font partie de l'identité de ce village.

Il est évident que certains des objectifs de l'OAP tels que la facilitation de l'accès aux commerces n'ont rien à voir avec la création d'un lotissement de 11 maisons à l'entrée du village par un lotisseur privé.

Il en est de même de la sécurisation de cette route qui supposerait d'ailleurs qu'une partie de cette vigne soit prise pour en assurer l'élargissement.

Il est aujourd'hui établi ce que j'avais déjà dénoncé que ce texte va totalement à contresens de l'évolution législative visant à préserver au mieux les espaces naturels et agricoles et à limiter la densification (loi climat et résilience).

Tenant les multiples difficultés liées à ce projet et à la surconsommation foncière dénoncée par la Préfecture il apparaît opportun de retirer cette terre des parcelles constructibles étant rappelé qu'elle fait partie du tableau proposé par la Préfecture.

Ce d'autant qu'il existe dans la commune des réserves foncières ouvertes permettant de compenser largement les 11 logements prévus aussi bien en bâti existant qu'en terrain. Rappelant que l'urbanisation des dents creuses est prioritaire et que cette terre n'en n'est pas.

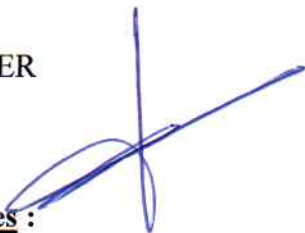
Et qu'en tout état de cause la commune ne fournit aucune explication sur le contenu et l'impossibilité de mobiliser ces réserves.

Je me permets d'insister sur l'importance de ce village à caractère rural sur lequel se situe le Pont du Gard site inscrit au patrimoine de l'UNESCO et les incidences irrémediables d'un tel projet à l'entrée du village historique.

J'ajoute qu'il semblerait que ce projet se situe dans le périmètre de l'opération GRAND SITE OGS GORGES DU GARDON qui suppose donc la plus grande vigilance s'agissant de son aménagement.

En espérant qu'il sera fait une lecture favorable de la présente je vous prie de croire à l'assurance de mes sentiments respectueux.

Marie laure LARGIER



Bordereau de pièces :

1 - Texte OAP

1 bis - a- Pétitions : En Ligne listing de 14 pages

○ : Sur Papier listing de 6 pages

- b- Attestation de Claude Larnac

- c- Commentaire complémentaire de Didier Riesen sur le site Pétition en Ligne

2 - Article Midi Libre du 22 Avril 2024

3 - Délibération 14 avril 2022 et Arrêté du 5 mai 2022

4 - Rapport de présentation PLU 2018 pages 68 et 76

5 - Photo Monsieur BRUGUIER

6 - Mémoire Tribunal Administratif du 10 octobre 2022

7 - Pressions famille BRUGUIER

8 - DOO

8 bis - Courrier adressé aux différentes administrations

9 - PADD

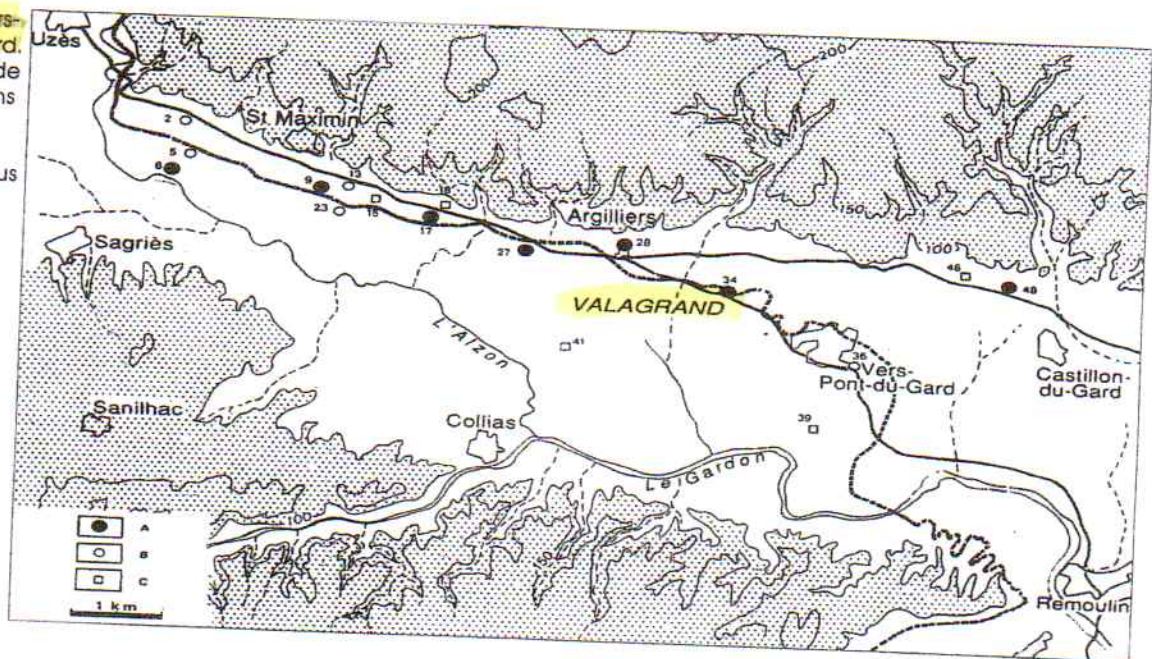
10 - Diagnostic Territorial PLU en cours

11 - Charte paysagère Syndicat Mixte SCOT Uzège-Pont du Gard

12 - Dossier photos

Fig. 906 - Vers-Pont-du-Gard. Répartition de l'habitat dans l'Antiquité tardive :

A. sites les plus importants, occupés dès le Haut Empire et durant toute la période ;
B. petits sites abandonnés à la fin du III^e siècle ;
C. petits sites abandonnés vers la fin de la période
(J.-L. Fiches, I. M. Pène, 1993, fig. 3)



d'occupation du site abandonné avant le milieu du VI^e siècle : J. Charmasson, 1962a ; 1962b ; - *Gallia*, 1962, p. 637-638 ; 1964, p. 506-507 ; 1966, p. 481-482 ; 1969, p. 413 ; - B. Blumenkranz, 1969 ; - J. Charmasson, 1970b ; 1984c ; 1985c ; - *Gallia Informations*, 1987-1988, p. 242 ; - J. Charmasson, Cl. Raynaud, Lombren (Vénéjan, Gard), dans *Les agglomérations gallo-romaines en Languedoc-Roussillon*, Latte, A.R.A.L.O., à paraître.

À 100 m au nord de l'oppidum, au bord du chemin menant au village actuel de Vénéjan, une nécropole a été repérée. « Des pierres dressées à intervalles réguliers semblent correspondre à des stèles rustiques marquant l'emplacement des sépultures » : J. Charmasson, Cl. Raynaud, Lombren (Vénéjan, Gard), dans *Les agglomérations gallo-romaines en Languedoc-Roussillon*, Latte, A.R.A.L.O., à paraître.

Des fragments du Cadastre B d'Orange rattachent cette zone à la rive gauche du Rhône. A. Pignatelli, 1988, p. 200-205, planche III, fragments n° 191-192.

d'une superficie d'au moins 1600 m², occupé sans interruption du I^{er} au IV^e siècle apr. J.-C. Plusieurs pièces sont délimitées par des murs de pierre sèche ou maçonnés. Au sud-est, le site est bordé par une zone de dépotoir, au sud, par une zone de culture. La modestie des agencements internes (sols en terre battue, absence de décor) exclut que nous ayons affaire à un établissement de type villa et suggère plutôt un établissement rural : K. Roger, dans *Bilan Scientifique* 1991, p. 52 ; - *Gallia Informations*, 1992, p. 122 ; - Fr. Favory et alii, 1994, p. 182-183, fig. 32.

345 - Vemarède (La)

Aucune découverte archéologique n'est signalée dans la bibliographie pour la période considérée.

346 - Vers-Pont-du-Gard

I - La rive gauche du Gardon

La commune est située essentiellement sur la rive gauche du Gardon (avec les flots de Saint-Privat sur

PLU VERS-PONT DU GARD

Enquête Publique M/05/2024

Demande d'inscription du Site de Valagrand
"villa romaine", en petit patrimoine pour
protection et entretien.

3 pages

Annexé au registre d'inscription
le 11/05/2024

[Signature]



Fig. 908 - Vers-Pont-du-Gard. Valagrand.
a) Vue générale des vestiges vus du sud
(J.-M. Pène, S.R.A.)

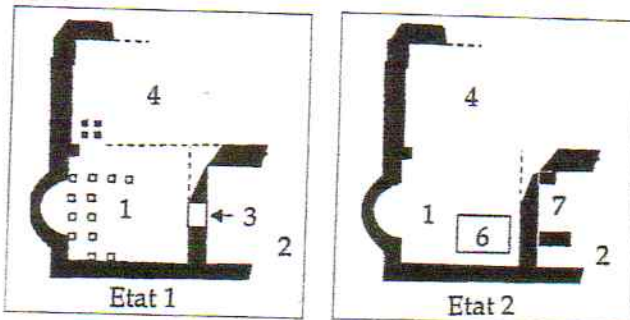
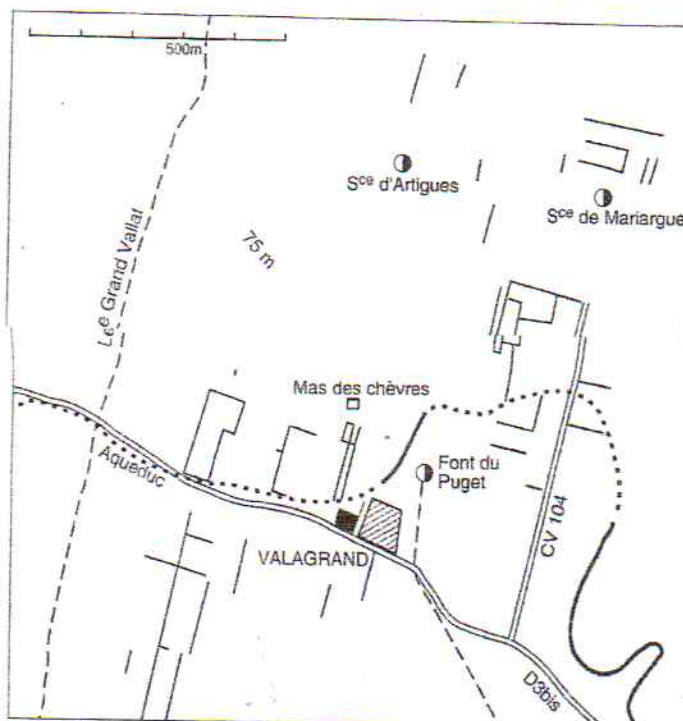


Fig. 909 - Vers-Pont-du-Gard. Valagrand. Vestiges de la partie thermale mis au jour en 1985 (A. Bouet, plan des états 1 et 2, d'après le plan général J.-L. Fiches, J.-M. Pène, 1993, fig. 3)

la rive droite) et occupe à la fois le piémont et les garrigues orientales d'Uzès.

De part et d'autre de l'aqueduc de Nîmes (sur la rive gauche de la vallée de l'Alzon jusqu'au Gardon), 48 sites (romains) ont été reconnus, surtout par M. Gazenbeek en 1987, dans une zone qui semble vouée à la polyculture à dominante vinicole.

« Des traces, orientées $NL\ 12^{\circ}30'$ sont à rapprocher de traces d'arpentage. [Ces traces] interviennent dans le calibrage du Grand Vallat et dans les limites



communales ; à l'ouest de Vers, un axe important est constitué par le chemin qui relie les deux voies antiques depuis *Mariargues* » : G. Fabre, J.-L. Fiches, J.-L. Paillet (dir.), 1991, p. 90-91, fig. 59 ; - J. Benoit, J.-L. Fiches, M. Gazenbeek, 1994, p. 153-155, fig. 3.

Les deux axes routiers (la voie qui, venant d'Annon, suit le piémont des garrigues d'Uzès et la voie qui arrive de Beaucaire par Remoulins et la RD 3bis) se rejoignent sur la commune voisine (Argilliers) en direction d'Uzès : J. Benoit, J.-L. Fiches, M. Gazenbeek, 1994, p. 154, fig. 3.

L'occupation dans l'Antiquité connaît les mêmes rythmes que ceux que nous avons signalés sur les communes voisines (Saint-Maximin, Argilliers) : occupation du piémont des garrigues d'Uzès dès le premier âge du Fer, dispersion de l'habitat au I^{er} siècle av. J.-C. et au début de notre ère, mais concentration des terres et agriculture extensive dès le I^{er} siècle apr. J.-C. (densité : 2,5 sites au km^2) et maintien de l'occupation humaine : 7 exploitations plus grandes (que dans le reste de la région) ont mieux résisté à la crise de l'Antiquité tardive (fig. 906) : J.-L. Fiches, J.-M. Pène, 1993 ; - J. Benoit, J.-L. Fiches, M. Gazenbeek, 1994, p. 157-159. Les sites suivants (n° 33 à 39), à proximité des voies et/ou de l'aqueduc, ont été étudiés par M. Gazenbeek :

Fig. 911 - Vers-Pont-du-Gard. Valagrand.
Jumelle de pressoir
(J.-M. Pène, S.R.A.)

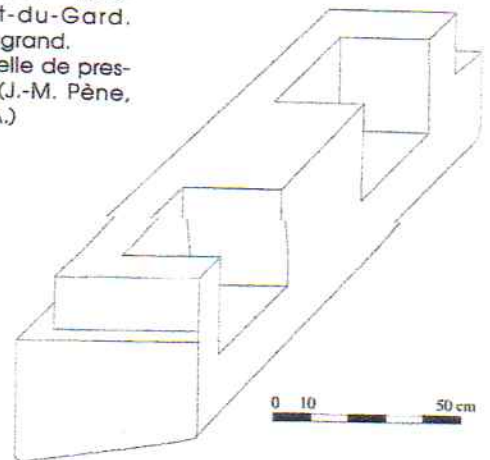


Fig. 907 - Vers-Pont-du-Gard. Valagrand. Le site dans son environnement : vestiges conservés (en noir) et extension de l'habitat (en hachures) (J.-L. Fiches, J.-M. Pène, 1993, fig. 3)

1* (008) Au lieu-dit *Valagrand*, sur un glacis colluvial anthropisé drainé par le ruisseau du *Grand Vallat*, près de l'aqueduc et de la voie (RD 3bis) (fig. 907), a été étudié un site (fig. 908 a, b et c, p. 728) occupé au Chalcolithique, au premier âge du Fer, puis de l'époque républicaine au VI^e siècle. Le site a été prospecté en 1909 par F. Mazauric qui signale des « traces de mosaïque, constructions et canaux en terre cuite » : F. Mazauric, 1906-1913. Du premier âge du Fer datent un tesson de céramique grise monochrome et une amphore massaliète trouvée au *Puget* (parcelle 38) par M. Gazenbeek ; du I^{er} siècle av. J.-C., des tessons d'amphores Dressel I ramassés à *La Bourache* (parcelle 1144) et au *Puget* par M. Gazenbeek en 1987. De l'époque flavienne (pour A. Bouet) doit dater une villa dont J.-L. Fiches et J.-M. Pène ont fouillé en 1985, sur le côté d'une cour fermée, une partie des thermes (bâties en petit appareil) (fig. 909) : une *cella soliaris* 1 (14,35 m²) avec une *schola labri* (1,30 m²) à l'ouest est chauffée par un *præfurnium* 3. A côté de la salle chaude se trouvait un *tepidarium* 4. A une époque non précisée, les thermes sont abandonnés (les hypocaustes 1 et 4 démontés) et deux cuves ou bassins 6 et 7 (fig. 910), sans doute d'usage vinicole, sont aménagés : une jumelle de pressoir à levier a été retrouvée dans les déblais (fig. 911) : interprétation d'A. Bouet, 1996, p. 438-439, fig. 307. Le mobilier récupéré va du Haut Empire au VI^e siècle : J.-L. Fiches, J.-M. Pène, *Valagrand, Rapport de fouille de sauvetage 1985*, Archives scientifiques du S.R.A., 6 p. ; - M. Gazenbeek, 1987, p. 56-58 ; - *Gallia*, 1988, p. 242 ; - J.-L. Fiches, J.-M. Pène, dans Chr. Pellecuer (dir), 1993, fiche *Valagrand*.

2* (004) A *Marcilhargues* ou *Maraiargues*, un site, situé près de la voie antique (allant d'Uzès à Avignon et à Beaucaire), et déjà connu, a été prospecté en 1987 par M. Gazenbeek. Il s'agit d'une petite villa qui a livré un mobilier abondant : Gr. Charvet, 1873, p. 212 ; - A. Blanchet, M. Louis, 1941, p. 162, n° 182 ; - M. Gazenbeek, 1987, p. 55 ; - J. Benoît, J.-L. Fiches, M. Gazenbeek, 1994, p. 154, n° 33.

3* (014) Au lieu-dit *La Petro*, au pied d'une falaise creusée de grottes utilisées au Néolithique, en 1957, M. Malbos a reconnu un site antique qui a livré des vestiges de murs, des tuiles, des cols d'amphores et de la céramique caractéristique du III^e siècle apr.



Fig. 908 - Vers-Pont-du-Gard. Valagrand, b) Vue générale des vestiges vus du nord ; c) Vue des différents niveaux de sol (J.-M. Pène, S.R.A.)

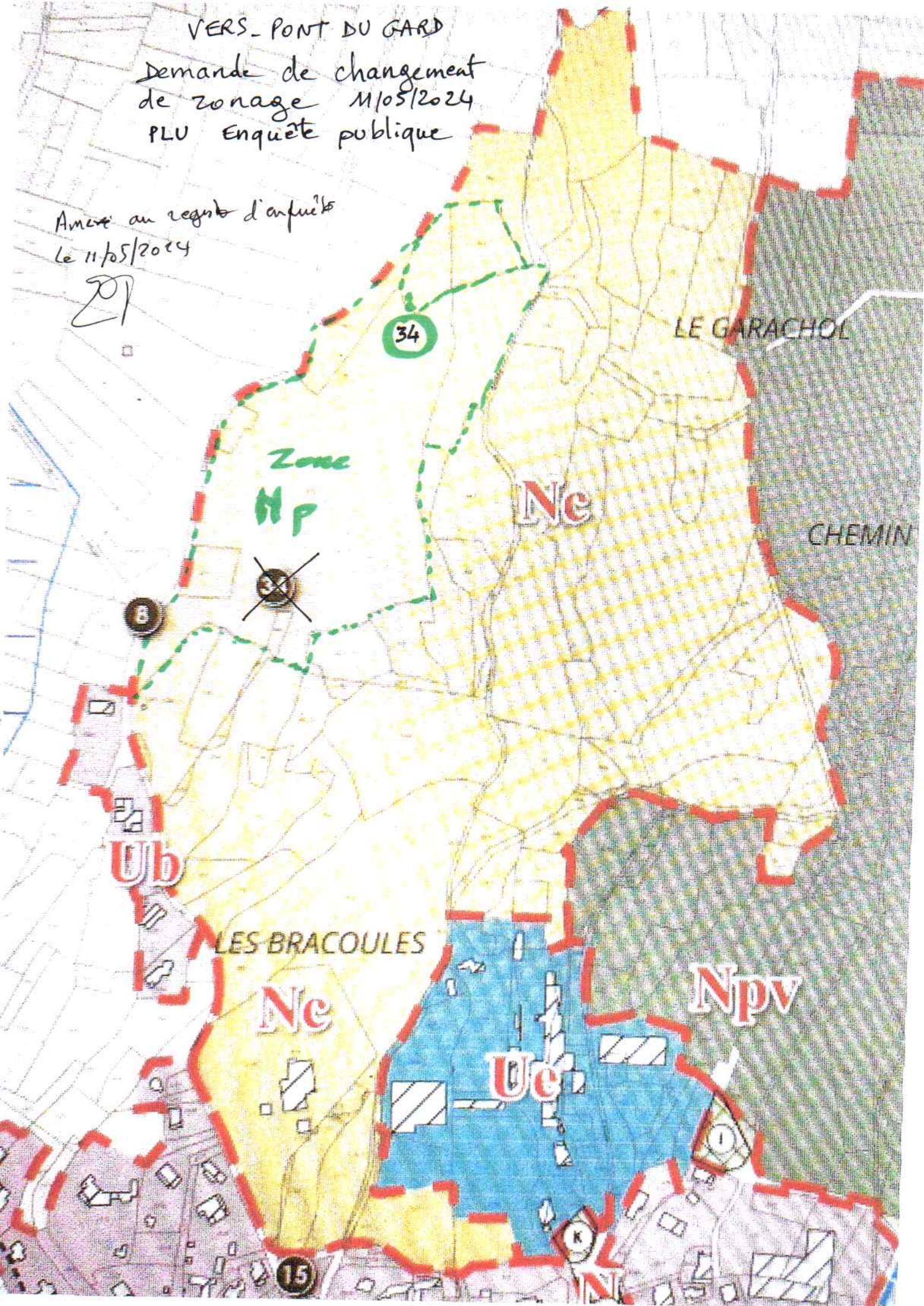


Fig. 910 - Vers-Pont-du-Gard. Valagrand, Bassin (J.-M. Pène, S.R.A.)

VERS - PONT DU GARD
Demande de changement
de zonage 11/05/2024
PLU Enquête publique

Amer au registre d'opérations
Le 11/05/2024

209



Arrêté de l'habitat de M. CATHODON par le registre le 23/05/2024

Carte sans titre

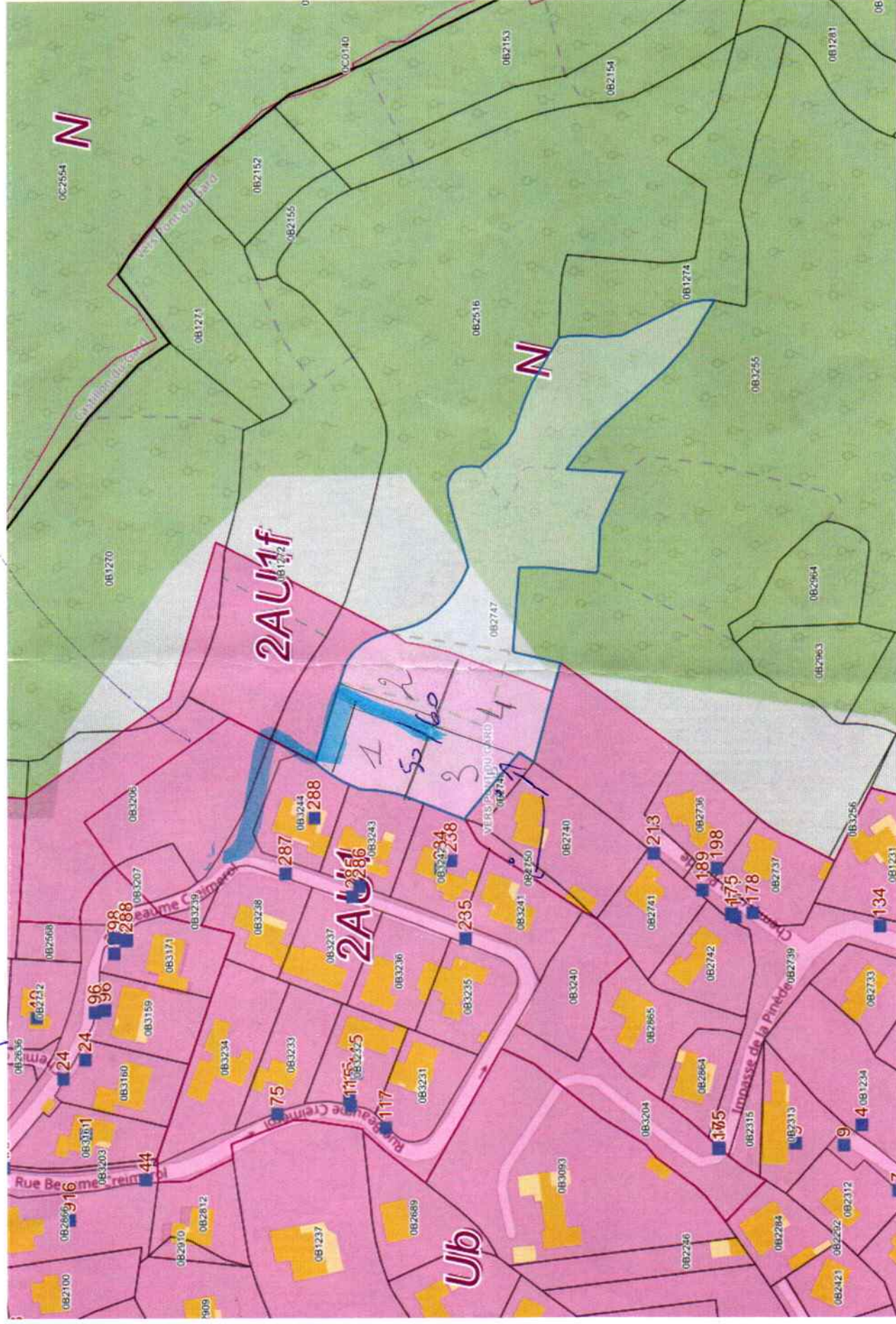
Rédigez une description pour votre carte.

Légende

- Borne incendie
- Élément 1
- Forêt des lapins
- Imp. de la Pinede



PLU en vigueur 2018



Annexi di l'osservazioni di d_2 CHARDOW finit cu regjistru de 20/05/2024

Vers Pont du Gard le 14 mai 2024

Monsieur Christian CIAMPI

Madame Sylviane CIAMPI

Monsieur Cédric CIAMPI

Madame Madeleine FESQUET épouse CIAMPI

Demeurant Route de MISSERAND 30210 VERS PONT DU GARD

Monsieur le Commissaire Enquêteur

Dans le cadre de la révision du PLU je souhaite formuler à titre personnel mais également au nom de mes frères et sœurs les observations suivantes relatives aux parcelles 2157 1077 1076 1078 1080 propriété BRUNEL et plus particulièrement la parcelle de 2157 qui a été classée dans le PLU de 2018 en partie constructible pour des raisons qui me paraissent parfaitement incompréhensibles et totalement infondées .

Je précise que je suis moi-même ainsi que les membres de ma famille propriétaire de lots mitoyens dont la desserte est assurée par un chemin privé .

L'accès au terrain BRUNEL était censé se faire à partir du Chemin des Romains alors que pourtant ce chemin longe une zone boisée protégée et se trouve en zone NC ce que ne pouvait ignorer la Mairie .

Les propriétaires de ces terres ont aussitôt déposé un certificat d'urbanisme pour un projet de trois maisons (lotissements) sur la parcelle 2157

Ce certificat d'urbanisme a été refusé alors que le projet prévoyait la création de voiries et d'accès en zone NC.

Le projet présenté était en effet totalement surréaliste permettant l'accès pour trois logements par le chemin des Vestiges Romains (chemin en secteur protégé longeant des bois) autre installation sur ce chemin de l'ensemble des réseaux

Le Maire a donc reconnu constructible une parcelle dont il refuse à ce jour l'accès par le chemin des vestiges Romains et qui se trouve donc enclavée.

Fort de cette situation les propriétaires de ce terrain m'ont assigné ainsi que mes frères et sœurs afin qu'une servitude de passage soit créée sur notre chemin privé :

*Servitude de passage de véhicules

***Mais également de l'ensemble des canalisations EDF conduites d'eau téléphone ce qui aurait des conséquences manifestement irréversibles et lourdes pour l'ensemble de nos maisons alors que :**

– l'ensemble de nos canalisations sont enterrées sur ce long chemin qui rejoint la Route de Misserand

Annexes au dossier de la
dossier de M. CIAMPI le 20/05/2024
22 pages

- Qu' y sont garés l'ensemble de nos véhicules.
- Qu' y circulent des enfants.

Ce alors que le projet de lotissement est extrêmement flou

Une procédure est actuellement en cours devant le Tribunal judiciaire de Nîmes

La Mairie qui s' est totalement désengagée nous laisse donc assumer seul depuis plusieurs années les désagréments d une procédure dont elle est à l origine par la classement en zone NC d une parcelle enclavée agricole .

Le maintien dans le cadre de la révision du PLU du caractère constructible de celle parcelle malgré les difficultés que cela génère pour nous me surprend et me conduit à m interroger sur les motifs d un tel classement.....

Je rappelle que nous sommes en limite de Zone protégée avec des règles de protection spécifiques notamment en matière d incendie

Je demande donc que l ensemble de ces parcelles y compris la parcelle 2157 soient placées en Zone non constructible .

Je me déplacerai le lundi 20 mai afin de vous exposer de vive moi mes arguments en attendant je vous prie de croire assurance de mes sentiments respectueux

Christian CIAMPI

Pièces

- 1 Refus certificat D urbanisme**
- 2 Lettre Mairie 29 janvier 2018**
- 3 Note descriptive Projet**
- 4 Constat d huissier**
- 5 Assignation**

MAIRIE DE VERS PONT DU GARD	CERTIFICAT D'URBANISME Non Réalisable DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE
--	---

Demande déposée le 28/04/2016 Par : BEVEN IMMOBILIER Demeurant à : Rue du Moulin d'Aure 30210 REMOULINS Sur un terrain sis à : ROUTE DE MISSERAND 30210 VERS PONT DU GARD B 1076, B 1077, B 1078, B 1080	N° CU 030 346 16 R0026
---	-------------------------------

ARTICLE 2 : TERRAIN DE LA DEMANDE
Superficie des terrains de la demande (1) : 19594 m ²

(1) (sous réserve de l'exactitude de la déclaration du demandeur)

ARTICLE 3 : OBJET DE LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME
Article L 410.1b du Code de l'urbanisme

Opération déterminée : création de 3 lots à bâtir

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN
VU le Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé le 9 décembre 1993 et modifié le 28 novembre 2006, et notamment le règlement de la zone

ZONE : UC et NC
C O S : 0.2 en UC

ARTICLE 5 : ACCORDS NECESSAIRES
--

5.1 NATURE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE APPLICABLES AU TERRAIN

- AC1 - servitude de protection des monuments historiques, tout projet de travaux sera soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France
- Le terrain est compris dans le périmètre d'étude portant sur l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI)
- zone contaminée par les termites ou susceptibles de l'être à court terme (arrêté Préfectoral n°2003-288-1du 15/10/2003)

5.2 DROIT DE PREEMPTION ET BENEFICIAIRE DU DROIT

Le terrain est soumis au Droit de Préemption Urbain au bénéfice de la Commune en zone UC.

(Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une Déclaration d'Intention d'Aliéner auprès du bénéficiaire du droit de préemption cité ci-dessus. Elle comportera l'indication du prix et des conditions de la vente projetée.)

SANCTION : Nullité de la vente en cas d'absence de déclaration.

ARTICLE 6 : TAXES ET PARTICIPATIONS
(Les taxes et contributions ne peuvent être examinées qu'à l'examen de l'instruction de demande d'autorisation. Les renseignements ci-dessous n'ont qu'un caractère indicatif, valable à la date de délivrance du présent certificat.)

Fiscalité applicable aux constructions en date de délivrance du présent certificat :

- Taxe d'Aménagement :
 - * Part communale : taux = 5 %
 - * Part départementale : taux = 1.30%
- Redevance d'archéologie préventive : taux = 0.40%

Travaux et participations susceptibles d'être exigés :

- Participation assainissement collectif
- Participation pour voirie et réseaux

ARTICLE 7 : EQUIPEMENTS PUBLICS
--

EAU POTABLE : raccordable
 ASSAINISSEMENT : raccordable sur la RD 227, extension réseau à la charge du pétitionnaire
 ELECTRICITE : conformément à l'avis ci-annexé d'ERDF, l'opération prévoit d'alimenter une installation dont la puissance ne relève pas d'un branchement pour un particulier (puissance supérieure à 12 kVA monophasé ou 36 kVA triphasé, ou d'un ensemble de plusieurs lots). De ce fait une étude électrique sera réalisée lors de l'instruction de l'autorisation d'urbanisme et des travaux d'extension seront potentiellement nécessaires.

VOIRIE

: chemin privé depuis la RD 227

ARTICLE 8 : OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Considérant que le règlement de la zone NC donne pour définition du caractère de la zone : « cette zone englobe des espaces naturels à protéger en raison de la valeur économique des sols et du sous-sol. Elle est réservée principalement au maintien et au développement d'activités agricoles et doit à ce titre, être protégée de toute occupation et utilisation des sols non liées directement à ce type d'activité. »

Considérant que l'article NC1 relatif aux occupations et utilisations du sol admises prévoit que « sont autorisés dans l'ensemble de la zone : l'extension et l'aménagement des constructions à usage d'habitation existantes à la date de publication du POS »

Considérant que le dossier déposé présente des lots à bâtir partiellement en zone UC dont la voirie et les accès à créer sont situés en zone NC,

Considérant que les accès, voirie, aire de stationnement sont des équipements communs propres à l'opération doivent être réalisés sur le seul périmètre constructible de l'opération,

Considérant que la zone NC a une vocation agricole et qu'il ne peut y être autorisé que les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole,

Considérant que cette zone n'a pas vocation à être constructible,

L'opération n'EST PAS REALISABLE.

ARTICLE 9 : FORMALITES ADMINISTRATIVES PREALABLES A L'OPERATION

Préalablement à l'édification de construction ou à la réalisation de l'opération projetée, les formalités administratives requises devront être accomplies :

Permis de Construire, Permis d'Aménager, Permis de Démolir, ou Déclaration préalable

ATTENTION :

- L'utilisation du sol en méconnaissance des règles d'urbanisme est punie d'une amende d'un minimum de 1200 € (Art. L 480-4 Code de l'urbanisme)
- La démolition des ouvrages ou la remise en état des lieux peut être également ordonnée.

Fait à VERS PONT DU GARD,
Le 30 AOUT 2016
Le Maire,



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Durée de validité : Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Effets du certificat d'urbanisme : Le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée. Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposés, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Recours obligatoire à un architecte : (Article L.431-1 et L.431-3 et R.431-2 du Code de l'urbanisme)

L'établissement du projet architectural est obligatoire pour tous les travaux soumis à permis de construire. Toutefois, ne sont pas tenues de recourir à un architecte, les personnes physiques qui déclarent vouloir édifier pour elles-mêmes, une construction dont à la fois la surface de plancher et l'emprise au sol n'excède pas 170 m².

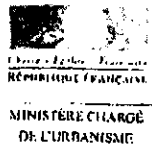
(Pour les constructions à usage agricole, ce plafond est porté à 800 m², et pour les serres de production dont le pied droit est d'une hauteur inférieure à 4 mètres, il est de 2.000 m² de surface hors-œuvre nette).

Délais et voies de recours : Le destinataire d'un certificat d'urbanisme qui en conteste le contenu peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification du certificat. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme lorsque le certificat est délivré par le Préfet.

Droits des tiers : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensaulement, de mitoyenneté ou de passage; règles figurant au cahier des charges du lotissement...), que le certificat d'urbanisme ne vérifie pas.

Sanctions en cas d'infraction :

- L'utilisation du sol en méconnaissance des règles d'urbanisme est punie d'une amende d'un minimum de 1200 € (Art. L 480-4 Code de l'urbanisme)
- La démolition des ouvrages ou la remise en état des lieux peut être également ordonnée



Imprimer
Enregistrer
Réinitialiser

M^e CONSTATANT
Pièce n° 5

Demande de Certificat d'urbanisme



1/4
N° 13410°02

- Connaître le droit de l'urbanisme applicable sur un terrain
- Savoir si l'opération que vous projetez est réalisable

CU 03034616 R 0026
La présente demande a été reçue à la mairie

le 26 04 2016



☐ a) Certificat d'urbanisme d'information

Indique les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain

☒ b) Certificat d'urbanisme opérationnel

Indique en outre si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée

Vous êtes un particulier

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

Vous êtes une personne morale

Dénomination : BEVEN IMMOBILIER

Raison sociale : SARL

N° SIRET : 52351882700028 Catégorie juridique : 6831

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☒

Nom : BEVEN

Prénom : YANNICK

Adresse : Numéro

Voie : RUE DU MOULIN D'AURE - ZAC DE L'ARNEDE

Lieu-dit :

Localité : REMOULINS

Code postal : 30210 BP : Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays :

Division territoriale

☒ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : BEVEN-IMMOBILIER @ ORANGE.FR

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4 - Le terrain

Localisation du (ou des) terrain(s)

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro

Voie : ROUTE DE MISSERAND

Lieu-dit

Localité : VERS PONT DU GARD

Code postal : 30210 BP : Cedex :

Références cadastrales : section et numéro* (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer les premières ci-dessous et les suivantes sur une feuille séparée) : B1076 B1077 B1078 B1080

Superficie du (ou des) terrain(s) (en m²) : 19594M²

* En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

5 - Cadre réservé à l'administration - Mairie -

Articles L.111-4 et R.410-13 du code de l'urbanisme

État des équipements publics existants

Observations :

Le terrain est-il déjà desservi ?

Équipements :

Voirie : Oui ☐ Non ☐Eau potable : Oui ☐ Non ☐Assainissement : Oui ☐ Non ☐Électricité : Oui ☐ Non ☐**État des équipements publics prévu**

La collectivité a-t-elle un projet de réalisation d'équipements publics desservant le terrain ?

Équipements	Par quel service ou concessionnaire ?		Avant le
Voirie	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Eau potable	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Assainissement	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Électricité	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	

Observations :

6 - Engagement du (ou des) demandeur(s)

Je certifie exactes les informations mentionnées ci-dessus.



Signature du (des) demandeur(s)

2 À REMOULINS

Le : 06 AVRIL 2016

Votre demande doit être établie en deux exemplaires pour un certificat d'urbanisme d'information ou quatre exemplaires pour un certificat d'urbanisme opérationnel. Elle doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe en périmètre protégé au titre des monuments historiques ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 8 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐



Note descriptive succincte du projet

Demande portant sur un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L.410-1b, si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée

I. Présentation de la zone concernée par le projet :

➤ Nature de la zone :

Le projet objet des présentes est situé dans une **zone UC du POS** de la commune de Vers Pont-du-Gard qui regroupe les zones d'urbanisation périphériques sous forme pavillonnaire. Sont autorisés dans cette zone « *les constructions à usage d'habitation et leurs annexes... réalisées individuellement ou dans le cadre d'opération d'ensemble (lotissement...)...* » (extrait du P.O.S de la commune de Vers Pont du Gard – Chapitre II – Zone UC).

➤ Description et situation des terrains concernées par la présente demande de CU :

Le projet concerne les parcelles suivantes (cf plan cadastral joint) :

- la partie de la parcelle B2157 située en zone UC,
- B1076,
- B1077,
- B1078,
- B1080.

La superficie totale de ces parcelles est de **19.594m²**.

Toutefois, le projet ne porte que sur une partie des parcelles énoncées supra. Plus précisément, il s'agit de la partie de la parcelle B2157 située en zone UC ainsi que les parcelles B1076, B1077, B1078 et B1080 dont le rattachement permettra d'obtenir des proportions de terrains homogènes, de réaliser les voiries, et l'aire de retournement nécessaire.

Accès, Réseau et voiries :

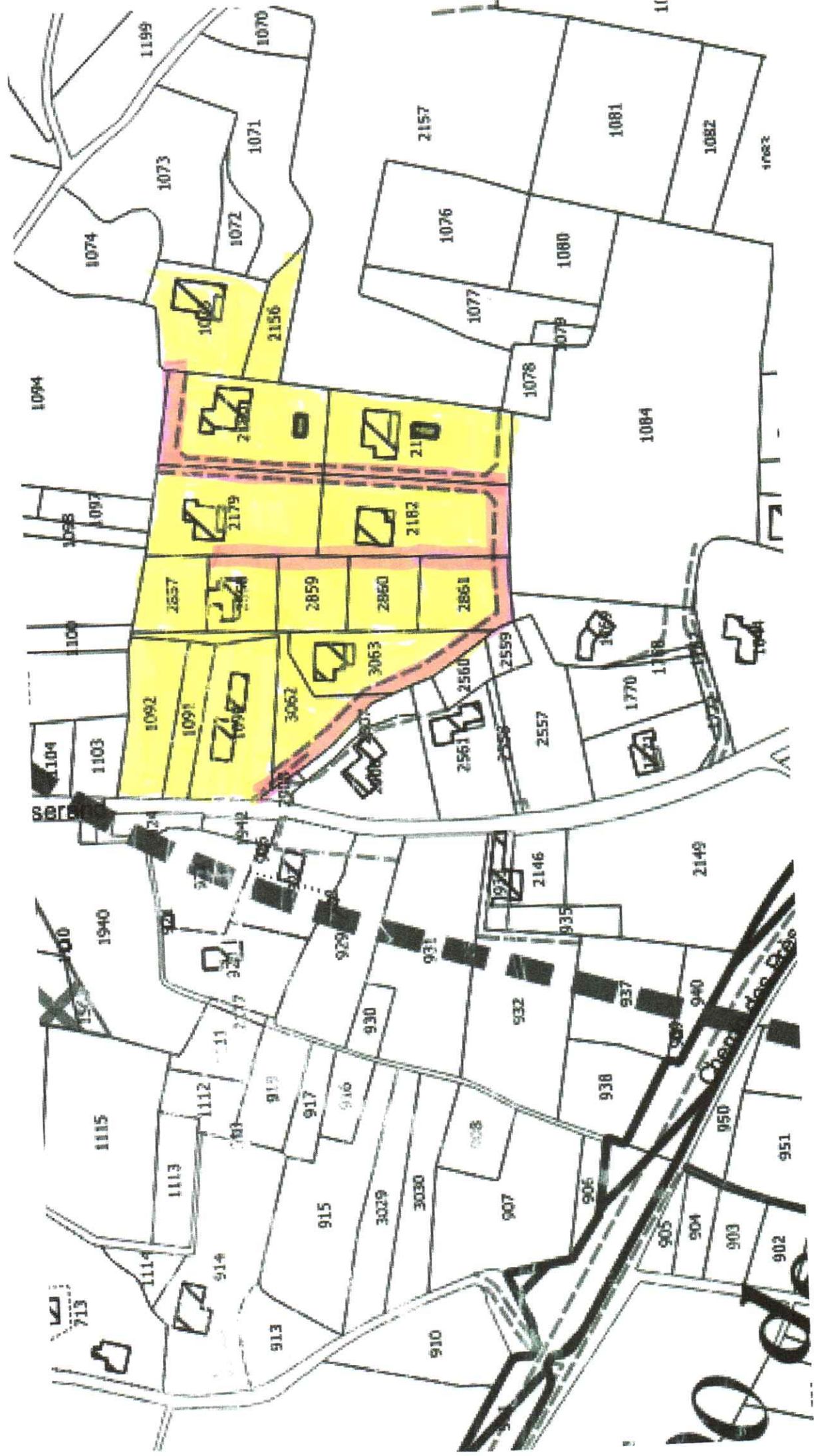
- Une voirie publique constituée par le chemin des vestiges Romains ainsi qu'un chemin privé à créer sur les parcelles B2157 et B1070.
- L'ensemble des réseaux EU, AEP, EDF et PTT sont présents en début de voie communale constituée par le chemin des vestiges Romains. L'extension des réseaux sur les parcelles concernées feront l'objet de travaux à la charge de la Commune.

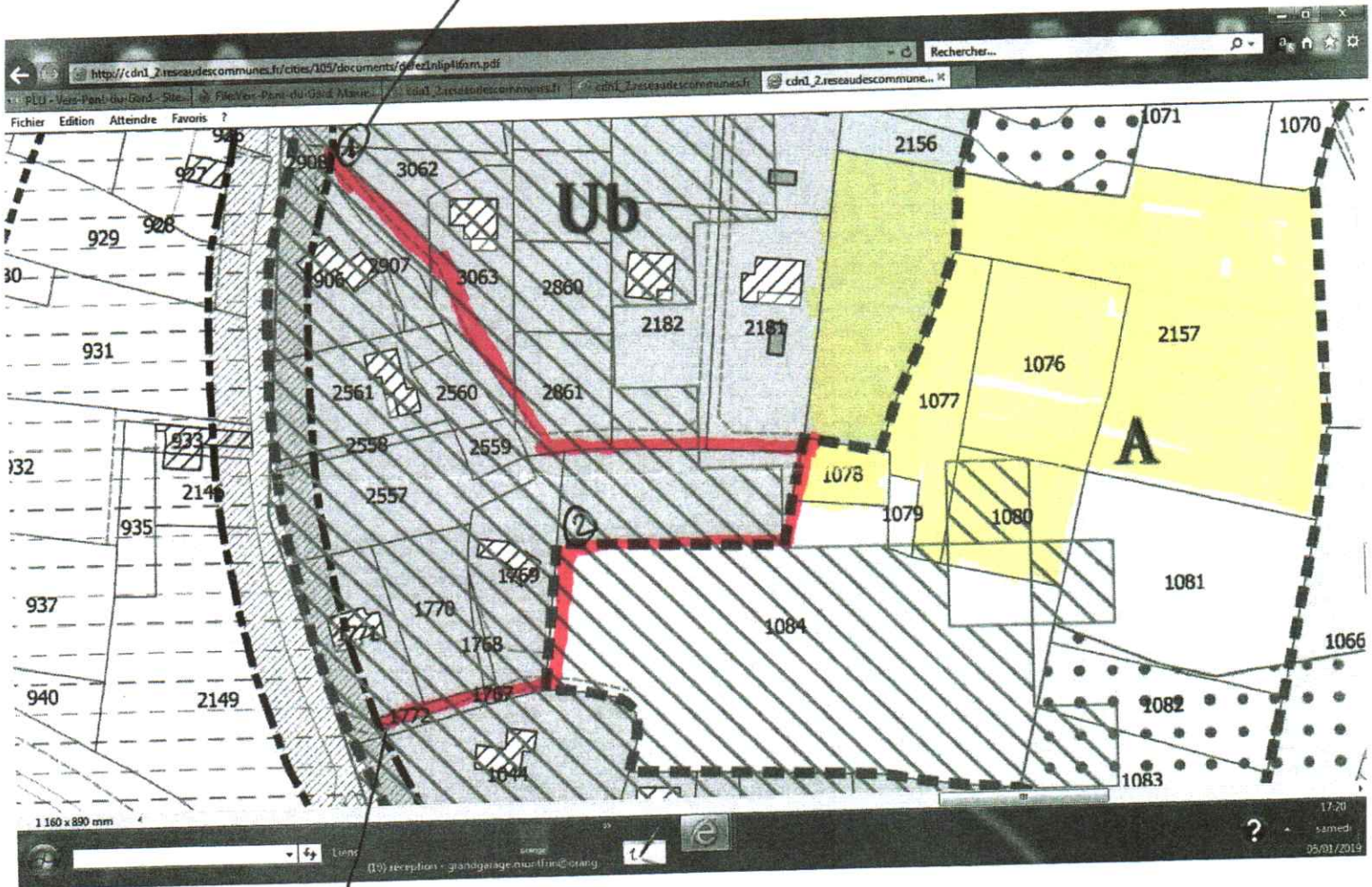
II. Description sommaire de l'opération projetée :

-Nature du projet :

Projet concernant la création de 3 terrains à bâtir, de surface de 800m² minimum, ayant un accès à partir de la voie communale désignée chemin des vestiges Romains 30210 Vers Pont du Gard, et du chemin privé à créer sur les parcelles B2157 et B1070.

Toutefois, conformément au Plan d'occupation en vigueur sur la commune, les surfaces minimales pour bâtir n'étant pas réglementées, le demandeur conservera la possibilité de déposer un permis d'aménager pour des surfaces de terrain supérieures..





Département
GARD

Commune :
VERS PONT DU GARD

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant
NIMES 2
67 RUE SALOMON REINACH 30032
30032 NIMES CEDEX 1
tél. 04.66.67.60.67 - fax 04.66.67.60.67
cdif.nimes-2@dgi.finances.gouv.fr

Section : B
Feuille : 000 B 03

Échelle d'origine : 1/2500
Échelle d'édition : 1/1000

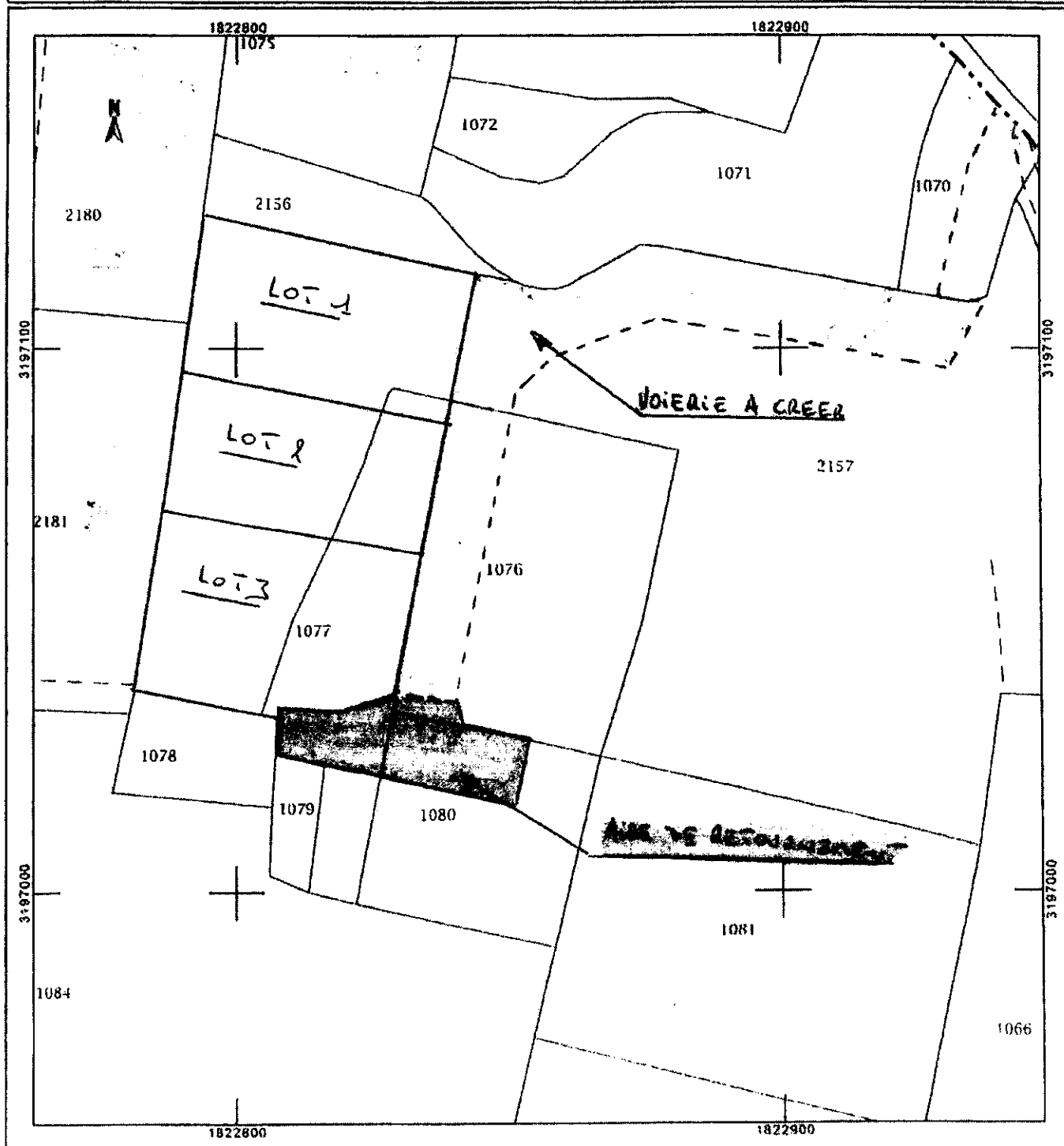
Date d'édition : 26/04/2016
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC44
©2014 Ministère des Finances et des
Comptes publics

ANNEXE 3 - PROJET
D'AMENAGEMENT.

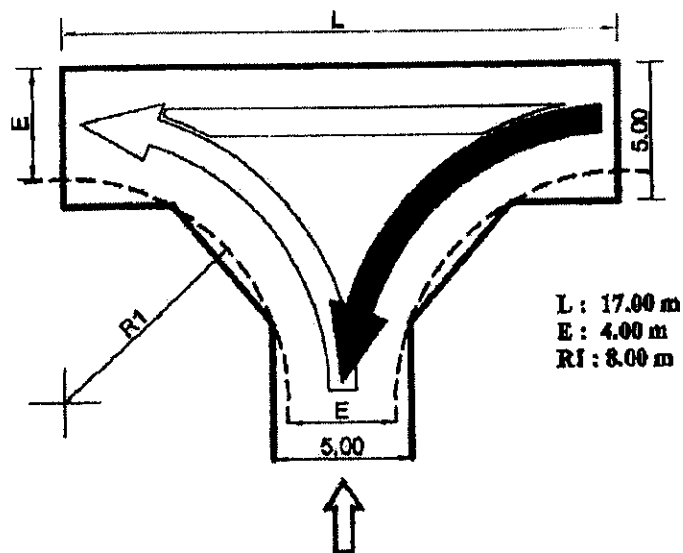
Cet extrait de plan vous est délivré par

cadastre.gouv.fr



ANNEXE IV: AIRES DE RETOURNEMENT

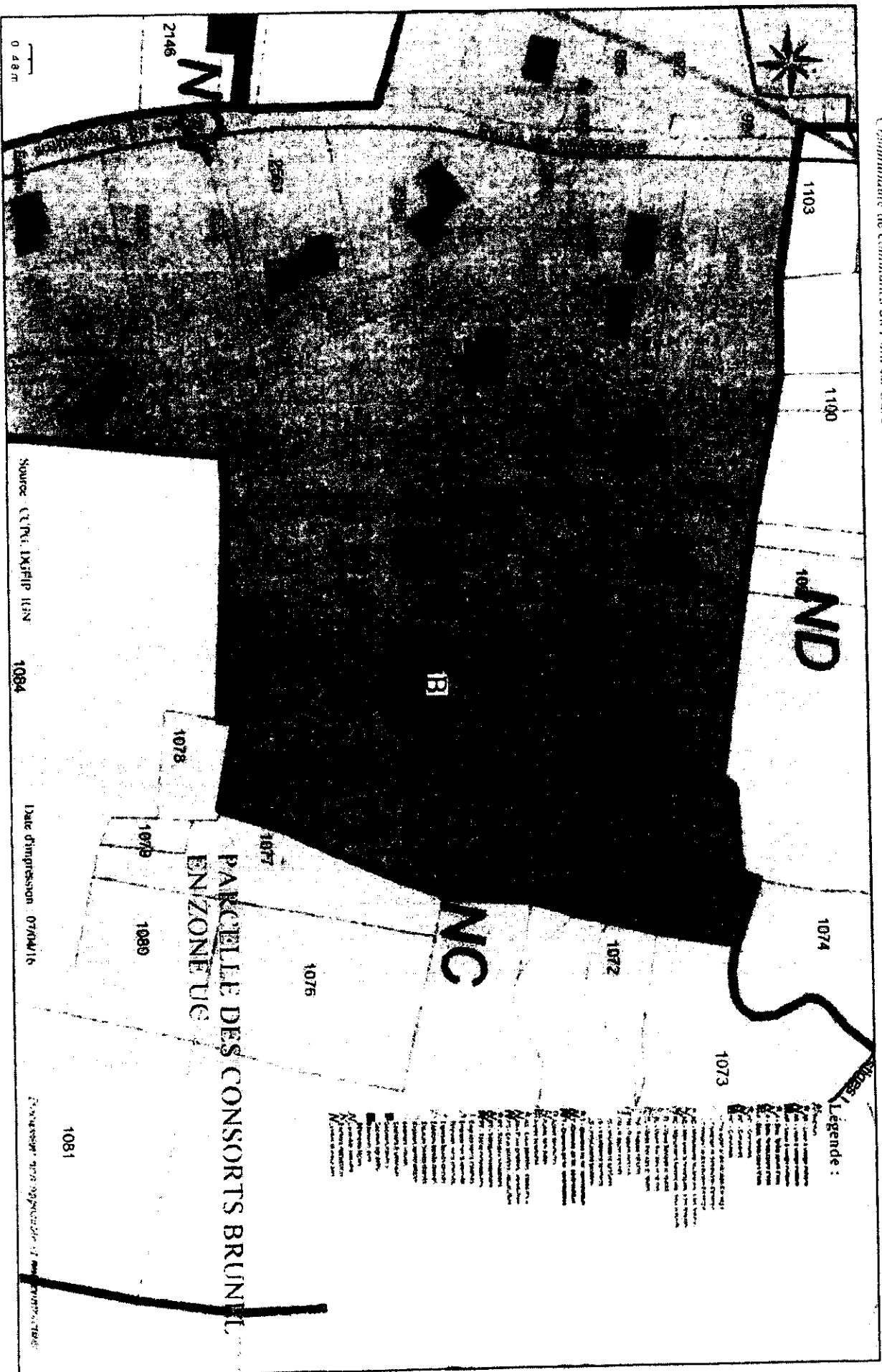
Vole en impasse en forme de T en bout.



Sans d'arrivée
des véhicules

Ech : 1/200

ANNEXE 5 CARTE DE ZONAGE



ERDF Accueil Urbanisme

Communauté de communes du Pont du Gard Service
urbanisme
21 bis Avenue du Pont du Gard
30210 REMOULINS

Télécopie : 04 88 78 80 02
Courriel : erdf-med-accueil-urbanisme@erdf-grdf.fr
Interlocuteur : anne lysian

Objet : Réponse pour un certificat d'urbanisme opérationnel.

Aix en Provence, le 02/08/2016

REQUÊTE

04 AOÛT 2016

Répondu le 02/08/2016

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction du certificat d'urbanisme opérationnel CU03034616R0026 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

Adresse : ROUTE DE MISSERAND
30210 VERS-PONT-DU-GARD
Référence cadastrale : Section B , Parcelle n° 1076-1077-1078-1080
Nom du demandeur : BEVEN YANNICK

Dans le cadre de l'instruction d'un certificat d'urbanisme opérationnel, Enedis indique « l'état des équipements publics existants ou prévus », selon l'article L410-1 alinéa b du Code de l'Urbanisme.

Pour répondre à votre demande, nous avons bien noté que l'opération prévoit d'alimenter une installation dont la puissance ne relève pas d'un branchement pour un particulier (donc d'une puissance supérieure à 12 kVA Monophasé ou 36 kVA Triphasé ou d'un ensemble de plusieurs lots).

De ce fait, l'étude électrique sera réalisée lors de l'instruction de l'autorisation d'urbanisme et des travaux d'extension de réseau électrique seront potentiellement nécessaires.

Le plan joint permet de situer le réseau public de distribution d'électricité par rapport à la parcelle.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos sincères salutations.

Votre conseiller

ERDF est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements, le dépannage 24h/24, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Elle est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

erdf.fr

ERDF Accueil Urbanisme
Languedoc Roussillon CS 10458 CEDEX 3
13592 Aix en Provence

ERDF - Électricité Réseau Distribution France
SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 euros
Tour ERDF - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
ERDF est certifié ISO 14001 pour l'environnement
ERDF-DIRAC-DOC-CU2.1bis V.1.0 Page 1/2



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Direction régionale des affaires culturelles de Languedoc-Roussillon
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Gard

Dossier suivi par : Jean-Pierre PRIBETICH

Objet : demande de certificat d'urbanisme

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU
PONT DU GARD
Service urbanisme
21 bis Avenue du Pont du Gard
30210 REMOULINS

A Nîmes, le 24/06/2016

numéro : cu34616R0026

adresse du projet : Route de Misserand 30210 VERS PONT DU
GARD

nature du projet :

déposé en mairie le : 26/04/2016

reçu au service le : 16/06/2016

servitudes liées au projet : Hors champ de visibilité de monuments
historiques - Vestiges archéol.aqueduc de Nîmes

demandeur :

SARL BEVEN IMMOBILIER (1899)
Rue du Moulin d'Aure
30210 REMOULINS


Vous m'avez transmis la demande de certificat d'urbanisme référencée ci-dessus. Je vous informe que l'architecte des Bâtiments de France n'a pas à être consulté à l'occasion d'une demande de certificat d'urbanisme.

Par ailleurs, en application du décret n°2010-633 du 8 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des affaires culturelles, cette demande appelle des recommandations ou des observations au titre du patrimoine, de l'architecture, de l'urbanisme ou du paysage :

L'architecte des bâtiments de France n'est pas opposé à la constructibilité de la parcelle.

Toutefois les futures constructions devront être en adéquation avec le bâti local (gabarit, aspects matériaux et teintes...) et faire par d'un traitement paysager particulier, afin de garantir leur insertion.

L'architecte des Bâtiments de France


Jean-Pierre PRIBETICH

AVIS SUR LES EQUIPEMENTS DESSERVANT LE TERRAIN



N° de dossier : CU 030 346 16 R0025 et CU 030 346 16 R0026

Adresse du projet : RTE DE MISSEMERAND
VERS PONT DU GARD

Communauté de Communes du Pont du Gard

21 bis avenue du Pont du Gard – BP 39

30210 REMOULINS

A Laudun l'Ardoise, le 20 Juillet 2016

Copie : Mairie, SIAEP PONT DU GARD

Réseau de distribution d'eau

Le terrain est raccordé en alimentation d'eau potable

☐ Oui

☒ Non

Est-il raccordable au réseau d'alimentation d'eau potable

☒ Oui

☐ Non

Adaptation du réseau par rapport aux besoins engendrés par le projet

☒ Bonne

☐ Insuffisante

☐ Mauvaise

Y a-t-il des problèmes particuliers ? Lesquels ?

Besoin d'une servitude de réseaux

Commentaires ou observation générale

BONNE RECEPTION

* Cet avis est donné à titre indicatif. Pour le raccordement au réseau, le pétitionnaire devra solliciter la société émettrice pour un devis.

1
COPIE

**ASSIGNATION DEVANT LE TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE NIMES**

L'AN DEUX MILLE DIX SEPT ET LE : **SIX MARS**

À LA REQUÊTE DE :

-Monsieur Jean-Charles BRUNEL né le 01/09/1966 à NIMES, de nationalité française, demeurant et domicilié 26 Rue de la Poste à VERS PONT DU GARD (30210)

-Madame Marie- Laurence BRUNEL née le 21/05/1965 à NIMES, de nationalité française domiciliée Chemin des Bracoules à VERS PONT DU GARD (30210).

Ayant pour Avocat **Brigitte MAURIN**, Avocat au Barreau Nîmes, demeurant 1, Place de La Maison Carrée, 30000 NIMES, Toque n° B19, Téléphone : 0466279728 - Fax : 0466279721.

Au Cabinet duquel il est fait élection de domicile et qui se constitue sur les présentes et ses suites,

J'AI, HUISSIER DE JUSTICE SOUSSIGNÉ

Nous, S.C.B. J. Christophe BERLAND,
Souscrit : M. HONNEAU, Cécile GEGFOUR
Associés de Justice Associés à UZÈS,
demeurant Av. Georges Pompidou
Les Jardins de la Bourgade - BP 46
Par deux soussignés.

DONNÉ ASSIGNATION À

-1-Madame Sylviane CIAMPI, née le 06/03/1965, à NIMES, de nationalité Française, demeurant et domiciliée 383 Route de Misserand 30210 VERS PONT DU GARD
Où étant et parlant à :

Par copie séparée

-2-Madame Fabienne CIAMPI épouse FERRIER, demeurant et domiciliée 383 Route de Misserand 30210 VERS PONT DU GARD.
Où étant et parlant à :

Par copie séparée

-3-Monsieur Cédric CIAMPI né le 02/02/1988 à NIMES, demeurant et domicilié 383 Route de Misserand 30210 VERS PONT DU GARD.
Où étant et parlant à :

Par copie séparée

-4-Monsieur Robert CIAMPI né le 16/09/1930 à REDESSAN demeurant et domicilié Route de Misserand 30210 VERS PONT DU GARD.
Où étant et parlant à :

Comme il est dit au procès-verbal de signification

-5-Madame Madeleine FESQUET épouse Robert CIAMPI née le 11/11/1937 à LE VIGAN, demeurant et domiciliée 383 Route de Misserand 30210 VERS PONT DU GARD.
Où étant et parlant à :

Par copie séparée

-6-Monsieur Christian CIAMPI né le 24/04/1958 à BEUCAIRE de nationalité française demeurant et domicilié 383 Route de Misserand 30210 VERS PONT DU GARD.
Où étant et parlant à :

Par copie séparée

D'AVOIR À COMPARAÎTRE :

Dans un délai de QUINZE JOURS à compter de la date du présent acte, à l'audience et par-devant Messieurs les Président et Juges composant le **Tribunal de Grande Instance de NIMES** siégeant au Palais de Justice de ladite ville sis Boulevard des Arènes, 30000 NIMES salle ordinaire des audiences, par ministère d'avocat constitué près dudit Tribunal.

TRÈS IMPORTANT

Dans les QUINZE JOURS de la date indiquée en tête du présent acte, sous réserve d'un allongement en raison de la distance, conformément aux articles 643 et 644 du Code de Procédure Civile, vous êtes tenu, en vertu de la loi, de charger un avocat au barreau NIMES ou des autres barreaux du ressort de la Cour d'Appel de NIMES sise Boulevard des Arènes 30000 NIMES, dont dépend le Tribunal saisi, mais seulement si vous n'entendez pas bénéficier de l'Aide Juridictionnelle ou que la présente affaire ne porte ni sur une saisie immobilière, ni sur un partage, ni dans les instances sur une licitation dans lesquelles il ne serait pas maître de l'affaire, chargé également d'assurer la plaidoirie ».

Article 5 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifié par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 :

« Les avocats exercent leur ministère et peuvent plaider sans limitation territoriale devant toutes les juridictions et organismes juridictionnels ou disciplinaires, sous les réserves prévues à l'article 4.

Ils peuvent postuler devant l'ensemble des Tribunaux de Grande Instance du ressort de la Cour d'Appel dans lequel ils ont établi leur résidence professionnelle et devant ladite Cour d'Appel.

Par dérogation au deuxième alinéa, les avocats ne peuvent postuler devant un autre tribunal que celui auprès duquel est établie leur résidence professionnelle ni dans le cadre des procédures de saisie immobilière, de partage et de licitation, ni au titre de l'Aide Juridictionnelle, ni dans les instances dans lesquelles ils ne seraient pas maîtres de l'affaire chargés également d'assurer la plaidoirie ».

Si vous ne le faites pas, vous vous exposez à ce qu'une décision soit rendue contre vous sur les seuls éléments fournis par votre adversaire.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de grande instance de leur domicile.

OBJET DE LA DEMANDE

RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCÉDURE

Les consorts BRUNEL sont propriétaires indivis de diverses parcelles de terre, d'un seul tenant, sur la commune de VERS PONT DU GARD (30210) cadastrées section B n°2157 ; 1077 et 1076, 1078 et 1080.

La parcelle B2157 est constructible est situé pour partie en zone UC du POS de la dite Commune dont la superficie suffisante permet aux Consorts BRUNEL d'envisager un projet de construction de plusieurs lots à bâtir (**Pièce n°1**).

Les autres parcelles appartenant aux Consorts BRUNEL sont situées en zone agricole.

Afin de parvenir à la réalisation de leur projet de construction, les Consorts BRUNEL ont déposé une demande de certificat d'Urbanisme dont l'accès aux terrains à bâtir était prévu à partir du chemin communal dit : « Chemin des Vestiges Romains ».(**Pièce ?**).

Ladite demande de certificat d'Urbanisme a fait l'objet d'un refus au motif que les voies d'accès et aires de retournement et voiries doivent être réalisées dans le seul périmètre constructible de l'opération en zone UC. (**Pièce n°9**).

Le règlement de la zone NC ne permet pas en effet la réalisation desdits équipements contraignant ces derniers à remanier leur projet, ainsi qu'il est précisé, aux termes de l'article 8 dudit certificat d'Urbanisme considérant que : « *cette zone n'a pas vocation à être constructible.* »

De fait, il apparaît que les dites parcelles se trouvent en l'état d'enclave n'ayant aucun accès direct sur la voie publique.

Cette situation est plus clairement exposée à la suite d'un Procès-verbal de constat dressé par Maître BERLAND, Huissier de Justice, en date du 17/05/2016, lequel établit la réalité de l'état d'enclave. (**Pièce n°2**).

Ce dernier précise en effet, que d'un côté la parcelle est accessible par un chemin communal non carrossable dénommé « Chemin des Vestiges Romains » et que de l'autre côté, existe un chemin de nature privative dont les lots mitoyens desservent l'accès à la parcelle B 2157.

- D'une part ledit Huissier de Justice a vérifié l'existence d'un chemin communal dénommée « Chemin des Vestige Romains » carrossable uniquement sur quelques centaines de mètres, lequel au fur à mesure de son déroulé, révèle une emprise de plus en plus étroite envahie de végétation (**Pièce n°2 pages 4 et 5**).

Les clichés photographiques joints audit Procès-verbal de constat démontrent l'étroitesse de son emprise pour devenir qu'un simple sentier non accessible par véhicule, envahi de pierres sèches par endroits, de talus et de végétations. (**pièces n°2 : Clichés 28 à 30**).

Il apparaît donc que cette issue est impraticable et ne bénéficie d'aucun réseau d'assainissement d'alimentation en eau potable, ni de réseau électrique et télécom.

- D'autre part, il est également observé par Maître BERLAND, en empruntant la route de Misserand, l'accès à un chemin privatif sur la gauche permettant de desservir plusieurs lots qui accueillent des bâtiments, *« Il s'agit d'un chemin de nature de terre et suffisamment large pour permettre la circulation de véhicules, serpente ainsi entre plusieurs propriétés bâties et ce sur une petite centaine de mètres (Pièces 2 Clichés 31 à 33). »*

Il apparaît qu'à la fin de se déroulé débouche directement sur la parcelle de l'indivision BRUNEL B2127.

Ce chemin privatif appartient à l'ensemble des Consorts CIAMPI, lesquels se refusent à accorder aux Consorts BRUNEL une servitude conventionnelle de passage pour accéder à leur propriété.

Il est avéré que la parcelle :

- 2181 appartient à Fabienne CIAMPI épouse FERRIER Bernard (**Pièce n°7-1**).
- 2182 appartient à Sylviane CIAMPI (**Pièce n°7-2**).
- 2861 appartient à Fabienne CIAMPI épouse FERRIER (**Pièce n°7-3**)
- 3063 appartient à Monsieur Cédric CIAMPI (**Pièce n°7-4**).
- 3062 appartient à Monsieur Christian CIAMPI et Monsieur et Madame Rober CIAMPI sont usufruitiers. (**Pièce n°7-5**).
- 1090 appartient à également aux Consorts Christian CIAMPI Robert CIAMPI et Mme FESQUET Madeleine (**Pièce n°7-6**).

Il apparaît que malgré démarches amiables entreprises tant par les Consorts BRUNEL eux même, que par leur conseil, il n'a été donné aucune suite favorable à leur démarche. (**Pièces 3 et 4-7**).

En vertu de l'article 682 du Code Civil : *« Le propriétaire dont les fonds sont enclavés et qui n'a sur la voie publique aucune issue, ou qu'une issue insuffisante, soit pour l'exploitation agricole, industrielle ou commerciale de sa propriété, soit pour la réalisation d'opérations de construction ou de lotissement, est fondé à réclamer sur les fonds de ses voisins un passage suffisant pour assurer la desserte complète de ses fonds, à charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner. »*

Il résulte ainsi, de la configuration des lieux en l'espèce, que les terres des Consorts BRUNEL n'ont aucune issue directe sur la voie publique.

Il vient d'être démontré, que les parcelles des requérants sont enclavées et que les Consorts BRUNEL sont bien fondés à demander l'application de l'article 682 sus visé.

En outre, il importe que l'assiette du passage qui sera déterminée puisse également être utilisée par les Consorts BRUNEL pour la pose des canalisations et branchements divers nécessaires aux besoins des constructions envisagées, qu'il s'agisse des conduites d'eau, des câbles électriques, téléphoniques ou télévisuels, lesquels sont accessibles **uniquement depuis la RD 227**.

Il est manifeste qu'une mesure d'expertise préalable et contradictoire s'impose afin d'établir au regard de ce qui précède, la meilleure solution technique et financière.

PAR CES MOTIFS

Vu les articles 682, 683 du Code Civil

Vu l'article 232 ; 233 et suivants du Code de procédure Civile.

-CONSTATER au vu du procès-verbal de Constat dressé par Maître BERLAND en date du 17/05/2016, que les parcelles BN 2157, 1077.1076, 1078.1080 appartenant aux Consorts BRUNEL sont en état d'enclave étant privées d'accès direct sur la voie publique.

-ORDONNER une mesure d'expertise contradictoire confiée à tel expert qu'il appartiendra afin de :

- convoquer les parties et entendre, recueillir leurs dires et leurs explications
- se faire remettre tout document utile à l'accomplissement de sa mission
- se rendre sur les lieux sis Route de Misserand à VERS PONT DU GARD
- les visiter
- décrire les lieux de façon à apprécier les limites de propriété et les différents passages permettant d'accéder aux parcelles appartenant à l'indivision BRUNEL.
- Donner au Tribunal les éléments permettant de dire si les parcelles B2157, B1076, B1077, B1078, B1080 sont enclavées.
- Si l'enclavement des parcelles est confirmé, de rechercher les solutions de désenclavement possible en privilégiant le trajet le plus court et le moins dommageable conformément aux dispositions de l'article 683 du Code Civil.
- Etablir un plan permettant de visualiser les solutions proposées pour desservir l'accès aux parcelles propriétés des Consorts BRUNEL sur la voie publique, ainsi que l'accès à l'ensemble des réseaux nécessaires.
- De rassembler les éléments nécessaires permettant à la juridiction de statuer sur l'indemnité qui pourrait être réclamée par les propriétaires des fonds sur lesquels l'assiette du passage sera établie et qui sera proportionnée au dommage qui peut être causé.
- D'une manière générale renseigner le Tribunal sur l'historique de l'organisation des parcelles, lui fournir tous éléments utiles à la solution du litige.

-CONDAMNER solidairement les parties succombantes à payer aux consorts BRUNEL la somme de 2500 euros au titre de l'article 700 du C.P.C.

-CONDAMNER solidairement les parties succombantes aux entiers dépens d'instance comprenant en outre les frais d'expertise, le constat de Me BERLAND Huissier de Justice avec distraction au profit de Maître Brigitte MAURIN, Avocat, 1 Place de la Maison Carrée à NIMES.

**SOUS TOUTES RESERVES
DONT ACTE**

COUT :

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES

1. Plans de situation des lieux
2. Procès-verbal de Constat du 17/05/2016
3. Lettre de l'indivision BRUNEL à M et Mme CIAMPI Robert du 16/09/2015
4. Réponse de M et Mme FERRIER Bernard du 25/09/2015
5. Extrait du plan cadastral
6. Note descriptive succincte du projet des Cts BRUNEL
7. -Lettres de M^oMAURIN à l'ensemble des consorts CIAMPI du 4/11/2016 (n°7-1 à 7-5)
8. Justificatif cadastral
9. Demande de certificat d'urbanisme N° CU03034616R0026 et certificat négatif du 30/08/2016

SCP J-Ch BERLAND S.MICHONNEAU
C. DESFOUR
Huissiers de Justice Associés
Les Jardins de la Bourgade
Avenue Georges Pompidou
BP 62046 - 30702 UZES Cedex

Références : C002732 / 852 / DC

SIGNIFICATION DE L'ACTE

Cet acte a été remis au destinataire dans les conditions indiquées ci-dessous d'une croix, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

☐ par l'Huissier de Justice.
☒ par un clerc assermenté.

Affaire : Monsieur BRUNEL Jean-Charles
Nom de l'acte : 536 ASSIGN. TGI
Signifié à : Monsieur CIAMPI Robert

REMISE A PERSONNE

- ☐ Au DESTINATAIRE ainsi déclaré, j'ai rencontré ce dernier à qui j'ai remis copie de l'acte PERSONNE PHYSIQUE
- ☐ A M. PERSONNE MORALE
Qualité qui a déclaré être habilité à recevoir l'acte
- ☐ Au DOMICILE ELU, à M. qui a donné visa.
Qualité
- La lettre prévue par l'art.658 du C.P.C. a été adressée avec une copie de l'acte le premier jour ouvrable suivant la date du présent acte.

REMISE A DOMICILE, A RESIDENCE

- Les circonstances rendant impossible la signification à personne, l'acte a été remis sous enveloppe fermée ne portant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte et de l'autre, le cachet de l'Huissier apposé sur la fermeture du pli.
- ☒ A une PERSONNE PRESENTE à son domicile.
☒ M. *Ciampi Robert*
Qualité *Propriétaire* qui a accepté de recevoir l'acte.
- un avis de passage a été laissé au domicile et la lettre prévue par l'art 658 du C.P.C. avec la copie de l'acte a été adressée le premier jour ouvrable suivant la date du présent acte.

DEPOT A L'ETUDE

- ☐ N'ayant pu, lors de mon passage, avoir aucune indication sur le lieu où rencontrer le destinataire de l'acte, ces circonstances rendant impossible la remise à personne, ou à une personne présente acceptant de recevoir, et vérifications faites que le destinataire est domicilié à l'adresse indiquée suivant les éléments indiqués ci-après, la copie du présent acte a été déposée en notre étude sous enveloppe fermée ne portant d'autre indication que d'un côté, les nom et adresse du destinataire de l'acte et de l'autre côté, le cachet de l'Huissier de Justice apposé sur la fermeture du pli. Un avis de passage daté a été laissé ce jour au domicile conformément à l'article 656 du C.P.C. et la lettre prévue par l'article 658 du C.P.C. comportant les mêmes mentions que l'avis de passage et rappelant les dispositions du dernier alinéa de l'article 656 du C.P.C. a été adressée au destinataire avec copie de l'acte de signification au plus tard le premier jour ouvrable suivant la date du présent.
- Les circonstances rendant impossible la signification à personne ou à domicile :
- ☐ l'intéressé est absent ☐ la personne présente refuse l'acte ☐ autre

DETAIL DES VERIFICATIONS

- ☐ Tableau des occupants ☐ Boîtes aux lettres ☐ Porte de l'appartement
☐ Voisin ☐ Gardien ☐ Commerçant ☐ Autre :

PERQUISITION

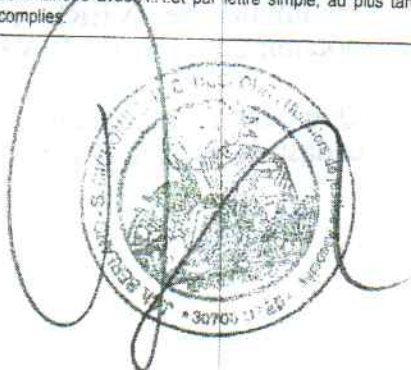
- N'ayant pu trouver l'intéressé, et après avoir effectué diverses recherches, il s'est avéré que le destinataire HABITAIT ACTUELLEMENT :
- ☐ Ne pouvant régulariser l'acte à cette adresse, je l'ai converti en P.V. de PERQUISITION que j'ai signé pour servir et valoir ce que de droit.
- ☐ Le destinataire est actuellement sans domicile ni résidence connus. En conséquence, un P.V. de Recherche sera dressé en vertu de l'art.659 du C.P.C. et la notification sera faite à l'ancien domicile connu par lettre recommandée avec A.R. et par lettre simple, au plus tard le premier jour ouvrable suivant, après que les investigations prévues à l'art 659 soient accomplies.

COUT ACTE

EMOLUMENT ART. R444-3	36,46
D.E.P. Art A444-15	
FRAIS DE DEPLACEMENT	7,67
HT	44,13
TVA 20,00 %	8,83
TAXE FORFAITAIRE Art 302 bis Y CGI	14,89
F.CORRESP	
TTC (1)	67,85
FRAIS POSTAUX	15,60
F.CORRESP	
TTC (2)	83,45

Tous les paragraphes non marqués d'une croix sont réputés NON ECRITS.
Le présent acte comporte 7 feuilles.

Visa par l'HUISSIER de JUSTICE des mentions relatives à la signification.



Coralie DESFOUR

SCP
Jean-Christophe BERLAND
Sylviane MICHONNEAU
Coralie DESFOUR
Huissiers de Justice associés
Avenue Georges POMPIDOU
Les Jardins de la Bourgade
BP 46
30702 UZES Cedex

SECOND ORIGINAL



PROCES -VERBAL DE CONSTAT

L'AN DEUX MILLE SEIZE

ET LE DIX-SEPT MAI

A LA DEMANDE DE :

L'INDIVISION BRUNEL, laquelle se compose de madame BRUNEL Marie-Laurence, née le 21 mai 1965 à NIMES, de nationalité Française domiciliée Chemin des Bracoules à VERS PONT DU GARD (30210), de monsieur BRUNEL Jean-Charles, né le 01 septembre 1966 à NIMES, de nationalité Française domicilié 26 rue de la Poste à VERS PONT DU GARD (30210), Ladite indivision étant représentée par Monsieur Jean-Charles BRUNEL domicilié ès-qualité à son adresse, ci-dessus indiquée.

Elisant domicile en mon étude.

LAQUELLE M'A EXPOSE :

Que suite au décès de leur ayant droit, les membres de l'indivision sont propriétaires d'un certain nombre de parcelles de terre sur la commune de VERS PONT DU GARD (30210), cadastrées notamment sections B N° 2157 - 1077 et 1076.

Que parmi ces parcelles, certaine dont notamment la plus importante cadastrée section B N° 2157, est pour partie constructible.

Que dans cette logique, l'indivision requérante a souhaité constituer trois lots à bâtir.

Que toutefois, ladite parcelle se trouve enclavée, accessible actuellement par un chemin communal non carrossable.
(voir en annexe pièce N°1).

Qu'il existe néanmoins un autre chemin, de nature privative et qui dessert d'autres lots mitoyens de la parcelle B 2157.

Malgré ce, les propriétaires de ce dernier accès refusent obstinément d'accorder une servitude conventionnelle.

Que devant cet état de fait et surtout devant l'impossibilité de pouvoir accéder normalement à la parcelle B2157, les membres de l'indivision requérante ont souhaité que soit établi ce jour un constat concernant notamment les possibilités d'accès à leur fonds.

C'est pourquoi, déférant à cette réquisition,

Je, soussigné, Maître Jean-Christophe BERLAND, Huissier de Justice, membre de la S.C.P Jean-Christophe BERLAND - Sylviane MICHONNEAU - Coralie DESFOUR, Huissiers de Justice associés à la résidence d'UZES, y domiciliés, avenue Georges POMPIDOU - Les Jardins de la Bourgade,

Certifie m'être transporté ce jour sur la commune de VERS PONT DU GARD (30210), où là étant en présence de Monsieur BEVEN, Gérant de l'agence immobilière éponyme et représentant les intérêts de l'Indivision,

J'ai procédé aux constatations suivantes :

De prime abord, en compagnie de Monsieur BEVEN, je me suis rendu sur le chemin communal, celui-là même qui depuis le centre du village, permet à pied de pouvoir desservir les parcelles de l'indivision requérante, et notamment la parcelle n° B 2157.

En l'espèce, il s'agit du chemin communal dit « *chemin des Vestiges Romains* ».

Il s'agit d'une voirie située relativement loin du centre du village et qui accueille en tout et pour tout quelques rares habitations en milieu diffus.

Sur les premières centaines de mètres, le chemin arbore en surface un enrobé goudron déjà ancien ; les bas-côtés sont envahis par du tout-venant sous forme de graviers et par de nombreuses herbes folles.

Le chemin sur ses premières centaines de mètres dessert en tout et pour tout une maison sur son côté droit et trois maisons sur son côté gauche ; à noter également que l'essentiel des maisons concentrées sur le côté gauche voient leurs accès véhicules et principaux sur la voirie parallèle au chemin des Vestiges Romains.
(voir en annexe photos 1 et 2).

Ces quelques premières centaines de mètres très rapidement passées, le chemin amorce une légère descente et voit son enrobé goudron disparaître au profit de terre battue et compactée.

A noter également que la plaque marquant le tout à l'égout située bien en amont marque également la fin de l'emplacement du réseau des eaux usées.
(voir en annexe photos 3 et 4).

Très rapidement côté gauche, apparaît un vieil édifice sous forme d'un muret en nature de pierres sèches, manifestement ancien. Les surfaces des pierres sont tout à la fois érodées et je note l'absence systémique de tout joint.
(voir en annexe photo 5).

Côté droit, c'est un fossé prononcé qui se situe à l'aplomb même de la surface du chemin.
(voir en annexe photo 6).

Sur cette première partie du chemin, l'emprise au sol s'établit peu ou prou à un maximum de 2,80 m.

Au bout de quelques dizaines de mètres, alors même que nous passons un portail situé sur la gauche et portant le n° 185, le chemin des Vestiges Romains continue son déroulé. Toutefois, son emprise au sol diminue alors même que sur son côté droit, le talus qui surplombe le fossé s'accroît.
(voir en annexe photo 7).

De part et d'autre, une végétation tout à la fois dense et non entretenue pousse en toute liberté.

A ce niveau-là, l'emprise au sol a fortement diminué puisque nous nous situons au niveau du sol, enrobé en nature de terre compactée, sur moins de deux mètres de large.

Le chemin se déploie ainsi et désormais sur plusieurs centaines de mètres ; un premier embranchement est visible côté droit et porte l'étiquette « *Chez Michou* ».
(voir en annexe photos 8 et 9).

Le chemin continue sa progression alors même que son emprise au sol est désormais très étroite, puisque largement inférieure à 1,50 m de large.
(voir en annexe photos 10 et 11).

Je note également la réapparition côté gauche, mais également côté droit, de murets en nature de pierres sèches qui, de fait, diminuent d'autant l'emprise au sol.
D'autre part, la même végétation dense et épaisse, prospère sur les deux côtés.
(voir en annexe photos 12 à 15).

Je peux ainsi déambuler sur plusieurs dizaines de mètres entre des haies des chênes, qui se voient agrémentés à la base du chemin par des murets en nature de pierres sèches et anciens.
C'est ainsi que côté gauche, le muret initialement bas se révèle désormais rehaussé ; il est toutefois pour partie éboulé.
Côté droit, ce n'est plus un fossé mais un talus désormais qui domine le périmètre extérieur du chemin toujours aussi petit et dont l'emprise au sol s'établit très largement à moins de 1,80 m.
(voir en annexe photos 16 à 18).

Derrière le parement extérieur du muret, mais également sur le talus, la végétation sous forme d'arbres, notamment chênes blancs et chênes kermès, continuent de prospérer.

A noter également que de chaque côté du chemin, il s'agit de terrains privés.

Côté gauche, le muret en nature de pierres sèches perdure alors même que côté droit, à un moment donné, une trouée au niveau de la végétation apparaît.
Toutefois, l'emprise au sol du chemin est toujours aussi peu conséquente, s'établissant à largement moins de 2 m.
(voir en annexe photos 19 et 20).

Cette trouée côté droit laisse toutefois place assez rapidement, au bout de quelques mètres, à nouveau à des arbres qui prospèrent sur le bas-côté du chemin, alors même que côté gauche, c'est toujours le même type de végétation dense caractéristique de la forêt méditerranéenne ou de la garrigue qui continue de fait de prospérer.
(voir en annexe photos 21 à 27).

Cet état de fait se répercute *in extenso* sur les dizaines de mètres suivants, ceux-là même qui permettent par la suite de pouvoir accéder après une ligne d'arbres (chênes) à la parcelle cadastrée section B n° 2157.

Côté gauche, nous trouvons toujours et encore le même muret ancien de pierres sèches, qui délimite de fait une partie du périmètre extérieur du chemin ; sa hauteur varie en fonction des éboulements anciens ou récents.

Côté droit, c'est une végétation tout aussi dense et importante qui délimite le côté ainsi opposé.
(voir photos 24 à 27).

Enfin, côté droit, au bout de plusieurs dizaines de mètres, une trouée permet d'avoir une vue sur la parcelle n° 2157. Celle-ci se situe au-delà de la ligne des chênes blancs ou kermès qui marquent le périmètre extérieur de ladite parcelle.

Celle-ci depuis le chemin est accessible mais il faut néanmoins franchir un talus, puis une bande de terre plate laquelle enfin mène ainsi à la frondaison des arbres.
(voir en annexe photos 28 à 30).

Ceci fait, j'ai emprunté par la suite la route de Misserand, celle-là même qui depuis la sortie du centre du village, permet de déboucher sur le rond-point menant au pont du Gard.

Depuis cette route de Misserand, un chemin privatif sur la gauche permet de desservir plusieurs lots qui accueillent des bâtiments.

Ce chemin en nature de terre, suffisamment large pour permettre la circulation de véhicules, serpente ainsi entre plusieurs propriétés bâties et ce sur une petite centaine de mètres.
(voir en annexe photos 31 à 33).

A la fin de son déroulé, ce chemin débouche directement sur la parcelle de l'Indivision BRUNEL.
(voir en annexe photos 34 et 35).

Plus haut, au-dessus de cette même parcelle, j'aperçois la ligne d'arbres précitée en nature de chênes qui marquait la limite extérieure côté chemin des Vestiges Romains sur lequel j'ai commencé mes constatations.
(voir en annexe photo 36).

N'ayant plus d'autres constatations à effectuer, je me suis alors retiré afin que de dresser le présent procès-verbal de constat pour servir et valoir ce que de droit.

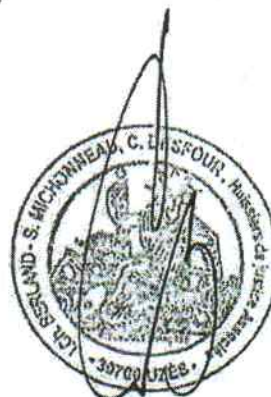
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

cadastre.gouv.fr
2014 Ministère des Finances et des Comptes
publics



COUT :

Droits fixes Art. 6	.....	270,00 €
Photographies	.....	36,00 €
Frais de déplacement Art. 18	.....	7,67 €
		<hr/>
Sous total HT	.....	313,67 €
TVA 20 %	.....	62,73 €
Taxe fiscale Art. 20	.....	0,00 €
Débours photographies	.....	0,00 €
Retour débours	.....	2,60 €
		<hr/>
<u>TOTAL TTC</u>	.....	379,00 €



al

17/11/23 10:25

Parcelle Zone UBa 999 Mateo

à : urbanisme@vers-pontdugard.fr

Bonjour Madame

Suite à notre entretien du jeudi 16/11, comme prévu nous tenons à vous présenter notre questionnement et incompréhension concernant la Parcelle 999 nous appartenant et située en prolongement de nos Parcelles 1580 et 1581, afin d'en faire part à la personne en charge du PLU et au Commissaire Enquêteur.

En effet dans le projet du nouveau PLU la parcelle 999 sort de la zone constructible alors qu'elle se trouvait en zone UBa dans le PLU existant. La parcelle 999 n'est pas enclavée et est accessible par notre propriété et est donc raccordable sur notre installation d'assainissement ou nouvelle installation si besoin.

Une autre question est que dans le nouveau PLU certaines parcelles qui étaient en Zone UBa passent en Zone UB, La Zone UBa concernaient les terrains non raccordables aux installations d'assainissement collectifs et étaient régies par des règles particulières concernant la typologie du terrain, la gestion du pluvial, les distances à respecter en bordure et entre propriétés, etc etc

Notre village est concerné par l'obligation de débroussaillage des zones exposées aux incendies de forêt, le fait d'autoriser les constructions à 2 mètres des limites séparatives au lieu de 4 mètres ne va-t-il pas à l'encontre des risques encourus dans ces zones boisées du village ?

Les règles concernant ces terrains restent-elles les mêmes ou deviennent-elles celles de la zone UB et dans ce cas qu'est-ce qui justifie ces changements alors qu'aucuns aménagements n'ont été réalisés à notre connaissance ?


Merci de prendre en compte et faire suivre nos questionnements

Cordialement

Mr et Mme Mateo Alain
54, Impasse des Bracoules
30210 Vers Pont du Gard

tel 06 18 28 69 58

Email : almateo@wanadoo.fr

Annexe à l'observation de Mr HATEO
les de repamener du 20/05/2024


PIECE 1 bis-a-
PAPIER

LISTE DES SIGNATAIRES SUR FEUILLE PAPIER AU 20/05/2024

N° Feuille	N° ligne	CODE signature Papier	NOM Prénom	COMMUNE	Départ	ADRESSE MAIL	TELEPHONE	COMMENTAIRE	Date enregist.
1	1	P	BOUCHET Marie	Vers-Pont du Gard	30	bouchet.marie@yahoo.fr	06 76 36 88 28		01/01/2023
1	2	P	BOREL Hans	Vers-Pont du Gard	30				02/01/2023
2	3	P	BENAC Monique	Vers-Pont du Gard	30		06 38 65 04 63		03/01/2023
2	4	P	BENAC Henri-Paul	Vers-Pont du Gard	30		06 38 65 04 63		04/01/2023
3	5	P	REBUFFAT Bernadette	Vers-Pont du Gard	30	grebuffat@aol.com	06 09 89 67 46		05/01/2023
3	6	P	REBUFFAT Gérard	Vers-Pont du Gard	30	grebuffat@aol.com	06 09 89 67 46		06/01/2023
4	7	P	FRASSE-MATHON Nicole	Vers-Pont du Gard	30				07/01/2023
4	8	P	FRASSE-MATHON Jean Louis	Vers-Pont du Gard	30				08/01/2023
5	9	P	FAÏSSE Evelyne	St Quentin la Porterie	30				09/01/2023
5	10	P	FLANDIN Jean Yves	Castillon du Gard	30				10/01/2023
5	11	P	FRALISSE Colette	Uzès	30				11/01/2023
6	12	P	GRALL Jean	Nîmes	30	jeangrall@icloud.com			12/01/2023
6	13	P	GRALL Danielle	Nîmes	30	danielle.grall@icloud.com			13/01/2023
7	14	P	DAVIAU Luc	Le Thor	84				14/01/2023
7	15	P	MOREAU Serge	St Hilaire d'Ozilhan	30				15/01/2023
7	16	P	MOREAU Jean Baptiste	St Hilaire d'Ozilhan	30				16/01/2023
8	17	P	AUDIBERT Michel	Vers-Pont du Gard	30	mipsic@sfr.fr			17/01/2023
8	18	P	AUDIBERT Pascale	Vers-Pont du Gard	30	pascale.audibert@sfr.fr			18/01/2023
9	19	P	MOREAU Annie	St Hilaire d'Ozilhan	30				19/01/2023
10	20	P	SOLVIGNON Loïc	Vers-Pont du Gard	30	l.solvignon@orange.fr	06 67 22 50 62		20/01/2023
10	21	P	SOLVIGNON Valérie	Vers-Pont du Gard	30	va.thomas@neuf.fr			21/01/2023

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALSENIERE A VERS-PONT DU GARD

10	22	P	SOLVIGNON Arnaud	Vers-Pont du Gard	30	arnaud.solvignon@gmail.com		22/01/2023
11	23	P	MARLAN Denise	Vers-Pont du Gard	30		06 86 73 80 80	23/01/2023
11	24	P	FENNINGER Christian	Vers-Pont du Gard	30	chrfenninger@aol.com		24/01/2023
12	25	P	TARDIF Véronique	Vers-Pont du Gard	30		06 85 47 38 74	25/01/2023
12	26	P	ROZAN Fabien	Vers-Pont du Gard	30		06 62 00 06 61	26/01/2023
13	27	P	LE PEURIEN Alain	Vers-Pont du Gard	30			27/01/2023
<p>Ex entrepreneur de maçonnerie à Vers, retraits, ma maison aux 4 arcades sruplombe la vigne au Nord</p>								
14	28	P	ANDRE Roselyne	Vers-Pont du Gard	30	roselyne.andre2@orange.fr	06 12 75 43 64	28/01/2023
<p>Je ne permets de donner mon avis sur ce projet. Il sera difficile de l'interdire complètement, de le retarder peut-être. Par contre, il faut exiger que ce lotissement soit fait dans le respect de l'environnement qui l'entoure, avec, non pas 10/12 maisons mais 4/5, que le terrain soit arboré pour qu'il s'intègre dans le cadre où il doit être, que cela ne ressemble pas à ces lotissements où les maisons sont les unes sur les autres faisant penser à des constructions de logements sociaux.</p>								
15	29	P	TRONVO Vincent	Vers-Pont du Gard	30			29/01/2023
16	30	P	BENAC Laurent	Vers-Pont du Gard	30	l.benac@laposte.net	06 62 01 49 56	30/01/2023
17	31	P	JABOULAY Clara	Marseille	13	clarajab12@gmail.com	06 51 63 44 73	31/01/2023
17	32	P	ROLLERS Thomas	Marseille	13		06 45 60 81 96	31/01/2023
17	33	P	CAPITANT Samuel	Marseille	13	capitant.samuel@gmail.com	06 26 25 54 39	31/01/2023
18	34	P	LAFFARE Thomas	Mondragon	84	thomas.laffare@gmail.com	06 81 57 54 05	31/01/2023
18	35	P	CALVET Pablo	Mondragon	84	pablocalvet13@gmail.com	06 71 10 89 70	31/01/2023
18	36	P	CALVET Ana	Mondragon	84	anacalvet13@gmail.com	07 88 06 40 38	31/01/2023
19	37	P	MOLLARD ROSSI Sylvie	Vers-Pont du Gard	30	symo@wanadoo.fr		31/01/2023
20	38	P	FELIZIA Jean-Laurent	Le Lavandou	83	ecolif83@free.fr	06 81 03 12 21	31/01/2023
<p>Secrétaire Régional EELV PACA Conseiller Régional</p>								

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALSENIERE A VERS-PONT DU GARD

20	39	P	JACOB Catherine	La Crau	83	jacob.catherine@sf.fr	06 14 99 61 65		31/01/2023
20	40	P	HOGUET Antoine	Bornes-les-Mimosas	83	hoguet.antoine95@gmail.com	06 46 23 23 20		31/01/2023
21	41	P	ROSSELLI Josiane	Marseille	13	l.rosselli@laposte.net	06 22 94 39 18	quel dommage de polluer un site pareil	31/01/2023
21	42	P	LEGRAND Jean Claude	Marseille	13		09 88 07 97 48	Je connais très bien le village et cette entrée. C'est déplorable de bétonner cet endroit	31/01/2023
22	43	P	TURIION Casimir	Vers-Pont du Gard	30				31/01/2023
22	44	P	PERIN Chantal	Vers-Pont du Gard	30				31/01/2023
22	45	P	PERIN Michel	Vers-Pont du Gard	30				31/01/2023
22	46	P	PERNOT Lucienne	Vers-Pont du Gard	30				31/01/2023
22	47	P	GOYI Juan	Vers-Pont du Gard	30				31/01/2023
23	48	P	NICOLAS Jean-Christophe	Fournès	30				31/01/2023
23	49	P	NICOLAS Chantal	Fournès	30				31/01/2023
23	50	P	JOLLIET Axelle	Vers-Pont du Gard	30				31/01/2023
23	51	P	JOFFRE Jérôme	Collas	30				31/01/2023
23	52	P	CLARK Maria	Vers-Pont du Gard	30				31/01/2023
24	53	P	PRADE Céline	Castillon du Gard	30				31/01/2023
24	54	P	CHIARA Enrico	Pietra Ligure	Italie				31/01/2023
24	55	P	MAHE Catherine	Remoulins	30				31/01/2023
24	56	P	GROS Ulysse	Remoulins	30				31/01/2023
24	57	P	TURIION Nestor	Vers-Pont du Gard	30				31/01/2023
25	58	P	GNAEDINGER Eva	Vers-Pont du Gard	30		06 30 61 94 32	signature refaite sur le site Pétition en ligne déduite du décompte papier	31/01/2023
26	59	P	SA Sandrine	Vers-Pont du Gard	30	sandrinesa74@yahoo.fr	06 87 41 95 45		31/01/2023
26	60	P	SA Paulette	Vers-Pont du Gard	30	sa.paulette@orange.fr	06 79 96 56 67		31/01/2023
26	61	P	LUCAS Veronique	Melesse	35	veronique.lucas35@yahoo.fr	06 63 85 07 78		31/01/2023

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALSENIERE A VERS-PONT DU GARD

27	52	P	TENIERE Eve	Vers-Pont du Gard	30	eve.teniere@gmail.com	06 08 64 30 73	31/01/2023
27	63	P	TENIERE Paul	Vers-Pont du Gard	30			31/01/2023
28	64	P	SABATIER Geneviève	Nîmes	30	gsabatie@laposte.net		31/01/2023
28	65	P	PASCAL Eve	Nîmes	30	eve.pascal30@hotmail.fr		31/01/2023
28	66	P	SALA Marie Christine	Nîmes	30	abidian54@hotmail.fr		31/01/2023
28	67	P	LAURENT Josiane	Nîmes	30	josylaur30@gmail.com		31/01/2023
28	68	P	LAURENS PETRUCCI Andrée	Nîmes	30	alor.30@gmail.com		31/01/2023
29	69	P	JULIEN Marie Pierre	Avignon	84	marie-pierre.julien@orange.fr	06 84 25 83 38	31/01/2023
30	70	P	BRUNEL Jean Marc	Garrigues Ste Eulalie	30	jm.brunel30@laposte.net	04 66 63 87 37	31/01/2023
30	71	P	BRUNEL GASQUET Pascale	Garrigues Ste Eulalie	30	pascalie-b-brunel@orange.fr	04 66 63 87 37	31/01/2023
31	72	P	SABIN Katia	Vers-Pont du Gard	30			31/01/2023
31	73	P	CESAR Robert	Fournès	30			31/01/2023
31	74	P	CHRETIEN Vincent	Collas	30			31/01/2023
32-1	75	P	CUENOT Gabriel	Vers-Pont du Gard	30	cuenotgabriel30@gmail.com	06 20 69 33 63	01/02/2023
32-2	76	P	PIBRE Caroline	St-Hilaire d'Ozilhan	30	caroline-pibre@hotmail.fr	06 58 92 60 10	02/02/2023
32-2	77	P	SOULIER Guillaume	St-Hilaire d'Ozilhan	30	g.soulierlapierre@gmail.com	06 68 82 96 72	03/02/2023
32-2	78	P	MARY Julien	Vers-Pont du Gard	30	julien.mary24@gmail.com	07 78 38 00 02	04/02/2023
32-2	79	P	CAZIER Guillaume	St-Hilaire d'Ozilhan	30	guillaumecazier@ecmmail.fr	06 78 24 76 60	05/02/2023
32-2	80	P	LLAMAS Lisa	Collas	30	llamas.lisa@hotmail.fr	06 10 13 78 90	06/02/2023
32-2	81	P	BREGHELLI Davide	Rochefort du Gard	30	ve.spa77@gmail.com	06 12 02 19 44	07/02/2023
32-2	82	P	BRET Benjamin	Vers-Pont du Gard	30	benjamin.bret@outlook.fr		08/02/2023
32-2	83	P	GIBERT Christophe	Vers-Pont du Gard	30			09/02/2023
32-3	84	P	CHAUME Patricia	Vers-Pont du Gard	30			10/02/2023
32-3	85	P	MACHARD Jacline	Vers-Pont du Gard	30		06 84 57 96 49	11/02/2023
33	86	P	LAURIOL Daniel	Nîmes	30	daniel.lauriol@gmail.com		12/02/2023

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALENIERE A VERS-PONT DU GARD

33	87	P	LAURIOL Nicole	Nîmes	30	nicolelauriol@hotmail.fr			13/02/2023
34	88	P	KREPS Brigitte	Uzès	30		06 18 74 61 37		14/02/2023
34	89	P	KREPS Jean	Uzès	30	kreps@wanadoo.fr			15/02/2023
34	90	P	PIGEARD de GURBERT Denise	Vers-Pont du Gard	30				16/02/2023
34	91	P	BOUQUIN Michelle	Uzès	30		06 72 15 77 63		17/02/2023
35	92	P	BODART Patrice	Vers-Pont du Gard	30				18/02/2023
36	93	P	BEQUEREAU Patrick	Alès	30		06 69 39 30 85		19/02/2023
36	94	P	ZUCCO Laura	Mazamet	81		06 62 74 93 33		20/02/2023
36	95	P	LAVOISIER Marc	Mazamet	81		06 61 49 95 78		21/02/2023
37	96	P	WANKE Martine	Buxy	71		06 87 85 16 63		22/02/2023
37	97	P	GUILLOT Jacques	Buxy	71		06 32 15 40 98		23/02/2023
38	98	P	FRAYSSE Marie-Noëlle	DAVAYE	71	michanel@gmail.com	06 58 32 47 96		24/02/2023
39	99	P	ROSSI Philippe	Vers-Pont du Gard	30	rossi.porte@orange.fr	06 73 49 36 99		25/02/2023
39	100	P	ROSSI Claudine	Vers-Pont du Gard	30	rossi.porte@orange.fr			26/02/2023
40	101	P	REINNEIS Jacques	Vers-Pont du Gard	30		04 66 22 93 20		27/02/2023
41	102	P	CASTELNAU Laila	Nîmes	30	laila.castelnaud@gmail.com			01/03/2023
42	103	P	AILGILLON Bernard	Les Mages	30		06 63 75 02 97		02/03/2023
42	104	P	TERME Hélène	Alès	30		06 45 65 16 10		03/03/2023
43	105	P	AYME Maryse	Vers-Pont du Gard	30		06 50 52 51 86		04/03/2023
44	106	P	DE LA VAISSIERE François	Vernon	27	fdelavaissiere@orange.fr			05/03/2023
44	107	P	DE LA VAISSIERE Edith	Vernon	27				06/03/2023
45	108	P	GOLL-LARNAC Christa	Castillon du Gard	30	christa-roll@orange.fr			07/03/2023
46	109	P	CECCARINI Françoise	Nîmes	30	ceccarini.fran@hotmail.fr	06 17 14 28 10		08/03/2023
46	110	P	ABELLA Jean-Pierre	La Grande Motte	30	jpabella@live.fr	06 32 66 60 20		09/03/2023
47	111	P	TIEBOT Philippe	Arpailhargues	30	ptiebot@free.fr			27/04/2023

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALSENIERE A VERS-PONT DU GARD

47	112	P	GOEMAN Danielle	Arpaillargues	30	danielle.goeman@dartvbox.com		27/04/2023
48	113	P	BERNARD Pauline	Vers-Pont du Gard	30	pauline.bernarddsa@gmail.com	Conservatrice Réserve Naturelle Régionale des gorges du Gardon Sanilhac (CEN Occitanie)	27/04/2023
49	114	P	COSTE Pierre-Emmanuel	Vers-Pont du Gard	30	pe.coste@yahoo.fr		02/05/2023
49	115	P	FOURNIER Médélie	Vers-Pont du Gard	30	medelie.fournier@yahoo.fr		02/05/2023
50	116	P	MERMILLOND Valérie	Vers-Pont du Gard	30			11/05/2023
50	117	P	LEDENT Bénédicte	Vers-Pont du Gard	30			11/05/2023
50	118	P	BODART Christophe	Vers-Pont du Gard	30			11/05/2023
51	119	P	PERRET Claudia	Avignon	84	claudiamaxica@gmail.com		11/05/2023
51	120	P	TALON Amaria	Vers-Pont du Gard	30			11/05/2023
52	121	P	MUSIAL Geoffray	St Hippolyte de Caton	30	geoffray.musial@hotmail.fr	Géologue Musée Archéologique de Nîmes puis école des Mines Alès	15/06/2023
53	122	P	GUELFUCCI Thierry	Les Angles	30	guelfucci@wanadoo.fr		03/07/2023
53	123	P	FAVIER Cosima	Les Angles	30			03/07/2023
54	124	P	SAUZE Rolande	Vers-Pont du Gard	30			24/03/2024
55	125	P	TERMOZ Frédérique	Vers-Pont du Gard	30			19/05/2024
55	126	P	VIENNOT Yvette	Vers-Pont du Gard	30			19/05/2024
55	127	P	AVRIL Marie-Andrée	Vers-Pont du Gard	30			19/05/2024
55	128	P	LOPEZ Joseline	Vers-Pont du Gard	30			19/05/2024
55	129	P	BREUIL Chantal	Vers-Pont du Gard	30			19/05/2024
55	130	P	REBUFFAT Floriane	Vers-Pont du Gard	30			19/05/2024
129 signatures validées								

LISTE DES SIGNATAIRES EN LIGNE Y COMPRIS LES ANONYMES AVEC LEURS COMMENTAIRES SUR LE SITE "PETITION EN LIGNE" AU 20/05/2024

N° Ligne	CODE signatures en ligne	CODE Signatures Anonymes	NOM Prénom	COMMUNE	Départ	ADRESSE MAIL	COMMENTAIRE	Date enregist
1	L		SOUTHGATE Brian		30	brian.southgate99@gmail.com	We must protect our historical legacies	02/01/2023
2	L		LARGIER Marie Laure	Vers-Pont du Gard	30	largier.marie laure@gmail.com	Projet destructeur et incohérent qui détruirait de façon irréversible l'entrée historique du village.	02/01/2023
3	L		CORBIER Marion	Collas	30	marioncorbier@yahoo.fr		02/01/2023
4	L			Alès	30			02/01/2023
5	L		MANCHES Grégory	Uzès	30	gregorymanches@yahoo.fr		02/01/2023
6	L	C		Vers-Pont du Gard	30		Nous ne voulons pas voir l'identité de notre village "souillée" pardon des lotissements, voir se dégrader les habitats des animaux.....	02/01/2023
7	L		BREUILLE Emilie	Appoligny	89	embreuille@gmail.com		02/01/2023
8	L		PELOUX Ludvine	Vers-Pont du Gard	30	lloukawai@gmail.com		02/01/2023
9	L		PILLON Gisèle	Remoulins	30	g.pillon@wanadoo.fr		02/01/2023
10	L	C		Vers-Pont du Gard	30			02/01/2023
11	L	C		Vers-Pont du Gard	30			02/01/2023
12	L	C		Vers-Pont du Gard	30		Enrichir l'unique propriétaire de ce terrain.	02/01/2023
13	L		LÉPINE Régis	Auxerre	89	r2akoncept@gmail.com		03/01/2023
14	L		MARONAT Cathy	Domazan	30	catherine.maronat@gmail.com		03/01/2023
15	L		ESSON Cindy	St Hilaire d'Ozilhan	30	esson.cindy@orange.fr		03/01/2023
16	L		VERNET Bruno	Vers-Pont du Gard	30	mavence3030@outlook.fr	Un lotissement n a rien à faire la	03/01/2023
17	L		ECHEVARD Stéphane	Vers-Pont du Gard	30	stephane.echevard@yahoo.fr		03/01/2023
18	L	C		Vers-Pont du Gard	30			03/01/2023
19	L	C		Vers-Pont du Gard	30		J' habite juste à côté ! Le serais en première ligne concerné par ce projet.	03/01/2023
20	L		FAUCHER René	Sernhac	30	renedugard@hotmail.fr		03/01/2023
21	L	C		Vers-Pont du Gard	30			03/01/2023

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALSENIERE A VERS-PONT DU GARD

22	L	C	Vers-Pont du Gard	30	Il y a bien assez de place ailleurs, cette vigne permet une vue dégagée fort sympathique.	03/01/2023
23	L		SERRE Karine Vers-Pont du Gard	30	karineserre@yahoo.fr	03/01/2023
24	L	C	Vers-Pont du Gard	30	Je signe contre cette idée saugrenu. Pourquoi prendre le risque de perdre l'âme du village qui je trouve fait beaucoup moins "rêver" une fois qu'on y vit!	03/01/2023
25	L		ARNAUD Jennifer Vers-Pont du Gard	30	jenyar241685@gmail.com	03/01/2023
26	L		TURCQ Christelle Fournès	30	chris.turcq.mony@gmail.com	03/01/2023
27	L	C	Vers-Pont du Gard	30		03/01/2023
28	L		GIROD Ariane Vers-Pont du Gard	30	ariane.girod@club-internet.fr	03/01/2023
29	L	C	Vers-Pont du Gard	30	J'y habite, je refuse que des parcelles agricole soit supprimées de plus c'est un espace historique d'une grande valeur pour le secteur	03/01/2023
30	L	C	Vers-Pont du Gard	30		03/01/2023
31	L		GUINEL Leslie Vers-Pont du Gard	30	leslieg_2810@hotmail.fr	03/01/2023
32	L	C	Vers-Pont du Gard	30	Je suis contre ce projet qui dénature l'entrée du village	03/01/2023
33	L	C	Vers-Pont du Gard	30	Je signe !	03/01/2023
34	L		BRUNEL Sandrine Blauzac	30	sandorinsama@gmail.com	03/01/2023
35	L		CALIEZ Bernard Xac Lillie	59	bernard.caliez@numericable.fr	03/01/2023
36	L	C	Vers-Pont du Gard	30		03/01/2023
37	L		MOREAU Micheline Vers-Pont du Gard	30	micheline.moreau620@orange.fr	03/01/2023
38	L		GRAVIER Christophe Domazan	30	christdu0713@hotmail.fr	03/01/2023
39	L	C	Vers-Pont du Gard	30		03/01/2023
40	L	C	Vers-Pont du Gard	30		03/01/2023
41	L		MASSY Frédérique Castillon du Gard	30	massyfrederique@gmail.com	03/01/2023
42	L		GRIVET Dominique St Hilaire d'Ozilhan	30	doudou_84@hotmail.fr	03/01/2023

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALSENIERE A VERS-PONT DU GARD

43	L	CREUSOT Chantal	Uzès	30	chantal.creusot1952@gmail.com	Il est temps de ne plus faire n'importe quoi.	03/01/2023
44	L	RODRIGUEZ Françoise	Vers-Pont du Gard	30	francoise.rodriguez@club-internet.fr		03/01/2023
45	L	MOINE Daniel	Vers-Pont du Gard	30	danielmoine12@gmail.com		03/01/2023
46	L	C	Vers-Pont du Gard	30			03/01/2023
47	L	FRASSACARO Angélique	Vers-Pont du Gard	30	a.frassacaro@laposte.net		03/01/2023
48	L	RODRIGUEZ Jean Paul	Vers-Pont du Gard	30	jeanpaul.rod@free.fr	Ce projet de lotissement ne sert qu'à remplir le futur groupe scolaire - moche et démesuré - dont une classe risque encore de fermer. Vers Pont-du-Gard perdra un peu plus de son cachet et de son originalité et deviendra peu à peu un village dortoir. Ce village a de moins en moins d'âme, sans compter les nuisances vis à vis de la biodiversité.	03/01/2023
49	L	MAGUIRE Murielle	Valliguières	30	murielle.maguire@gmail.com		03/01/2023
50	L	FACCHINETTI Alice	Villeneuve les Avignon	30	alice.facchinetti@free.fr	Il faut arrêter de détruire notre patrimoine, notre biodiversité et cesser de bétonner à tout crin	03/01/2023
51	L	RIESEN Didier	Castillon du Gard	30	didierriesen@gmail.com	Les élus sont supposés avoir une vision à long terme du développement de leurs territoires en intégrant le changement climatique et la nécessité, entre autres, de préserver les terres agricoles. Qu'un élu raisonne en promoteur immobilier n'est pas vraiment une nouveauté mais de plus en plus insoutenable voir insupportable !	04/01/2023
52	L	MOREAU Sylvette	Le Thor	84	sylvette.moreau@laposte.net	Originnaire du village, je trouve l'emplacement de ce projet inapproprié pour des raisons esthétiques et environnementales, comme déjà décrit dans le texte de la pétition. Par ailleurs, la sécurité dans ce virage est problématique et ce terrain en surplomb présente déjà des risques d'instabilité.	04/01/2023
53	L	MICHAUD Nathalie	AMILLY	45	nathalie.452470@gmail.com		04/01/2023
54	L	PICANDET Bernard	Vers-Pont du Gard	30	bernard.picandet@gmail.com	Pour la sauvegarde du caractère de ce village	04/01/2023
55	L	C	Vers-Pont du Gard	30			04/01/2023
56	L	GILLET Françoise	Eaubonne	95	francoisegillet04@gmail.com	Conservation du paysage de cette magnifique région. La préserver	04/01/2023
57	L	NAPOLITANO Mickael	Beaucaire	30	magalinapolitano@hotmail.com	Oui comme d'habitude comme dans toute les villes ou villages sa parle de lotissement mais au final sa sera des logements sociaux donc laisser un peu de terrain au lieu de continuer à faire du béton sérieux l'argent il y a que sa qui content	04/01/2023
58	L	ARAR Fanny	Vers-Pont du Gard	30	ararfanny1@gmail.com		04/01/2023

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALENIERE A VERS-PONT DU GARD

59	L		MOREAU Jean Claude	Vers-Pont du Gard	30	mjclaudus@gmail.com		04/01/2023
60	L		BOULEAU Marie Hélène	Le Havre	76	mhbouleau@yahoo.fr		04/01/2023
61	L		TROMBERT Francis	Nîmes	30	trombert.francis@yahoo.fr	Ce projet menace de défigurer notre village de façon irréversible	04/01/2023
62	L	C		Sernhac	30		Je trouve sa inacceptable de détruite des vignes et de faire un lotissements pour avoir plus d habitants !!	04/01/2023
63	L		BLACHERE Muriel	Nîmes	30	meirlu@yahoo.fr		04/01/2023
64	L	C		Remoulins	30			04/01/2023
65	L	C		Ormy	89			04/01/2023
66	L		DERDEVET Sophie	Vers-Pont du Gard	30	sophie.derdevet@laposte.net		04/01/2023
67	L	C		Vers-Pont du Gard	30			04/01/2023
68	L		JOLIVET LEQUIN Agnès	St Denis	93	a.jolivet-lequien@hotmail.fr		04/01/2023
69	L		BREUILLE Martine	Chichery	89	marbeu@hotmail.fr		04/01/2023
70	L		CANO Christine	Nîmes	30	christine.canoclemente@gmail.com		04/01/2023
71	L	C		Montfrin	30		Il ne faut pas détruire les vestiges de notre histoire. La lône c'est toute mon enfance. Comment peut on imaginer un projet aussi absurde	04/01/2023
72	L		HERMAN Clémence	Nant	12	clemenceherman@laposte.net		05/01/2023
73	L		ROUBINEAU Alain	Nîmes	30	alain.roubineau@gmail.com		05/01/2023
74	L		LEMEUX Marion	Ormy	89	marion.lemieux@gmail.com		05/01/2023
75	L		BAUQUE Anne	Le Thor	84	anne.bauque@hotmail.fr		05/01/2023
76	L		MARION Didier	Cruviers Lascours	30	leschevauxdaqu@orange.fr	Payzan, je considère que l'artificialisation massive des sols est une catastrophe écologique et à long terme économique.	05/01/2023
77	L		TROUVE Séverine	Vers-Pont du Gard	30	severine-trouve@orange.fr		05/01/2023
78	L	C		Landebeaeron	22			06/01/2023
79	L		MIALLE Isabelle	Vers-Pont du Gard	30	mialleisabelle@orange.fr		06/01/2023
80	L		LILLAND Amy	Vers-Pont du Gard	30	gramiere@gmail.com		06/01/2023

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALSENIERE A VERS-PONT DU GARD

81	L		FONTAUILLE Christian	Nîmes	30	fontaUILle.christian3@gmail.com	J ai vécu sur les terres de vers ou j'y ai user mes premiers pantalons , Je je ne souhaite pas que mon village natal ressemble à la ville ou je vie actuellement.	06/01/2023
82	L	C		Wimille	59			06/01/2023
83	L		CARON Jean Pierre	La Bastide d'Engras	30	jeanpierrcaron1963@gmail.com	Trop de béton, pas assez d'eau l'été , pollution, veut ont devenir une région parisienne bis?	06/01/2023
84	L		GRIMAUD Madeleine	La Motte d'Aigues	84	madvego@live.fr		06/01/2023
85	L	C		Vers-Pont du Gard	30			06/01/2023
86	L		VANDERBEEKEN Didier	Vers-Pont du Gard	30	contact@acing-composites.eu	J aimerais que mon village ne soit pas une zone d'urbanisme à outrance, qu'aux abords de notre commune on retrouve vignes et cultures qui on fait la vie de notre village. Mairie de supporter des constructions accueillies les unes aux autres sur des bouts de terrains ridicules en m2 type "jardins de Montèzes", Ca suffit de ces lotissements !!!!!	06/01/2023
87	L		SANCHEZ Claude	St Bonnet du Gard	30	claudes3019@gmail.com	Ce projet est une immense atteinte à l'identité de ce village.	06/01/2023
88	L		PHILIP Enzo	Nîmes	30	enzophilip30@gmail.com		06/01/2023
89	L		ROMPTEAU Emilie	Vers-Pont du Gard	30	emilie.rompseau@gmail.com		08/01/2023
90	L		SEMPERE Patrick	Marseille	13	patricksempere13008@gmail.com		08/01/2023
91	L		FENNINGER Christian	Vers-Pont du Gard	30	chrfeinninger@aol.com	Je partage pleinement les motivations de cette petition	08/01/2023
92	L		RAGOT Gilles	Arpailhagues	30	gillesragot@hotmail.fr		08/01/2023
93	L		DEROS Simone	Caveirac	30	simone.deros@orange.fr		09/01/2023
94	L		MARAN Denise	Vers-Pont du Gard	30	denise.maran@orange.fr	Je souhaite que Vers ne soit pas défiguré	09/01/2023
95	L	C		Nîmes	30			09/01/2023
96	L	C		Le Havre	76		Je signe car mon oncle habite à vers pond du Gard et que je suis pour la préservation de ce patrimoine. Il serait dommage de gâcher dénaturer la beauré de cette région.	09/01/2023
97	L	C		Colombes	92			09/01/2023
98	L		CONAN Pierre	Le Conquet	29	pierreconan@gmail.com		10/01/2023

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALSENIERE A VERS-PONT DU GARD

99	L	GAIDO Denyse	Uzès	30	denyse.bg@gmail.com	Je connais cette vigne et le beau paysage de Vers que l'artificialisation de nos sols est une catastrophe écologique	11/01/2023
100	L	BARNES Martin	Vers-Pont du Gard	30	flatmartin@yahoo.com		11/01/2023
101	L	C	Vers-Pont du Gard	30			11/01/2023
102	L	C	Entraigues	84			11/01/2023
103	L	POINSOT Iléna	Vers-Pont du Gard	30	poinsoitlena@gmail.com		11/01/2023
104	L	C	St Quentin la Poterie	30			11/01/2023
105	L	C	Uzès	30			11/01/2023
106	L	LIENHARD Françoise	Gajan	30	f.lienhard.etv@gmail.com		11/01/2023
107	L	LORENZO Sophie	Bollène	84	lorenzo.s@hotmail.fr		11/01/2023
108	L	BLANCHARD Mireille	Vers-Pont du Gard	30	jmbianchard30@orange.fr		12/01/2023
109	L	CLARK Philippe	Vers-Pont du Gard	30	philippe.clark@sky.com		12/01/2023
110	L	VAN OENE Dorothea	Vers-Pont du Gard	30	gitededorith@hotmail.com	C'est un projet trop ambitieux pour ce petit village, ça va changer la belle caractère pittoresque. C'est aussi mégalomane que l'école...	13/01/2023
111	L	HOEPFFNER Joëlle	Vers-Pont du Gard	30	joelle.hoeppfner@gmail.com	Je signe parce que nous sommes voisins de cette parcelle, nous n'avons pas été consultés, aucun visuel ou descriptif du projet n'est visible.	14/01/2023
112	L	GODART Marion	Vers-Pont du Gard	30	marion.c.godart@gmail.com	Ce programme immobilier va tout simplement défigurer un village paisible au charme incontestable.	14/01/2023
113	L	ROUXEL Vanessa	Marseille	13	vanessa.rouxel@hotmail.fr	Je viens régulièrement en vacances au village, quelle catastrophe cela serait si le paysage était défiguré!!	15/01/2023
114	L	DE LORLOR Beatrice	Marseille	13	beadelorlor@yahoo.fr		15/01/2023
115	L	TARDIF Véronique	Vers-Pont du Gard	30	veronique.tardif@wanadoo.fr		15/01/2023
116	L	DE LORLOR Eric	Vers-Pont du Gard	30	eric.delorlor@yahoo.fr		15/01/2023
117	L	PAYAN Gilles	Vers-Pont du Gard	30	payan.gilles0047@orange.fr		15/01/2023
118	L	DARGERV Nathalie	St Jean de Chevelu	73	nathalie.dargery@hotmail.fr		15/01/2023
119	L	GRANDEAN Hélène	Paris	75	hgrandjean@brandetsens.com	J'aime ce village même si je n'habite plus Uzès. Des amis y habitent.	15/01/2023
120	L	ALLARD Louise	Vers-Pont du Gard	30	louiseallard@protonmail.com		16/01/2023

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALSENIERE A VERS-PONT DU GARD

121	L		DE LORIOU Gauthier	Marseille	13	gaut0013@hotmail.com		16/01/2023
122	L	C		Versailles	78			16/01/2023
123	L		ROSSIGNOL Isabelle	Vers-Pont du Gard	30	ysabel.rossignol@gmail.com	ce projet va "défigurer" au vitriol ce qui fait la beauté et le charme de ce village. Ne devenons pas une cité d'ortoir sans âme sous l'égide de la rentabilité. Préservons cette qualité de vie pour l'humain mais aussi tout notre environnement naturel ! arrêtons de bétonner !	16/01/2023
124	L		DE LORIOU Prune	Marseille	13	prunedelorio@gmail.com		16/01/2023
125	L		HOEFFNER Mélanie	Paris	75	melia.hoeffner@wanadoo.fr	C'est un champ, laissons de la place à la nature !	16/01/2023
126	L		DE LORIOU Charlotte	Marseille	13	delorlochardotte@yahoo.fr		16/01/2023
127	L		DE LORIOU Anaïs	Marseille	13	anaisdellorio@gmail.com		16/01/2023
128	L		RAYNAUD Gilbert	Bornes les Mimosas	83	gil.raynaud@st-fr	Connaissant très bien Vers Pont du Gard, l'entrée de ce village est si joli, il serait si dommage de détériorer cet accès.	16/01/2023
129	L		SMITH CHAIGNEAU Anthony	Vers-Pont du Gard	30	a.smith-chaigneau@orange.fr		16/01/2023
130	L		BENAC Elise	Vers-Pont du Gard	30	artemise02@yahoo.fr	Je défend mon environnement et mon village	17/01/2023
131	L	C		Nîmes	30			18/01/2023
132	L		LAZARE Michèle	Vers-Pont du Gard	30	bernard.ferrier8@orange.fr		19/01/2023
133	L		FERRIER Fabienne	Vers-Pont du Gard	30	christophe.ferrier32@orange.fr	Arrêtons de construire sur des parcelles ridicules	19/01/2023
134	L	C		Vers-Pont du Gard	30			19/01/2023
135	L	C		Brain sur Allionnes	49		Je signe car je connais Vers et je considère que il y a déjà assez de constructions	19/01/2023
136	L		CIAMPI Sandra	Vers-Pont du Gard	30	sandra.cimpi@yahoo.fr		20/01/2023
137	L		CIAMPI Sylviane	Vers-Pont du Gard	30	sandra.cimpi79@gmail.com		20/01/2023
138	L	C		Vers-Pont du Gard	30			20/01/2023
139	L		DE SAINTEFOY Emmanuel	Vers-Pont du Gard	30	emldst@orange.fr	Ce projet de lotissement à l'entrée même du vieux village risque de dénaturer le vieux centre. De plus, la vue sur la vallée du Gardon, superbe à l'entrée du village, sera amenée à disparaître. Enfin, la circulation sera rendue encore un peu plus compliquée du centre vers le lavour de Misserand.	22/01/2023
140	L		HERETIGUAN Laurie	Marseille	13	laurie.tarigos@gmail.com	On ne peut pas détruire un paysage agricole pour des constructions	22/01/2023

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALSENIERE A VERS-PONT DU GARD

141	L		CHAIX Antoine	Sanilhac - Sagriès	30	atnchv@gmail.com	Parce que le concept de lotissement est incroyablement énergivore et condamne des espaces naturels en espaces artificiels. Zone natura 2000 à proximité.	22/01/2023
142	L	C		Vers-Pont du Gard	30		Trop de lotissements sont autorisés sur des terrains agricoles et de plus de nature argileux ce qui est un gros problème pour la construction au niveau prix de revient je pense qu'il faut sélectionner les terrains en raison de leurs emplacements, relief, nature,	22/01/2023
143	L		LEGRAND Caroline	Marseille	13	c.legrand1@laposte.net	Inadmissible de dévisager un si joli paysage et d'arracher des vignes. Je viens tous les étés en vacances c'est un réel gâchis.	22/01/2023
144	L	C		Vers-Pont du Gard	30		je trouve désolant cette ambition médiocre de réaliser un lotissement a l'entrée historique du village . Vraiment tout petit projet !!!!! faites nous rêver un fois pour toute avec des rues pavées par exemple ,une vraie politique de restauration du village avec des règles communes pour tout le monde ! . Un aménagement le long de la voie verte avec des commerces estivaes !	23/01/2023
145	L	C		Vers-Pont du Gard	30			23/01/2023
146	L	C		Vers-Pont du Gard	30			23/01/2023
147	L		GRAVET Claudine	La Gareme Colombes	92	claudine.gravet@gmail.com		24/01/2023
148	L	C		Vendargues	30			24/01/2023
149	L		HEMET Véronique	Nîmes	30	veroniquehemet@wanadoo.fr		24/01/2023
150	L		VOLLENWEIDER Cécile	Langlade	30	cecile.perrera@free.fr	Je signe parceque je connais très bien Vers Pont du Gard. Ce site doit être protégé car exceptionnel. L'urbanisation à n'importe quel prix met en danger notre écosystème et hypothèque le futur pour les prochaines générations. Nous nous devons de protéger à tout prix notre cadre de vie avec sa faune et sa flore.	25/01/2023
151	L		LARGIER Catherine	Nîmes	30	catherine.largier@yahoo.com		26/01/2023
152	L		REDAUD Geneviève	Nîmes	30	redaud@yahoo.fr	Le projet n est pas adapté aux caractéristiques de ce si beau village	27/01/2023

1

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALSENIERE A VERS-PONT DU GARD

								Cette porte d'entrée du village historique est un véritable atout, prolongeant jusqu'au bâti du village les terres vertes qui laissent deviner la présence de l'eau dont le lavis remarquable doit garder une place symbolique forte. Le terrain en question fait image et laisse respirer le regard vers le site du Pont-du-Gard et la plaine. C'est un patrimoine visuel immatériel très cohérent, il serait dommage qu'une erreur d'alignement sur sa destination fasse perdre l'assise même du village, un lieu où l'on arrive tranquillement, sans pollution visuelle, sonore, lumineuse, olfactive. Raisons pour lesquelles nous y allons très régulièrement, y amenons des amis, recommandons les lieux pour passer des vacances, fréquentons le marché, les commerces, les Versois qui ont su aller passé et présent. Si c'est pour trouver la même chose qu'à peu près partout où l'urbanisation mal contrôlée a créé les pires laideurs en terme de porte d'entrée, rendant les lieux invivables et illisibles, nous irons ailleurs tout simplement. Voir à ce propos les documents du Scot, tout est dit notamment en matière de préservation.	
153	L	C		Fournes	30				27/01/2023
154	L		BEQUEREAU Micheline	Alès	30	michelinebecquereau@gmail.com			01/02/2023
155	L		ZITTER Patric	Collas	30	pz57137313@gmail.com	c'est inadmissible de construire un lotissement à cet endroit		01/02/2023
156	L		TROMBERT Marie-Caroline	Nîmes	30	trombert.mariecaroline03@gmail.com	Je signe cette pétition car je trouve que ce projet serait un désastre architectural et paysagé pour ce si beau village. Alors qu'il se trouve à l'entrée du village ancien ; n'oublions pas que Vers-Pont du Gard est la commune dont dépend l'un des monuments historiques les plus connus au monde. Il faut impérativement se battre contre ce projet		01/02/2023
157	L	C		Villeneuve les Avignon	30		Je pense que la cause est juste. Il faut préserver l'environnement de ce village.		02/02/2023
158	L	C		Vers-Pont du Gard	30				05/02/2023
159	L		BARTHELEMY Jean Marc	Marseille	13	jeannarc.barthelemy@free.fr	Nos villages sont déjà largement défigurés par de nombreux lotissements existants, il faut arrêter et préserver la beauté des sites naturels encore épargnés.		05/02/2023
160	L		BOUNIOU Gisèle	Nîmes	30	gisele.bouniou098@gmail.com			05/02/2023
161	L		ETIENNE Bernard	Cruviers Lasours	30	etienne1406@gmail.com	Préserver les perspectives, les vues , le caractère d'un village , son essence rurale est une urgence. Certains villages en ont le courage, d'autres disparaissent dans un océan de lotissements.		07/02/2023
162	L		NOUCHAM Doc	Marseille	13	nouchamdoc@orange.fr			07/02/2023
163	L		BLEINC François	Nîmes	30	bleinc.francois@hotmail.fr	Je signe pour préserver la qualité architecturale et environnementale de ce beau village de Vers.		07/02/2023
164	L		GISH Susan	Aix en Provence	13	susangish@me.com			07/02/2023
165	L	C		Charlotte Caroline du Nord	EU		i love the region and hate to seen it violated in this way.		07/02/2023

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALSENIERE A VERS-PONT DU GARD

166	L	ROMANO Dominic	Philadelphia Pennsylvanie	EU	romano.dominicm@gmail.com		08/02/2023
167	L	NAHON Stéphane	Sanilhac - Sagrès	30	stephane.nahon@wanadoo.fr	Les villages sont détruits par ces constructions monstrueuses et le manque discernement de certains maires.	08/02/2023
168	L	RUIZ Vincent	St Génès de Malgoires	30	annemarteruiz@sfr.fr		08/02/2023
169	L	C	Nîmes	30		Je signe pour l'environnement et pour le site classée	08/02/2023
170	L	LOBRANO Alexander	Blauzac	30	alobrano@aol.com	Il faut protéger et sauver ce site unique et magnifique et un tel lotissement et néfaste pour l'environnement	08/02/2023
171	L	C	San Diégo	EU			08/02/2023
172	L	THEVENET Caroline	Gargas	84	cazimmo@gmail.com	Je souhaite proroger la nature et la patrimoine !! Pas de lotissement	09/02/2023
173	L	AYALA José	Gordès	84	jose.ayala_palazon@hotmail.fr	Préservons nos beaux villages, et nos belles régions.	09/02/2023
174	L	WILLIS Simon	Vers-Pont du Gard	30	simon@amylon.fr	Notre village est magnifique, et nous devons le garder ainsi.	09/02/2023
175	L	COUDREAU Isabelle	Vers-Pont du Gard	30	isabelle.coudreau@orange.fr	Je signe pour préserver le patrimoine historique	10/02/2023
176	L	C	Vers-Pont du Gard	30		Ce lotissement à l'entrée du village nuira au paysage et l'esthétique de cette entrée si proche du vieux village	10/02/2023
177	L	BODIN Stéphane	Sanilhac - Sagrès	30	stef.bodin@orange.fr	Protéger notre patrimoine	10/02/2023
178	L	STAFFORD Peter	Nîmes	30	pnjstafford@gmail.com	Je signe parce que j'estime qu'il faut préserver la qualité et l'identité de ce village réputé pour son environnement et son architecture.	12/02/2023
179	L	TINET Bernard	Gleizé	69	tinet.bernard@neuf.fr		13/02/2023
180	L	GRIMAUD Anne Marie	Biscarosse	40	grimaud.annemarie@orange.fr	Ce beau village et son environnement exceptionnel méritent d'être préservés d'une urbanisation intempesive non concertée	13/02/2023
181	L	LOOSES Annie France	Vers-Pont du Gard	30	af.looses.dhellemme@gmail.com	Ce projet va à l'encontre de tous les préoccupations d'environnement, de conservation du patrimoine de la commune de Vers Pont du Gard, au riche patrimoine architectural et ne répond en aucune façon à d'éventuels besoins de logements (d'autres lotissements sont en cours de construction sur la commune et de nombreux logements existants sont vacants dans le cœur de celles-ci.	13/02/2023
182	L	C	Les Vignières	84			14/02/2023
183	L	BONNAND Sylvain	Lyon	69	sybebe@wanadoo.fr	Stop à la dégradation du patrimoine	19/02/2023
184	L	SEMPERE Georges	Marseille	13	favouille@gmail.com	Je viens en vacances et le paysage va être défiguré par ce lotissement	19/02/2023

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALSENIERE A VERS-PONT DU GARD

185	L		LOOSES Bertrand	Vers-Pont du Gard	30	bertrand.looses@cd31.fr	Ce projet va à l'encontre de l'intérêt patrimonial et historique de Vers Pont du Gard et accentuerait par sa voirie d'accès le caractère déstabilisant (voirie dangereux) de la route de sortie et d'accès au village	21/02/2023
186	L		MIDAVAINÉ Bruno	Blauzac	30	bruno.midavaine@orange.fr	Ce village est très beau et que la construction d'un lotissement serait une erreur à ce niveau	21/02/2023
187	L	C		Marseille	13			25/02/2023
188	L		BEGUE Claude	Nîmes	30	claudbegues30@gmail.com	Je signe car je suis attachée à la beauté de ce village	08/03/2023
189	L	C		Nîmes	30			09/03/2023
190	L		VOLLENWEIDER Aude	Saint Léger en Yvelines	30	aud_e_h_thomas@yahoo.fr	Je signe parce que nous venons souvent dans cette région et sommes attachés à la protection de ce magnifique paysage.	13/03/2023
191	L	C		Vers-Pont du Gard	30		Je signe par ce que je suis habitant devant cette vigne et le matin je préfère me lever et voir la vigne que voir des hém	03/01/2023
192	L		BROUZET Florent	Nîmes	30	brouzet.florent@neuf.fr		14/03/2023
193	L		IAMPIETRO Annie	Nîmes	30	annie.iamp@orange.fr		16/03/2023
194	L		AVRIL Louis	Vers-Pont du Gard	30	louis.avril30@gmail.com	Je reconnais le bienfondé de la pétition sur le plan environnemental et sécuritaire pour un afflux de véhicules dans une zone délicate (visibilité réduite, virage et croisement).	24/03/2023
195	L	C		Montpellier	34			06/04/2023
196	L		COLLIGNON Hervé	Nice	6	hervecollignon@yahoo.fr	J'ai passé des vacances a Vers Pont du Gard, ce petit village pittoresque ne pourrait être défiguré par un lotissement qui domagerait a jamais ce qui rend ce petit village si charmant.	11/04/2023
197	L	C		Nîmes	30			25/04/2023
198	L		CHEKROUN Michel	Saint-Forget	78	michel.chekroun@wanadoo.fr	En tant que touriste, j'adore votre village et la création d'un lotissement à quelques dizaine de mètres du centre du village serait une aberration totale.	27/04/2023
199	L	C		Vers-Pont du Gard	30		C'est important.	04/05/2023
200	L		BARATON Audrey	Simiane Collongue	13	audrey_apar@yahoo.fr	Je signe parce que je connais très bien le lieu et je trouve déplorable la construction d'un lotissement à cet endroit car cela va dénaturer ce lieux.	20/05/2023
201	L		HAMMOU Hassen	Marseille	13	hassen.ham mou@gmail.com	Parce que je suis écologiste et porte parole Eelv et parce que je combat la bétonisation et l'étalement urbain.	06/07/2023
202	L		GNAEDINGER Eva	Vers-Pont du Gard	30	evagnaedinger@icloud.com	un lotissement de l'entrée du beau village de Vers pont du gard est hors question !!	05/08/2023

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALSENIERE A VERS-PONT DU GARD

203	L	C		Vers-Pont du Gard	30				06/08/2023
204	L	C		Vers-Pont du Gard	30			Je veux éviter l'urbanisation excessive et préserver la faune.	09/08/2023
205	L		VASSEUR Florence	Vers-Pont du Gard	30		florencevasseur@orange.fr	Je signe parce que je suis contre la réalisation d' un lotissement à l' entrée historique du village de Vers-Pont du Gard.	09/08/2023
206	L		GNAEDINGER Gabriela	Vers-Pont du Gard	30		gabry.gnaedinger@vtxmail.ch	Je préfère des chevaux que des maison de lotissement qui détruisent l'image de ce beau village	18/08/2023
207	L	C		Le Cannaet	6			Je signe cette pétition parce que je suis attachée à ce village depuis toujours. Outre le côté inesthétique du projet, celui-ci par sa proximité dénature le côté authentique du village. Cela va engendrer une bétonisation des sols et des risques d'inondations pour les constructions environnantes. Si le projet ne prévoit pas de plantations d'arbres, cela risque d'aller à l'encontre des dispositions nécessaires à la lutte contre le réchauffement climatique. Pour ces raisons, il ne semble pas opportun de laisser aboutir un tel projet.	19/08/2023
208	L		MURA Mariotte	Vers-Pont du Gard	30		mariotte.mura@gmail.com	Parce qu'il faut arrêter avec ces lotissements hideux qui pullulent à chaque coin de rue	19/08/2023
209	L	C		BEYROUTH	LIBAN			Pour que vers ne perde par son charme et devienne envahie de lotissements hideux	19/08/2023
210	L	C		Vers-Pont du Gard	30			Conservons a minima notre beau village....	19/08/2023
211	L	C		Vers-Pont du Gard	30				20/08/2023
212	L		AUBERT Gérard	Vers-Pont du Gard	30		gg-aubert@orange.fr	Je signe pour éviter le massacre esthétique de Vers par les lotissements, car les exemples que l'on a sous les yeux nous obligent formellement à voter contre.	23/08/2023
213	L	C		Vers-Pont du Gard	30			Nécessité d'arrêter l'urbanisation des terres agricoles et l'artificialisation des sols, ceci même s'il s'agit d'une dent creuse.	24/08/2023
214	L		HOEFFNER Etienne	Vers-Pont du Gard	30		ehoeppfner1@yahoo.fr	ce projet de lotissement, de par son importance et le nombre de maisons prévu, est incompatible avec la qualité et la beauté de ce village de Vers. Il pose d'autre part des risques liés à la qualité du sous-sol à cet endroit (argileux)	25/08/2023
215	L	C		Vers-Pont du Gard	30			Stop à l'artificialisation des terres agricoles, respect du SCOT.	28/08/2023
216	L	C		Vers-Pont du Gard	30			Je signe pour des raisons de bon sens, arrêtons d'urbaniser nos villages surtout quand nous sommes près d'un site historique si important. Nous avons déjà consenti (pas tous) au lotissement dans l'entrée du village côté coopérative viticole - il ne semble que cela suffit !!	29/08/2023
217	L		LEMOINE Jacques	Vers-Pont du Gard	30		jacques.lemoine30210@gmail.com	Je signe parce que la construction d'un lotissement à cet endroit là défigurerait irrémédiablement la beauté de notre village	01/09/2023
218	L		FERRUCCI Philippe	Biviers	38		phil2293@gmail.com	C'est un site Magnifique qu'il faut absolument préserver.	03/09/2023
219	L	C		Vers-Pont du Gard	30			Je possède une maison à Vers pont du Gard que j'habite en résidence principale à ma retraite et qu'il faut sauver les zones naturelles et le patrimoine agricole de tout le pays, c'est l'avenir de nos enfants	03/09/2023

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALSENIERE A VERS-PONT DU GARD

220	L	C	Vers-Pont du Gard	30		C'est un non sens. L'entrée du village est sublime. Enlever cette authenticité par un enième projet immobilier est absurde. Avec la suppression de la taxe d'habitation, il n'y a en plus aucun argument économique à ce projet.	03/09/2023
221	L		Croissas	38	francwill33@outlook.com	J'ai remarqué il y a de cela plusieurs années que l'ensemble des villages pittoresque italien en Toscane entre autres avaient réussi à préserver leur authenticité et à cela une seule raison l'entrée de leur village pas de zone commerciale cubique et de zone pavillonnaire moderne sans vie et sans passé.	04/09/2023
222	L		Grenoble	38	christophe.pimat@orange.fr	Je signe, pour que ce village conserve son authenticité.	04/09/2023
223	L		Paris	75	francois.leproux@gmail.com		25/09/2023
224	L	C	Vers-Pont du Gard	30			02/10/2023
225	L		Vers-Pont du Gard	30	corinne-masse@orange.fr	Avec mon mari, on n'est pas d'accord pour la création d'un lotissement à l'entrée historique du beaux village et de plus s'il y a un lotissement en plus, ce ne serait plus un village ! Déjà, quand tous mes amis et ma famille extérieur viennent nous voir, ils disent tous "Oh la chance que vous habitez dans un si beaux et merveilleux village" ! Donc c'est "NON" !	02/10/2023
226	L	C	St Hilaire d'Ozilhan	30		Il faut conserver ce baux village de Vers pont du gard	04/10/2023
227	L		LYON	69	brunault@laposte.net	Marre du béton ... et des projets stupides ! J'espère que la vigne va faire sa conversion "bio" !	22/10/2023
228	L		Marseille	13	cbdivers13@gmail.com	Pas envi de voir mon lieu de vacances défiguré!	15/11/2023
229	L		Pays de Clerval	21	magalie.duboz@orange.fr	Je suis contre ce projet car il faut préserver les viticulteurs, les patrimoines, la biodiversité, les propriétaires de gîtes, chambres d'hôtes pour le tourisme. Il faut arrêter de détruire la nature pour en faire du béton.	25/11/2023
230	L	C	Le lavandou	83			30/11/2023
231	L		Marseille	13	infojackh@gmail.com		30/11/2023
232	L		Marseille	14	estefillul@gmail.com		30/11/2023
233	L		St Maximin	30	marie-laure.malez@orange.fr	Ce projet va défigurer l'entrée du village	02/12/2023
234	L	C	Vers-Pont du Gard	30		Je signe parce que le village devient trop grand, on est assez comme ça ...	15/01/2024
235	L	C	Vers-Pont du Gard	30			15/01/2024
236	L	C	Vers-Pont du Gard	30			17/01/2024
237	L	C	Vers-Pont du Gard	30			09/02/2024
238	L	C	Vers-Pont du Gard	30			14/02/2024

PETITION CONTRE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT A L'ENTREE HISTORIQUE DU VILLAGE SUR UNE VIGNE DU DOMAINE DE VALSENIERE A VERS-PONT DU GARD

239	L	C		Vers-Pont du Gard	30		Je suis contre	15/02/2024
240	L	C		Wimethka	Illinois USA		Preserve the historical village	25/02/2024
241	L		O'BRIEN Christopher	Uzés	30	cobrien13@gmail.com	Je suis contre dénaturer les villages du Gard	04/03/2024
242	L	C		Vers-Pont du Gard	30			27/03/2024
243	L		LECTERCO-HARMONIC Hélène	Bagnols-sur-Cèze	30	hel1953@yahoo.fr	Il faut sauver la beauté de l'entrée du village, et ne pas laisser faire un lotissement qui détruira le milieu naturel, sa faune et sa flore. Non à ce vilain projet !	17/04/2024
244	L	C		Blauzac	30			17/04/2024
245	L	C		Marseille	13			19/04/2024
246	L	C		Vers-Pont du Gard	30			22/04/2024
247	L	C		Nîmes	30		C'est un lieu où je vais régulièrement me promener car le lieu est superbe , reposant . C'est un cadre harmonieux, ouvert sur la nature. Ce serait un sacrilège de sacrifier un cadre pareil au profit de lotissements!	22/04/2024
248	L	C		Vers-Pont du gard	30		tout est dit dans l'article	23/04/2024
249	L	C		Nîmes	30			26/04/2024
250	L		GOMEZ Christophe	Marseille	13	christophegomez13@gmail.com	Je connais bien ce secteur du village car je viens en vacances chaque année. L'entrée actuelle avec cette vigne, la vue paysagère qu'elle offre est tellement valorisante pour ce village. Stop et protection de la nature.	26/04/2024
251	L	C		Vers-Pont du Gard	30		Il serait plus judicieux de réhabiliter les logements dégradés plutôt que d'enlaidir le paysage en détruisant les vignes.	28/04/2024
252	L	C		Nîmes	30		Cette commune est belle, et ne doit pas être défigurée	10/05/2024
253	L	C		Vers-Pont du Gard	30		L'entrée du village n'est pas une zone urbaine mais la jolie route pittoresque doit rester naturelle et champêtre.....	13/05/2024
Total des signatures en ligne				253				
Total des signatures sur support papier				129				
TOTAL SIGNATURES AU 20 mai 2024				382			Les noms et adresses mail de tous les anonymes sont vérifiables.	

6-Copie registre dématérialisé

Observation n° 1 du 19 avril 2024 - 12:16

Auteur : anonyme

Bonjour monsieur l'enquêteur,

Je viens vers vous pour une demande concernant la parcelle B2747 située au Beaume Crémeirol dont nous sommes propriétaires en indivision avec mon frère.

Une partie d'environ 3000m² sur les 7400m² est après échange auprès de la responsable de l'urbanisme en mairie dans le zonage 2AU1F dans le cadre du PLU en vigueur.

Nous avons par le passé déposé auprès de la mairie une demande informelle ou au mieux déposée dans un registre dédié concernant la possibilité d'y construire des maisons d'habitation. A ce jour nos situations personnelles respectives nous incitent à avancer concrètement sur les possibilités d'aménagement et nous avons déposé en date du 29/03/2024 une demande CU enregistrée sous le n° CU 030 34624 R0010 pour aller dans ce sens.

Dans le zonage du futur PLU cette parcelle semble passé en zone nature et sortir du statut actuel, nous aurions souhaité évoquer avec vous ce changement et évoquer la préservation d'éventuels droits sur la partie alignée à la parcelle 2740 et jouxtant les habitations actuelles dans le cadre du futur PLU.

En complément de ce courrier, nous ne manquerons pas de venir vous rencontrer lors de vos venues dans le cadre de l'enquête publique sur Vers Pont du Gard.

A vous lire et en échanger avec vous.

Bien cordialement

Marie et René CHARDON

Mail réceptionné le 19/04/2024 à 8:06

Observation n° 2 du 26 avril 2024 - 14:53

Auteur : anonyme

-----=_NextPart_002_001F_01DA97C6.B8895E20

Content-Type: text/plain;

charset="iso-8859-1"

Content-Transfer-Encoding: quoted-printable

A l'attention de Monsieur tardiou

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Dans le cadre de l'Enquête Publique relative à la procédure citée en objet, je vous prie de bien vouloir trouver en pièces jointes le courrier formulant les observations et ses annexes du Réseau de Transport d'Electricité.

Vous en souhaitant bonne réception.

Sincères salutations,

Sophie GUIDONI

SIGEO - Prestataire RTE – Activité Urbanisme
GUIDONI Sophie – Chargée de mission urbanisme
Aménagement du Territoire - Géomatique & Cartographie
Hydrologie,hydraulique, urbanisme & environnement
13200 Arles
Email direction : sigeo@wanadoo.fr
Email RTE :
rte-cdi-mar-urbanisme@rte-france.com

P Merci de considérer l'impact environnemental avant d'imprimer ce message

-----=_NextPart_002_001F_01DA97C6.B8895E20

Content-Type: text/html;

charset="iso-8859-1"

Content-Transfer-Encoding: quoted-printable

A l'attention de Monsieur tardiou

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Dans le cadre de l'Enquête Publique relative à la procédure citée en objet, je vous prie de bien vouloir trouver en pièces jointes le courrier formulant les observations et ses annexes du Réseau de Transport d'Electricité.

Vous en souhaitant bonne réception.

Sincères salutations,

Sophie GUIDONI

SIGEO - Prestataire RTE – Activité Urbanisme
GUIDONI Sophie – Chargée de mission urbanisme
Aménagement du Territoire - Géomatique & Cartographie
Hydrologie,hydraulique, urbanisme & environnement
13200 Arles
Email direction : sigeo@wanadoo.fr
Email RTE : rte-cdi-mar-urbanisme@rte-france.com

P Merci de considérer l'impact environnemental avant d'imprimer ce message

Mail receptionné le 26/04/2024 à 10:44

Observation n° 3 du 30 avril 2024 - 08:35

Défavorable

Auteur : Cyril ROUAULT Organisation : AVOCAT

Cf Note jointe en pièce dématérialisée (Intervention pour le compte des Consorts GUILLOT, BRACONNIER et BROYE

Observation n° 4 du 5 mai 2024 - 07:36

Ne se prononce pas

Auteur : Nicolas gonzales Organisation : Pack-o-confort

Bonjour étant Versois depuis toujours , j'ai créer mon entreprise de pose de climatisation , domotique, automatisme de portail, il y a maintenant 6 ans .

Je travail essentiellement dans le secteur résidentiel et 85% de mes clients sont des versois .

Je développe depuis un an maintenant , mon activité dans le photovoltaïque .

Je souhaiterais acquérir un terrain en zone artisanal , cependant ils sont tous occupés.

Mon souhait serait de rester sur vers avec mon entreprise et pouvoir avoir un dépôt dans la zone du mouras .

J'ai la possibilité d'acheter un terrain agricole jouxtant la ZA Le Mouras , serait-il possible d'agrandir cette zone afin de concrétiser le projet .

Je reste ouvert a toute proposition pouvant m'aider a avancer dans mon projet pour le développement de mon entreprise .

En vous remerciant de m'avoir lu et dans l'attente d'un retour

Cordialement

Observation n° 5 du 6 mai 2024 - 07:05

Ne se prononce pas

Auteur : Nicolas Gonzales Organisation : Pack-ô-confort

Bonjour , suite à ma proposition précédente, je souhaite vous en proposer une seconde, il y a un terrain jouxtant la zone artisanale Nord de vers .

Un bout de parcelle 2473 pourrait etre tres intéressante pour mon activité si celle-ci pouvez passer en zone artisanale .

Ce morceau de parcelle 2473 (en zone NC) est situé entre de la zone constructible et de la zone artisanale.

Je ne sais pas a qui appartient cette parcelle mais elle serait intéressante. .

En vous remerciant de l'attention portée a mon projet .

Cordialement

Observation n° 6 du 6 mai 2024 - 17:13

Favorable

Auteur : anonyme

Avis favorable pour le terrain 3301 route de Misseran

Observation n° 7 du 6 mai 2024 - 17:32**Ne se prononce pas**

Auteur : Nicolas Gonzales Organisation : Pack-ô-confort

Bonjour , suite à ma proposition précédente, je souhaite vous en proposer une seconde, il y a un terrain jouxtant la zone artisanale Nord de vers .

Un bout de parcelle 2473 pourrait etre tres intéressante pour mon activité si celle-ci pouvez passer en zone artisanale .

Ce morceau de parcelle 2473 (en zone NC) est situé entre de la zone constructible et de la zone artisanale.

Je ne sais pas a qui appartient cette parcelle mais elle serait intéressante. .

En vous remerciant de l'attention portée a mon projet .

Cordialement

Observation n° 8 du 7 mai 2024 - 20:58**Favorable**

Auteur : anonyme

Avis très favorable pour le terrain 3301 route de misserand 30210 Vers Pont du Gard

Observation n° 9 du 8 mai 2024 - 09:20**Favorable**

Auteur : Stevens Berniere

Bonjour

Le sujet est : terrain concernant l'adresse 3303 route de misserand

Ayant longuement vécu à VERS PONT DU GARD et comptant y revenir pour que ma compagne retrouve sa famille, je me permet de donner mon AVIS FAVORABLE pour la vente concernant ce terrain.

D'autres projets sont en cours de réalisation, pourquoi celui-ci est bloqué ?

Observation n° 10 du 8 mai 2024 - 09:43**Favorable**

Auteur : Christelle Didier

Bonjour,

Étant natve de ce beau village, je tiens à donner mon avis plus que favorable au sujet du dossier situé 3303 route de misserand, il me semble bien que d'autre projet sont en cours de validation donc celui là mérite aussi d'être approuvé et accepté.

Mme Didier christelle.

Observation n° 11 du 8 mai 2024 - 16:56

Favorable

Auteur : anonyme

Avis très favorable pour le terrain 3301 route de Misserand Vers Pont du Gard

Observation n° 12 du 9 mai 2024 - 11:04

Favorable

Auteur : anonyme

Avis très favorable pour le terrain 3301 route de misserand 30210 Vers Pont du Gard

Observation n° 13 du 9 mai 2024 - 15:41

Favorable

Auteur : anonyme

Avis favorable pour le terrain 3301 route de misserand 30210 Vers Pont du Gard

Observation n° 14 du 11 mai 2024 - 16:53

Favorable

Auteur : ANAIS DIDIER

AVIS FAVORABLE POUR LE PROGES DE LOTISSEMENT ROUTE DE MISSERAND LOT 3301

Observation n° 15 du 11 mai 2024 - 18:01

Favorable

Auteur : AZUR GUEFFIER

AVIS FAVORABLE POUR LE PROGES DE CONSTRUCTION A LA ROUTE DE MISSERAND
(3301)

Observation n° 16 du 11 mai 2024 - 18:03

Favorable

Auteur : NOEMIE NORTES

AVIS FAVORABLE AU PLU (AINSI QU'AU TERRAIN ROUTE DE MISSERAND)

Observation n° 17 du 11 mai 2024 - 19:06

Favorable

Auteur : ALAIN FONTANILLE

JE SUIS POUR LE PROJET DE LOTISSEMENT ROUTE DE MISSERAND LOT N°3301

Observation n° 18 du 11 mai 2024 - 19:13

Favorable

Auteur : MIREILLE FONTANILLE

FAVORABLE A L AGRANDISSEMENT DU VILLAGE DANS UNE ZONE DEJA URBANISEE

Observation n° 19 du 11 mai 2024 - 21:53

Défavorable

Auteur : anonyme

La loi climat et résilience du 22 août 2021 prévoit une neutralité de l'artificialisation des sols en 2050 avec une diminution de moitié dès 2030.

Le SCOT en vigueur préconise l'épargne totale des terres agricoles. La commune de Vers Pont du Gard a déjà consommé 20 h, qui se situent essentiellement en périphérie participant au mitage du territoire et créant une importante hétérogénéité architecturale contrastant fortement avec le centre historique.

Certaines zones urbanisées sont manifestement touchées par le risque d'inondation lors de phénomènes cévenoles (zone des tennis) même de moyenne importance.

L'OAP Sud village concerne une terre agricole, même si son classement n'a pas été fait régulièrement, exploitée depuis longtemps et encore maintenant.

La création de 10 à 12 parcelles, sur 0,85 h, est contraire aux recommandations du SCOT en vigueur, et la taille des parcelles trancherait considérablement avec les parcelles qui la circonscrivent alors que cet emplacement est considéré comme un enjeu majeur de la qualité paysagère dans le dossier. La densité des constructions représente une artificialisation maximale de la terre et peut constituer du fait de la pente descendante un bouleversement de la gestion des eaux pluviales même avec la création d'un bassin de rétention.

L'OAP de la maison de la pierre est entaché du défaut majeur de la création de très petites parcelles, contrastant avec les parcelles adjacentes et créant une forte concentration humaine qui augmente très fortement les risques de conflits de voisinage, notamment de nuisances sonores, premier motif de conflit de voisinage en France.

Aucun de ces projets ne peut être valablement considéré comme l'utilisation d'une dent creuse, promue par le SCOT en vigueur.

Observation n° 20 du 12 mai 2024 - 18:31

Favorable

Auteur : Ludovic DURAND

Bonjour,

Je constate que 3 parcelles du domaine privé communal n'ont pas été rattachées à la nouvelle zone Npv proposée en zone Nord Lagune.

Afin de ne pas fractionner le domaine privé communal et dans une volonté de limiter les ilotages des parcelles communale, je propose de rattacher également les parcelles N° B872, N° B871, et B874 à la nouvelle zone NPV de Nord Lagune, créant ainsi une meilleure cohérence parcellaire.

Cordialement

Observation n° 21 du 13 mai 2024 - 15:13

Favorable

Auteur : PIERRE VILAR

JE DONNE UN AVIS FAVORABLE AU PROGES DE LA ROUTE DE MISSE RAND

Observation n° 22 du 13 mai 2024 - 15:16

Favorable

Auteur : JEAN-PIERRE GUYOT

LE PROGES DE LA ROUTE DE MISSE RAND ET TRES BIEN CONSUE JE DONNE UN AVIS FAVORABLE

Observation n° 23 du 13 mai 2024 - 15:20

Favorable

Auteur : GREGORY ROUSSON

AYANT FAIT LA RENCONTRE DE MA COPINE QUI EST DE SE VILLAGE QUI EST TRES BEAU , NOUS AIMERION Y REVENIR NOUS INSTALLER , NOUS SOMMES FAVORABLE POUR LA PARCELLE N°3301 ROUTE DE MISSE RAND

Observation n° 24 du 13 mai 2024 - 15:22

Favorable

Auteur : MELANIE MASSIP

AVIS FAVORABLE ROUTE DE MISSE RAND

Observation n° 25 du 13 mai 2024 - 15:23

Favorable

Auteur : ANAIS PERRIER

TRES BEAU PROGES JE SUIS FAVORABLE A LA REALISATION ROUTE DE MISSE RAND

Observation n° 26 du 13 mai 2024 - 15:27

Favorable

Auteur : *anonyme*

AYANT PUE VOIR SUR PAPIER L' IMPLANTATIONS DES TERRAINS QUE J'AI TROUVE TRES BIEN , J'ESPERE POUVOIR ACQUERIR UNE PARCELLE POUR MIS INSTALLER , JE SUIS FAVORABLE ROUTE DE MISSE RAND

Observation n° 27 du 13 mai 2024 - 15:29

Favorable

Auteur : FRANCK DIDIER

Observation n° 28 du 15 mai 2024 - 11:47

Défavorable

Auteur : REBOUL ROBERT

OAP maison de la pierre

Le règlement de l'OAP impose entre 10 et 15 logements. A l'ère de la sobriété foncière et afin de se conformer à la loi ZAN, pourquoi ne pas pouvoir réaliser de lots au nord de l'opération (à gauche de la maison de la pierre) et donc optimiser le nombre de logements ?

De plus, augmenter le nombre de parcelles permettrait d'envisager de densifier et de créer des lots plus abordables pour nos jeunes.

Observation n° 29 du 15 mai 2024 - 15:30

Favorable

Auteur : *anonyme*

Avis favorable pour le terrain 3301 route de Misserand

Observation n° 30 du 15 mai 2024 - 16:38

Favorable

Auteur : *anonyme*

avis favorable pour le projet du plu pour la parcelle 3301 route de misserand

Observation n° 31 du 15 mai 2024 - 16:41

Favorable

Auteur : simone milesi

C'est un très jolie projet en venir, je suis pour

Observation n° 32 du 15 mai 2024 - 16:43

Favorable

Auteur : nicolas guyot

je recherche un terrain sur les alentours de vers pont du gard, je suis donc pour ce projet, qui pourrait m'aider dans mes recherches pour habiter dans ce village

Observation n° 33 du 15 mai 2024 - 16:46

Favorable

Auteur : marie diaz

c'est un beau projet

Observation n° 34 du 15 mai 2024 - 16:51

Favorable

Auteur : anonyme

Je suis favorable

Observation n° 35 du 15 mai 2024 - 17:26

Favorable

Auteur : Pauline Huret

Je suis favorable au projet

Observation n° 36 du 15 mai 2024 - 18:02

Favorable

Auteur : Antoine Bonnetete

.

Observation n° 37 du 15 mai 2024 - 21:19

Favorable

Auteur : Bruna Simon

La construction n'engendre pas de dévalorisation du village

Observation n° 38 du 16 mai 2024 - 14:57

Défavorable

Auteur : anonyme

Bonjour,

Après avoir consulté les dossiers publiés, j'ai constaté beaucoup d'incohérence dans l'OAP de la maison de la pierre.

Je ne comprends pas pourquoi il est demandé de réaliser une route au nord du projet alors que celle-ci ne dessert rien. Ne serait-il pas plus judicieux de réaliser un maillage de voirie au sud. Surtout s'il est demandé de réaliser une route à sens unique.

Je m'interroge aussi sur le fait de devoir réaliser un bassin de rétention au centre de l'opération alors que la topographie du terrain montre que le point bas est au sud de ce dernier. N'est-ce pas incohérent ?

De plus, il est vrai que rajouter une haie et une frange naturelle paysagère sur le terrain est éthiquement plus responsable mais cela empêcherai donc la réalisation du bassin au point le plus bas ainsi que la densification du projet.

Observation n° 39 du 16 mai 2024 - 15:04

Favorable

Auteur : DAMIEN DUCROS

LE PROJET ETANT BIEN REALISE ,CELA EMBELLIRA L'ENTRE DU VILLAGE,ALORS QUE CETTE VIGNE ENTOUREE DE MAISON N'APPORTE AU VITICULTEUR QUE DES CONTRAINTE, CETTE VIGNE N'A PLUD SA PLACE .AVIS FAVORABLE AU PROJET.

Observation n° 40 du 16 mai 2024 - 16:19

Favorable

Auteur : ENZO-KEVIN ANNECCHIARICO

JE NE COMPREND PAS QUE L'ON CELA POSE DES PROBLEMES A CERTAIN ,ALORS QU'IL Y A EU PLEIN DE PROJET -DERRIERE LA PHARMACIE- DERRIERE LE CABINET MEDICAT(ZONE INONDABLE)..SUR LE COTE DROIT DU CABINET MEDICAL-LA CAVE COOPERATIVE PERSONNE A RIEN DIT .NOUS SOMMES FAVORABLE AU NOUVEAU PROJET .

Observation n° 41 du 16 mai 2024 - 16:34

Favorable

Auteur : HERMAN LUYTEN

JE NE COMPREND PAS POURQUOI LE PROJET DE LA ROUTE DE MISSERAND POSE UN PROBLEME CAR IL Y A EU D'AUTRES LOTISSEMENTS(derrière la pharmacie - le cabinet médical(zone inondable)?SUR LE COTE DROIT- LA CAVE COOPERATIVE-OU SONT LES PETITIONS?? . AVIS FAVORABLE

Observation n° 42 du 16 mai 2024 - 16:36

Favorable

Auteur : EMMY GEUENE

JE SUIS TRES FAVORABLE AU PROJET IL Y AURA PLUS DE JEUNES SUR SE BEAU VILLAGE QUE NOUS AIMONS DEPUIS NOTRE INSTALATION .

Observation n° 43 du 17 mai 2024 - 08:41

Favorable

Auteur : bernard chambon

depuis plus de50 ans j'ai le plaisir de venir a VERS et je suis totalement en accord avec ce projet qui permettra a ce village de se valoriser encore++++

Observation n° 44 du 17 mai 2024 - 17:13

Favorable

Auteur : anonyme

Cela ne dénature pas le village

Observation n° 45 du 17 mai 2024 - 19:26

Favorable

Auteur : Laurany Simon

Favorable à ce projet, déjà situé dans une zone urbanisée. Cela ne dénaturera en rien le village.

Observation n° 46 du 17 mai 2024 - 19:48

Favorable

Auteur : Laurany Simon

Favorable à ce projet, déjà situé dans une zone urbanisée. Cela ne dénaturera en rien le village.

Observation n° 47 du 17 mai 2024 - 20:03

Défavorable

Auteur : antoine woimant Organisation : MCLAvocats

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Je dépose des observations dans les intérêts de la société LIB INDUSTRIES, de la société ROCH'LIB propriétaire de la parcelle n°2186, de la société PIERRES JAUNES propriétaire de la parcelle n°2187 et de la société SOPOG propriétaire de la parcelle 2417.

Bien cordialement

Me WOIMANT

Observation n° 48 du 17 mai 2024 - 20:03

Défavorable

Auteur : antoine woimant Organisation : MCLAvocats

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Je dépose des observations dans les intérêts de la société LIB INDUSTRIES, de la société ROCH'LIB propriétaire de la parcelle n°2186, de la société PIERRES JAUNES propriétaire de la parcelle n°2187 et de la société SOPOG propriétaire de la parcelle 2417.

Bien cordialement

Me WOIMANT

Observation n° 49 du 18 mai 2024 - 08:28

Ne se prononce pas

Auteur : Philippe AUDOUIN Organisation : Avocat

Monsieur le commissaire enquêteur

J'interviens en qualité de conseil de la SCI BEST. Je vous prie de trouver ci-joint en pièces jointes d'une part la lettre d'observations et d'autre part, les pièces annexes avec les plans. Ces deux pièces constituent les observations à annexer à votre rapport et notre démarche pour obtenir un avis et recommandations de votre part auprès de la commune. Bonne réception.

Observation n° 50 du 18 mai 2024 - 08:29

Ne se prononce pas

Auteur : Philippe AUDOUIN Organisation : AUDOUIN

Monsieur le commissaire enquêteur

J'interviens en qualité de conseil de la SCI BEST. Je vous prie de trouver ci-joint en pièces jointes d'une part la lettre d'observations et d'autre part, les pièces annexes avec les plans. Ces deux pièces constituent les observations à annexer à votre rapport et notre démarche pour obtenir un avis et recommandations de votre part auprès de la commune. Bonne réception.

Observation n° 51 du 18 mai 2024 - 22:34

Auteur : anonyme

Monsieur le commissaire enquêteur

J'interviens en qualité de conseil de la SCI BEST. Je vous prie de trouver ci-joint en pièces jointes d'une part la lettre d'observations et d'autre part, les pièces annexes avec les plans. Ces deux pièces constituent les observations à annexer à votre rapport et notre démarche pour obtenir un avis et recommandations de votre part auprès de la commune.
Bonne réception.

Philippe AUDOUIN
Cabinet d'avocats Philippe AUDOUIN
Spécialiste en droit public et en droit de l'environnement
18, rue Auguste Comte, 34000 MONTPELLIER
Tél. : 04 67 41 31 04
Fax : 04 67 41 38 72
Courriel : audouin.avocats@orange.fr

CONFIDENTIEL

Cet e-mail contient des informations confidentielles protégées par le secret professionnel. S'il ne vous est pas destiné, nous vous remercions de le détruire immédiatement, sans le copier, ni révéler ou transmettre son contenu à quiconque.

PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL

This message contains privileged and confidential information. If you are not the named recipient of this message, please destroy it without reading, copying or disclosing its contents to any other person.

Mail réceptionné le 18/05/2024 à 8:32

Observation n° 52 du 19 mai 2024 - 08:38

Favorable

Auteur : anonyme

Pas d'opposition au lotissement entrée sud de vers pont du gard parcelle 3301

Observation n° 53 du 20 mai 2024 - 15:36

Défavorable

Auteur : Marie-Laure LARGIER

Je persiste à soutenir que la création d'un lotissement de 10 à 11 maisons sur la parcelle 3301 route de Misserand serait contraire à l'intérêt de notre village et en totale contrariété avec le SCOT de l'Uzège-Pont du Gard, la loi climat et résilience, la loi ZAN de juillet 2023, outre l'atteinte paysagère et les importants problèmes de sécurité routière.

Soutenir c'est bien mais argumenter c'est mieux. Or les observateurs favorables à ce projet dont l'objectivité me paraît discutable, étant pour la majorité directement ou indirectement bénéficiaires de ce projet, ne fournissent aucun argument; étant rappelé que rien ne permet d'affirmer que ces nouveaux logements bénéficieront à des jeunes couples et que le rapport de la Préfecture consultée dans le cadre de la révision du PLU souligne déjà la surconsommation foncière dans notre village.

Ce projet ne sert donc manifestement que des intérêts privés et doit être abandonné.

Observation n° 54 du 21 mai 2024 - 00:30

Auteur : anonyme

Mail réceptionné le 20/05/2024 à 11:33

Visualisation cartographique - Géoportail

Longitude : 4° 31' 28" E
Latitude : 43° 58' 19" N

© IGN 2023 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

<https://www.geoportail.gouv.fr/carte>

Informations littérales relatives à 3 parcelles sur la commune : VERS
PONT DU GARD (30).

Références de la parcelle 000 B 872

Référence cadastrale de la parcelle
Contenance cadastrale
Adresse

000 B 872
730 mètres carrés
RONLAND
30210 VERS PONT DU GARD

Références de la parcelle 000 B 874

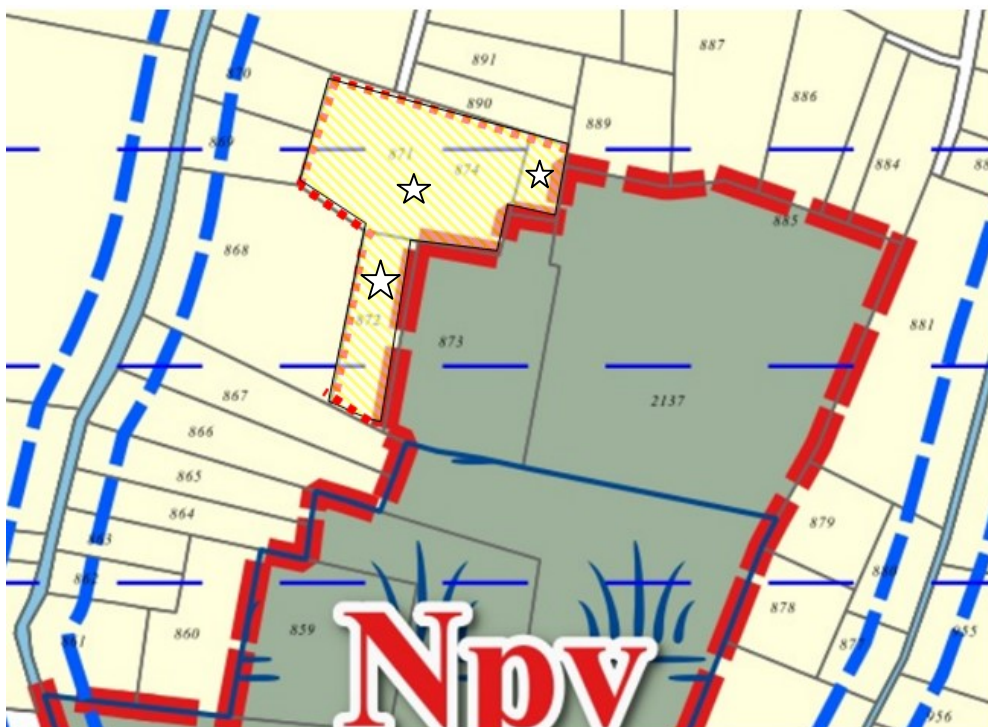
Référence cadastrale de la parcelle
Contenance cadastrale
Adresse

000 B 874
250 mètres carrés
RONLAND
30210 VERS PONT DU GARD

Références de la parcelle 000 B 871

Référence cadastrale de la parcelle
Contenance cadastrale
Adresse

000 B 871
1 850 mètres carrés
RONLAND
30210 VERS PONT DU GARD





MCLAVOCATS

Jorge Mendes Constante
Grégoire Ladouari
Antoine Wolmant
Olivier Mul
Hakim Daimallah
Peggy Mas
Virginie Guignabodet
Mathilde Extremet
Laura Bezol
Paule Pueyo
Pierre Reisser

Assistantes Juridiques

Karine Santos
contact@mclavocats.fr
Marianne Coelho
mcoelho@mclavocats.fr

Monsieur le Commissaire enquêteur
Hôtel de Ville
5 rue Grand du Bourg
30210 Vers-Pont-du-Gard

Marseille, le 17 mai 2024

Nos Réf. : 2024056016 LIB INDUSTRIES - PLU Cne Vers Pont du Gard

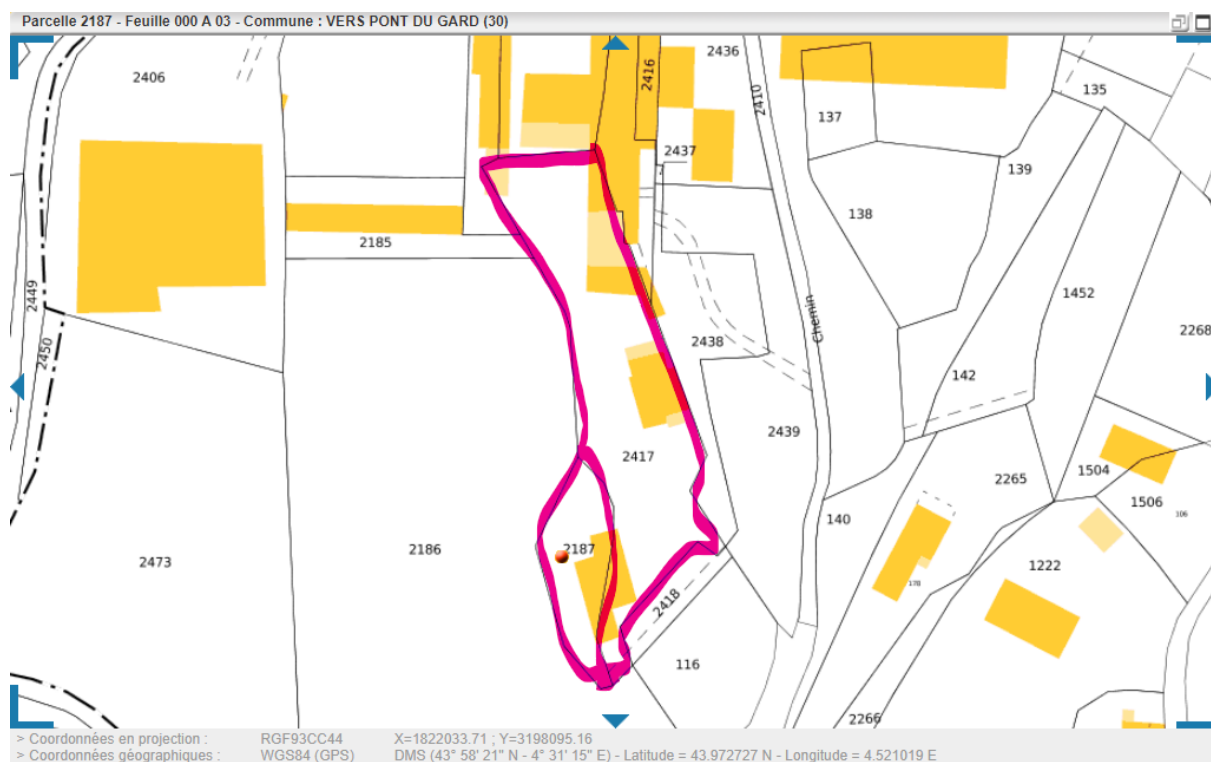
Objet : Observations Enquête publique PLU

Monsieur le Commissaire enquêteur,

J'ai l'honneur d'intervenir dans les intérêts de la société LIB INDUSTRIES, de la société ROCH'LIB propriétaire de la parcelle n°2186, de la société PIERRES JAUNES propriétaire de la parcelle n°2187 et de la société SOPOG propriétaire de la parcelle 2417.

L'activité principale de la société LIB INDUSTRIES est la fabrication d'éléments en béton et la transformation d'acier pour le BTP.

La société LIB INDUSTRIES est établie sur le territoire de la commune de Vers-Pont-du-Gard depuis de nombreuses années, et notamment sur la parcelle 2187 appartenant à la société PIERRES JAUNES et la parcelle 2417 appartenant à la société SOPOG :



SELARL au capital de 2 000€ | R.C.S. Marseille 912 444 478
23 Rue Stanislas Torrents, Hôtel Grawitz, 13006 Marseille



t. 04 91 47 06 18 | f. 04 91 42 87 61 | contact@mclavocats.fr | www.mclavocats.fr

La parcelle n°2187 comprend un bâtiment sur trois niveaux, d'une surface au sol d'environ 250m², à cheval sur la parcelle n°2417.

La parcelle n°2417 comprend elle aussi un bâtiment d'une surface au sol d'environ 200m².

Ces bâtiments ont été utilisés pendant de nombreuses années comme bureaux de LIB INDUSTRIES. Ils sont actuellement non-occupés.

Ces parcelles sont situées en zone Uea, secteur urbain à vocation artisanale et industrielle. Ce secteur est soumis à des conditions spéciales de constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, et d'intérêt général.

Dans le PLU actuellement en vigueur, sont notamment interdites dans les zones Uea les constructions nouvelles destinées à l'habitation.

Une exception toutefois à cette interdiction existe puisque sont autorisées les constructions de logements nécessaires au gardiennage de l'activité dans la limite de 90m² de superficie de plancher, et seulement si le logement est intégré au volume de la construction à vocation d'activité.

Dans le projet du nouveau PLU, la création de logements est de nouveau autorisée sous certaines conditions, plus restrictives.

Voir page 50 du projet de Règlement du PLU :

Pour les constructions neuves :

DEST	SOUS-DESTINATIONS	Interdit	Autorisé	Autorisé sous conditions
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole			
	Exploitation forestière			
Habitation	Logement			La construction de logements nécessaires au gardiennage de l'activité ou de logements de fonction dans la limite de 70 m ² de superficie de plancher destinée au logement et si le logement est intégré au volume de la construction à vocation d'activité.
	Hébergement			

Ainsi, sont autorisées les constructions de logements nécessaires au gardiennage de l'activité dans la limite **de 70m²** de superficie de plancher, et seulement si le logement est intégré au volume de la construction à vocation d'activité.

Or, le site de Vers-Pont-du-Gard de LIB INDUSTRIES est confrontée à des difficultés de développement économique en raison de l'offre locative particulièrement faible sur le territoire de la commune et ce, notamment, en raison des prescriptions d'urbanisme.

La pénurie de logement sur la commune est un frein important au développement du site de Vers-Pont-du-Gard de LIB INDUSTRIES en ce que les salariés sont contraints de résider loin du site. L'attractivité du site de Vers-Pont-du-Gard de LIB INDUSTRIES s'en trouve ainsi affecté.

A l'heure actuelle, LIB INDUSTRIES emploie à Vers-Pont-du-Gard 38 salariés et 9 intérimaires.

LIB INDUSTRIES a réalisé des investissements importants en 2022 sur son site principal de production de Vers-Pont-du-Gard afin de moderniser son outil de production et ainsi pérenniser l'activité du site.

L'emploi de salariés supplémentaires permettrait à LIB INDUSTRIES de continuer son développement économique et de fournir des emplois dans la région.

Mais, force est de constater que l'interdiction de créer de nouveaux logements dans la zone Uea impacte de manière certaine et particulièrement importante l'attractivité de l'usine.

Ainsi, par la présente, la société LIB INDUSTRIES demande que soit intégré dans le PLU, pour ce qui concerne les zones Uea, la possibilité de permettre la création de nouvelles constructions remplissant la fonction de logements ayant vocation à accueillir des salariés du site de LIB INDUSTRIES mais également d'autres acteurs économiques locaux.

Dans ce cadre, nous vous soumettons une proposition de modification du zonage des parcelles n°2187 et n°2417 de la zone Uea afin qu'elles soient intégrées en zone Ub.
--

Cette reconnaissance permettrait aux acteurs locaux de développer l'offre locative sur le territoire de la commune, en étendant le tissu urbain qui se trouve à proximité immédiate (zone rosée au sud) :

En définitive, il résulte de l'ensemble de ce qui précède que le constat de l'absence d'offre locative sur le territoire de la commune est incontestable. Cette absence de logement sur le territoire constitue un frein au développement économique des entités implantées dans ce secteur et notamment du site de LIB INDUSTRIES.

Manifestement, permettre aux acteurs locaux de créer des logements dans ce secteur, afin de loger les salariés, constituerait un levier au développement économique des industries et également du secteur agricole fortement présent sur le territoire.

Ces observations sont versées dans le cadre de l'enquête publique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire enquêteur, l'expression de ma considération distinguée.

Antoine WOIMANT

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line and a vertical stroke.

Cabinet d'Avocats
Philippe AUDOUIN

Philippe AUDOUIN

Spécialiste en Droit Public
Spécialiste en Droit de l'Environnement
DESS Droit de l'Urbanisme
Et de la Construction
Chargé d'Enseignement Université

Philippe MOUKOKO

Docteur en Droit Public
Spécialiste en Droit Public
Spécialiste en Droit de l'Environnement

Partenariat

Jean-Pierre REDON

Docteur en Droit Public
Spécialiste en Droit Public
Spécialiste en Droit de l'Environnement

M. Etienne TARDIOU

Commissaire enquêteur

Mail : revision-plu-

verspontdugard@democratie-active.fr

Montpellier, le 16 mai 2024

OBJET : Enquête sur la procédure de révision du plan local d'urbanisme de la commune de Vers-Pont-du Gard : observations au commissaire enquêteur.

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

La présente est adressée pour le compte et dans les intérêts de la SCI BEST demeurant Chemin de Saint Pierre « Château de VERS » 30210 VERS PONT DU GARD qui élit domicile par la présente lettre et ses suites à mon cabinet.

La SCI BEST est propriétaire d'un ensemble immobilier « Château de Vers » constituée d'immeubles et terrains sur le territoire de la commune, notamment les parcelles 749, 752 et 734 et d'autres.

Vous trouverez ci-joint un plan pour identifier et situer la propriété au sud du centre ancien du village (PJ : extrait graphique avec la propriété en vert, ancien extrait graphique du PLU, extrait graphique du projet de PLU en cours).

L'objet de la présente est de vous demander d'examiner attentivement la situation de la propriété de la SCI BEST.

En premier lieu, la première démarche est de solliciter qu'il soit confirmé le classement et le maintien de la parcelle n°734 dans la zone UA du futur Plan Local d'Urbanisme.

Par ailleurs, comme dans l'ancien PLU, il est important que les bâtiments existants de la SCI BEST soient maintenus en zone constructible UB. Ce qui est le cas dans le projet de PLU arrêté.

En revanche, il est contestable de classer le reste de la propriété qui était intégralement en zone UB dans l'ancien PLU en zone N dans le nouveau projet de PLU mis à l'enquête. Ceci ne s'explique pas réellement bien que le parc de la propriété soit classé en « Espaces Boisés Classés » (EBC).

Enfin, il n'est pas compris que l'extrémité sud de la parcelle soit grevée « par des traits invoquant un risque d'inondation » sauf à expliquer un mauvais report de la cartographie du PPRI relevant du Préfet.

En second lieu, nous avons appris qu'une étude hydraulique venait d'être réalisée et/ ou serait en cours d'achèvement pour le compte de la commune de VERS PONT DU GARD.

D'une part, cette étude hydraulique n'est pas jointe à l'enquête publique et il est impossible d'en connaître la portée et les enjeux.

D'autre part, il aurait été indiqué que la commune envisageait d'annexer cette enquête publique au PLU en cours d'élaboration.

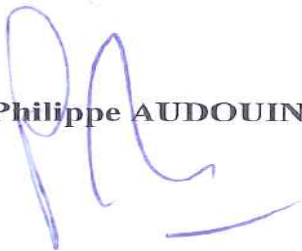
C'est un point important dont il faudrait avoir connaissance et être à même d'en débattre dans la mesure où la SCI BEST a précédemment eu une procédure contentieuse à l'encontre de la commune au cours de laquelle elle lui avait fait grief de subir une surexposition au risque d'inondations entraînant une perte de valeur vénale de sa propriété « en lien » avec une mauvaise gestion des eaux de ruissellement provenant d'une importante augmentation non-maîtrisée de

l'urbanisation sur le territoire communal et l'absence de réalisation des ouvrages publics/réseaux nécessaire pour faire face à l'augmentation de la population.

Logiquement, il faut que cette étude hydraulique soit connue et diffusée au cours de l'enquête publique dans la mesure où elle serait susceptible d'influencer et de modifier l'approbation du plan local d'urbanisme en cours.

Telles sont les observations à annexer

Je vous prie de croire, **Monsieur le Commissaire Enquêteur**, à ma haute considération.



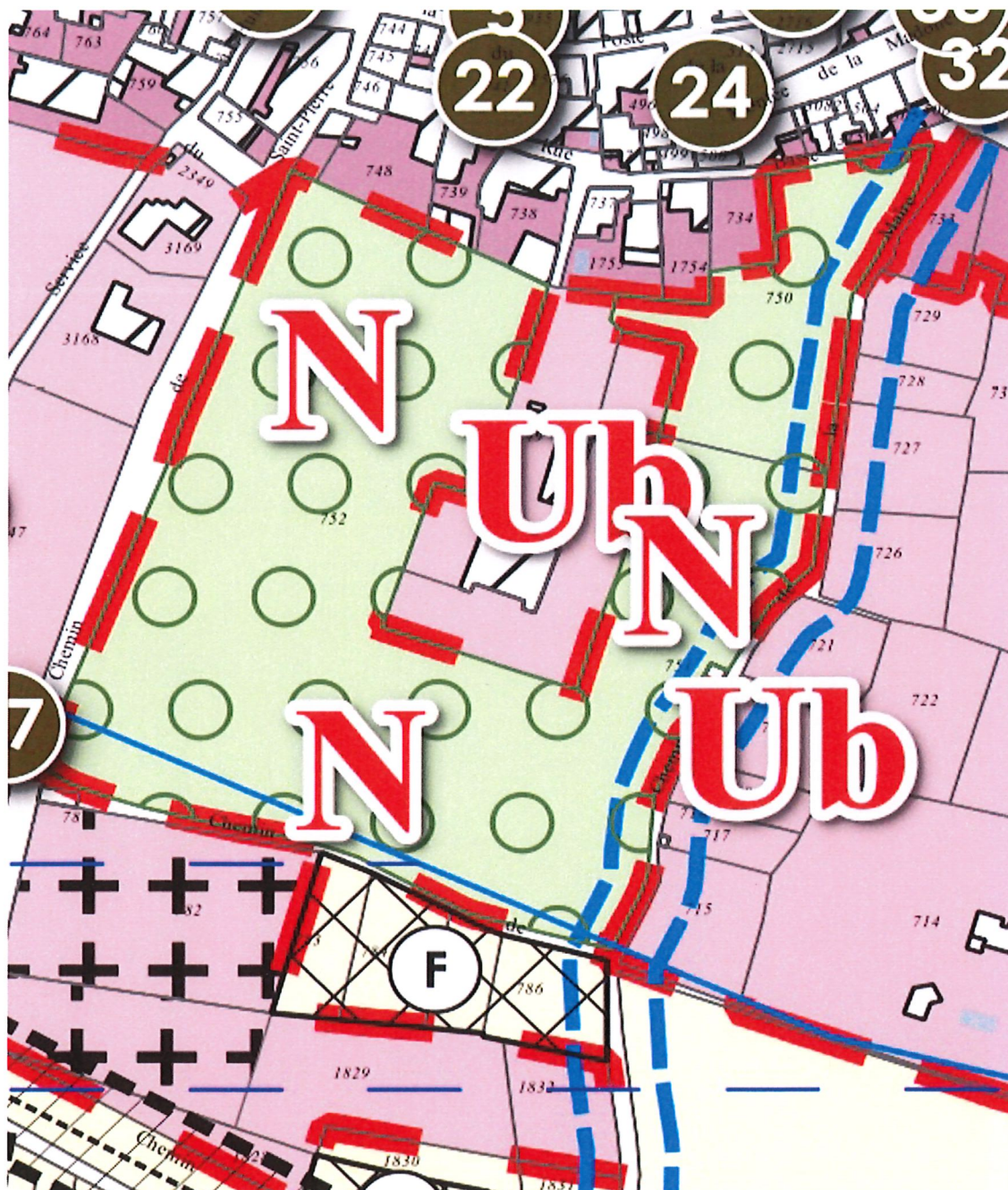
Philippe AUDOUIN

PJ : annexes : trois plans évoqués.

SCI BEST

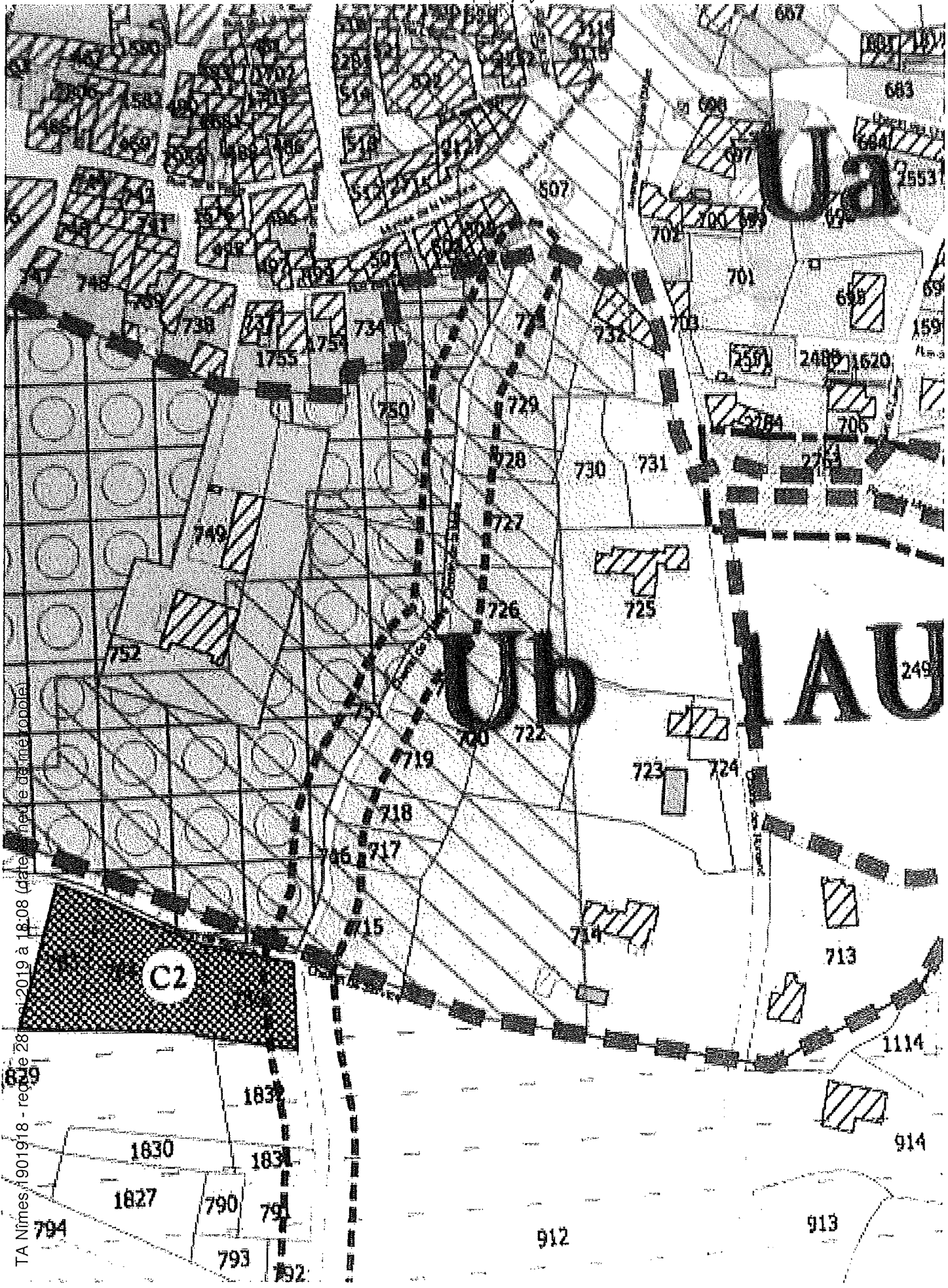
Parcelle 734 situé en zone UA

Propriété située en zone UB (partie habitation) et en zone N pour le parc (Espace boisés classés).



Echelle 1/1500





TA Nîmes, 901918 - recensement de 1918

du 28 mai 2019 à 18:08 (date de mise à jour)

C2

Ub

AU

Ua

914

913

912

1827

790

791

793

792

1830

1831

1832

1114

713

723

724

714

719

718

717

716

715

721

722

726

727

728

729

750

734

1755

1756

749

752

748

749

750

751

752

753

754

755

756

757

758

759

760

761

762

763

764

765

766

767

768

769

770

771

772

773

774

775

776

777

778

779

780

781

782

783

784

785

786

787

788

789

790

791

792

793

794

795

796

797

798

799

800

801

802

803

804

805

806

807

808

809

810

811

812

813

814

815

816

817

818

819

820

821

822

823

824

825

826

827

828

829

830

831

832

833

834

835

836

837

838

839

840

841

842

843

844

845

846

847

848

849

850

851

852

853

854

855

856

857

858

859

860

861

862

863

864

865

866

867

868

869

870

871

872

873

874

875

876

877

878

879

880

881

882

883

884

885

886

887

888

889

890

891

892

893

894

895

896

897

898

899

900

901

902

903

904

905

906

907

908

909

910

911

912

913

914

915

916

917

918

919

920

921

922

923

924

925

926

927

928

929

930

931

932

933

934

935

936

937

938

939

940

941

942

943

944

945

946

947

948

949

950

951

952

953

954

955

956

957

958

959

960

961

962

963

964

965

966

967

968

969

970

971

972

973

974

975

976

977

978

979

980

981

982

983

984

985

986

987

988

989

990

991

992

993

994

995

996

997

998

999

1000

1001

1002

1003

1004

1005

1006

1007

1008

1009

1010

1011

1012

1013

1014

1015

1016

1017

1018

1019

1020

1021

1022

1023

1024

1025

1026

1027

1028

1029

1030

1031

1032

1033

1034

1035

1036

1037

1038

1039

1040

1041

1042

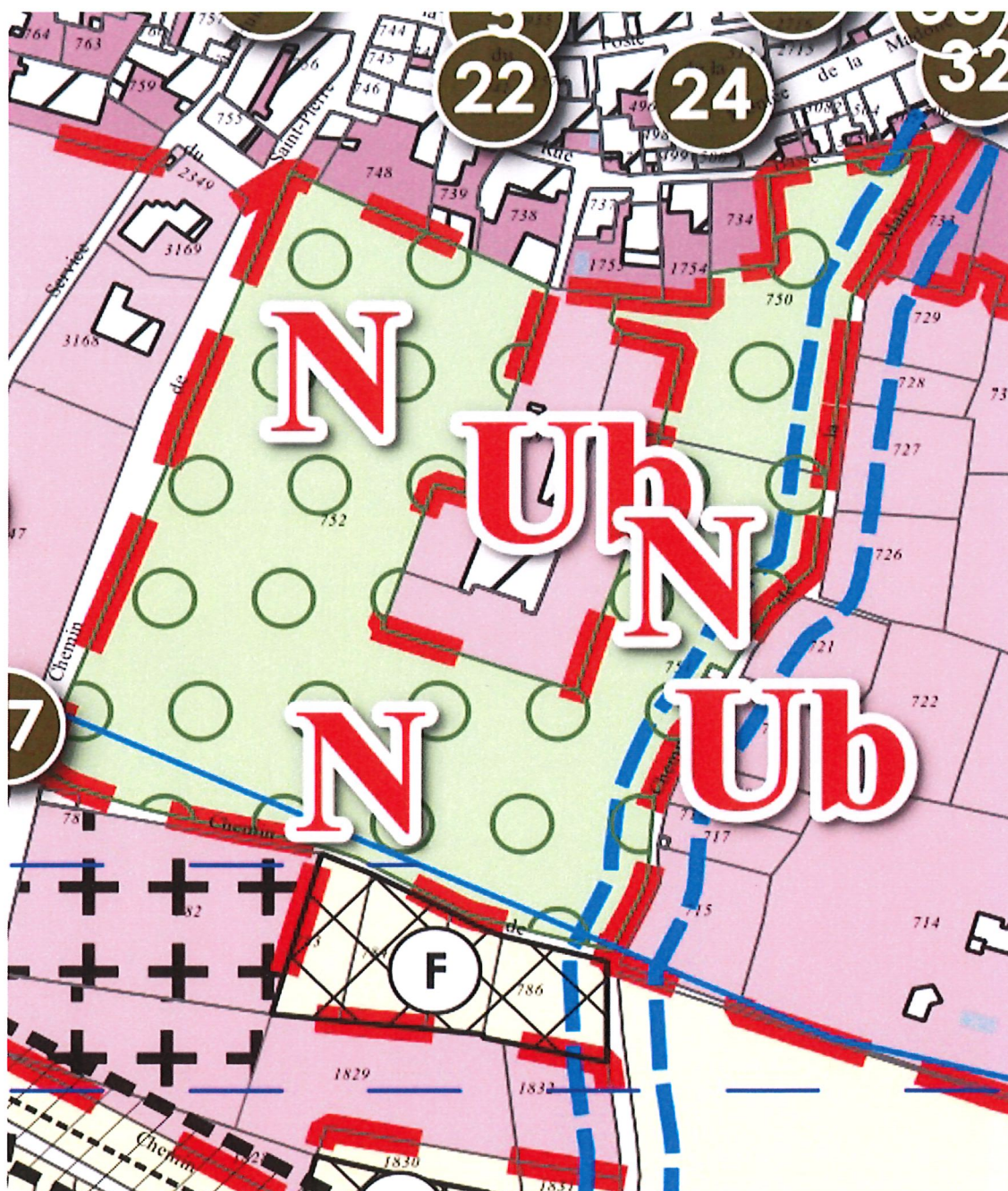
1043

1044

SCI BEST

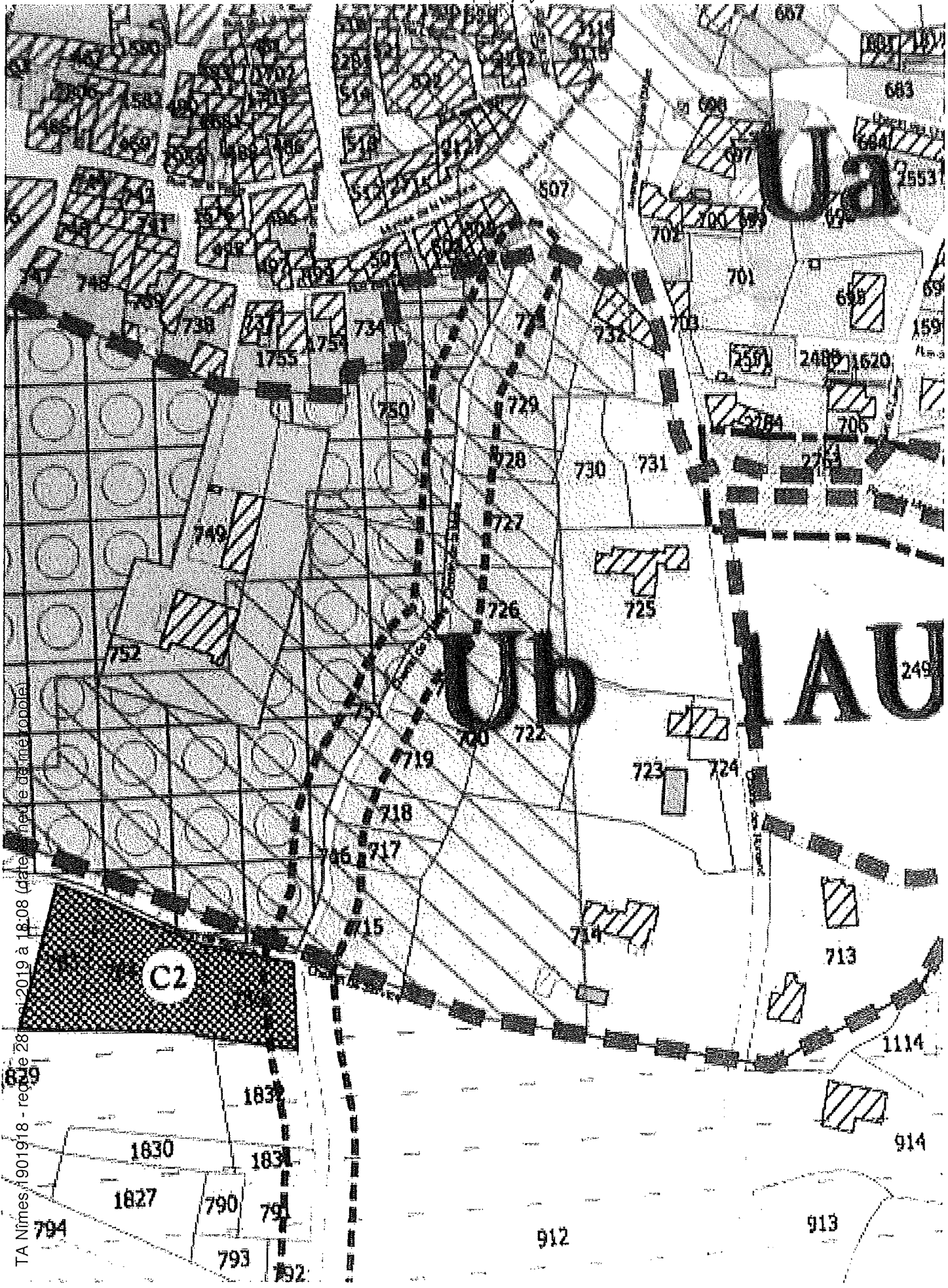
Parcelle 734 situé en zone UA

Propriété située en zone UB (partie habitation) et en zone N pour le parc (Espace boisés classés).



Echelle 1/1500





TA Nîmes, 901918 - recensement de 2019 à 18:08 (date de mise à jour) - recensement de 2019 à 18:08 (date de mise à jour)

Cabinet d'Avocats
Philippe AUDOUIN

Philippe AUDOUIN

Spécialiste en Droit Public
Spécialiste en Droit de l'Environnement
DESS Droit de l'Urbanisme
Et de la Construction
Chargé d'Enseignement Université

Philippe MOUKOKO

Docteur en Droit Public
Spécialiste en Droit Public
Spécialiste en Droit de l'Environnement

Partenariat

Jean-Pierre REDON

Docteur en Droit Public
Spécialiste en Droit Public
Spécialiste en Droit de l'Environnement

M. Etienne TARDIOU

Commissaire enquêteur

Mail : revision-plu-

verspontdugard@democratie-active.fr

Montpellier, le 16 mai 2024

OBJET : Enquête sur la procédure de révision du plan local d'urbanisme de la commune de Vers-Pont-du Gard : observations au commissaire enquêteur.

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

La présente est adressée pour le compte et dans les intérêts de la SCI BEST demeurant Chemin de Saint Pierre « Château de VERS » 30210 VERS PONT DU GARD qui élit domicile par la présente lettre et ses suites à mon cabinet.

La SCI BEST est propriétaire d'un ensemble immobilier « Château de Vers » constituée d'immeubles et terrains sur le territoire de la commune, notamment les parcelles 749, 752 et 734 et d'autres.

Vous trouverez ci-joint un plan pour identifier et situer la propriété au sud du centre ancien du village (PJ : extrait graphique avec la propriété en vert, ancien extrait graphique du PLU, extrait graphique du projet de PLU en cours).

L'objet de la présente est de vous demander d'examiner attentivement la situation de la propriété de la SCI BEST.

En premier lieu, la première démarche est de solliciter qu'il soit confirmé le classement et le maintien de la parcelle n°734 dans la zone UA du futur Plan Local d'Urbanisme.

Par ailleurs, comme dans l'ancien PLU, il est important que les bâtiments existants de la SCI BEST soient maintenus en zone constructible UB. Ce qui est le cas dans le projet de PLU arrêté.

En revanche, il est contestable de classer le reste de la propriété qui était intégralement en zone UB dans l'ancien PLU en zone N dans le nouveau projet de PLU mis à l'enquête. Ceci ne s'explique pas réellement bien que le parc de la propriété soit classé en « Espaces Boisés Classés » (EBC).

Enfin, il n'est pas compris que l'extrémité sud de la parcelle soit grevée « par des traits invoquant un risque d'inondation » sauf à expliquer un mauvais report de la cartographie du PPRI relevant du Préfet.

En second lieu, nous avons appris qu'une étude hydraulique venait d'être réalisée et/ ou serait en cours d'achèvement pour le compte de la commune de VERS PONT DU GARD.

D'une part, cette étude hydraulique n'est pas jointe à l'enquête publique et il est impossible d'en connaître la portée et les enjeux.

D'autre part, il aurait été indiqué que la commune envisageait d'annexer cette enquête publique au PLU en cours d'élaboration.

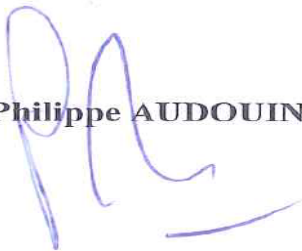
C'est un point important dont il faudrait avoir connaissance et être à même d'en débattre dans la mesure où la SCI BEST a précédemment eu une procédure contentieuse à l'encontre de la commune au cours de laquelle elle lui avait fait grief de subir une surexposition au risque d'inondations entraînant une perte de valeur vénale de sa propriété « en lien » avec une mauvaise gestion des eaux de ruissellement provenant d'une importante augmentation non-maîtrisée de

l'urbanisation sur le territoire communal et l'absence de réalisation des ouvrages publics/réseaux nécessaire pour faire face à l'augmentation de la population.

Logiquement, il faut que cette étude hydraulique soit connue et diffusée au cours de l'enquête publique dans la mesure où elle serait susceptible d'influencer et de modifier l'approbation du plan local d'urbanisme en cours.

Telles sont les observations à annexer

Je vous prie de croire, **Monsieur le Commissaire Enquêteur**, à ma haute considération.



Philippe AUDOUIN

PJ : annexes : trois plans évoqués.

Vers Pont du Gard le 14 mai 2024

Monsieur Christian CIAMPI

Madame Sylviane CIAMPI

Monsieur Cédric CIAMPI

Madame Madeleine FESQUET épouse CIAMPI

Demeurant Route de MISSERAND 30210 VERS PONT DU GARD

Monsieur le Commissaire Enquêteur

Dans le cadre de la révision du PLU je souhaite formuler à titre personnel mais également au nom de mes frères et sœurs les observations suivantes relatives aux parcelles 2157 1077 1076 1078 1080 propriété BRUNEL **et plus particulièrement la parcelle de 2157 qui a été classée dans le PLU de 2018 en partie constructible pour des raisons qui me paraissent parfaitement incompréhensibles et totalement infondées .**

Je précise que je suis moi-même ainsi que les membres de ma famille propriétaire de lots mitoyens dont la desserte est assurée par un chemin privé .

L'accès au terrain BRUNEL était censé se faire à partir du Chemin des Romains alors que pourtant ce chemin longe une zone boisée protégée et se trouve en zone NC ce que ne pouvait ignorer la Mairie .

Les propriétaires de ces terres ont aussitôt déposé un certificat d'urbanisme pour un projet de trois maisons (lotissements) sur la parcelle 2157

Ce certificat d'urbanisme a été refusé alors que le projet prévoyait la création de voiries et d'accès en zone NC.

Le projet présenté était en effet totalement surréaliste permettant l'accès pour trois logements par le chemin des Vestiges Romains (chemin en secteur protégé longeant des bois) outre installation sur ce chemin de l'ensemble des réseaux

Le Maire a donc reconnu constructible une parcelle dont il refuse à ce jour l'accès par le chemin des vestiges Romains et qui se trouve donc enclavée.

Fort de cette situation les propriétaires de ce terrain m'ont assigné ainsi que mes frères et sœurs afin qu'une servitude de passage soit créée sur notre chemin privé :

*Servitude de passage de véhicules

***Mais également de l'ensemble des canalisations EDF conduites d'eau téléphone ce qui aurait des conséquences manifestement irréversibles et lourdes pour l'ensemble de nos maisons alors que :**

– l'ensemble de nos canalisations sont enterrées sur ce long chemin qui rejoint la Route de Misserand

- Qu' y sont garés l'ensemble de nos véhicules.
- Qu' y circulent des enfants.

Ce alors que le projet de lotissement est extrêmement flou

Une procédure est actuellement en cours devant le Tribunal judiciaire de Nîmes

La Mairie qui s' est totalement désengagée nous laisse donc assumer seul depuis plusieurs années les désagréments d une procédure dont elle est à l origine par la classement en zone NC d une parcelle enclavée agricole .

Le maintien dans le cadre de la révision du PLU du caractère constructible de celle parcelle malgré les difficultés que cela génère pour nous me surprend et me conduit à m interroger sur les motifs d un tel classement..... ..

Je rappelle que nous sommes en limite de Zone protégée avec des règles de protection spécifiques notamment en matière d incendie

Je demande donc que l ensemble de ces parcelles y compris la parcelle 2157 soient placées en Zone non constructible .

Je me déplacerai le lundi 20 mai afin de vous exposer de vive moi mes arguments en attendant je vous prie de croire assurance de mes sentiments respectueux

Christian CIAMPI

Pièces

- 1 Refus certificat D urbanisme**
- 2 Lettre Mairie 29 janvier 2018**
- 3 Note descriptive Projet**
- 4 Constat d huissier**
- 5 Assignation**



VOS RÉF. AVIS AU PUBLIC

NOS RÉF. TER-EP-2024-30346-CAS-
195554-B2T6C9

INTERLOCUTEUR : RTE-CDI-MAR-URBANISME

TÉLÉPHONE : 04.88.67.43.09 – 04.88.67.43.20

E-MAIL : rte-cdi-mar-urbanisme@rte-france.com

OBJET : EP – Révision du PLU de la
commune **Vers-Pont-du-Gard**

Mairie de Vers-Pont-du-Gard

5 rue Grand du Bourg
30210 Vers-Pont-du-Gard

A l'attention de monsieur
Tardiou
[revision-plu-
verspontdugard@democratie-active.fr](mailto:revision-plu-verspontdugard@democratie-active.fr)

Marseille, le 24/04/2024

Monsieur le Commissaire enquêteur,

RTE, Réseau de Transport d'Electricité, est le gestionnaire du réseau de transport d'électricité à haute et très haute tension (supérieur à 50 kV) sur l'ensemble du territoire métropolitain. Dans ce cadre, RTE exploite, maintient et développe les infrastructures de réseau et garantit le bon fonctionnement, la sécurité et la sûreté du système électrique dans le respect, notamment, de la réglementation technique (l'arrêté technique du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique).

RTE souhaite, par la présente, faire part d'un certain nombre d'observations afin de préserver la qualité et la sécurité du réseau de transport d'énergie électrique (infrastructure vitale), de participer au développement économique et à l'aménagement des territoires ainsi que de permettre la prise en compte, dans la planification d'urbanisme, de la dimension énergétique.

A cet égard, nous vous informons que, sur le territoire couvert par ce document d'urbanisme, sont implantés des ouvrages du réseau public de transport d'électricité dont vous trouverez la liste ci-dessous.

Il s'agit de :

Liaisons aériennes 400 000 et 63 000 Volts :

Ligne aérienne 400kV N0 1 TAMAREAU - TAVEL

Ligne aérienne 400kV N0 2 TAMAREAU - TAVEL

Ligne aérienne 63kV N0 1 LEDENON-THEZIERS-UZES

Centre Développement Ingénierie Marseille
46 avenue Elsa Triolet
CS 20022
13417 Marseille CEDEX 08
TEL : 04.88.67.43.00

www.rte-france.com



Page 1 sur 3

05-09-00-COUR



Observation n°1 : Reporter en annexe les servitudes d'utilité publique I4

1.1 Le plan des servitudes

En application des articles L. 151-43 et L. 152-7 du Code de l'urbanisme, il convient d'insérer en annexe au PLU les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, que constituent les ouvrages électriques listés ci-dessus (servitudes I4), afin que celles-ci puissent être opposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

Nous vous informons que le tracé de nos ouvrages est disponible sur le site de l'Open Data de Réseaux Energies : <https://opendata.reseaux-energies.fr/pages/accueil/>. Vous pouvez télécharger les données en vous y connectant.

Pour information, conformément aux articles L. 133-1 à L. 133-5 du Code de l'urbanisme, un Portail national de l'urbanisme au sein duquel seront insérées les servitudes d'utilités publiques affectant l'utilisation du sol existe. Vous pourrez vous y reporter sur le site du Géoportail qui sera alimenté au fil de l'eau par tous les acteurs bénéficiant de telles servitudes.

Après étude du plan de servitudes, nous constatons que les ouvrages électriques cités ci-dessus sont bien représentés.

1.2 Liste des servitudes

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), et en particulier dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation du sol, il convient de noter, au sein de la liste des servitudes, l'appellation complète et le niveau de tension des servitudes I4, ainsi que **le nom et les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux** chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

RTE
Groupe Maintenance Réseaux Cévennes
18, boulevard Talabot
30006 NIMES CEDEX 4

A cet effet, les ouvrages indiqués ci-dessus vous permettront de corriger la liste mentionnée dans l'annexe du PLU.

Observation n°2 : Prendre en compte l'incompatibilité entre les servitudes d'utilité publique I4 et les Espaces Boisés Classés (EBC)

Aucun des ouvrages RTE ne traverse des EBC sur le territoire de la commune, nous n'avons donc pas d'observation particulière à formuler.

Observation n°3 : Intégration dans le règlement de dispositions concernant les ouvrages du réseau public de transport d'électricité

Les ouvrages listés ci-dessus traversent les zones **N et Npg** du territoire.
C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de bien vouloir indiquer les mentions suivantes dans les chapitres spécifiques de toutes les zones concernées par un ouvrage du réseau de transport public d'électricité :



2.1 Dispositions générales

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité constituent des « *équipements d'intérêt collectif et services publics* » (4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme), et entrent au sein de la sous-destination « *locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées* » (4° de l'article R. 151-28 du même Code). A ce titre, nos ouvrages correspondent à des « constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics » (article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2016 relatif aux sous-destinations) et peuvent ainsi être mentionnés au sein de cet article.

2.2 Dispositions particulières

Pour les lignes électriques HTB

- **S'agissant des occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières**

Il conviendra de préciser que « *les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.* »

- **S'agissant des règles d'exhaussement et d'affouillement de sol**

Il conviendra de préciser que « *les exhaussements et affouillements de sol sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics* ».

Nous notons par ailleurs la bonne intégration des règles suivantes qui permettent de rendre compatible l'existence de nos ouvrages publics de transport d'électricité et votre document d'urbanisme :

- S'agissant des règles de hauteur des constructions
- S'agissant des règles de prospect et d'implantation

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Commissaire enquêteur, l'assurance de notre considération distinguée.

Pascal HESPERT
Chef de pôle Concertation Environnement Tiers

Copie : DDTM du Gard ddtm@gard.gouv.fr

Annexes :

- Protocole de téléchargement des données RTE sur l'Open data énergies
- Recommandations à respecter aux abords des ouvrages électriques

Cyril ROUAULT
Avocat (EI)

8, AVENUE FEUCHERES 30000 NÎMES
Tel : 06/11/13/01/15
Courriel : rouault.avocat@gmail.com

Monsieur le Commissaire
enquêteur

Hôtel de Ville,

5, rue Grand du Bourg

30 210 Vers-Pont-du-Gard

Le 29/04/2024 à Nîmes ;

OBJET : ENQUETE PUBLIQUE PLU (18 avril /20 mai 2024)

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Par la présente, j'interviens dans les intérêts Monsieur Francis GUILLOT et Madame Danielle GUILLOT, demeurant 289 Route de CASTILLON et Madame Nicole BRACONNIER, demeurant 12 Rue du Clos du GAL et Madame Josiane BROYE, demeurant 8 Rue du clos du GAL, 30210 VERS PONT DU GARD.

Ils sont propriétaires respectivement des parcelles cadastrées section B n°1228 et n°1227.

La contenance de la parcelle B n°1227 est de 2900 m².

La contenance de la parcelle B n°1228 est de 3870 m².

Ces deux parcelles sont situées en continuité de la zone urbanisée à l'Est du village.

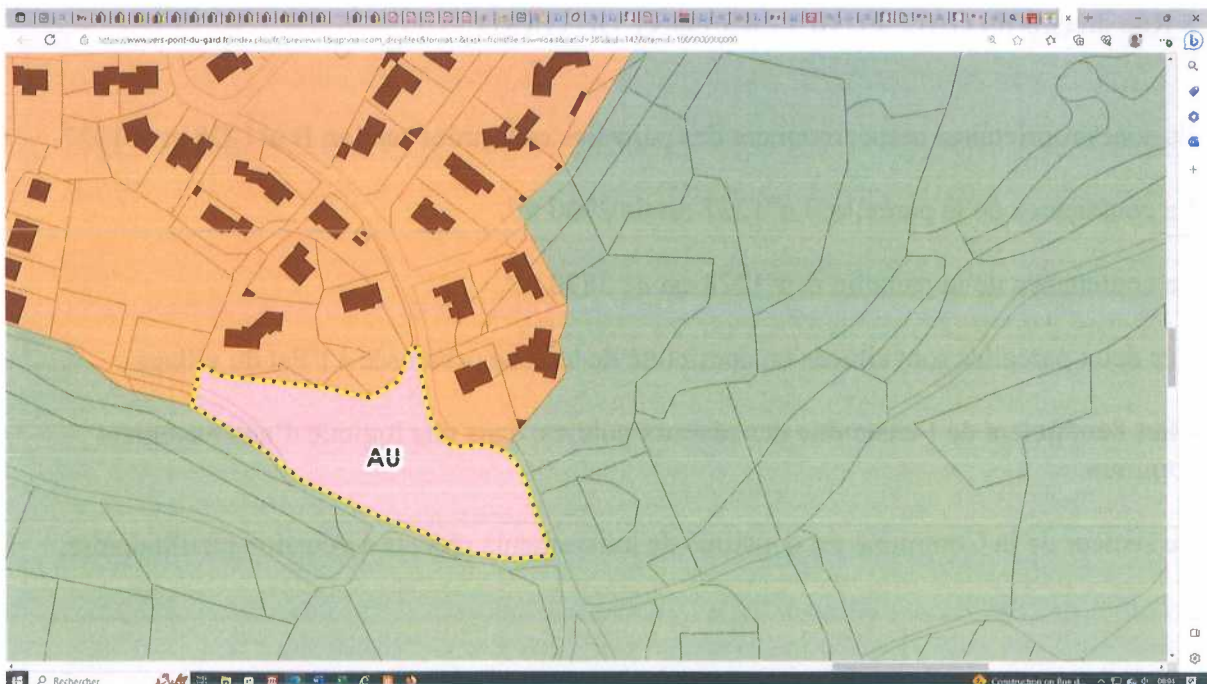
Elles bénéficient de l'ensemble des réseaux publics, dans une logique d'aménagement commun.

Ce secteur de la Commune est constitué de lotissements récents à vocation pavillonnaire.



(Source GEOPORTAIL site IGN)

Classement projeté dans le futur plan local d'urbanisme (PLU arrêté)



(Extrait règlement graphique PLU)

Une future zone AU est projetée, en face, de l'autre côté de la voie communale.

Il ressort, du diagnostic que la Commune identifie, dans l'enveloppe urbaine, 5,2 hectares de secteurs urbanisés devant recevoir de nouvelles constructions.

Ces secteurs sont constitués pour 2,9 hectares de 20 dents creuses et pour 2,3 hectares de cinq enclaves.

Selon le tableau joint dans le rapport de présentation cela représente 53 167 m².

A ces eux secteurs sont repris 38 parcelles offrant des potentialités de divisibilité.

L'identification de ces surfaces relève du parti d'aménagement et du document d'orientation et d'objectif (DOO) du schéma de cohérence territoriale (SCoT) qui fixe comme objectif la densification et le renouvellement de la ville sur elle-même.

La finalité est de réduire la consommation de secteurs agricoles ou naturels, à tout le moins non-construits.

Si une telle logique se comprend en zone urbaine dense et en particulier dans les centres urbains, elle demeure plus difficile à mettre en oeuvre en dehors de ces derniers.

En effet, la morphologie urbaine de la Commune et plus particulièrement les extensions urbaines démontrent que les nouveaux arrivants ont choisi de s'établir sur la Commune de VERS-PONT-DU-GARD pour rechercher des espaces plus grands.

La volonté des nouveaux occupants ne réside pas dans un projet de construire sur un espace réduit.

Dès lors, le calcul réalisé sur les possibilités de divisions de parcelle bâties pour réaliser les nouveaux logements, en compatibilité avec les objectifs du SCoT, sera faussé.

Dans ces conditions la Commune ne pourra pas remplir les objectifs de création de logements.

A cette première contrainte, il faut ajouter que l'objectif de densification à l'intérieur de l'enveloppe urbaine aura pour effet d'augmenter l'artificialisation des sols et par voie de conséquence, les phénomènes de ruissellement en cas d'épisodes pluviométrique intenses, phénomènes récurrents dans le Gard.

La prise en compte de ces phénomènes implique généralement la création de bassins de rétention, le plus commode et efficient, étant que ceux-ci relèvent d'une autorité publique et donc en dehors de l'enveloppe des projets Si possible dans des dents creuses ou des enclaves...

En effet, l'obligation dans le cadre de nouvelles constructions de créer des dispositifs hydrauliques relevant de la seule initiative privée, conduit au bout de quelques années, la conformité délivrée, à la disparition de ceux-ci au profit d'une piscine, d'un abri etc...

Ce constat est d'autant plus pertinent que la parcelle supportant le projet sera réduite...pour objectif de densification.

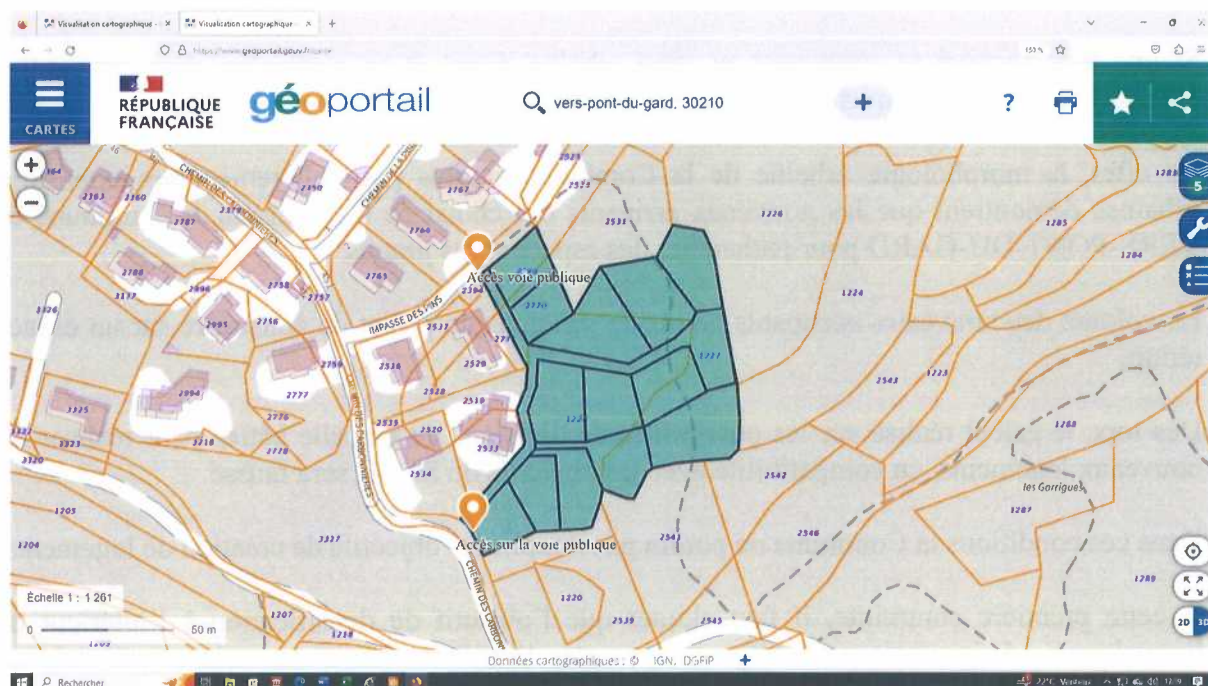
CONCLUSIONS

Pour permettre d'atteindre les objectifs du DOO du SCoT, pour la création de logements, l'extension de l'urbanisation de façon limitée et en continuité de l'enveloppe urbaine demeure la seule solution.

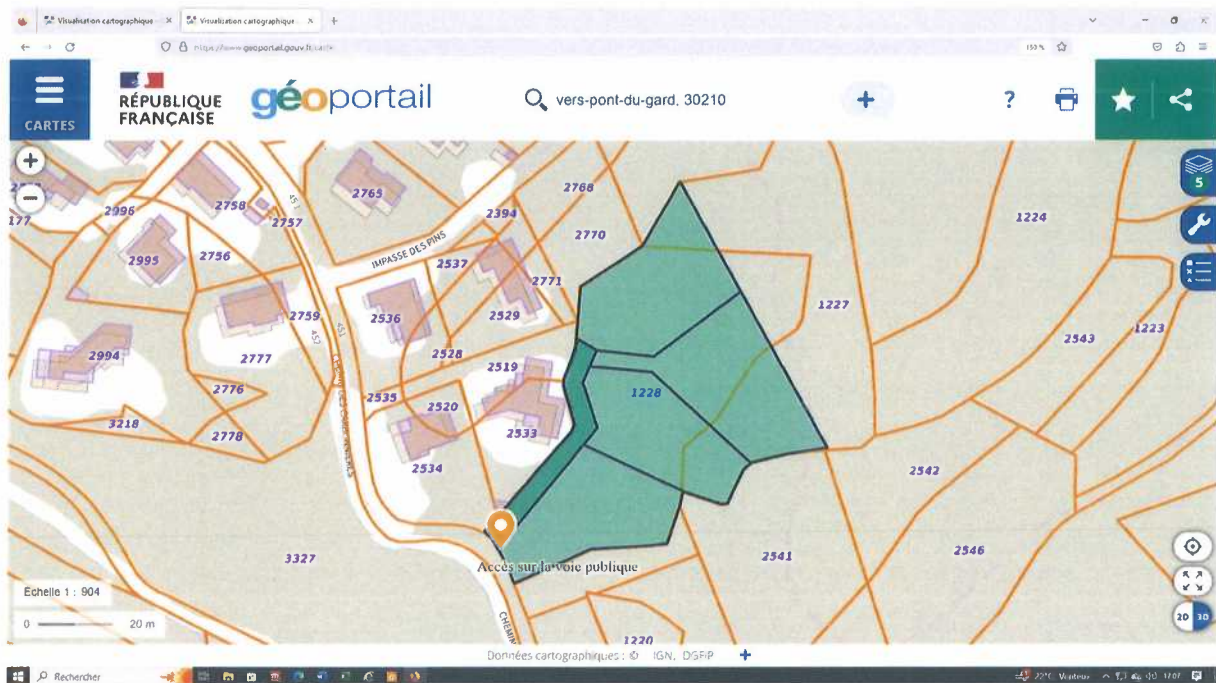
La demande des consorts GUILLOT, BRACONNIER et BROYE, s'inscrit dans cette logique.

Ci-dessous deux *scenari* possibles :

Hypothèse N°1



Hypothèse N°2



Cette contribution est versée dans le cadre de la concertation.

Je vous prie de croire, Monsieur le Commissaire enquêteur, en l'assurance de ma haute considération.

Cyril ROUAULT

7-Glossaire

Glossaire des abréviations utilisées

ABF : Architecte des Bâtiments de France
AC : Assainissement Collectif
AEP : Alimentation en Eau Potable
ANC : Assainissement Non Collectif – géré par le SPANC
ARS : Agence Régionale pour la santé
AVAP : Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine
CDPENAF : Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers
COPIL : Comité de Pilotage
CU : Code de l'Urbanisme
CU : Certificat d'Urbanisme
DDTM : Direction Départementale des Territoires et de la Mer (ancienne DDE)
DPU : Droit de Préemption Urbain – permet à la Commune d'être prioritaire pour préempter
Lexique service urbanisme – environnement – aménagement 2
DRAC : Direction Régionale des Affaires Culturelles
DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
DUP : Déclaration d'Utilité Publique
EBC : Espaces Boisés Classés
EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
ER : Emplacement Réservé
ERP : Etablissement Recevant du Public
GES : Gaz à Effet de Serre
INAO : ' Institut National de l'Origine et de la qualité
Loi ALUR : Accès au Logement et un Urbanisme Rénové
Loi SRU : Loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain
Loi UH : Loi Urbanisme et Habitat
OAP : Orientation d'Aménagement et de Programmation (un des volets du PLU qui cible des secteurs spécifiques)
OM : Ordures Ménagères
PA : Permis d'Aménager
PADD : Projets d'Aménagement et de Développement Durable (un des volets règlementaires du PLU)
PC : Permis de Construire
PCET : Plan Climat Energie Territorial
PFAC : Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif
PLU : Plan Local d'Urbanisme
PPRI : Plan de Prévention des Risques d'Inondation
PPRNP : Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisible (document réalisé par les Services de l'Etat)
RD : Route Départementale – à Val d'Isère RD 902
RN : Réserve Naturelle
RTE : Réseau de Transport Electrique
SAFER : Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural
SAU : Surface Agricole Utile
SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale
SDAGE : Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SIVU : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
SMITOM : Syndicat Mixte Intercommunal de Traitement des Ordures Ménagères
SPANC : Service Public d'Assainissement Non Collectif
SRCAE : Schéma Régional Climat Air Energie
SRCE : Schéma Régional de Cohérence Ecologique
STECAL : Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées
STEP : Station d'Epuration
ZNIEFF : Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique
ZPPAUP : Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager